

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

No quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE.

TOME CENT VINGT-SIXIÈME

Septembre-Décembre 1917.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1917

D

I

.R6

t. 126

1917

H
~~P3282~~
~~126~~

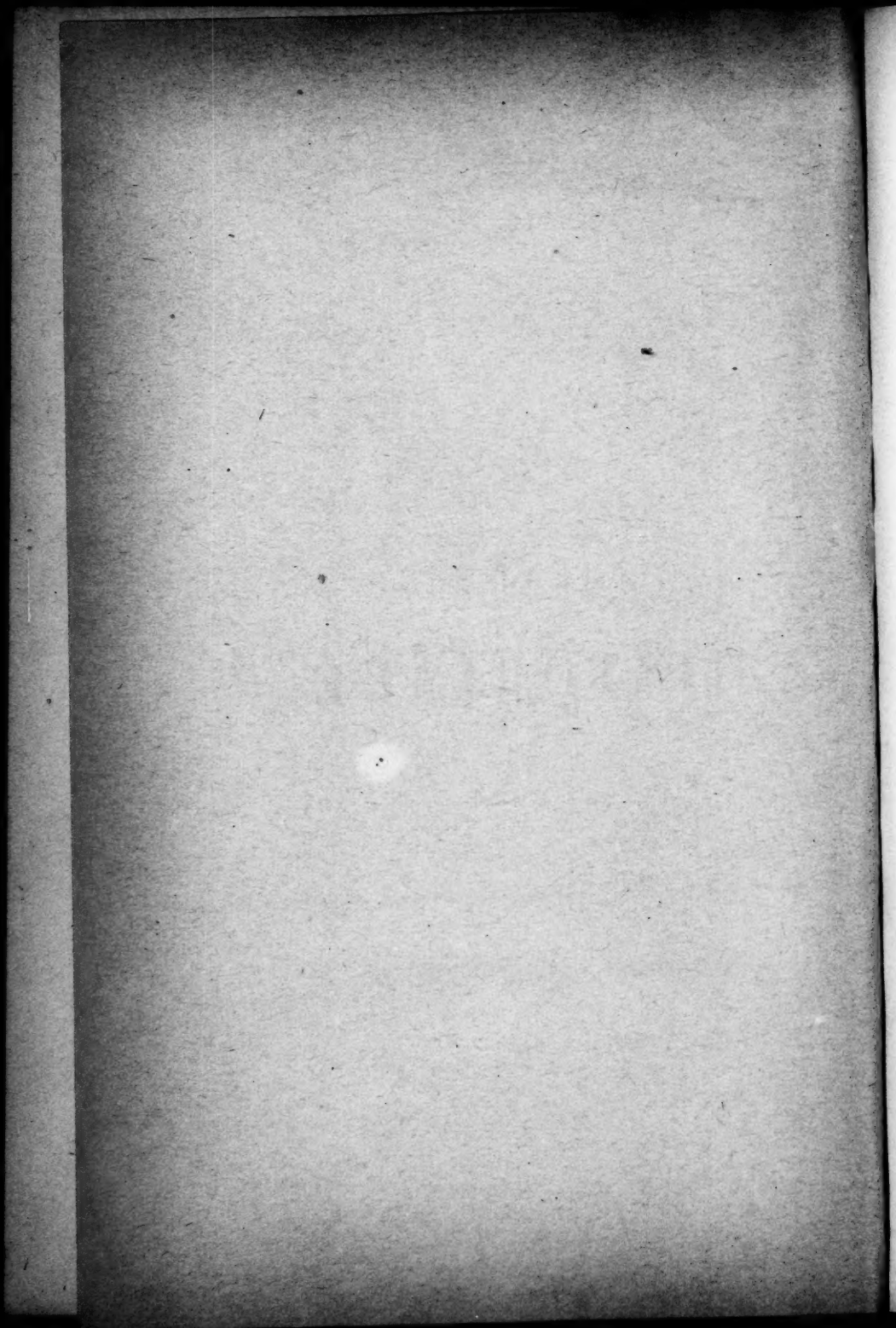
APR 23 1919

146481

Bind. Per.

REVUE
HISTORIQUE





LES NATIONALITÉS RÉGIONALES DE L'ANCIENNE FRANCE

DANS

LEURS RAPPORTS AVEC LA COURONNE

I. — J'avais espéré que ce volume¹ suivrait à brève distance le précédent et voici qu'un intervalle exceptionnel les sépare. La guerre actuelle en est cause pour partie. Elle a retardé l'impression commencée il y a quatre ans déjà. D'autres obstacles l'avaient précédée, dont le principal est qu'à la suite de deux événements d'ordre très différent, la découverte du Code de Hammourabi, et l'ascension du Japon, mon activité scientifique avait été entraînée dans une autre direction, vers les études orientales, sans que jamais, du reste, ma pensée se fût détachée de cet ouvrage, ni que j'eusse cessé d'en poursuivre l'élaboration.

Le retard imposé par la guerre n'aura pas été perdu. Il a donné une actualité saisissante aux problèmes historiques qui sont traités dans ce volume et m'a conduit à les présenter dans leur plein développement. A la lumière des faits, l'esprit en France et chez nos alliés est en train de faire justice de deux superstitions néfastes, la superstition du germanisme comme principe civilisateur, la superstition de l'origine récente du patriotisme français, lesquelles sont toutes deux en étroit rapport avec ce que j'appellerai aussi la superstition féodale.

II. — Les historiens allemands avaient fait passer pour axiome, aidés en cela par les théories nobiliaires et les doctrines feudistes de notre ancien régime, que les Germains avaient régénéré le

1. Pages préliminaires du t. IV des *Origines de l'ancienne France*, qui paraîtra, sous ce titre, au mois d'octobre. Paris, librairie de la Société du *Recueil Sirey*.

monde antique, que leur royauté avait fondé la nation française, que de la loi salique procédaient nos institutions (qui avaient rayonné sur le monde entier), que de leurs mœurs et de leurs sentiments était née directement la féodalité, qui avait donné sa structure à l'Europe et absorbé en elle toute la sève vitale du patriotisme national ou régional, que de là dérive même l'idéal chevaleresque de nos chansons de geste, sorties des cantilènes germaniques, qu'enfin le Saint-Empire avait continué l'œuvre civilisatrice et étendu légitimement son autorité sur la partie orientale de l'ancienne Gaule, la vallée du Rhin comme la vallée du Rhône.

La guerre a permis au monde de juger de l'esprit civilisateur des Germains d'autrefois par celui des Germains d'aujourd'hui. Les manifestes des savants allemands nous ont édifiés sur l'espèce et la valeur de la *vérité* dont ils se donnaient pour les porte-paroles. Avec le mirage d'une hégémonie scientifique de l'Allemagne, doivent disparaître des doctrines qui, de parti pris, avaient faussé l'histoire, que seul avait pu faire tolérer une sorte de respect fétichiste pour l'érudition allemande, et contre lesquelles, pour ma part, je n'ai depuis longtemps cessé de lutter ou de réagir.

III. — Dès le tome premier de cet ouvrage, j'ai protesté contre la doctrine du rayonnement de la loi salique en lui opposant le *droit qui s'est constitué en France aux X^e et XI^e siècles*¹. J'ai montré ensuite (t. I et II) que la féodalité avait mis plus de deux siècles à s'établir; j'ai prouvé que les chansons de geste, loin de refléter la société germanique, sont le miroir de la société française du x^e et du xi^e siècle, puisqu'elles sont en harmonie parfaite avec les chartes de cette époque, qu'ainsi le sentiment national était dès alors vivace. J'ai mis en lumière dans le précédent volume, comme dans celui-ci, le véritable caractère et le rôle exact de la royauté, non pas franque, mais *gallo-franque*, qui a présidé à la formation de la nation française. Que le patriotisme régional a survécu concurremment avec le sentiment unitaire de la Gaule et qu'ils ont coopéré avec la royauté à l'œuvre d'unification nationale, c'est ce qui ressortira, je pense, de tout l'exposé du présent volume, où j'espère de plus avoir réduit à néant par les faits et les documents le prétendu droit

1. Tome I, p. 11-13.

historique de la Germanie sur les régions de la Gaule qu'elle avait usurpées : Alsace et Lorraine, Bourgogne et Provence.

IV. — En même temps qu'il gagnait en actualité, ce volume gagnait en unité. Par le développement qu'elle a prise, l'histoire des nationalités régionales, qui n'en devait former que la « majeure partie¹ », l'occupe tout entier. Et il ne me déplait pas qu'il en soit ainsi, puisque les idées maîtresses qui en forment l'âme et le joint s'en dégageront avec plus de relief et pourront faire mieux leur chemin dans les esprits.

Je compte, en effet, que cette guerre nous aura libérés des préventions que l'érudition allemande avait dressées contre notre ancienne méthode française de ne pas séparer l'analyse de la synthèse, le texte de son esprit. Ces préventions ne furent jamais miennes. Était-ce au pays de Ducange et de Mabillon, de Duchesne et de Baluze, de ces admirables érudits qui ont fait mieux que publier les documents, qui les ont rendus intelligibles et fait revivre, était-ce à ce pays de s'inféoder à une érudition aussi sèche, étriqué et pesante — quand elle n'était pas tendancieuse et chauvine — que celle de la science contemporaine d'Outre-Rhin?

V. — J'ai toujours estimé pour ma part que le premier devoir de l'historien est de découvrir les *dominantes* de l'histoire. Il y a loin de la synthèse à l'esprit de système. L'une procède de l'observation et de l'induction, l'autre d'idées préconçues, dogmatiques ou sentimentales. Et observation veut dire nécessairement : investigation la plus étendue, la plus impartiale, la plus approfondie des sources.

Je n'ai pas écrit une ligne de cette œuvre avant que j'en eusse arrêté le plan entier dans ma pensée, et ce plan je ne l'avais conçu qu'après avoir exploré, sans relâche, pendant une période de plus de dix ans (1872-1883), tous les documents originaux qui m'étaient accessibles et parmi lesquels prirent place en première ligne les cartulaires manuscrits et imprimés.

Ce sont les conclusions rapportées de ce long voyage d'exploration qui sont les pierres angulaires de mon ouvrage. Ce sont les matériaux innombrables recueillis chemin faisant qui ont servi à le construire. C'est l'impression générale ressentie, en

1. C'est ce qu'annonçait l'*Introduction*, imprimée dès 1914, qui figure en tête du volume.

cours de route, analysée et condensée par la réflexion, qui m'en a fourni le plan. Tel que j'ai pu le donner en tête du premier volume paru en 1886¹, ce plan est resté définitif. Il n'a subi que des modifications de détail ou de proportion.

Je dirai plus. Le schéma que j'ai dressé² des *résultats généraux* n'a en soi rien d'anticipé. Ces résultats étaient dès alors acquis pour moi et en partie élaborés. Ils ont été complétés, développés et mis au point par trente années de recherches postérieures, soit dans les dépôts ou recueils de chartes, soit dans les monuments historiques de tout ordre; ils ont été *vivifiés* à l'aide des *Chansons de geste* et des *Vies des saints*, dont j'ai été le premier à faire un emploi méthodique pour l'histoire des institutions. Ils attendent ainsi depuis de trop longues années que je trouve le temps et les forces de les mettre au jour.

VI. — C'est parce que les données sur lesquelles j'ai bâti m'ont paru inébranlables à l'épreuve que je n'ai pas hésité à rompre en face avec tant d'idées dogmatiques qui, de proche en proche, se sont érigées en despotes depuis l'époque lointaine où feudistes, légistes ou canonistes les mettaient au service des puissants du jour. Pour en avoir raison, il m'a fallu, comme dans le présent volume, en ce qui concerne la théorie des grands fiefs, faire à la polémique une place que par principe j'aurais voulu lui refuser. Cette tâche maintenant accomplie, j'espère que l'édifice pourra se développer plus rapidement en hauteur.

Des huit livres que j'ai prévus, le IV^e, qui sera achevé dans le volume suivant, est le noyau fondamental. C'est le corps de l'édifice dont les quatre derniers livres — consacrés à la description de la société, sous tous ses aspects, matériels et spirituels — formeront le couronnement, c'est la nef dont ils seront la flèche. Tel est le fond de ma conception.

Si j'ai eu le constant souci de placer les textes essentiels directement sous les yeux du lecteur, je tiens à déclarer que les documents de l'histoire ne sont pas pour moi des pierres inertes ou frustes qu'il peut suffire, soit d'amonceler en tas, soit d'équarrir et de disposer dans un ordre systématique. Ils ressemblent plutôt aux pierres sculptées, ornementées et façonnées de nos cathédrales, qui portent la marque de l'ouvrier, qui ont été taillées, sciemment ou inconsciemment, en vue de la place

1. Tome I, p. 19-20.

2. Ibid., p. 13-19.

qu'ils doivent occuper dans le monument et où s'incorpore l'âme même de ceux qui ont travaillé à le construire. Reconstituer, grâce à ces pierres vivantes, l'image d'un édifice social disparu, dans ses détails, sa structure, son harmonie, telle m'apparaît la mission essentielle de l'historien. Tel est le but idéal auquel ont tendu dans le passé et tendront dans l'avenir tous mes efforts.

VII. — Ainsi qu'il vient d'être dit, je n'ai rien à retrancher et j'ai peu de choses à ajouter au programme tracé dès l'introduction du tome premier de cet ouvrage, puis précisé en tête du précédent volume. La double nécessité de *décentraliser* notre histoire et de l'étudier dans les *cadres naturels* de l'évolution sociale — à l'aide des sources strictement contemporaines — s'est imposée de plus en plus à mon esprit. Et je persiste à penser qu'ainsi seulement nous pouvons assister dans le passé à la grande œuvre de notre unification nationale « sous l'empire des forces ou des lois qui président à l'enfantement et à la vie des États ». Plus avant j'ai pénétré dans les périodes, dissolutive et préorganique, des IX^e, X^e et XI^e siècles, plus clairement se sont présentées à mes yeux les diverses régions de la France comme des organismes indépendants, passant par des phases de transformation et de croissance, des « groupes ethniques, distincts de mœurs et de coutumes, de sentiments et d'intérêts, gouvernés par des chefs de familles princières ou seigneuriales¹, qui opéraient à leur égard le travail préalable d'unification que la royauté devait achever un jour pour l'ensemble du pays ».

C'est l'objet précisément de ce volume de décrire l'avènement à la vie et le développement progressif des *peuples provinciaux* de la *France majeure*, comme j'ai décrit précédemment les groupements ethniques qui se sont formés dans la *Francie*, et de mettre en lumière ce qui subsiste de l'entité nationale des Gaules que représente la royauté.

Cet exposé fournira, je l'espère, la preuve promise² qu'à la

1. Je remarquerai aussi que chaque nationalité avait son patron religieux. Hariulf nous l'indique dans ce curieux passage des *Miracles de saint Riquier* : « Coeperunt Franci invocare suum Dionysium, Pictavienses Hilarium, Turonenses Martinum, Aureliani Anianum, Lemovicenses Martialem, Tolosani Saturninum, Autisiodorenses Germanum, Remenses Remigium, Vermandenses Quintinum » (Mabillon, *A. SS. Ben.*, saec V, p. 569). — L'auteur de la *Translation de saint Liévin* (XI^e siècle) nomme saint Bavon « dominum et patricium patriae, magnum totius Flandriae patronum » (*Ibid.*, saec. VI, I, p. 68).

2. Tome III, p. 212.

différence des *principes* de la *Francie*, pour qui l'ancien *mundum* royal continuait à produire son plein effet et à fonder la foi lige, les *principes* du reste de la Gaule ne sont placés que sous la *major potestas*, sous la suprématie du *rex Francorum*, qu'ils sont tenus envers lui à la déférence et au serment de sécurité ou d'alliance, mais ne lui doivent pas d'hommage féodal, qu'en d'autres termes leurs dominations ne sont pas des grands fiefs, mais des États fédérés sous la primauté du successeur de Charlemagne, qui reste investi de l'ancienne suprématie franque. Ce lien fédératif de pariage et de fidélité, issu du régime de la concorde ou de la fraternité¹, a été rompu pour les régions de la Gaule rattachées à la Germanie, mais nous aurons à rechercher à quelle époque précise, dans quelles conditions et dans quelle mesure.

VIII. — Il m'importe de répondre ici en quelques mots à l'amicale critique de mon cher et regretté confrère, A. Esmein, qui regardait ma « doctrine » sur les relations du principat et de la couronne « comme trop savante et trop subtile pour l'époque² ». Assurément. Aussi n'est-ce pas du tout, comme il le croyait, une « théorie », une conception *a priori* que je prête soit aux gouvernants, soit au peuple, mais une « résultante » que je constate des faits historiques. Je puis même dire que c'est *a contrario* que cette « résultante » s'est produite.

Le point de départ était le *regnum Karolingorum*, correspondant au *regnum Francorum*, la domination de la race franque représentée par les *Karlingi*, et cette domination a été refoulée progressivement³ par la naissance et le développement des nationalités indépendantes, qu'un lien traditionnel seul continuait à rattacher au *regnum Francorum*, jusqu'au jour où ce lien (par Philippe-Auguste surtout, grâce à la victoire de Bouvines)⁴ fut transformé en vassalité féodale, en vassalité des

1. Voir tome III, p. 170 suiv. — J'ajoute seulement que ce régime s'est trouvé étendu des co-souverains aux *principes* par le pacte (*foedus caritatis*) de Coulnaines (843, Capit., éd. Krause, p. 253 et suiv.).

2. *Cours d'histoire du droit français*, 11^e édit., 1912, p. 380, n. 1.

3. Esmein, par inadvertance (*loc. cit.*), me fait dire l'inverse. Il rapporte au XI^e siècle, ce que j'ai dit expressément du IX^e (voir t. III, p. 158-159, p. 161).

4. Cette victoire a conjuré une anarchie princière succédant à l'anarchie seigneuriale, anarchie qui aurait réduit la royauté traditionnelle de la France à n'être plus, comme elle apparaît dans un des cycles des chansons de geste, qu'un fantoche aux mains du principat, et qui, exploitée par des souverains étrangers, aurait pu amener le démembrement de la Gaule. Elle a rendu pos-

grands fiefs. Il n'y a donc pas eu, au ^x^e et au ^{xi}^e siècle, de « théorie » consciente, mais un enchaînement de faits sur la base de notions traditionnelles. C'est comme un tissu dont les faits forment la trame, les survivances la chaîne, et dont l'historien se borne à relever le dessin schématique.

Telle sera encore notre tâche : constater les faits et les déductions qui s'en tirent, la situation légale qu'ils créent ou qu'ils laissent discerner, comme aussi les sentiments qui leur servent de *substratum* et que la royauté saura faire tourner plus tard au profit de la monarchie féodale.

IX. — Nous nous heurterons, chemin faisant, à bien des préjugés anciens ou modernes. Aujourd'hui encore, la plupart des historiens n'ont pas su remettre la souveraineté royale à la place d'où les feudistes l'avaient évincée pour lui substituer la suzeraineté féodale. En outre, ils ont eu le tort d'envelopper dans un même discrédit l'idée de *race*, que l'école d'Augustin Thierry avait tant exagérée ou faussée, et l'idée de *nation* que j'ai essayé de restituer à sa place légitime¹ et que mon cher confrère Camille Jullian a, depuis lors, brillamment réhabilitée². Où l'on a vu un suzerain féodal, il y avait un roi investi de la suprématie carolingienne et franque ; où l'on a vu de grands vassaux, il y avait des chefs de nations ou de peuples, des *reguli* dont le roi de France n'était que le *primus inter pares*, comme incarnant l'unité de la nation gallo-franque.

X. — Sur cette double base, royale et provinciale, s'est préparée, puis élaborée, une hiérarchie politique dont la noblesse sera un des éléments, la pairie de France un des sommets, la monarchie du ^{xii}^e siècle le premier couronnement. Mais, pour atteindre ce résultat, une réorganisation sociale, une restauration du principe d'autorité, générateur de l'ordre, était une condition préalable. C'est à cette restauration qu'ont travaillé, chacun dans sa sphère, la royauté, le principat et l'Église, la royauté

sible la subordination générale du principat des Gaules à la monarchie capétienne, sous la forme féodale d'abord, absolutiste ensuite. Bouvines a donc été la clef de voûte de l'unité française.

Ce point de vue ne pouvait échapper à l'historien de Philippe-Auguste, M. Cartellieri, dans son esquisse *Die Schlacht bei Bouvines* (Leipzig, 1914, cf. p. 8, 31), mais il l'a trop réduit à une rivalité des Capétiens et des Plantagenets.

1. Tome III, p. 127-132 (*le Groupement ethnique*).

2. Cf. Jullian, *L'Ancienneté de l'idée de nation*. Paris, 1913.

dans son domaine, le principat dans ses possessions patrimoniales, l'Église dans ses seigneuries et dans son ressort religieux. Les classes populaires s'y associèrent sous la forme typique de la Paix et de la Trêve de Dieu, destinées à rétablir l'ordre et la sécurité dans la société. Merveilleuse convergence d'efforts, en vue de mettre fin à l'anarchie seigneuriale, efforts dont c'est la monarchie qui recueillera un jour le bénéfice aux dépens du principat!

XI. — J'ai dû étudier de front le rôle de la tradition, plus lointaine, et celui de l'action collective, plus immédiate, dans la naissance et la constitution du principat comme dans ses relations avec la royauté.

L'histoire, en effet, ne se laisse ni diviser en compartiments étanches, ni découper en tranches indépendantes l'une de l'autre. Elle est une trame vivante, un réseau où la vie circule et se transmet sans interruption. On ne saurait donc comprendre une institution, un état social, en les isolant, en ne remontant pas à leur origine immédiate et en ne les suivant pas de l'œil dans leur sort ultérieur. Mais l'écueil qu'il importe d'éviter est de conclure à un état existant soit par voie de déduction logique de ce qui a été à une époque antérieure, soit par voie d'induction de ce qui s'est produit dans la suite. Tel est précisément le trop juste reproche qu'ont encouru les anciens historiens. Ils ont transposé dans le passé les idées et les institutions de leur temps, ils ont sauté à pieds joints par-dessus une époque obscure, en reliant tant bien que mal des tronçons historiques. De là est né l'abus de l'idée féodale, avec les innombrables erreurs qu'il a fait naître et qui ont vicié l'histoire de nos origines. Cet abus s'est aggravé de nos jours par la réaction contre l'idée de race ou même de nationalité, sur laquelle je dois revenir et m'expliquer en toute netteté.

XII. — Il me semble que les historiens modernes ont beaucoup trop confondu et mêlé les notions, cependant très distinctes, de race, de nation et de peuple¹; c'est de cette confusion notamment qu'est née la fausse conception d'un Augustin Thierry sur le rôle que les *racés* ont joué dans la formation de la France, aussi bien que le scepticisme professé par un Fustel de Coulanges à l'endroit de l'élément ethnique.

1. Voir déjà à ce sujet, tome III, p. 127, note.

« Les différences entre les *racés* », a dit un savant anthropologue, « sont dans les formes extérieures, dans la structure anatomique, dans les fonctions physiologiques. L'étude de ces caractères a pour base l'homme considéré comme individu d'un groupe zoologique. Les différences entre les *groupes ethniques* (nations, peuples) sont le résultat des évolutions soumises à d'autres lois que celles de la biologie, lois encore à peine entrevues. Elles se manifestent dans les caractères ethniques, linguistiques ou sociaux. Leur étude a pour base le groupement des individus en société¹. »

Et comment se différencient, à leur tour, les *groupes ethniques*? Langue, mœurs, coutumes, traditions et croyances, communauté d'origine, réelle ou nominale, font la *nation*. Le gouvernement commun fait le *peuple*. La *nation* peut donc devenir *peuple* sous un gouvernement commun, mais elle ne le devient pas nécessairement. Il y a des peuples qui ne sont pas une *nation* parce qu'ils se composent de nations différentes. Tel fut le peuple romain, le peuple carolingien, le peuple allemand du Saint-Empire, le peuple français de l'époque napoléonienne, tel est, par exemple, le peuple autrichien ou le peuple hongrois de nos jours. Il se peut que ces peuples soient seulement placés sous la puissance d'une nation dominante ou légale. Ils deviendront nation le jour où celle-ci absorbera en elle les nationalités dépendantes.

Ainsi arriva-t-il pour le peuple des *Karlenses* qui constituait l'empire carolingien. Les nations nombreuses entrées dans sa composition furent réparties en trois groupes, en trois *Francies*, avec leurs dépendances, sous la domination de la nation franque qui demeura une.

Le premier de ces groupes était le seul qui correspondit à une ancienne unité nationale, à cette unité de la Gaule dont Camille Jullian a donné une si belle définition². Et c'est le seul aussi

1. J. Deniker, *les Races et les peuples de la terre*, p. 11. Paris, 1900.

2. « Le Sénat romain a brisé la Gaule : les empereurs doivent reconnaître son unité. Les barbares l'ont partagée entre eux : les Francs la reconstituent. Le régime féodal a fait prévaloir, sur la vie nationale, la vie provinciale : la nature est la plus forte et la France se reforme là où était la Gaule. Grâce à la terre, à travers des milliers d'années, il a existé sous des noms différents, gaulois, romain, franc et français, le germe indestructible d'un génie national » (*op. cit.*, p. 33).

Voir aussi le tableau magistral, saisi sur le vif de la nature et de l'histoire,

qui a survécu et fini par s'assimiler ou par absorber dans la nation dominante les diverses *gentes* qui en dépendaient. Il est resté ainsi le seul représentant de l'ancienne nation franque dont il a gardé le nom, de même qu'il avait recueilli seul le titre et le prestige du nom carolingien sous lequel les trois groupes avaient été placés.

La nation gallo-franque a commencé par se cantonner dans le bassin parisien pour s'y replier sur elle-même et devenir un centre d'attraction et d'alliage, puis un foyer de rayonnement, à l'égard des multiples nationalités qui n'étaient plus rattachées à elle que par des liens ténus et fragiles. Ces nationalités, de leur côté, se sont constituées *peuples, gouvernements, principats* en amalgamant les petits groupes secondaires (*patria, pagi*), sous l'hégémonie du groupe dominant (que sa prépondérance fût traditionnelle ou numérique) et d'ordinaire autour d'un noyau vivace, qu'alimentaient des rapports plus intimes avec la civilisation de la *Francie* : Flandre wallonne ou Roumois, comtés de Rennes, d'Autun, de Poitiers, de Toulouse, etc.

Mais ni la cohésion, ni la coordination ne furent jamais parfaites. Dans les interstices des grands principats apparaissent des seigneuries indépendantes, laïques ou ecclésiastiques, qu'un lien direct et plus étroit put de bonne heure subordonner à la couronne. Il appartient à l'histoire proprement dite d'en dresser l'inventaire et d'en suivre les destinées. Je m'efforcerai du moins de déterminer, en étudiant le développement des institutions, leurs caractères et leurs physionomies typiques. C'est avant tout la formation des grands principats que nous avons à décrire. Ce sont eux qui, au cours du XII^e siècle, deviendront les grands fiefs et qui jusque-là sont des petits Etats satellites gravitant dans l'orbite du *regnum Francorum*.

XIII. — Il serait souverainement inexact de représenter les partisans les plus récents de la thèse féodale comme ayant emboîté le pas derrière les anciens feudistes. Leur attitude est tout autre, subtile et paradoxale, d'une érudition beaucoup plus

qu'a tracé M. Vidal de La Blache en tête de l'*Histoire de France*, de Lavisse. Du chapitre IV, *Physionomie d'ensemble de la France*, je retiens cette conclusion : « Il y a donc une force bienfaisante, un *genius loci*, qui a préparé notre existence nationale. C'est un je ne sais quoi qui flotte au-dessus des différences régionales. Il les compense et les combine en un tout et cependant ces variétés subsistent, elles sont vivantes ; et leur étude est la contre-partie nécessaire de celle des rapports généraux » (p. 51-52).

sûre. A les entendre, le grand fief, aux x^e et xi^e siècles, existe en *théorie* plus qu'en *fait*, les grands vassaux, tout en faisant *hommage-lige* au souverain, se seraient comportés souvent « à peu près comme si le roi n'existait pas » ; en d'autres termes, « le lien vassalique, très fort », « l'hommage dans toute sa rigueur » qui les unissait au roi, n'était, la plupart du temps, grâce à la puissance dont ils disposaient, que purement nominal¹. L'histoire aurait donc suivi ici une marche inverse de sa marche habituelle : l'apparence, la fiction aurait précédé la réalité au lieu de n'en être qu'une survivance. Et comment prouve-t-on cette anomalie ? Par des textes précis, par des engagements formels ? Nullement. Un raisonnement juridique en doit tenir lieu ou servir à interpréter les documents vagues et ambigus. De ce raisonnement, voici la formule : « Les grands vassaux du xii^e siècle *descendent*, à l'exception du duc de Normandie, des comtes, ducs et marquis de l'époque carolingienne. Dès l'époque mérovingienne, les fonctionnaires n'obtenaient leur *comitatus* qu'après s'être *commandés* au roi, s'être placés sous son *mundium*. Or, si pendant la période où ducs et comtes étaient *encore* fonctionnaires, ils étaient tenus, non seulement de prêter le serment de fidélité que devaient tous les sujets de l'Empire franc, mais encore d'entrer dans la vassalité du roi, il *serait difficilement admissible* qu'à l'époque suivante l'OCTROI EN QUASI PROPRIÉTÉ d'un duché ou d'un comté fût l'objet d'un engagement moins rigoureux. L'affaiblissement du pouvoir royal ne changeait rien à la *nature juridique* des rapports établis entre le souverain et les *comites*, *duces* ou *marchiones*². »

Ainsi, par *tacite reconduction* ou par une sorte de présomption *juris et de jure*, les comtes ou ducs du x^e et du xi^e siècle auraient accepté juridiquement, de père en fils, et le roi leur aurait imposé légalement le lien de dépendance vassalique qui attachait à la couronne les comtes et ducs francs, leurs *auteurs* !

1. Voir Lot, *Hugues Capet*, p. 235-237. — Cf. ces observations de Luchaire : « En fait, les rois du xi^e et du xii^e siècle n'étaient pas assez puissants pour étendre les exigences de leur fisc aux grandes principautés de la France féodale » (*Institutions des premiers Capétiens*, tome I, p. 114). « Ce n'est qu'à partir de Philippe-Auguste que les textes mentionnent les droits de relief (*relevationes feudorum*) payés à la Couronne par les hauts barons » (*Institutions françaises*, p. 578, n. 2).

2. Lot, *Fidèles ou vassaux*, p. 3-4. Paris, 1904.

Qui ne voit ce qu'une telle filiation a de purement imaginaire? Non seulement les comtés et duchés francs, marches et *missatica* ont été morcelés, déchiquetés, agglomérés de la façon la plus disparate et ont subi des transformations profondes, mais l'usurpation sous toutes ses formes a pris la place d'une transmission régulière. Si des comtes ou vicomtes ont pu être les descendants de fonctionnaires carolingiens, ils constituent l'exception, et ceux-là mêmes se trouvaient vis-à-vis de leurs suzerains dans des rapports tout autres que le fonctionnarisme. En ce qui concerne les princes de la Gaule, qui seuls nous intéressent directement ici, les ancêtres dont ils se prévalaient sont avant tout des membres de la famille carolingienne, unis à elle par le régime de la concorde et de la suprématie. Et un obstacle croissant s'opposait à ce qu'ils acceptassent soit tacitement, soit expressément, la dépendance personnelle d'un comte ou d'un duc franc et l'assimilation de leurs Etats à un *honor* carolingien : c'était leur caractère nouveau de chefs de nationalités, dont les progrès et la puissance se développaient en face et aux dépens de la royauté.

Si la prétendue vassalité féodale des princes de la Gaule manque d'une base juridique uniforme, elle est en diamétrale contradiction avec les conventions expresses, permanentes ou temporaires, nouées entre eux et la royauté, vrais traités d'alliance que nous aurons à passer en revue, qui fixent les rapports du principat et de la couronne selon les circonstances ou les événements, sans nulle allusion ou référence à une convention tacite devant servir de forme traditionnelle.

En définitive, on ne s'est pas rendu assez compte que les relations du roi avec ses vassaux ou ses fidèles ont passé par une double phase : une phase de désorganisation allant jusqu'à la rupture de l'hommage (sauf dans la *Francie*), transformant la souveraineté royale en suprématie; une phase de réorganisation sur la base du fief, où un hommage nouveau prend naissance et où la suprématie royale se change en suzeraineté féodale.

XIV. — Les réflexions critiques qui précèdent et celles que le lecteur trouvera au cours de ce volume ne contreviennent pas à la règle que je me suis fixée de procéder par voie d'exposé historique et non de polémique. Je n'ai pu me soustraire au devoir de réfuter des objections qui m'étaient faites *par avance*, surtout dans l'un des livres que j'aurai le plus sou-

vent à citer (Lot, *Fidèles ou vassaux*), livre dirigé tout entier contre le caractère que j'attribue aux princes de la Gaule, tel que je l'avais esquissé dans le précédent volume et que j'avais annoncé le vouloir décrire dans celui-ci. J'ai limité la controverse au strict nécessaire et continué de poursuivre la vérité historique dans « l'enchaînement des idées, des textes et des faits ». Aussi bien, je le redis, ce n'est pas un système que je défends ni une théorie que je construis. Mon œuvre, à nul degré, ne dérive de vues *a priori*. Dans le détail comme dans l'ensemble, je ne me suis formé d'opinion que celle qui sortait directement de l'étude minutieuse et méthodique des sources, et si une investigation plus ample ou plus approfondie m'a convaincu que l'opinion commune à laquelle je m'étais provisoirement tenu n'était point justifiée, je n'ai pas hésité à faire amende honorable de ce qui m'est apparu comme une erreur. Ainsi m'est-il arrivé au sujet du caractère prétendu *réel* de la première féodalité¹.

Ce sont en définitive les *résultats* d'une étude documentaire, commencée il y a plus de quarante ans et jamais interrompue depuis lors, que je consigne dans mon livre. D'autres les compléteront, d'autres les rectifieront. Mais j'ai confiance que l'ensemble en est vrai et qu'il sera confirmé par les historiens de l'avenir. D'ici là, je ne me flatte pas qu'il soit accepté sans résistance et je dirais avec un vieil historien bien oublié aujourd'hui² : « Je sçay qu'entre les moins passionnez, la *diversité des esprits* fera diversement juger de mon œuvre et que la grace du lecteur n'esgalera la peine de mon travail. »

Jacques FLACH,
de l'Institut.

1. Voir tome II, p. 491 et suiv.

2. La Popelinière, *Histoire des histoires*, p. 2. Paris, 1599.

VICE-ROIS
ET
CAPITAINES GÉNÉRAUX DES INDES ESPAGNOLES
A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

(2^e article¹.)

V. — SANTA-FÉ.

La vice-royauté de Santa-Fé, ou de Nouvelle-Grenade, s'étendait entre les capitaineries générales de Guatémala et de Caracas et le royaume du Pérou. Elle avait été érigée en 1718 et devait cet honneur à l'importance de sa situation entre la mer des Antilles et le Grand Océan. Elle servait d'entrepôt à tout le commerce de l'Amérique méridionale avec l'Espagne. Toute la vie du pays s'était concentrée dans le nord de la région, autour des ports ouverts aux navires de la Péninsule.

Le pays. — La province de Veragua s'étendait sur une longueur d'une centaine de lieues, entre les deux mers, et comptait trois villes, dix-sept bourgs et 25,000 habitants². La ville capitale, Santiago de Veragua, était en 1759 dans un état misérable; elle ne possédait aucune ressource et ne pouvait célébrer, faute d'argent, ni la Saint-Jacques, ni même la fête du *Corpus*³. Son gouverneur, Bejarano, se lamentait de la voir dépourvue de mai-rie, de prison et même d'armoiries. Il eut la bonne pensée de lui donner un hôpital et annonça au roi en 1770 que le Saint-Sacrement venait d'être placé dans la chapelle du nouvel établissement; le roi le félicita de son zèle, mais lui refusa l'exemption

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 225 à 264.

2. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 25 août 1775.

3. Id., ibid., 22 mars 1759.

du droit de *media anata* qu'il lui demandait¹. Seuls, les missionnaires de la propagation de la foi montraient quelque activité. Ils avaient fondé les villages de San Francisco de Cañazas, de San Francisco de Paula del Rio Jesus, de San Josef de Montijo, etc., peuplés de 2.500 Indiens nouvellement convertis « qui fourniraient au roi de nouveaux tributaires² ».

Le port néo-grenadin le plus rapproché d'Europe était Puerto-Bello ou Portovelo, sur la mer des Antilles, à quelque distance vers l'est de la ville actuelle de Colón Aspinwall. On mettait environ cinquante jours pour se rendre de Cadix à Puerto-Bello³. La ville avait une détestable réputation, à cause de l'insalubrité de son climat. La chaleur y était insupportable, la dysenterie y régnait en permanence, les bêtes féroces et les reptiles y pullulaient, on l'appelait le cimetière des Espagnols. Plus d'un navire y perdit, tandis qu'il déchargeait ses marchandises, le tiers ou la moitié de son équipage. Il fallait faire venir le gros bétail de Panama, les poules et les porcs de Carthagène. La foire changeait chaque année, pour quelques semaines, ce désert en fourmilière, mais on appelait saison morte (*tiempo muerto*) l'intervalle qui séparait une foire de la suivante⁴. Un moment tirée de sa léthargie, la ville y retombait, sitôt que les chalands s'étaient éloignés.

Panama, sur le Grand Océan, avait eu fort à souffrir de deux incendies survenus en 1737⁵ et en 1781⁶. La mortalité y était très grande et l'hygiène déplorable, comme partout aux Indes. En 1805, le roi défendit d'enterrer dans la ville les gens qui viendraient à mourir dans les faubourgs; le gouverneur voulut faire exécuter les ordres du souverain et vit aussitôt l'évêque se dresser devant lui. Le prélat objectait qu'il n'existait en dehors de Panama qu'une petite église et un cimetière peu étendu, que la population extra muros était très nombreuse et très misérable et qu'il était à craindre que de trop fréquentes inhumations dans le cimetière ou dans l'église n'amenassent la peste. On aurait pu ouvrir un nouveau cimetière, mais l'argent manquait pour

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 5 mai 1770.

2. Id., ibid. — 25 août 1775.

3. Id., ibid. — 8 février 1762.

4. Coroleu, *América*, t. I, p. 350.

5. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 14. — 1737.

6. Id., armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 1781.

cette dépense nécessaire¹. A vrai dire, ce qui manquait surtout, c'étaient l'énergie et l'esprit de travail, car le terrain ne devait pas être cher autour de Panama et des murs de terre (*tapias*) ne coûtaient guère à élever.

Tandis que les Espagnols ne trouvaient même pas le moyen de créer un cimetière, les Anglais insistaient sans cesse pour obtenir l'ouverture d'une voie navigable entre la mer du Nord et la mer du Sud, à travers l'isthme de Panama. Ils avaient occupé, sous le règne de Charles II, un petit port appelé par eux la Caledonia, d'où ils avaient été chassés par le général Navarrete. Ils pensaient utiliser de nouveau ce port, situé à cinq lieues seulement du Rio Congo, navigable jusqu'au Pacifique pour les canots et des embarcations à fond plat. Depuis qu'ils avaient obtenu l'*asiento de negros*, les Anglais connaissaient pied par pied toutes les côtes de l'isthme, dont ils avaient relevé très exactement les moindres détails².

On comptait quatre centres de population dans l'isthme de Darien ; ils renfermaient en tout 449 habitants, dont 120 étrangers, Anglais ou Irlandais. Les établissements du Darien étaient misérables, coûtaient fort cher à garder ; le roi résolut de ne conserver que le seul bourg du Caïman, situé sur le Pacifique, et d'y transporter tous les étrangers³.

Carthagène, bâtie sur une baie magnifique, aux eaux pures et calmes, était la clef de l'Amérique du Sud. Une campagne splendide, couverte de maïs, de bananiers, de cocotiers, de gouvayiers et de cacaoyers l'entourait⁴.

Une statistique, en date de 1778, nous donne le mouvement de la population dans la ville d'Ocaña, du district de Sainte-Marthe. Elle comptait 723 habitants de race blanche, 1,686 habitants libres de couleur et 680 esclaves. Pour cette population de 3,089 personnes, Ocaña comptait 25 prêtres séculiers et 3 religieux.

Rio del Oro était habité par 59 blancs, 465 individus de couleur et 18 esclaves ; soit, en tout, 542 personnes. Un curé, 4 religieux et 3 nonnes constituaient le clergé du village.

Un détail intéressant montre que sur ce point spécial du territoire néo-grenadin la population augmentait rapidement. Il y

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 6, liasse 4. — 1805.

2. Id., armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 15 août 1779.

3. Id., armoire CXVI, rayon 6, liasse 19. — 1788.

4. Coroleu, *América*, t. I, p. 350.

avait eu à Ocaña et à Rio del Oro, au cours de l'année 1778, 56 mariages, 51 décès et 175 naissances¹.

Vice-rois et gouverneurs. — La Nouvelle-Grenade était gouvernée en 1760 par José de Solis Folch de Cardona, chevalier de Montesa, brigadier des armées royales, qui se retira du monde l'année suivante pour entrer comme simple frère lai au couvent de Capucins de Santa-Fé². Il eut pour successeur Fray Pedro Mesia de La Cerda, marquis de La Vega de Armijo, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, qui resta dix ans en place. Fray Manuel de Guirior ne quitta la Nouvelle-Grenade en 1775 que pour la vice-royauté du Pérou où nous le retrouverons bientôt. Manuel Antonio de Florez, commandeur de l'Ordre de Saint-Jacques, fut révoqué le 20 mars 1782 et remplacé par le maréchal de camp Pimiento, gouverneur de Carthagène, qui mourut à Santa-Fé, quatre jours après son arrivée. L'archevêque Antonio Cavallero y Gongora obtint alors la vice-royauté et donna à la Nouvelle-Grenade un de ses vice-rois les plus entreprenants et les plus habiles. Nous avons parlé ailleurs³ de cet archevêque de grand style qui rétablit l'ordre dans sa province et au Darien, protégea le grand botaniste Mutis, créa plusieurs établissements utiles, déploya un faste digne des grandes époques de l'Église et fut promu évêque de Cordoue en récompense de ses services. Son successeur, Fray Francisco Gil y Lemus, fut plus actif encore et si passionné pour le service du roi que Charles IV le dispensa de rendre compte de son administration⁴. Le rapport qu'il rédigea sur les mesures prises par lui pendant son gouvernement donne une bonne idée de son application et de son énergie⁵ mais aussi de l'étroite routine de son esprit.

Il a supprimé toutes les gratifications non approuvées par le roi. Il a remis les traitements sur le pied de l'ordonnance royale du 30 mai 1785. Il a suspendu les travaux de la fabrique de poudre qu'il jugeait onéreux pour le trésor, ainsi que ceux de la fabrique de tabac en poudre. Il est allé visiter les mines d'argent de la province de Magdalena et s'est assuré qu'elles peuvent

1. Arch. des Indes, armoire CXX, rayon 3, liasse 7. — 11 décembre 1778.

2. Art de vérifier les dates, édit. in-8°, t. XXXV, p. 513.

3. *L'Église espagnole des Indes à la fin du XVIII^e siècle (Revue hispanique)*.

4. Arch. des Indes, armoire CXVI, rayon 6, liasse 19. — 15 mars 1790.

5. Id., ibid. — 1789.

donner de bons résultats, à cause du bas prix du minerai, des qualités qui distinguent le directeur de la mine et des nouvelles méthodes d'amalgamation (amalgame de mercure et d'argent) introduites par le baron de Born. On sait maintenant quel est le rendement de chaque mine en exploitation. Il s'est attaché à développer les revenus du roi et à réprimer la contrebande. Il a défendu l'exportation du bois du Brésil aux colonies pour empêcher la fraude; il a limité les quantités à exporter en Espagne pour conserver au produit toute sa valeur sur le marché. Le roi touche 5 pesos par charge; le vice-roi les a appliqués au soulagement de la province qui fournit le bois. Le roi avait élargi les conditions de ce commerce; pour les raisons énoncées plus haut, le vice-roi n'a pas cru pouvoir suivre la voie tracée par le roi.

Pour la défense des côtes, Francisco Gil a réclamé les subventions (*situados*) dues à la vice-royauté qui n'étaient plus payées depuis 1783; il a vendu les vaisseaux inutiles, réduit à six le nombre des garde-côtes et réglé leurs croisières. Il a rendu plus étroites encore les formalités de visite des navires nationaux et prohibé l'entrée des navires étrangers « sous quelque prétexte que ce soit ».

Sur terre, il a stimulé le zèle des douaniers de Carthagène et de Portovelo et créé un détachement pour surveiller le pays jusqu'à Maracaybo. Averti des fraudes qui s'opéraient à Magangue, dans le district de Mompo, il a nommé là un capitaine aux appointements de 500 pesos, qui n'a plus aucun prétexte pour pactiser avec les fraudeurs. Pour la province de Sainte-Marthe, qu'il savait infestée de contrebandiers, il l'a divisée en deux districts et mis un gouverneur à Río Hacha, mais des compétitions terribles se sont élevées entre les deux gouverneurs et, s'il fût resté à Santa-Fé, il les eût révoqués tous les deux pour les remplacer par Manuel Rubiana, avocat à l'Audience de Santa-Fé, homme intègre et instruit.

L'administration des finances laissait fort à désirer. Francisco Gil a réuni toutes les semaines la commission financière et fait faire partout des inspections, nécessaires dans tout le pays, indispensables à Quito. La conduite des deniers, provenant des subventions des autres colonies, était monopolisée par le marquis de Selva Alange, dont les agents spéculaient sur l'argent du roi et en retardaient le versement; le vice-roi a suspendu le monopole. Il a été impossible, jusqu'ici, de savoir ce qui revient

au roi sur les biens des anciens religieux de la Compagnie de Jésus; le vice-roi enverra ce qu'il pourra; pour les sommes en retard, il pense qu'on pourrait couvrir les déficits en prenant sur les bonis laissés par le quinquina. Il déclare d'ailleurs qu'il a fait cesser l'emmagasinement du quinquina. Quant aux biens des particuliers, ils les considère comme sacrés et, malgré ses pressants besoins, il a fait envoyer en Espagne les capitaux appartenant à des négociants ou provenant de la succession de personnes décédées (*bienes de difuntos*).

Il a cherché à réduire les dépenses, supprimant résolument tous frais inutiles. Il a suspendu les travaux de fortification de Santa-Fé et les opérations de délimitation du royaume, réformé les établissements du Darien, réduit à 650 hommes le régiment auxiliaire qu'il avait trouvé plein d'étrangers et d'hommes hors d'âge (*cumplidos*). Le colonel vient de mourir; on pourrait ne pas lui donner de successeur: un commandant, assisté d'un sergent-major et de deux adjudants, suffirait à la besogne. D'autre part, le vice-roi est d'avis de rétablir la compagnie de hallebardiers et de porter la garde à cheval à 50 hommes au lieu de 36.

L'agriculture donne d'abondantes récoltes, mais Gil y Lemus demande des nègres, il réclame la prohibition des eaux-de-vie de vin et des farines étrangères. Par suite du mauvais état des chemins, la place de Carthagène s'approvisionnait de farines anglaises; il a coupé court à cet abus et fait descendre sur Carthagène les farines du pays.

Pour le commerce, il a établi un consulat à Carthagène, ouvert le Rio Atrato à la navigation et créé deux foires par an. Les bateaux qui remonteront l'Atrato seront convoyés par une canonnière, qui protégera en même temps les missions franciscaines établies sur le cours du fleuve.

Il a étudié les projets de statistique à soumettre aux évêques; il croit qu'il serait bon d'augmenter le nombre des diocèses et de réunir un concile provincial. Il faudrait créer de nouveaux centres de population le long du Magdalena, rassembler les Indiens dispersés entre le Guarumo et la Boca Naxe, établir deux villages entre la Angostura de Carare et Bohorques, travailler au chemin d'Opón, former un village, d'au moins quarante colons volontaires, entre Mahates et Barranca.

Il détaille avec le plus grand soin la situation des différentes missions religieuses de Nouvelle-Grenade. Les Andaquies

forment 8 villages, peuplés de 1,050 indigènes et gouvernés par 11 religieux franciscains de Santa-Fé, auxquels le roi paie 3,128 pesos de congrue. Les Llanos de Casanare renferment 5 villages et 4,860 Indiens, sous la conduite des Pères Augustins. Il y a dans chaque village un troupeau communal; on dit les Pères assez justes. Ils ne rendent jamais compte de leur administration. Les Augustins ont encore sur les bords du Rio Meta 6 villages, peuplés de 3,900 individus et qui passent pour les mieux administrés du royaume. A Cuiloto, Joseph Gregorio Lemos a fondé 4 villages, peuplés de 830 Indiens; il les gouverne avec le concours de deux Pères Capucins. Les missions franciscaines de l'Orénoque comptent 29 villages et 14,012 Indiens, que 29 religieux suffisent à garder en fort bon ordre, avec un zèle vraiment apostolique. Aux Llanos de San Juan, les Franciscains ont encore 9 villages, peuplés de 1,729 indigènes et régis par 9 Pères. Les missions de Barinas : 10 villages, 14 religieux, 2,785 habitants, relèvent des moines de saint Dominique. Les Indiens Motilones appartiennent à la province de Maracaybo, qui dépend de la capitainerie générale de Caracas, mais ils ont l'habitude de descendre de la montagne vers Ocaña; ils voudraient se rassembler en villages et demandent des Capucins pour les instruire. Les Capucins de Valence gouvernent 9 ou 10 villages aux environs de Sainte-Marthe et sur le Rio Hacha. Les Guagiros peuvent à peine être comptés parmi les Indiens soumis; ils sont perpétuellement en guerre contre les Espagnols. Les Chimilas sont pacifiés; Eduardo Guerra se fait fort de les réduire complètement si le roi lui concède le titre de colonel des milices. Les Franciscains de Panama ont des missions à Veragua, mais l'administration royale ne possède aucun renseignement sur ces établissements. Deux prêtres séculiers, de conduite régulière, se sont offerts récemment pour évangéliser les Mosquitos et travailler à la réduction de ces Indiens.

Le vice-roi ne parle ni des écoles, ni des hôpitaux, parce que ces établissements sont du ressort ecclésiastique; il dit seulement quelques mots de l'hôpital Saint-Jean de Dieu de Carthagène, où l'on soigne les soldats et les marins du roi. Il a attribué à cet hôpital un droit d'un *quartillo* sur chaque mesure d'eau-de-vie vendue dans la ville. Il a séparé les lépreux des autres malades et les a installés sur la baie aux Caños de Loros.

Résumant ses impressions sur le pays, Francisco Gil rend un hommage presque attendri à l'extrême douceur de ses sujets :

J'ai trouvé ici une nation docile, avec des moyens si médiocres qu'ils fussent à peine à lui assurer le nécessaire. Elle ne prétend à aucune nouvelle constitution, faute de connaissances pour formuler ses désirs, faute de ressources pour les soutenir. La nature les a faits obéissants. Ils souffrent avec résignation les contributions qu'on leur impose et jusqu'aux vexations qui accompagnent d'ordinaire la levée des tributs, jusqu'aux partialités des subalternes avec lesquels ils se trouvent le plus souvent en contact. Un chef humain et prudent peut non seulement se confier à leur fidélité en les gouvernant avec équité et justice, mais encore faire d'eux tout ce qu'il voudra en les traitant avec affabilité et bonté d'âme. Vivre armés, au milieu de gens pareils, fortifier la capitale, rester à perpétuité sur le pied de guerre, c'est leur enseigner ce qu'ils ne savent pas, c'est les faire penser à ce qu'ils n'eussent jamais imaginé autrement, c'est les mettre dans l'obligation de mesurer leurs forces et de faire qu'ils se servent à l'occasion des ressources que la comparaison leur aura montrées favorables à leur cause. Le roi doit consentir aux dépenses indispensables pour assurer contre l'ennemi extérieur la sécurité des domaines espagnols; vouloir aussi se mettre sur le même pied de défense à l'intérieur, c'est non seulement rendre la possession de ces domaines inutiles, mais c'est la rendre onéreuse.

Francisco Gil aurait eu pleinement raison si les autres nations n'avaient pas vécu avec l'Espagne et ses colonies en hostilité presque déclarée; les hommes d'État de Madrid comprenaient qu'il ne suffisait pas d'occuper fortement quelques points stratégiques, mais qu'il fallait mettre les colonies elles-mêmes en état de se défendre par leurs propres forces; ils prétendaient seulement les armer sans développer chez elles l'esprit militaire, ce qui était impossible et devait amener avec le temps le soulèvement des Indes. Désarmées, elles seraient devenues anglaises; armées, elles ont proclamé leur indépendance. Toute la sagesse castillane était impuissante à l'empêcher.

Nos documents nous permettent de faire une excursion dans le monde assez remuant des gouverneurs locaux. Nous y trouverons moins de talents que chez les vice-rois, mais nous y verrons des passions inquiètes, des ambitions toujours en éveil et une susceptibilité quasi malade qui ne devait pas être un des moindres embarras du gouvernement.

Josef Palacio y Valenzuela, lieutenant de frégate, fut nommé en 1768 gouverneur de Mariquita. C'était un tout petit gouvernement, rétribué à 1,562 pesos seulement; Palacio s'y trouva cependant si bien qu'il demanda en 1775 à être prorogé. Le vice-roi Manuel de Guirior appuya la demande, en faisant remarquer d'ailleurs qu'elle était inutile, puisque les gouverneurs de ces petites places n'étaient pas nommés pour un délai préfixe. Palacio n'avait jamais fait parler de lui; il était chargé de famille; on pouvait le laisser où il était. Le roi changea Palacio et l'envoya à Veragua, avec traitement un peu supérieur de 1,000 *pesos ensayados*, qui faisaient 1,654 *pesos de á ocho*¹.

Un gouverneur de Panama faisait meilleure figure dans le monde qu'un petit gouverneur de Mariquita ou de Veragua. En 1763, le gouverneur de la place fut reçu par toutes les troupes rangées en haie, les hommes présentant les armes, les tambours battant aux champs. Le vice-roi trouva la mise en scène un peu excessive; mais le gouverneur répondit que c'était la coutume, que l'évêque était reçu avec tous ces honneurs et que moins faire pour le représentant de l'autorité royale eût été le diminuer aux yeux de la population². A peine nommé, le nouveau gouverneur commença à se plaindre de son collègue de Portovelo, qui retardait arbitrairement le départ du courrier³. En 1767, le poste de gouverneur de Panama fut donné à Vicente de Olaciregui, colonel du régiment de Grenade, « en récompense de son application distinguée, de sa particulière intelligence, de son jugement, de son désintéressement et de l'estime universelle qu'il avait méritée par son zèle et son exactitude⁴ ». Olaciregui reprit les plaintes de son prédécesseur contre les gouverneurs de Portovelo et de Veragua et finit par faire reconnaître la suprématie hiérarchique du gouverneur de Panama sur ses deux collègues⁵.

Quelques années plus tard, nous retrouvons le gouverneur de Panama, Carbonell, en conflit aigu avec le gouverneur de Veragua, Bejarano. Ce dernier devant passer par Panama, le

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 1775. — Le *peso ensayado* valait un peu plus de cinq francs de notre monnaie.

2. Id., ibid. — 1763.

3. Id., ibid. — 20 septembre 1765.

4. Id., ibid. — 1767.

5. Id., ibid. — 1769.

vice-roi défendit à Carbonell de faire ouvrir les bagages de son collègue à son passage à travers la ville; Carbonell, très mortifié, protesta aussitôt auprès du vice-roi de l'injure qui lui était faite :

Il était de bonne famille et bien élevé, et quoiqu'il eût eu quelques désaccords avec Bejarano en matière de juridiction, il savait distinguer les cas et les circonstances et n'eût jamais manqué aux égards dus à la personne de celui qu'il n'avait combattu que comme directeur. Il ne pouvait que manifester combien la mesure du vice-roi lui avait été sensible; ces instructions, telles qu'aucun de ses prédécesseurs n'en avait reçu de semblables, augmentaient son trouble et son chagrin et il se demandait si ses subordonnés ne se croiraient pas désormais autorisés à mépriser ses ordres¹.

Nous avons dans cette curieuse lettre une preuve de l'extrême susceptibilité des magistrats espagnols. Carbonell n'est pas le seul de ce caractère; son successeur Carvajal se montre pour le moins aussi ombrageux que lui. Ayant eu à recevoir Manuel de Pineda, brigadier des armées royales, il l'accueillit avec toutes la correction officielle, mais ne put se tenir de terminer son rapport par quelques phrases amères : « Il n'avait pas pensé sans chagrin qu'il était lui-même au service du roi depuis quarante-huit ans et qu'il avait dix-sept ans de grade de colonel. Il demandait à être fait brigadier². » Le roi répondit par un refus dédaigneux : « Il savait comment Carvajal avait agi avec la troupe et avec ses chefs. » On l'avait trouvé discourtois et jaloux et Charles III, qui savait être très cassant à l'occasion, lui en témoignait son mécontentement³. L'humeur chagrine de Carvajal lui attira encore de nouveaux ennuis. La municipalité de Panama demanda au Conseil des Indes « que le prochain gouverneur ne fût pas marié, car un gouverneur marié ne s'occupait que de sa famille et négligeait ses devoirs professionnels ». Le Conseil fit savoir à Carvajal les insinuations malveillantes dont il était l'objet; le chatouilleux gentilhomme répondit noblement « que sa famille vivait comme elle devait vivre, fréquentait les sacrements et ne voyait que des gens de bien; qu'il n'y avait chez lui ni jeu ni distractions mondaines, que son extrême pau-

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 1777.

2. Id., *ibid.* — 19 septembre 1783.

3. Id., *ibid.* — 19 mars 1784.

vreté témoignait de son désintéressement et que, s'il avait des adversaires, c'était pour s'être toujours montré ennemi du vice et l'avoir partout poursuivi de tout son pouvoir¹. Un peu plus tard, Cavajal, persuadé que le gouverneur de Portovelo l'a calomnié, réclame contre ses allégations et affirme qu'on ne lui doit point ajouter foi, parce qu'il y a inimitié entre les deux familles. Le Conseil des Indes répond « que le gouverneur de Portovelo n'a rien dit et est rappelé en Espagne où il s'est marié². » Il est probable que le vice-roi, l'arrogant archevêque Cavallero, blâma l'humeur maussade de Carvajal, mais l'irritable gouverneur en prit prétexte pour vanter une fois de plus ses services en termes grandiloquents, qui devaient manquer leur effet³. En 1786, l'archevêque demanda sans amertume le renvoi en Espagne du malencontreux gouverneur. Ses ennemis n'avaient pas, à la vérité, grand chose à lui reprocher. On lui en voulait parce qu'il avait porté lui-même l'enseigne de la ville à la procession du *Corpus*, au lieu de l'avoir laissé porter par la municipalité, comme son privilège immémorial lui en donnait le droit. Il avait assisté à une cérémonie publique avec le corps d'officiers, sans vouloir prendre la tête du corps municipal, ce qui avait été regardé par celui-ci comme un affront. Enfin, sans attendre l'autorisation du vice-roi, il avait dépensé 16,000 pesos pour reconstruire l'hôtel de la recette générale après l'incendie qui l'avait détruit. Il est vrai que son habitation personnelle avait été brûlée et qu'il touchait du roi une indemnité de logement de 450 pesos; on pouvait cependant trouver qu'il avait agi à la légère en se réservant sans ordre supérieur un logement neuf dans un hôtel d'un prix aussi élevé⁴. La prodigalité n'était pas aux yeux du magnifique archevêque un péché irrémissible; il fut accusé lui-même de s'être aménagé aux environs de Cartha-

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 2 décembre 1783.

2. Id., ibid. — 1784.

3. Id., ibid. — 8 juin 1784. — Pour laisser toute sa saveur à ce morceau, nous le citerons en espagnol : « ... Han sido muchas las ocasiones que ha tenido el gobernador para manifestar su zelo, pureza y desinterés en el real servicio, y no pocas las que, en medio de sus escaseces y atrasos tiene acreditado el lustre de su empleo y sostenido la autoridad, con la formalidad y dulzura que ha correspondido a la diferencia de sucesos. Los efectos de esta verdad son hallarse la tropa gustosa, el pobre atendido, y los pueblos y vasallos resignados á quanto se manda, debido todo á sus desvelos y vigilancia, en medio de guerras, yncendios, carestias de efectos estancados por irremediables acasos. »

4. Id., ibid. — 2 novembre 1786.

gène une trop belle maison de campagne. Carvajal finit peut-être par obtenir l'avancement après lequel il soupirait.

Un inspecteur général à Santa-Fé. — Après les troubles qui agitèrent le royaume de Nouvelle-Grenade en 1781, le roi envoya à Santa-Fé Juan Gutierrez Pineros avec le titre d'inspecteur général (*Visitador*). Pineros trouva la ville très paisible, la sédition tout à fait calmée, le principal auteur des troubles Joseph Antonio Galán puni; il ne tarda pas à remarquer que sa mission ne le rendait pas populaire; bien des gens auraient voulu voir au diable les tributs et les monopoles, d'autres détestaient par principe toutes les réformes qui pouvaient les troubler dans leur quiétude et dans leurs abus de pouvoir. Pineros eût bien voulu les empêcher de parler et de semer la méfiance autour d'eux, mais il ne voyait pas comment il y pourrait réussir¹. L'Audience royale était fort tiède et toujours disposée à céder sur les droits royaux, pour rester bien avec les gens du pays, Elle avait accordé aux rebelles beaucoup de concessions, qui n'auraient jamais dû leur être faites et qu'elle s'entêtait cependant à maintenir. Le doyen de l'Audience, Juan Francisco Pey y Ruiz, était faible de caractère, marié à une femme du pays, père d'une nombreuse famille; on en faisait ce que l'on voulait. Les deux auditeurs, Joaquin Vascó y Vargas et Pedro Catani, se montraient peu maniables et fort obstinés dans leur opposition. Mais, par contre, l'auditeur vice-doyen Juan Arias Mon y Velarde, semblait avoir en lui l'étoffe d'un grand magistrat². Auditeur à Guadalajara, il avait été transféré en 1778 à Santa-Fé où sa gravité avait porté ombrage à ses collègues; ils le disaient difficile et atrabilaire (*perturbador*), mais c'était, au contraire, un homme intègre, très prudent, qui n'avait voulu faire partie d'aucune coterie et s'était montré toujours très zélé pour le service du roi³. L'archevêque vice-roi l'avait chargé de plusieurs missions de confiance, dont il s'était acquitté à son entière satisfaction; il avait été commissaire à l'ouverture des testaments des trois marquis de Santa-Coa et avait fait preuve d'un remarquable sens du droit⁴.

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — Février 1782.

2. Id., ibid. — 31 mars 1782, 15 octobre 1782, 6 février 1783.

3. Id., ibid. — 31 décembre 1782.

4. Id., armoire CXVI, armoire 6, liasse 19. — 1788. — Ce magistrat était en effet appelé à une haute fortune. Auditeur à Saragosse, puis président à

Il y avait alors à la Nouvelle-Grenade un savant du plus grand mérite, le botaniste Celestino Mutis, que l'archevêque vice-roi honorait de sa protection particulière. L'inspecteur le proposa comme chimiste de l'administration du quinquina (*descubridor y beneficiador del quina*) à la place du mulâtre Sebastiano Lopez, que l'intrigue avait installé dans cette fonction¹. L'histoire de ce Lopez est une page amusante de la lutte des classes en ce pays de sangs mêlés. Manuel Lopez, fils d'un cordonnier et d'une esclave Zamba, épouse en premières noces Maria de la O Ruiz, quarteronne; il a d'elle deux fils, qui se distinguent l'un et l'autre par leur génie ambitieux. L'un s'est fait nommer illégalement corrégidor de Barbacoas, spéculant sur la distance qui sépare ce lieu de Santa-Fé et sur la facilité avec laquelle les tribunaux passent l'éponge sur les incapacités résultant de la race, lorsque aucune plainte n'intervient; mais comme on sut que des réclamations allaient se produire, on rapporta la mesure et le corrégidorat s'évanouit. Son frère, Sebastiano, est médecin de son état et gagne largement sa vie, quoiqu'il néglige sa profession pour se mêler d'affaires. Il s'est établi à Santa-Fé et s'y est marié. Depuis qu'il habite cette ville, il ne s'est absenté qu'une fois et son absence n'a duré que deux mois; il n'a donc pas pu faire de bien longues recherches dans les bois pour y trouver des quinquinas. Cela ne l'empêche pas d'avoir converti en canonicat un office qui demande un perpétuel mouvement pour être bien rempli. Il ne manque pas d'habileté pour se faire valoir, soit en paroles, soit par écrit; et tout le temps qu'il devrait employer en voyages et en recherches, il l'occupe à trouver des prétextes pour ne point bouger. Il reste chez lui bien tranquille et jouit de son traitement sans remplir aucune des obligations de son emploi². Nous avons là le type de l'arriviste indigène, installé dans une place dont sa paresse et ses intrigues ont réussi à faire une confortable sinécure. Sebastiano Lopez devait passer pour un habile homme et faire beaucoup d'envieux. C'était contre des gens de cette sorte que s'usait la patience des vice-rois et même celle des

Caceres, il recevait en 1791 les honneurs de conseiller de Castille, obtenait un siège au Conseil en 1800 et le présidait comme doyen en 1808, au moment de l'invasion française. Cf. notre étude, *le Conseil de Castille en 1808 (Revue hispanique, t. XVII)*.

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 31 mars 1783.

2. Id., ibid. — 31 juillet 1782.

inspecteurs. Dégoûté de son métier par la force d'inertie qu'on lui opposait, Pineros prétexta des raisons de santé pour rentrer en Espagne et obtint une place de conseiller de robe au Conseil des Indes¹.

État des forces de la Nouvelle-Grenade. — Le territoire de la vice-royauté jouissait d'ordinaire d'une paix profonde. De temps à autre, les colons se plaignaient des incursions des tribus indiennes; alors les gouverneurs locaux levaient des milices, réclamaient des fusils et de la poudre pour les armer, faisaient une démonstration, et tout rentrait dans l'ordre².

Pendant la guerre de l'indépendance américaine, on craignit pour la sûreté de l'isthme et Panama fut mis en état de défense. Le 23 août 1779, le gouverneur écrivait au vice-roi qu'il avait formé une commission militaire, rassemblé 1,990 hommes de troupes soldées, donné ses instructions aux gouverneurs de Portovelo et de Chagres et qu'il restait lui-même à Panama avec le corps de réserve. Il se montrait d'ailleurs peu optimiste. La province était, suivant lui, dans le plus triste état; la ville, récemment incendiée, avait perdu une grande partie de ses habitants; une attaque sérieuse eût été fort à redouter. Avec son imperturbable sang-froid, le roi lui fit répondre « qu'il était impossible de remédier à tout et qu'il demandait seulement que l'on fît tout ce qui était humainement possible pour conserver la place³ ».

En 1780, la situation était meilleure; tous les postes étaient garnis⁴. Une batterie avait été construite à Gatun par Cristoval

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — Octobre 1783.

2. Id., armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 21 mars 1759.

3. Id., ibid. — 23 août 1779.

4. Id., ibid. — 1780.

Place de Portovelo,	616	hommes.
Château de Chagres,	159	—
Batterie neuve de Gatun,	21	—
Milices de La Gorgona et de Cruces destinées à soutenir les forces ci- dessus,	100	—
Poste de Pénénomé,	300	—
Poste de Chepo et fort de Terable,	200	—
Poste de Chimán,	35	—
Province de Darien,	179	—
Santiago de Veragua,	30	—
Réserve à Panama,	1,379	—

Total : 3,019 hommes.

Troyano, capitaine d'artillerie, pour compléter la défense du fort Chagres et interdire aux ennemis l'entrée de la province. Elle était armée de six canons de six et de onze canons de quatre, tous en fonte. Les milices, blanches, nègres et mulâtres avaient été mises sur le meilleur pied; elles se portaient de bonne grâce à la manœuvre et tiraient à la cible avec habileté¹.

La paix de 1783 rendit aux Espagnols la libre disposition des territoires du Darien et du Rio-Hacha, où les Anglais avaient eu pendant longtemps le droit de couper du bois et avaient formé des établissements. Le vice-roi Gongora voulut aller les reconnaître et trouva un allié précieux dans un anglais, le colonel Robert Hodgson, qui acceptait la suzeraineté espagnole et s'offrit à obtenir la soumission des Indiens Mosquitos². Au mois de novembre 1787, trois chefs mosquitos vinrent à Carthagène et prêtèrent serment de fidélité au roi d'Espagne, promettant de réduire à l'obéissance toutes les tribus de la côte. On les reçut du mieux que l'on put, on promit de les traiter aussi bien que l'avaient fait les Anglais et l'on songea à se procurer les marchandises qui pouvaient les tenter³. Mais les fonctionnaires espagnols n'aimaient pas les Anglais et représentèrent au vice-roi que les établissements du Darien coûtaient au trésor un prix tout à fait hors de proportion avec leur utilité réelle; on dépensait 356,431 pesos pour cinq établissements médiocres⁴, qu'il eût mieux valu réunir en un seul. L'archevêque vice-roi, qui avait dépensé 339,648 pesos dans sa tournée d'inspection⁵, n'osa pas adopter une solution aussi radicale; il se contenta de faire observer au roi qu'après le rappel en Espagne du régiment de la Princesa, le bataillon fixe, resté à Carthagène, ne suffisait plus à assurer la défense de la place, même en escomptant le retour des détachements envoyés à Sainte-Marthe et au Rio-

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 1780.

2. Id., armoire CXVI, rayon 6, liasse 19. — Juillet 1787.

3. Id., *ibid.* — 9 novembre 1787.

4. Id., *ibid.* — 1787.

Carolina,	506 hab.	Dépenses :	68,283 pesos.
Caïman,	409 —		43,063 —
Mandiga,	404 —		40,707 —
Concepcion,	253 —		34,815 —
Turbaco et Cantera de Oro,	742 —		67,358 —
Soldes, rations et dépenses diverses :			102,205 —
		Total :	356,431 pesos.

5. Id., *ibid.* — 19 janvier 1789.

Hacha¹, ce qui eût laissé les colons anglais maîtres du terrain. Le vice-roi Francisco Gil ordonna la réunion des quatre établissements du Darien en un seul et chassa les colons irlandais des rives de la mer des Antilles², mais dès 1791, le colonel Hodgson avertissait les autorités espagnoles que 66 Anglais et 153 esclaves avaient réoccupé les îles de San Andres et de Providence, d'où ils troublaient les tribus indiennes de la côte³. Rien ne pouvait arrêter l'irrésistible poussée des Anglais.

Agriculture, commerce et mines. — Sous l'ardent climat de la Nouvelle-Grenade, les travaux agricoles exigeaient impérieusement l'emploi des esclaves et la question des nègres était une des plus importantes pour la prospérité du pays. Jusqu'en 1750, le droit d'introduire des esclaves dans le royaume de Terre-Ferme (partie septentrionale de la Nouvelle-Grenade) avait appartenu au fils de Georges Ferrier, mais le privilège étant sur le point d'expirer, Juan de Arechedereta, habitant de Carthagène, demanda au roi la permission d'importer 1,000 têtes d'esclaves; tirés de la Jamaïque ou des autres pays qui en fournissaient, ils étaient chargés sur des navires naviguant sous pavillon espagnol ou anglais et ne transportant, en dehors des esclaves, que les vivres strictement nécessaires (deux barils de farine par tête) achetés à Portovelo. La permission fut accordée pour dix-huit mois : la remise des esclaves devait avoir lieu à Portovelo et la vente à Panama pour le pays de Terre-Ferme et le Pérou. Au mois de novembre 1760, la balandre anglaise *la Vipère*, capitaine Thomas Lorrain, se présenta devant Portovelo avec une charge de 100 nègres à remettre à Mateo de Izaguirre, fondé de pouvoirs d'Arechedereta; mais, comme le privilège de celui-ci était expiré depuis le 27 juin, les employés du port refusèrent catégoriquement de laisser emmener les nègres à l'intérieur du pays et obligèrent la balandre à reprendre la mer avant la nuit. Le gouverneur n'accorda la permission d'emmener les noirs à Panama que treize mois plus tard, en décembre 1761; encore fut-il blâmé par le vice-roi de Santa-Fé, qui s'en prit même au successeur du malheureux pour passer son courroux sur le dos de quelqu'un⁴. On ne peut s'étonner qu'avec de pareilles traditions administratives la colonie ait été mal pourvue de travailleurs noirs.

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 31 juillet 1789.

2. Id., ibid. — 1788.

3. Id., ibid. — 1791.

4. Id., armoire CIX, rayon 5, liasse 26. — 1763.

Dans ces terres si fertiles, la moindre initiative intelligente était aussitôt récompensée. En 1780, le gouverneur de Darien offrit une prime de 2 pesos aux propriétaires qui sèmeraient deux *almudes* de grain, en plus de l'ensemencement ordinaire. Les dîmes rapportèrent cette année là 100 % de plus que dans les deux années antérieures¹.

La grande récolte des terres chaudes était la canne à sucre, dont les colons avaient appris à tirer le rhum (*aguardiente de caña*). Les prix variaient de 8 à 14 réaux l'*azumbre*. Au Choco, le flacon du poids de 5 livres se vendait 4 pesos².

Dans les parties élevées du pays, au dessus de 600 mètres, le froment donnait de splendides récoltes. Semé en décembre, il était prêt à être récolté au bout de soixante-quinze jours et rendait 3,000 livres de blé à l'arpent, environ trois fois plus que dans les pays du Nord³.

Le tabac aurait donné d'excellents produits; une politique malavisée en prohibait la culture, pour ne pas faire concurrence aux tabacs de Cuba. Au moment des troubles de 1781, le vice-roi Florez permit la libre culture du tabac, mais seuls purent profiter de la licence les propriétaires de terrains favorables à la production du tabac *de majada*, seule espèce que la régie royale voulût acheter. Les propriétaires moins favorisés se plaignirent; leurs plaintes rendirent courage aux partisans du système prohibitif et l'inspecteur Gutierrez finit par obtenir de l'archevêque vice-roi le retrait de la licence. Le royaume se trouva privé d'une ressource précieuse⁴.

Le commerce de la Nouvelle-Grenade se trouvait, comme partout, entravé par les lois des Indes. Peut-être étaient-elles plus nocives en ce pays que partout ailleurs; les employés des douanes de Carthagène avaient obtenu le singulier privilège de se recruter par cooptation et formaient ainsi un corps intangible de petits fonctionnaires, négligents et fripons, contre lesquels l'autorité supérieure était impuissante. L'administrateur des douanes réclama contre ces abus; il fut aussitôt dénoncé par

1. Arch. des Indes, armoire CIX, rayon 1, liasse 28. — 1780. — L'*almud* représente à peu près trois hectolitres.

2. Id., armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 1782. — Le *real* valait 26 centimes; l'*azumbre*, égale au huitième de l'*arroba*, représente environ 2 litres. La livre castillane de seize onces vaut 450 grammes.

3. *Art de vérifier les dates*, t. XXXV, p. 91.

4. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 15 octobre 1782.

ses employés, qui firent intervenir auprès de lui le gouverneur de la place, probablement intéressé au maintien des mauvaises traditions¹.

La Nouvelle-Grenade faisait un grand commerce de perles avec l'Europe et avec le Pérou². Elle possédait des mines d'émeraudes³. Des gisements d'or étaient exploités avec succès à S. Gerónimo de Novita, dans la province de Choco, à Popayan, à Medellin, à Carthagène. L'or était recueilli en poudre et fondu ensuite dans des établissements spéciaux⁴. L'exploitation, contrariée par la pénurie de mercure⁵, fournissait cependant un rendement fort appréciable. Du 1^{er} janvier 1789 au 31 décembre 1795, on avait frappé à Santa-Fé de Bogota 60,013 marcs d'or, valant 8,161,862 pesos, et à Popayan, de 1788 à 1794, la frappe de l'or avait porté sur 47,813 marcs, d'une valeur de 6,502,542 pesos. En 1801, on évaluait à 2,500,000 pesos le rendement annuel des mines de la Nouvelle-Grenade. De 1806 à 1807, l'hôtel des Monnaies de Bogota frappa pour 3,999,000 pesos de monnaie⁶. On trouvait aussi de l'argent, mélangé d'une certaine quantité de platine, qu'on avait coutume de jeter, ce métal lourd et infusible ne paraissant susceptible d'aucun usage⁷. Cependant les travaux des chimistes européens avaient démontré que ce métal pouvait être utilisé. Le Conseil des Indes demandait l'envoi d'échantillons en Espagne. Combien d'autres richesses restaient ainsi insoupçonnées!

Révoltes de 1765 à 1781. — La Nouvelle-Grenade fut troublée en 1765 par une révolte du peuple de Quito. Le 1^{er} juin de cette année, la populace s'était ameutée et avait mis le feu aux bureaux de l'alcabala et des droits sur les spiritueux. Le 24 juin, elle s'était attaquée au corrégidor et aux Espagnols nés dans la Péninsule. Près de 400 personnes avaient péri. Cependant, l'Audience et l'évêque s'interposèrent et obtinrent une amnistie générale⁸. Le procureur général de l'Audience fut, à la suite de ces troubles,

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 1782.

2. Coroleu, *América*, t. I, p. 352.

3. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 31 juillet 1782.

4. Id., *ibid.* — 31 décembre 1782.

5. Id., *ibid.* — 31 juillet 1782.

6. Coroleu, *op. cit.*, t. I, p. 346.

7. Arch. des Indes, armoire CXVI, rayon 6, liasse 19. — 16 avril 1787. — Le platine avait été découvert dès 1735 au Choco. Antonio de Ulloa en avait rapporté les premiers échantillons en Europe en 1741.

8. *Art de vérifier les dates*, t. XXXV, p. 330.

interné à Papayan et à Guayaquil, mais l'enquête aboutit à sa complète justification et il fut mis en liberté¹.

Le commerce, permis aux corrégidos, indisposait toujours contre eux les Indiens. En 1767 parut enfin un tarif des objets qui pouvaient être vendus, avec indication des prix autorisés². Ce tarif était demandé depuis 1752; sa publication constituait certainement un progrès, mais on ne sait pas dans quelle mesure

1. Arch. des Indes, armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 1765.

2. Id., armoire CXXI, rayon 4, liasse 2. — 1767.

Cette pièce présente un intérêt tout particulier, nous la donnons in extenso : Generos que pueden repartirse.

1 hacha de hierro o de acero (<i>une hache de fer ou d'acier</i>),	3 pesos de oro.
1 calagozo de hierro (<i>une faux en fer</i>),	3 pesos de oro.
1 machete (<i>un couteau</i>) de 2 á 3 libras,	1 peso duro.
1 machete grande (<i>un grand couteau</i>),	1 peso 4 tomines de oro.
1 vara de lienzo blanco de Quito (<i>83 centímetros de toile blanche de Quito</i>),	3 tomines de oro.
1 vara de lienzo de morcote,	5 tomines de oro.
1 vara de lienzo de bayeta (<i>serge</i>) de Quito,	4 tomines de oro.
1 centena de anzuelos (<i>hameçons</i>),	1 peso de oro.
250 agujas (<i>aiguilles</i>),	1 peso de oro.
24 peynes de alfileres (<i>24 feuilles d'épingles</i>),	1 peso de oro.
1 calada de sal (5 arrobas y 5 libras) en la provincia de Cithara,	8 pesos de oro.
En la de Novita,	6 pesos de oro.
1 fresada,	2 pesos de oro.
1 anaco doble,	4 pesos de oro.
1 anaco senzillo,	2 pesos de oro.
1 cuchillo de belduque,	3 tomines.
1 trompa (<i>une trompe</i>),	2 tomines.
1 lanza de fierro (<i>une lance en fer</i>),	1 peso.
1 rosario de azebuche (<i>un chapelet d'olivier</i>),	1 tomin.
1 mazo de abalorios ordinario (<i>une masse de perles de verre ordinaires</i>),	1 tomin.
1 mazo de montacilla,	2 castellanos de oro.
1 docena de cascabeles (<i>une douzaine de gretots</i>),	1 peso 1 tomin de oro.
Para cada onza de plata labrada en cruz (<i>pour chaque once d'argent travaillé en croix</i>),	1 peso 2 tomines de oro.
Argollas, cruceros y manillas de plata (<i>colliers, croix et bracelets d'argent</i>),	1 peso de oro por onza.
La onza de coral (<i>l'once de corail</i>),	1 peso 4 tomines de oro.
La onza de coral carbonete (<i>l'once de corail rouge</i>),	2 pesos de oro.
1 gargantilla de abalorio con higueta y cruz de plata (<i>un collier de perles de verre avec broche et croix d'argent</i>),	2 pesos 4 tomines de oro.
1 peyne de marfil (<i>un peigne d'ivoire</i>),	4 tomines de oro.
1 espejo pequeño (<i>un petit miroir</i>),	6 tomines de oro.

il put être appliqué. Les prix qu'il indique : une hache de fer : 3 pesos d'or, une serpe : 3 pesos (15 francs), sont réellement exorbitants. Les abus continuèrent sans doute comme par le passé.

En juillet 1781, d'autres troubles, extrêmement graves, éclatèrent sur plusieurs points du royaume : à Mariquita, à Charala, à Velez, à Pamplona, à Socorro, à San Gil, à Santa-Fé même. Les rebelles s'ameutaient contre les percepteurs d'impôts et réclamaient contre les droits sur le tabac, sur l'eau-de-vie, sur le commerce. La révolte gagna presque tout le royaume¹. L'archevêque vice-roi mit très habilement la révolte sur le compte de l'inspecteur Juan Francisco Gutierrez de Pineres, dont les imprudentes réformes avaient, suivant lui, déchaîné la tempête. Il réunit une commission, ordinaire manœuvre des gens embarrassés, et apaisa la noise en cédant sur tous les points. On supprima les redevances de 2 réaux par livre de tabac et par *azumbre* d'eau-de-vie, qui avaient été imposées par le roi; on supprima le droit royal appelé *armada de barlovento*; on suspendit le recouvrement du don gratuit pour les nécessités de la guerre et les formalités administratives pour l'expédition des laissez-passer et des acquits à caution (*guias y tornaguias*). L'inspecteur, qui s'était d'abord prudemment enfui à Honda, réclama énergiquement contre toutes ces concessions, dans lesquelles il voyait une évidente preuve de faiblesse, mais l'archevêque les maintint malgré lui et sut faire approuver sa conduite *pro bono pacis* par le Conseil des Indes².

Quand la révolte parut apaisée, on pensa à punir les auteurs de la rébellion. Le 30 novembre, l'Audience fit arrêter Josef Antonio Galan, Isidoro Molina et leurs complices³. Le procès s'instruisit rapidement et fut jugé le 30 janvier 1782.

Galan fut condamné à la potence. Une fois mort, on lui coupa la tête et les membres, et son corps fut brûlé. Sa tête fut exposée publiquement à Las Gduas, sa main droite à Socorro, sa main gauche à San Gil, son pied droit à Charala, son pied gauche à Mogotes. Ses descendants furent déclarés infâmes, ses biens confisqués, sa maison détruite et du sel fut semé sur les ruines

1. Arch. des Indes, armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 31 juillet 1781.

2. Id., armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 1781.

3. Id., armoire CXXXVIII, rayon 6, liasse 2. — 30 novembre 1781.

« afin que de cette manière son nom infâme fût mis en oubli et que périsse, avec sa vile personne, sa détestable mémoire, sans qu'il en reste autre chose que la haine et l'horreur inspirées par la laideur de son forfait ». Ysidoro Molina, Lorenzo Alcantus, Manuel Ortiz subirent la même peine. Dix-sept autres accusés reçurent 200 coups de fouet, durent passer sous le gibet, la corde au cou, et assister au supplice des condamnés à mort. Leurs biens furent confisqués et ils furent conduits aux présides d'Afrique pour y demeurer toute leur vie. Cinq autres condamnés furent bannis à quarante lieues de Santa-Fé, Socorro et San Gil¹.

Tremblement de terre de 1797. — Le 4 février 1797, un tremblement de terre ébranla le sol sur une longueur de 170 lieues du nord-ouest au sud-est entre Popayan et Piura et sur une largeur de 140 lieues, depuis la côte du Pacifique jusqu'aux sources du rio Napo. La partie ruinée ne comptait pas moins de 40 lieues du nord au sud et 20 lieues de l'est à l'ouest. Riobamba occupait à peu près le centre de la zone dangereuse. Quito, Latacunga, Ambato, Riobamba, Guaranda, Alausi furent presque complètement détruits. Le district d'Ambato compta 5,908 morts, parmi lesquels 3 prêtres, 2 religieux et 10 nobles. La perte fut de 6,306 personnes dans le district de Riobamba, de 55 tués à Guaranda, de 48 à Alausi.

Les effets furent surprenants et terribles. La ferme du marquis de Miraflores, au Pueblo de San Felipe, dans le district de Latacunga, fut arrachée des entrailles de la terre, poussée pendant 1,500 mètres avec tous ses bâtiments debout par la force du tremblement de terre et jetée dans le rio Saquisilí ou Puma-cuchi. Un fragment de construction franchit même la rivière et l'on y retrouva intactes les machines que l'on y avait laissées. Cinquante-neuf personnes périrent. Il n'y eut à se sauver qu'un Indien et sa fille qui se retrouvèrent, sans savoir comment, de l'autre côté de la rivière, enveloppées dans la boue, et une Indienne qui mangeait des fruits sur un arbre de capuli (sorte de cerisier); l'arbre et l'Indienne furent transportés intacts sur l'autre rive. Une autre Indienne à moitié enterrée dans la vase, et sur le point de périr, fut sauvée par son chien; elle perdit la main dans le désastre.

1. Arch. des Indes, armoire CXVII, rayon 3, liasse 3. — 30 janvier 1782.

La lagune de Quirotoa, près d'El Anejo de la Cocha, village de Ysinlivi, se mit tout à coup à bouillir; ses vapeurs suffoquèrent les troupeaux d'alentour. Le 17 février, treize jours après la catastrophe, elle bouillait encore et répandait une puanteur insupportable.

Au Sitio de la Mota, village de Jelileo, la terre vomit une telle quantité de vase que toutes les fermes de la vallée de Yatagui en furent couvertes. Dans l'une d'elles périrent 81 personnes. Seuls une Indienne et un jeune garçon grimpés sur une meule de paille échappèrent à la mort. La vase se dessécha très rapidement. Les fouilles que l'on fit pour retrouver les objets précieux ensevelis dans la terre ne donnèrent presque aucun résultat.

Le magnifique ouvrage de Ropas à San Ildefonso, dans le district d'Ambato, qui avait été élevé par les jésuites, disparut en une minute, rasé par le Cerro de Chumaqui, dont la masse en se déplaçant le recouvrit entièrement; 800 personnes périrent en ce lieu.

Le mont Igualata, près de Quero, vomit un torrent de boue, qui coupa la vallée du Panchalica, profonde de près de 100 varas. Le fleuve de fange coula pendant cinq lieues et rencontra un autre courant, au moins aussi fort, auquel il s'unit. Ils arrêtaient pendant quatre-vingt-sept jours le cours des rios Ambato et Tacunga.

Le morne El Galán, au pied duquel était bâtie la ferme de Caguagi, l'ensevelit avec 60 personnes et arrêta pendant huit jours le cours du grand rio de Chambo. On ne sait plus même où était située la ferme.

La ville de Riobamba fut détruite de fond en comble, ceux qui purent être sauvés le furent par pur hasard et en très petit nombre. On estima à 16,000 le nombre des personnes qui avaient péri dans cette catastrophe¹.

Le roi, touché de compassion pour tant de misères, remit le tribut pour un an aux Indiens de la région éprouvée. Riobamba obtint cinq ans d'exemption et l'on conseilla aux rares habitants échappés au désastre de reconstruire leur ville au lieu appelé Tapi².

1. Arch. des Indes, armoire CXXVII, rayon 3, liasse 4. — 1797.

2. Id., ibid. — 22 août 1797.

Il se trouva quelqu'un pour regretter l'exemption de tribut accordée aux Indiens; ce fut l'évêque de Quito, Miguel Alvarez Cortes. Il déplorait surtout « la destruction totale des temples qui laissait Dieu Notre-Seigneur réduit à vivre, pour ne pas nous abandonner, dans des masures plus pauvres que l'étable où il était né et dont les hommes ne pouvaient pas dissimuler l'indécence comme l'avaient fait les anges ». Quant au tribut de 5 à 6 pesos par tête, c'était bien à tort que le roi l'avait supprimé. Les Indiens n'en seraient ni plus riches ni plus pauvres et ce tribut « était le seul moyen d'obliger ces gens à travailler; il leur évitait en grande partie les vices qui naissent de l'oisiveté, mettait des bornes à leur ivrognerie, les empêchait de penser à leurs Incas et avait encore bien d'autres saintes influences, avantageuses au service des deux Majestés divine et humaine¹ ». C'est sur ces charitables réflexions que le prélat fermait l'histoire d'un des désastres les plus formidables qui affligèrent jamais l'Amérique.

VI. — CARACAS.

La capitainerie générale de Caracas, ou de Venezuela, s'étendait le long de la mer des Antilles, entre la baie de Maracaybo et l'embouchure de l'Orénoque. Elle comprenait la plus grande partie du bassin du fleuve et touchait à l'est à la Guyane anglaise et aux territoires brésiliens. La zone côtière était seule réellement occupée. Le reste du pays formait un territoire de missions, que commençaient à préparer les franciscains, les augustins et les dominicains.

*Le pays*². — Nos documents nous fournissent quelques détails sur un certain nombre de localités et nous donnent l'impression d'un pays arriéré, encore dans la première période de la colonisation.

Santiago de Leon de Caracas, fondée en 1568 par Diego de Lozada, érigée en évêché en 1636, comptait en 1771 quatre

1. Arch. des Indes, armoire CXXVII, rayon 3, liasse 4. — 1797.

2. Les liasses que nous avons consultées ne contiennent que peu de renseignements sur les capitaines généraux. Le dictionnaire d'Alcedo (*Diccionario geográfico histórico de las Indias*) en donne la liste jusqu'en 1785, et signale Joseph Carlos de Aguero comme notable par sa probité et son désintéressement.

paroisses et étendait sa juridiction sur un territoire de trois lieues de long et d'une lieue de large. La cathédrale était un bel édifice bâti en briques et orné d'une ordonnance d'architecture classique. Le plan général comportait cinq nefs. Le chœur et la croisée étaient voûtés, les murailles latérales n'étaient qu'en torchis et la nef était recouverte d'une charpente de bois travaillé. L'évêque possédait un revenu de 29,770 pesos, le chapitre en touchait 34,638, la fabrique 13,554 et les curés des paroisses 4,800.¹

L'établissement le plus intéressant de la ville était le collège de Jésus-Marie-Joseph destiné à l'instruction des jeunes filles pauvres, où l'on élevait les orphelines jusqu'à leur majorité. Le collège, installé dans une maison particulière, possédait en 1777 un capital de 15,224 pesos et abritait un chapelain, deux maîtresses et seize orphelines². Le couvent des Carmélites déchaussées était plus riche. Il vivait du revenu à 5 % d'un capital de 73,000 pesos et comptait vingt et une religieuses³.

Maracaybo n'était encore en 1774 qu'une toute petite ville, peuplée surtout d'Espagnols, mais gens de toutes catégories. Ses deux curés se partageaient un revenu de 1,724 pesos; la fabrique de l'église en touchait annuellement 993. Construite en torchis, sur plan à trois nefs, l'église était couverte en tuiles et divisée à l'intérieur par deux rangées de piliers en bois reposant sur des dés de pierre. Dix confréries se partageaient les chapelles : confrérie du Très-Saint-Sacrement, de Notre-Seigneur Jésus-Christ crucifié, de Notre-Dame du Rosaire, de l'apôtre Saint-Pierre, de la Très-Sainte-Trinité et de Notre-Dame du Mont, de Notre-Dame du Carmel et de Notre-Dame de la Chan-deleur, de Saint-Sébastien, de Saint-Benoît de Palerme, des benoîtes âmes, de Notre-Dame du patronage du Rosaire. Les revenus, généralement très modestes, de ces confréries payaient les frais de la procession de la semaine sainte, les fêtes des saints patrons et les messes que l'on faisait célébrer pour les âmes des confrères défunts⁴.

La ville de Nueva-Barcelona, dans le golfe de Cumana, possédait un hôpital, mais tellement dénué de ressources que les

1. Arch. des Indes, armoire CXXXVI, rayon 1, liasse 21. — 1771.

2. Id., *ibid.* — 1777.

3. Id., *ibid.*

4. Id., *ibid.* — 1774.

Indiens qui allaient s'y faire soigner devaient se faire entretenir aux frais de leur commune¹.

Les paroisses rurales paraissent assez misérables. Le village espagnol de Nuestra Señora de Alta gracia de los Puertos, situé sur la lagune de Maracaybo, comptait 1,295 habitants en 1774. Les gens d'église se plaignaient du relâchement des mœurs et de la dissipation des habitants. Beaucoup de gens, vivant en ménage depuis fort longtemps, avaient oublié de demander la bénédiction nuptiale. Presque tous s'adonnaient à l'oisiveté et au jeu, ne venaient à l'église que les jours de fête, s'y tenaient fort mal, bavardaient ou causaient de leurs affaires; quelquefois les hommes se mêlaient aux femmes et causaient avec elles. L'évêque eût voulu excommunier les mauvais chrétiens qui auraient manqué d'assister aux offices pendant trois jours de fête consécutifs; il faisait défense aux fidèles de parler pendant la messe, sauf le cas d'absolue nécessité, et pas plus longtemps qu'il n'en fallait pour dire un *credo*².

Les curés de ces pauvres villages faisaient figure de riches au milieu de la misère générale; il s'en fallait cependant de beaucoup que leur sort fût enviable. Le curé de Saint-Joseph de Chacao, village de 1,465 habitants, nous détaille son budget. Ses paroissiens lui donnent 100 pesos, le casuel lui vaut 100 pesos, il touche 100 pesos du revenu d'une donation faite à l'église, 100 pesos d'une chapellenie pour une messe chantée tous les samedis, il a 100 pesos pour les cérémonies de la semaine sainte, 9 pesos à la fête de Notre-Dame des Sept-Douleurs, 3 pesos à la fête de Sainte-Thérèse; en tout 512 pesos, revenu modeste, si l'on songe à la cherté de toutes choses et aux charges qui pèsent sur le budget presbytéral³.

L'Audience de Caracas. — La justice était mal administrée au Nouveau-Monde, parce qu'elle était confiée, en général, à des ambitieux sans scrupules, désireux de faire fortune par tous les moyens.

Un petit fait nous montrera comment agissaient les juges subalternes et quelles haines s'amassaient autour d'eux. Barbara Yasure, Indienne tributaire de Notre-Dame de Chiquinquirá de Areague, avait prêté huit pesos à un Espagnol, Domin-

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 20. — 1783.

2. Id., armoire CXXXVI, rayon 1, liasse 21. — 1774.

3. Id., ibid.

guez Alvarez. Non seulement l'Espagnol refusait de payer sa créancière, mais il prétendait qu'elle lui redevait à lui-même un certain nombre de pesos. Le corrégidor Juan Josef Oropesa jugea conformément au droit et donna tort à Dominguez. Celui-ci ne se tint pas pour battu et cita Barbara au tribunal du juge d'appel; comme il s'agissait d'une Indienne tributaire et que la somme en litige était fort modique, le juge rejeta l'appel et renvoya les parties devant le corrégidor, sans faire attention que ce magistrat avait déjà jugé l'affaire. Dominguez resta muet pendant quelque temps, mais un jour, il apprit que le corrégidor Oropesa désirait offrir quelques moutons à des gens de Caracas pour obtenir d'eux quelque faveur; il s'empessa de donner les moutons et Oropesa condamna l'Indienne à payer à Dominguez ce qu'il prétendait lui être dû. Le mari de l'Indienne, à laquelle l'Espagnol s'adressa tout d'abord, déclara que l'affaire ne le regardait pas; puis, tout effrayé de se voir en face des gens de justice, il quitta la place, laissant derrière lui sa femme et ses enfants. Dominguez fit alors saisir le petit bien de la pauvre Barbara, la chassa de sa maison, lui prit son jardin : « On m'a laissée sous un arbre », disait la malheureuse, « sans ressources, faute de mon jardin, seule chose que j'eusse pour nous nourrir, moi et ma pauvre famille¹. »

Au commencement du XIX^e siècle arriva à Caracas un magistrat instruit, de plus de talent que de conduite, mais entreprenant et hardi, dont les rapports jettent un jour très singulier sur le monde judiciaire vénézuélien.

Avant même d'aborder à Caracas, Rivero, nommé procureur général de l'Audience, savait que la province était fort riche, mais que sa détestable administration la rendait improductive et ne lui permettait d'espérer aucun progrès. Les juges locaux étaient des barbares et des ignorants qui mettaient les justiciables dans l'obligation d'en appeler sans cesse à l'Audience. Dans les villages indiens, la situation était pire encore. Le corrégidor et le curé s'entendaient en général pour se faire servir par les naturels et les faire travailler à leur profit. Il n'y avait dans ces villages ni caisses communales, ni prisons, ni écoles, ni fabriques, ni manufactures; la plupart des Indiens ignoraient le castillan et même les plus simples rudiments de la foi. Les

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 22. — 3 octobre 1803.

missionnaires abusait de leurs privilèges, vivaient libres de tout contrôle, adonnés à une vie charnelle et voluptueuse, entretenant parfois trois ou quatre concubines et se livrant au négoce. Il eût fallu les remplacer tous par des prêtres séculiers soumis aux évêques¹.

L'Audience de Caracas formait un corps d'un orgueil intraitable, contre lequel aucune autorité ne parvenait à prévaloir. L'inspecteur général Figueroa, auditeur à l'Audience de Mexico, avait demandé à l'Audience de Caracas de lui communiquer certaines pièces relatives à une affaire matrimoniale, l'Audience avait refusé; l'inspecteur avait alors offert de venir lui-même consulter le dossier dans la chambre du Conseil et hors séance, l'Audience lui avait même dénié cette satisfaction².

La fameuse insurrection de 1797, qui avait failli mettre le feu à toute la province et avait coûté au roi plus de 300,000 pesos, n'avait été, suivant Rivero, que le fait de trois ou quatre ivrognes et n'aurait pas dû être prise au sérieux, ni faire à une population paisible et fidèle l'injure de révoquer en doute son loyalisme³.

Rivero passe en revue le personnel de la cour et personne ne trouve grâce devant lui. Le greffier intérimaire de la Chambre, Rafael Diego Merida, a pêché en eau trouble dans la liquidation des frais du grand procès de 1799 et a peut-être mis 50,000 pesos dans sa poche. L'auditeur Joseph Bernardo de Artegineta est si ignorant qu'il ne sait même pas instruire une affaire sommaire ni rédiger un acte de procédure; il est si grossier qu'il accepte tout pot-de-vin qu'on lui offre; il se fait payer 300 pesos pour autoriser illégalement des gens mariés en Espagne à rester à Caracas⁴. Sa sottise le rend la fable du peuple. L'auditeur Miguel Auriolles est un personnage scandaleux, adonné aux femmes, et qui se compromet sans vergogne avec des gens de couleur. L'auditeur Felipe Martinez de Aragon n'a pas meilleure réputation, c'est l'âme damnée du président de l'Audience, il vit

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 22. — 1803. — Il ne faut pas oublier que Rivero est un atrabilaire. La sécularisation des missions avait été déjà opérée au Paraguay, chez les Majos et les Chiquitos et n'avait produit que de lamentables résultats.

2. Id., *ibid.*

3. Id., *ibid.* — 1803.

4. Le roi avait ordonné aux fonctionnaires qui avaient laissé leurs femmes en Espagne de revenir vivre avec elles.

dans sa maison et se range en toute question à son avis. Le procureur fiscal Francisco Berrio est aussi l'homme-lige du président et du gouverneur, il joue chez eux, il ne vote jamais que comme ils le lui demandent. Le président (*regente*) et doyen de l'Audience, Antonio Lopez Quintana, est un homme instruit et intelligent, mais autoritaire et entêté, rancunier et vindicatif. Il a ses partisans et ses favoris; ses collègues ne l'aiment pas, mais le craignent et lui font la cour. Il a acquis de grands biens, ce qui est illégal, et s'occupe peu des affaires : les procès criminels durent avec lui huit ou neuf ans et les accusés pourrissent dans les prisons. Le gouverneur et capitaine général domine l'Audience, où il ne vient jamais que pour soutenir ses créatures. Orgueilleux et extrêmement partial, il vend comme à l'encan les corrégidorats et les lieutenances. Il mène grand train. Tous les dimanches et jours de fête il reçoit, il y a chez lui grande collation; on cause avec beaucoup de liberté aux dépens des gens de bien, on se livre à des plaisanteries scabreuses, on joue à la banque, au *monte* et autres jeux prohibés. Il accepte les présents, soit directement, soit par l'entremise d'une dame qui l'a accompagné à son arrivée et qu'il visite tous les jours. Du reste, nulle propreté, nulle police dans la ville, nulle abondance dans les marchés¹.

Il devait y avoir une grande part de vérité dans les médisances de Rivero, car les intéressés se bornent à répondre que le procureur « ne sait pas ce que c'est que la vie américaine, ni combien il est indispensable en ces pays éloignés de maintenir le prestige de l'autorité royale et de couper court aux murmures de la foule. Les ennemis sont à l'affût de toutes les discordes entre les officiers. Récemment encore, on a saisi à bord de bâtiments étrangers des papiers par lesquels on excitait les peuples à la révolte et où on leur dépeignait le succès comme facile avec les zizanies qui existaient entre les chefs². » Au reproche de négligence qui lui est adressé, le président répond par une accusation analogue : Rivero retient plus de 600 causes en retard³. Quant aux mœurs, Rivero ne devrait jeter la pierre à personne. Il a demandé le passage aux Indes pour lui, sa femme, sa belle-sœur, son fils et un domestique; or, il paraît bien que sa pré-

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 22. — 1803.

2. Id., *ibid.* — 1805.

3. Id., *ibid.* — 9 novembre 1805.

tendue belle-sœur n'est que sa maîtresse. Son ménage est un enfer; sa malheureuse femme a dû plusieurs fois s'enfuir de chez lui, il a failli la tuer. Elle a fini par s'adresser à l'Audience, qui a prononcé la séparation de corps et a mis la femme et la maîtresse dans deux maisons distinctes, mais Rivero a retiré sa concubine de la maison où elle avait été placée et n'a pas craint de se répandre en satires et en calomnies infâmes contre le président et les ministres de l'Audience¹. Le Conseil des Indes finit par s'émouvoir de cette situation, qui devenait intolérable. Il suspendit Rivero de ses fonctions de procureur général et l'envoya en disponibilité à Puerto Cabello. Le greffier Merida fut destitué. Le président Lopez Quintana fut nommé président à Santa-Fé, ce qui pouvait passer pour un avancement, mais ce qui le dépayisait. Le gouverneur fut invité à renvoyer sans bruit en Espagne la soi-disant cousine qu'il avait amenée avec lui et avec laquelle il vivait². Le Conseil avait fait, en somme, bonne justice et décidé suivant les saines traditions, mais il était difficile aux magistrats espagnols de se montrer sévères sur les mœurs, au temps où Godoy, amant de la reine, était le premier ministre du roi.

Les Indiens au Venezuela. — Les Indiens se trouvaient aux Indes dans une très singulière situation : la loi défendait de les réduire en esclavage, ils étaient libres de leur personne et nul ne pouvait les contraindre au travail; mais leurs curés devaient leur enseigner à vivre chrétiennement et le travail est une des lois de la vie chrétienne. D'autre part, ils étaient sujets du roi, obligés de lui payer un tribut et les corrégidors avaient le droit de les soumettre à un travail forcé, jusqu'à ce qu'ils eussent acquitté leur dette envers le trésor. Leur situation était donc mal définie et prêtait à la discussion. Suivant que le juge était porté ou non à l'indulgence, l'Indien se rapprochait de la condition libre ou de la servitude.

En 1761, l'inspecteur Josef Diguja Villagomez avait visité les provinces de Nouvelle-Andalousie, Nouvelle-Barcelone et Guyane; il terminait son rapport par un réquisitoire impitoyable contre les Indiens : ils invoquent souvent leurs privilèges pour ne travailler qu'à ce qui leur convient et seulement chez ceux qui leur plaisent, mais il n'y a pas de privilège qui tienne contre

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 22. — 1805.

2. Id., *ibid.*

l'obligation du travail; le travail évite aux Indiens les tentations mauvaises de l'oisiveté, il leur permet de nourrir honorablement leur famille et de payer le tribut au roi. Il faut donc, avant tout, que les Indiens soient soumis et obéissants à leurs corrégidors et fassent tout ce qu'on leur commande, sans s'ingénier à interpréter et à commenter la loi à leur fantaisie¹.

Les villages d'Altagracia et d'El Socorro présentaient en 1783 le spectacle le plus lamentable. Considérés comme essentiels à la défense de Cumana, ces deux villages avaient obtenu les plus beaux privilèges. Les Indiens qui les habitaient étaient appelés nobles et loyaux; soumis à l'autorité directe du gouverneur de Cumana, ils étaient exempts de tribut, mais le Socorro n'avait pas de cultures et se trouvait complètement dénué de ressources pour subvenir à la reconstruction de son église. Altagracia ne possédait que 18 champs fort maigres, appartenant à 18 propriétaires, tandis que 171 familles n'avaient d'autre moyen de subsistance que leur industrie et se voyaient volées par les mulâtres et les métis de la ville et ruinées par l'alcoolisme².

Le 8 février 1784, l'inspecteur Chavez achevait la rédaction d'un volumineux rapport sur les provinces de Nouvelle-Andalousie et de Nouvelle-Barcelone³. Chavez était un physiocrate. Il empruntait à Virgile son avis au lecteur et traduisait les Géorgiques en style de corrégidor : « Heureux les laboureurs s'ils arrivent à comprendre les avantages de notre gouvernement, sous lequel non le hasard, mais la direction systématique de magistrats de la plus haute illustration, accordent au développement de l'agriculture le premier rang dans les préoccupations publiques. » Le rapport est accompagné de planches représentant un fourneau pour la cuisson du sucre et une machine à décortiquer le coton. Elles sont aussi simples l'une que l'autre. Pour le sucre, trois ou quatre bassines couvertes sous lesquelles passe un tuyau de chauffage. Pour le coton, deux cylindres de bois tournant en sens contraire. L'inspecteur se plaint de l'abandon général où languit la province, de l'oubli des lois, de

1. Arch. des Indes, armoire CXXXI, rayon 3, liasse 20. — 1764.

2. Id., ibid. — 1783.

3. Id., ibid. — 8 février 1784. — Avisos sobre la mejora de la agricultura en las provincias de Nueva Andalucia y Nueva Barcelona, para el uso de los corrégidores y misioneros encargados de la dirección de las labranzas de los Yndios, en comun y en particular, por el visitador Chavez.

l'inexécution des ordonnances royales relatives au régime municipal ou à la protection des Indiens. On lui a montré de nombreux villages peuplés d'une foule d'indigènes, mais il a appris que ces localités sont presque toujours désertes; il ordonne aux corregidores de tenir la main à ce que les Indiens vivent rassemblés et non dispersés dans les campagnes, jusqu'à quinze lieues de l'église paroissiale, ce qui rend leur instruction impossible. Tout en respectant les droits acquis par des Espagnols, il a fait rendre aux Indiens les terres qui leur avaient été enlevées injustement, il a déclaré tout le reste du pays propriété royale. Il s'est préoccupé du misérable état des communautés indiennes, il en accuse nettement l'incurie des corregidores, qui ne tiennent aucune comptabilité régulière et trafiquent sur les récoltes. Il se plaint de l'absence d'écoles. Tandis que le roi ordonne l'ouverture d'écoles dans tous les villages indiens et veut que les naturels apprennent tous le castillan, c'est à peine si une école s'est ouverte de place en place, sans autre dotation qu'un champ, défriché à la hâte et ensemencé pour le magister. L'inspecteur déclare avoir vu parmi les jeunes Indiens des garçons de beaucoup d'aptitude (*de mucho talento*) qui, bien instruits jusqu'à dix-huit ans, feraient par la suite d'excellents instituteurs, mais il ne dit pas avec quoi on les paierait. La bastonnade était fréquemment appliquée aux Indiens; pour en restreindre l'usage, Chavez imagine de tarifer les châtimens corporels qui pourront être infligés aux écoliers : six coups pour une leçon non sue, dix pour une absence habituelle et non justifiée. Les coups devront être donnés avec des courroies flexibles et non tressées (*con correas suaves y no torcidas*). Pour les adultes, il interdit de donner jamais plus de douze coups de fouet; pour chaque coup donné en plus, celui qui aura frappé paiera un peso au battu, mais l'inspecteur ne dit pas qui l'y contraindra. L'Indien ne sera mis aux ceps que dans les cas déterminés par la loi; mais, là encore, qui empêchera le magistrat d'abuser de son pouvoir : *quis custodiet custodem?* Les Indiens pauvres se louent en général à l'année comme domestiques et ne paraissent plus dans leur village pour y recevoir l'instruction chrétienne, comme le veut la loi 15 du livre 1^{er} titre I de la *Recopilacion de Leyes de Indias*. Beaucoup de pauvres filles quittent leurs villages et vont dans les fermes et dans les assemblées espagnoles, sous prétexte de mendier pour s'acheter des habits (*pedir*

por la ropa); on en voit errer jusque dans les rues des villes où elles se livrent à la prostitution. D'autres se louent comme servantes; leur destin est à peine moins misérable. Chavez a fait une enquête à leur sujet et a obtenu des détails édifiants. Maria Josefa, du village de San Lorenzo de Guere, a dix-sept ans. Elle a été placée, il y a environ quatre ans, chez Francisco Ramirez Maiz, par le curé Fray José Arango Feyjóo; elle a une petite fille d'un peu plus d'un an; elle est contente de son sort. Feliciano, du village de San José, a trente ans; voilà seize ans qu'elle sert chez Antonio de Urbaneja, où elle a été placée par le corrégidor Francisco de Alcalá. Elle a une petite fille de neuf ans, elle en a perdu une autre qu'elle avait amenée avec elle, elle est bien traitée et s'estime satisfaite. Maria del Carmen, du village d'Arenas, âgée de sept ans, est déjà en service; elle ne se plaint pas, mais aimerait mieux retourner chez ses parents. Luis, du village de Santa Ana de Mariquita, est orphelin de père; il a dix ou onze ans et a été placé chez le R. P. Gardien du couvent de Saint-François. Il est bien traité, content de son état et vient au secours de sa mère. L'inspecteur trouve, avec raison, que l'on place les enfants trop jeunes; il laisse entendre qu'on les exile souvent de leur village contre leur volonté; il défend d'agir ainsi à l'avenir; il permet seulement de mettre en service les veuves sans appui et sans famille, après leur avoir demandé si la maison où l'on veut les placer leur agréait. Enfin l'inspecteur tonne, avec tous les fonctionnaires des Indes, contre l'ivrognerie invétérée des Indiens et consacre un énorme mémoire à l'organisation du contrôle des eaux-de-vie, dont il n'ose proposer l'interdiction.

Tentatives révolutionnaires de Miranda. — Les colonies espagnoles d'Amérique avaient été de tout temps un objet d'envie pour les nations commerçantes de l'Europe. La Hollande, la France, l'Angleterre en avaient arraché des morceaux et avaient fait les plus grands efforts pour obtenir le droit d'y commercer. A partir de la guerre de l'indépendance américaine, le danger se fit plus pressant et la situation devint critique. La tentative de Miranda au Venezuela fut comme le premier symptôme du réveil national en Amérique.

Francisco de Miranda appartenait à une famille distinguée de Caracas; il avait obtenu le brevet de capitaine dans l'armée

espagnole et fait campagne avec les Français aux États-Unis. Après la paix, il avait parcouru l'Europe et, quand était survenue la Révolution, avait servi dans nos armées. Dumouriez l'estimait. Robespierre l'abandonna; il fut mis en prison et y resta jusqu'au 9 thermidor. Redevenu libre, il n'eut plus qu'une pensée : émanciper son pays du joug espagnol et mit toutes ses espérances dans les gouvernements anglais et américain.

Depuis 1805, la guerre était recommencée entre l'Angleterre et l'Espagne. Le 31 décembre, le ministre plénipotentiaire d'Espagne à Philadelphie écrivait à son gouvernement que Miranda s'était rendu à Washington, avait parlé au secrétaire d'Etat, lui avait exposé un plan pour soulever la côte de Caracas, exécutable avec six frégates et 3,000 hommes. Il avait représenté les habitants comme fatigués du joug de l'Espagne, des monopoles commerciaux et de la rapacité des intendants. Il s'était vanté d'avoir conservé de nombreux amis dans le pays et avait indiqué les avantages que trouveraient les États-Unis dans l'établissement d'un gouvernement démocratique à Caracas. Sans s'engager à rien, le secrétaire d'État laissa entendre que, si Miranda trouvait des particuliers décidés à s'intéresser à l'entreprise, il fermerait les yeux. Miranda était rentré à New-York assez découragé¹.

Le 28 février 1806, la menace commence à se préciser. Le consul d'Espagne à Boston informe le ministre que « le traître Miranda » vient d'affréter le navire américain *le Léandre*, chargé de munitions de guerre, et se dirige probablement vers l'île de la Trinité, d'où il pourrait attaquer soit Cumana, soit Caracas².

Le 7 mai, le vice-roi de Santa-Fé rend compte des mesures qu'il a prises pour déjouer les tentatives d'attaque du traître Miranda sur le littoral néo-grenadin. Il est aisé de voir qu'il éprouve une réelle inquiétude. Les points de défense de la côte sont très éloignés les uns des autres; il lui paraît néanmoins imprudent de dégarnir l'un d'eux pour en renforcer un autre; il parle d'ailleurs avec mépris des quelques mulâtres de Puerto-Principe que Miranda pourra entraîner avec lui³.

Le 3 juin, le capitaine général de Caracas avisait à son tour le ministre que Miranda avait été battu par les vaisseaux du roi

1. Arch. des Indes, armoire CXXXIII, rayon 4, liasse 9. — 31 décembre 1805.

2. Id., ibid. — 28 février 1806.

3. Id., ibid. — 7 mai 1806.

à Ocumare et s'était réfugié, les uns disaient à Jacmel, dans l'île de Saint-Domingue, les autres à la Trinité. Il y avait là des criminels d'État réfugiés en terre anglaise et très disposés à faire cause commune avec l'agitateur; il pouvait aussi gagner les contrebandiers à sa cause. Le capitaine général ne dissimulait pas son extrême inquiétude. La ville de Caracas n'avait pas le tiers de la garnison qu'il eût fallu, le trésor était vide, le pays plein de nègres et de gens de couleur, atteints de la manie du changement. On avait levé la moitié des milices, les troupes vétérans leur servaient de cadres, le capitaine général se tenait sur ses gardes¹, mais ne répondait de rien.

Miranda, qui s'était réfugié à la Trinité, quitta l'île le 24 juillet et arriva le 27 en vue de l'île de la Margarita. Le gouverneur réunit son monde et se posta sur les hauteurs. Miranda n'aborda pas, mais se dirigea sur l'île du Coche, entre Margarita et la Terre-Ferme. Le 29, il reprit la mer. Il reparut le jour suivant à Paguara. Le 3 août, il débarqua à Coro avec 1,500 hommes et occupa la ville. Le gouverneur se retira avec la garnison à Buenavista, où 1,400 Indiens et gens du pays, d'ailleurs dépourvus d'armes, vinrent le rallier. Le 7, Miranda abandonna Coro et marcha vers l'ouest. Il avait imaginé un moyen de propagande assez curieux : il avait fait répandre dans le peuple des mouchoirs de fabrication anglaise ornés des portraits de Sir Tomé Popham, du général Beresford, de Washington et de sa propre image. D'autres dessins représentaient des batailles navales et une inscription donnait le sens du mouvement : « Il ne s'agit pas de conquête, mais d'union. Les arts, l'industrie et les sciences florissent. La religion et ses saints ministres sont protégés. Les personnes, les consciences et le commerce sont libres². » Ce fut le 11 août qu'eut lieu la rencontre décisive; un petit combat coûta 20 hommes à Miranda, qui s'arrêta et se rembarqua deux jours plus tard, quand il eut appris que le capitaine général venait au-devant de lui avec 1,200 hommes d'infanterie vétérane, une compagnie de grena-

1. Arch. des Indes, armoire CXXXIII, rayon 4, liasse 9. — 3 juin 1806

2. Id., *ibid.*

« No es conquista, sino unión,
Florecen artes, industria, luces,
Religión y sus santos ministros protegidos,
Persona, conciencia, comercio libres. »

diers de la milice, deux divisions d'artillerie, 600 miliciens mulâtres d'Aragua et la compagnie des grenadiers mulâtres de Caracas. En somme, le pays était resté très calme, à peine quelques mulâtres et métis de Coro s'étaient-ils laissé séduire, mais l'orage n'avait pas duré et il était resté quelques mauvaises têtes dans le pays. Cependant, le capitaine général croyait pouvoir affirmer que, si Miranda revenait au Venezuela, il en serait honteusement chassé¹.

Le 30 septembre 1806, commencèrent des poursuites contre les cinquante-huit partisans de Miranda saisis à bord des goëlettes *Baco* et *Abéja*. On apprit au cours des débats que le gouvernement anglais avait fait quelques avances à l'agitateur et que des négociants américains lui avaient consenti un prêt de 50,000 pesos². Le 24 novembre, on envoyait un compte-rendu très optimiste de toute la campagne, destiné à la *Gazette de Madrid*³. On faisait grand étalage des dons patriotiques faits au gouvernement par 920 personnes des départements de Caracas, Maracaybo et Puerto-Cabello⁴. Au fond, on était fort peu rassuré. Les îles de San Andres avaient été occupées dès le 19 mai 1806 par les Anglais⁵, une frégate anglaise de quarante canons avait paru sur la côte et engagé le combat, le 24 mars 1807, avec un convoi de canonnières espagnoles, commandées par le lieutenant de frégate Gerardo Murfi⁶. On pouvait s'attendre chaque jour à une attaque, et ce n'était pas le moment d'exaspérer les divisions. La justice se montra très indulgente. Sur les cinquante-huit prévenus, dix seulement furent exécutés et les autres condamnés à huit ou dix ans de *presidio*. Parmi les prévenus se trouvaient seize officiers. L'un d'eux mourut de la fièvre, cinq avaient moins de dix-sept ans et se trouvaient exemptés de la peine capitale par la loi elle-même. Le capitaine général décida de faire grâce aux officiers âgés de moins de vingt-cinq ans, aux simples soldats et aux matelots⁷. Une clémence aussi extraordinaire indique certainement un haut degré d'inquiétude chez le capitaine général.

1. Arch. des Indes, armoire CXXXIII, rayon 4, liasse 9. — 5 septembre 1806.

2. Id., ibid. — 30 septembre 1806.

3. Id., ibid. — 24 novembre 1806.

4. Id., ibid. — 29 septembre 1806.

5. Id., ibid. — 19 mai 1806.

6. Id., ibid. — 24 mars 1807.

7. Id., armoire CXXXI, rayon 4, liasse 9. — Juillet 1807.

VII. — PÉROU.

Le pays. — Le Pérou était, après la Nouvelle-Espagne, la plus ancienne et la plus importante des vice-royautés des Indes. Il devait son nom à une petite rivière des environs de Lima ; ses habitants indigènes parlaient la langue *quichua*¹ et n'avaient pas oublié les temps déjà lointains de leur indépendance. Les colons espagnols, relativement peu nombreux, se groupaient autour des villes principales : Lima, Cuzco, Arequipa, ou autour des mines. Amputé du royaume de Quito, en 1718, au profit de la Nouvelle-Grenade, et de l'immense territoire de Charcas, en 1777, au profit de la vice-royauté de Buenos-Ayres, le Pérou ne comprenait plus guère que la zone côtière et montagneuse qui borde le Grand Océan ; mais la richesse de ses mines et ses récoltes de quinquina en faisaient une des plus opulentes parmi les colonies espagnoles.

On venait d'Espagne au Pérou par trois voies : ou bien par Portovelo, Panama et le Pacifique, de Panama au Callao, ou bien par Buenos-Ayres et la route des Andes, ou enfin par le cap Horn. On restait parfois huit mois sans recevoir une seule lettre de Madrid. Les autorités échappaient à peu près à tout contrôle et l'on ne peut imaginer pays plus à l'abandon, où tous les services, ordonnés à la diable, laissaient plus à désirer. Il n'y avait aucune comparaison à faire entre l'administration relativement correcte et rapide de la Nouvelle-Espagne et le gâchis péruvien, où tout procédait du caprice et de l'intérêt individuel. Peut-être pour cette raison régnait au Pérou une jalousie atroce à l'égard du Mexique et une antipathie si forte qu'on ne pouvait faire autrement que d'en être stupéfié².

L'inspecteur général Arteche et le vice-roi Manuel de Guirior. — En 1777, le Pérou végétait sous le gouvernement débonnaire de Manuel de Guirior, qui vivait dans sa capitale en bon *Limeno* nonchalant et mondain. Résolu d'avance à ne pas s'attirer de mauvaises affaires avec les gens du pays, prétendant

1. E. Daireaux, *Buenos-Ayres, la Pampa et la Patagonie*. Paris, 1877, in-8°, p. 141.

2. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 20 juillet 1777.

que les ordres du roi n'émanaient pas du souverain lui-même et n'avaient pas force obligatoire au Pérou, il était pour les Péruviens le vice-roi idéal, qui fermait les yeux sur tous les abus. Le roi envoya au Pérou l'inspecteur général Arteche, muni de pleins pouvoirs « pour mettre au clair toute la situation par tous les moyens possibles, ou, s'il ne le pouvait pas, savoir au moins pourquoi il ne l'aurait pas pu¹ ».

Il trouva le Pérou « gouverné par des principes diamétralement opposés à toute bonne morale et à toute bonne politique et opposé à tout contrôle efficace. On dit couramment à Lima qu'il n'y a pas de justice au Pérou, qu'il ne peut pas y en avoir et qu'il ne convient pas qu'il y en ait. Quand on parle au vice-roi des ordres du souverain, il répond avec désinvolture que pour ces régions les ordres de S. M. sont des hosties non consacrées. Les gens du pays considèrent le trésor public comme leur bien propre; l'argent du roi est aux mains de marchands banqueroutiers, qui perçoivent les revenus de l'État et en gardent une bonne partie. L'un d'eux a appliqué à ses propres affaires 75,000 pesos appartenant au roi. La justice, qui n'est au Pérou qu'une intrigue universelle, est impuissante à réagir contre de pareilles pratiques, et celui qui veut les combattre est aussitôt l'objet de haines furieuses et de menaces épouvantables. Il y a eu, au xvii^e siècle, un inspecteur général du Pérou, auquel on a coupé la tête sur la grand'place de Lima. Une seconde inspection générale a été suspendue par un vice-roi, sous le prétexte commode « que la guerre avait éclaté² ».

Les querelles ne tardèrent pas à commencer entre l'inspecteur et le vice-roi. Arteche demanda qu'on lui remît le plan général des revenus de la vice-royauté; on le lui fit attendre plus de deux mois et il ne peut s'étonner assez « de l'obscurité, de la confusion et du désordre » qu'il constate dans un service aussi important³. Cependant, Guirior ne s'émue de rien et écrit au ministre avec une désinvolture sans égale : « Le régent nouvellement établi en cette Audience me donne quelques ennuis (*sinsabores*) : il a cherché à porter le clinquant de son emploi plus haut que ne le permettent ses instructions; mais je me suis appliqué à rabattre ces excès, fondés sur l'ignorance des égards

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 20 août 1777.

2. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 16 mai 1781.

3. Id., armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 20 août 1777.

dûs à la haute dignité d'un vice-roi¹. » Arteche continue ses enquêtes sans se lasser. Il visite le port du Callao, où M. de Quadra vient d'acheter une frégate qui lui paraît chère ; il a vu une embarcation dont la coque et la mâture semblent en bon état, mais de fabrique grossière. Le roi voudrait faire construire un vaisseau au Callao ; le vice-roi n'a pas l'air de s'en soucier. Il dit que la construction est très coûteuse ; il vaudrait mieux établir les chantiers à Amapala ; on y trouverait de bons bois et beaucoup de bûcherons (*cortadores*) et de charpentiers (*acheros*) indiens ; la main-d'œuvre y serait à bon marché, mais les ouvriers sont peu habiles². Une cabale formidable se monte contre l'inspecteur général ; son autorité est méconnue. Il ne fait aucune attention aux rumeurs du vulgaire et poursuit ses réformes. Il cherche à établir à Lima un collège d'avocats, comme il y en a déjà à Madrid et à Mexico ; le roi approuve l'idée et déclare le collège fondé ; l'Audience remercie l'inspecteur de son zèle et lui permet de nommer les premiers officiers du collège ; tout de suite le vice-roi voit dans ces nominations un attentat à son autorité. Sa première pensée est d'envoyer quarante soldats cerner la maison d'Arteche ; il s'adoucit cependant et se contente de faire recueillir à domicile, par des gens de la police, les nominations expédiées par l'inspecteur. Ces visites de police ont lieu en plein jour, un dimanche, jour de fête de la Vierge, jour de procession ; le public ne comprend rien à cet acte insensé. Arteche demande des explications ; Guirior lui répond que les nominations ont eu lieu à son insu, ce qui est faux, puis qu'elles ont été examinées en Chambre du Conseil (*acuerdo*) et que le vice-roi connaît toujours d'avance l'ordre du jour des réunions. Aux plaintes d'Arteche, Guirior, perdant toute mesure, fait une réponse furibonde et, comme la guerre de l'indépendance américaine éclate au même moment, il prétend l'inspection suspendue pendant toute la durée des hostilités. Arteche reste à son poste à Lima, dans sa maison, d'où il ne sort que le dimanche « pour aller faire sa cour au vice-roi » ; car, si mal que l'on soit ensemble, on garde la correction extérieure ; on se salue, on se sourit quand on voudrait s'étrangler³. Chaque jour qui passe aggrave la querelle. Guirior perd la tête et se conduit

1. Arch. des Indes, armoire CXLVI, rayon 4, liasse 4. — 20 août 1777.

2. Id., ibid. — 13 décembre 1777.

3. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 16 mai 1781.

en véritable satrape. Le Père provincial des Agonisants de Lima s'étant mis en devoir de remplir une commission de son général, approuvée par le roi; Guirior le fait arrêter et emprisonner au *presidio* du Callao. L'Audience est en train d'examiner si un appel comme d'abus, interjeté par le réformateur de l'ordre des Augustins, est recevable ou non. Guirior exige qu'on lui remette le dossier et s'échappe en menaces contre le régent de l'Audience s'il n'est pas obéi. Guirior ne tient aucun compte des mercuriales que le roi ne cesse de lui envoyer; il ne cherche ni à fomentier les manufactures ni à permettre le commerce avec les ports de la Nouvelle-Espagne, comme l'autorise l'état de guerre; il nomme des officiers royaux, sans tenir compte des règlements; sa gestion financière paraît déplorable¹. Le roi ordonne alors à Arteche de faire dresser les comptes de la régie des tabacs, par états séparés pour le Pérou et pour Buenos-Ayres, de faire de même pour le quint du roi sur la vaisselle d'argent et d'envoyer tout l'argent disponible en Espagne². Guirior crie à l'usurpation. L'inspecteur s'est emparé de tout le service des finances et y règne en maître; ses opérations désordonnées soulèvent des protestations générales, il va jusqu'à faire des paiements sans avis du surintendant général; les intérêts du roi sont en péril, l'autorité de son représentant est méconnue, le désordre est à son comble³.

Arteche, en butte à l'animosité du vice-roi et sachant que sa correspondance est décachetée, envoie en Espagne son secrétaire Pablo Ortega avec un rapport complet sur tout ce qui se passe à Lima. Ortega quitte la ville, sous le prétexte d'aller au Chili rétablir sa santé. Dans ce pays, on cherche à arrêter son voyage; il traverse les Andes et la Pampa, où il échappe par miracle aux Indiens sauvages qui tuent seize hommes et enlèvent quarante femmes de sa caravane. Le 3 juin 1780, il s'embarque à Montevideo, mais le 15 août, à la hauteur des Açores, un corsaire anglais de trente canons attaque le navire qui le portait. Après deux heures de combat, les Anglais s'emparent du navire espagnol qui jette ses papiers à la mer. Ortega, retenu prisonnier six mois en Écosse, parvient enfin en Espagne, au printemps de 1781, ayant fait près de 8,000 lieues et perdu

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 1780.

2. Id., *ibid.* — 28 février 1780.

3. Id., *ibid.* — 20 février 1780.

6,000 pesos¹. Dans sa souveraine gravité, le Conseil des Indes demande à Arteche une nouvelle expédition des papiers perdus par Ortega²; mais, sans attendre l'arrivée d'Ortega en Espagne, le roi avait révoqué Guirior de ses fonctions et ordonné son transfert en Europe.

Le départ du vice-roi et de la vice-reine donna lieu aux scènes les plus émouvantes. Tout le beau monde liménien était au désespoir. C'est à peine si Augustin de Jaurégui, le nouveau vice-roi, obtenait les démonstrations extérieures de respect exigées par la loi; toutes les attentions, toutes les marques d'affection et d'estime allaient au magistrat tombé. Il fallut interdire les manifestations inopportunes auxquelles le chapitre ecclésiastique voulait se livrer le jour où s'embarquèrent des vice-rois déchus. Les chanoines voulaient accompagner la vice-reine jusqu'au port et avaient ordonné des prières publiques dans toutes les églises de Lima pour obtenir du ciel une heureuse navigation. Pendant les derniers temps de son séjour à Lima, la vice-reine s'était montrée partout dans les rues et les églises, un mouchoir à la main et noyée dans les pleurs :

Sa douleur me paraît juste, disait Arteche, elle me remplit moi-même de confusion, quand je vois déposées et humiliées des personnes respectables que j'avais aimées et estimées et dont les erreurs n'ont pour origine qu'une ridicule vanité, une facilité inconsidérée et l'habitude de censurer et blâmer tout ce qu'elles n'ont point fait elles-mêmes; mais je constate en même temps le mauvais exemple qui résulte de ces erreurs et les traces pernicieuses qu'elles ont laissées dans le royaume³.

A son arrivée en Espagne, Guirior reçut l'ordre de se rendre à Tolède et de n'en point bouger. L'intendant Fernando Marquez de la Plata fut chargé d'établir le rapport général sur sa reddition de comptes⁴; pendant trois ans, chacune des deux parties prépara ses défenses et dressa ses batteries. Arteche envoya au rapporteur un long mémoire sur tous les faits du procès⁵, Gui-

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 16 mai 1780. — Pour récompense de ses services, il fut nommé alcade mayor de Villalta au Mexique en 1787.

2. Id., *ibid.* — 13 juin 1781.

3. Id., *ibid.* — 1^{er} février 1781.

4. Id., *ibid.* — 8 octobre 1781.

5. Id., *ibid.* — 5 février 1783.

rior fit agir ses amis, et quand le rapport arriva enfin au Conseil des Indes, en 1784, un revirement très notable s'était opéré dans les esprits. Le 7 août 1785, Guirior obtint la levée de ses arrêts et put reparaitre à Madrid¹. Il intenta alors, à son tour, un procès à l'inspecteur Arteche, lui demandant la restitution de tous les frais que l'inspection lui avait causés. Arteche se défendit et remit à la cour, le 17 mars 1787, un énorme mémoire justificatif d'au moins 300 pages. Mais le 27 mai 1789, le Conseil des Indes le mit à la retraite en ne lui laissant que le tiers de son traitement; pour empêcher ses plaintes d'arriver jusqu'au roi, il fut banni de Madrid et défense lui fut faite de résider à moins de vingt lieues des résidences royales². La faction conservatrice avait vaincu, mais l'injustice de son triomphe était tellement notoire que les juges eux-mêmes semblent en avoir eu honte.

En philosophe, habitué aux vicissitudes humaines, Arteche laissa passer la tempête et, dès le 28 juillet 1792, demanda à rentrer au service du roi. Le 7 septembre 1793, le procureur général du Conseil des Indes conclut à la levée du bannissement et à l'élévation de la solde de retraite jusqu'à moitié de l'ancien traitement. Deux conseillers déclarèrent même que, pour eux, la cause, officiellement terminée, n'avait point force de chose jugée, le jugement ayant été rendu sans qu'Arteche eût été personnellement entendu. Ils estimaient qu'il devait être recommandé à la bienveillance du roi³. On voit par là que, si la justice n'était au Pérou qu'une longue intrigue, il en était à peu près de même à Madrid. L'inspecteur Arteche avait consciencieusement fait son devoir et le roi lui avait donné raison en destituant le vice-roi Guirior; la toute puissante faction qui veillait au maintien des abus comme sur un trésor, avait à son tour innocenté Guirior et frappé Arteche et le scandale de son triomphe avait déterminé un nouveau courant favorable à l'inspecteur; mais, s'il avait connu la douceur d'un retour inespéré de la fortune, c'était plutôt aux efforts de ses amis qu'à la justice de sa cause qu'il en était redevable.

Les vice-rois et l'Audience. — Plus on s'éloignait du

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 7 août 1795.

2. Id., ibid. — 27 mai 1789.

3. Id., armoire CXI, rayon 1, liasse 18. — 7 septembre 1793.

moment où le marquis de Guirior avait gouverné le Pérou, plus son gouvernement apparaissait comme faible et imprudent. On n'hésitait plus en 1783 à lui attribuer la responsabilité du terrible soulèvement qui avait agité le Pérou en 1781. L'insurrection péruvienne avait eu ses origines à Lima et s'était préparée presque ouvertement dans l'entourage du vice-roi. Guirior lui-même l'avait inconsciemment favorisée en répétant à qui voulait l'entendre « que les ordres du roi n'émanaient pas de l'autorité directe de S. M. ». Le roi avait nommé, à la place du magistrat téméraire et débile, le surintendant général Augustin de Jaurégui, ancien capitaine général du Chili, dont l'énergie et l'expérience promettaient un prompt remède aux maux qui affligeaient le pays. L'anarchie régnait au Pérou dans tous les services; les tribunaux pactisaient avec les abus; on ne cherchait qu'à pressurer l'Indien; corrégidors et curés s'y employaient à l'envi. Jaurégui se laissa circonvenir et ne se montra pas plus énergique que son prédécesseur. Le roi avait mis à la retraite deux auditeurs : Pedro Bravo del Rivero et le comte de Sierra Bella; mais ces deux hommes étaient restés à Lima et étaient devenus les conseillers les plus écoutés du vice-roi. Avec l'assesseur Antonio Boza, ils avaient formé un véritable triumvirat, qui ne tenait aucun compte des intentions du roi. Ces hommes ne gouvernaient que par intérêt et acceptaient de toutes mains. Jamais le vice-roi ne consultait l'Audience. Il suivait plus volontiers les directions de l'évêque de Cuzco, Juan Manuel de Moscoso y Peralta, personnage de fidélité douteuse, en relations avec des individus suspects d'avoir participé aux derniers mouvements. Jaurégui avait publié une amnistie que le roi avait approuvée, mais avait trouvée trop étendue, car en aucun cas les chefs de la rébellion n'auraient dû y être compris. Quand Jaurégui avait appris que le principal rebelle s'était rendu à l'évêque de Cuzco, il avait fait célébrer une solennelle messe d'actions de grâces par l'archevêque de Lima et ordonné trois jours d'illuminations, ce qui était certainement exagéré et impolitique. Il avait signé une paix honteuse, accordé 1,000 pesos de pension au frère du principal rebelle et 600 pesos de pension à chacun de ses deux neveux. Il avait mis le fils du principal rebelle en liberté et l'avait placé dans un collège, alors que le roi avait ordonné de l'envoyer en Espagne. « Les Indiens sont fantasques et de mau-

vaise foi, ils ont un orgueil indicible, sitôt qu'ils se croient les plus forts; il ne faut donc pas croire à leurs promesses, dont l'expérience a montré le défaut de solidité. »

Le roi avait été fort mécontent de Jaurégui et lui avait donné pour successeur le marquis de Croix, commandant des provinces intérieures du Mexique, qu'il faisait appuyer par deux régiments de l'armée régulière au grand complet. Il lui ordonnait de prendre pour assesseur Georges Escovedo, de poursuivre avec la dernière rigueur les derniers vestiges de la sédition et de restaurer dans tous les services le respect de l'autorité royale¹.

Une longue instruction, en date du 19 juin 1783 et adressée au vice-roi du Pérou, nous fait connaître les intentions du gouvernement de Madrid et sa politique aux Indes. C'est un exposé complet des idées régnantes dans la Péninsule au sujet des possessions américaines².

Le roi met en tête de ses recommandations tout ce qui touche au bon traitement et à l'évangélisation des Indiens; les prescriptions royales doivent être scrupuleusement observées. Le vice-roi s'entendra avec les évêques pour fomenter la conversion des indigènes et le développement des chrétientés. Il contrôlera de près la conduite des missionnaires; il les empêchera de s'attarder où ils n'ont que faire, les enverra à leurs missions et rembarquera pour l'Espagne les récalcitrants. Il dira aux prélats combien le roi tient à ce qu'ils s'acquittent de leurs devoirs. Il augmentera de tout son pouvoir la splendeur de la religion au Pérou; il évitera les conflits avec le clergé, mais veillera au maintien des droits de patronage royal sur les églises; il ne laissera pas élever de nouveaux monastères, ni de nouveaux hôpitaux sans l'agrément du souverain; il surveillera la chaire, apaisera les discordes intestines des ordres religieux, choisira soigneusement les moines destinés à desservir les paroisses indiennes.

Il s'occupera de continuer et de compléter la collection des ordonnances royales; il aura un registre où il fera copier littéralement tous les ordres qu'il donnera lui-même. Le roi l'investit du droit de grâce pour tous faits relatifs à l'insurrection ou connexes. Les commanderies d'indigènes constituant un abus et un danger, le vice-roi les supprimera à mesure que mourront

1. Arch. des Indes, armoire CX, rayon 3, liasse 3. — 1783.

2. Id., ibid. — 19 juin 1783.

les titulaires actuels et les réunira à la couronne. Dans la répartition des offices, il favorisera les descendants de ceux qui ont découvert le pays ou qui l'ont peuplé les premiers. Les Espagnols séditieux seront châtiés, ainsi que les blasphémateurs, les sorciers, les proxénètes, les concubinaires. Les métis se multiplient avec une rapidité effrayante; il faut défendre aux Espagnols, aux mulâtres, aux métis vagabonds ou mariés de s'établir dans les villages d'Indiens. Il ne faut laisser débarquer au Pérou que les passagers légalement autorisés à passer aux Indes¹. Beaucoup d'étrangers réussissaient à s'y introduire comme matelots ou comme soldats d'artillerie, il sera bon de mettre un terme à ces abus. Il ne faut pas accepter aux Indes de gens mariés qui aient laissé leur famille en Espagne, parce que cela favorise l'inconduite. La fondation de nouveaux centres de population sera encouragée, mais avec prudence, car il n'en doit résulter aucun dommage, ni pour le trésor, ni pour les tiers, ni pour les Indiens.

La justice sera surveillée de très près; le vice-roi ne craindra pas de dire au souverain comment elle est rendue; il aura soin que les distinctions et les récompenses aillent aux plus méritants; il défendra aux magistrats, aux procureurs généraux et aux fonctionnaires d'acquérir des domaines ou de contracter des affaires dans le pays. Les Indiens gémissent sous l'oppression des Espagnols, des moines et des prêtres, il faut donner toute l'assistance convenable aux indigènes, les laisser libres d'élire leurs officiers municipaux, châtier les Espagnols qui les tyrannisent. En aucun cas l'Indien ne doit être réduit en servitude personnelle (cédule royale du 26 mars 1609); il est défendu de vendre ou d'échanger des Indiens par contrat; l'Indien ne doit pas rester oisif, mais il travaillera à son métier, à ses champs, à sa boutique, ou louera ses services à qui bon lui semblera. On

1. Arch. des Indes, armoire CXXVIII, rayon 2, liasse 7. — Les listes d'embarquement signalent en 1787 un chanoine nommé à la cathédrale de Cuenca, un jeune homme de dix-huit ans, célibataire et non fiancé, qui désire passer à Quito, en compagnie du régent de l'Audience royale Juan Josef de Villalonga, un auditeur de l'Audience de Quito, un auditeur de celle de Charcas. En 1788, on note un lieutenant du régiment provincial d'Avila, qui demande à rentrer en Amérique pour affaires d'intérêt. En 1789, l'assesseur du gouverneur de Cuenca, sa femme et deux serviteurs; ils demandent à voyager aux frais du roi; mais le gouvernement fait répondre qu'il n'accorde plus de semblables privilèges; si l'intéressé ne peut payer ses frais de voyage, qu'il démissionne et sollicite un autre emploi.

ne permettra aux curés de lever sur leurs Indiens ni contributions, ni droits d'aucune sorte (*camaricos, comidas, yerva, leña*), il leur sera interdit d'avoir des prisons, des procureurs, des geôliers. Le roi regarde le bon traitement des Indiens comme la première et la plus grande obligation du vice-roi.

L'Espagne est en possession du droit de fournir aux Indes le vin, l'huile et les produits manufacturés. Il ne faut donc laisser planter au Pérou ni vignes ni oliviers. S'il s'en trouve déjà de plantés, on ne les arrachera pas, mais il faut défendre d'en planter d'autres. On interdira également la fabrique des draps. Par contre, l'agriculture sera encouragée, les chemins seront tenus en bon état, afin que les mules puissent circuler partout et que l'on ne soit plus obligé d'employer les hommes comme bêtes de somme; il est juste que le laboureur puisse vendre sa récolte et jouisse du fruit de son travail.

Le pays devra être mis sur un bon pied de défense; les côtes seront armées, les magasins d'armes et de munitions tenus en bon état. Les villes seront fermées pour les mettre à l'abri des insultes et l'on y organisera une milice suffisante pour les faire respecter par les tribus voisines. Le vice-roi inspectera le royaume, comme l'avait fait jadis le grand vice-roi Francisco de Toledo; s'il ne peut inspecter tout lui-même, il déléguera ses pouvoirs à un visiteur général. Les corrégidors se sont attiré la haine des peuples par leurs exactions; le roi songe à les remplacer par des intendants choisis et bien payés, il recommande ce projet à toute l'attention du vice-roi. Peut-être serait-il bon d'organiser à Cuzco une sorte d'Audience avec pouvoirs militaires sur un vaste territoire, comme les possède l'Audience de Guadalajara sur les provinces intérieures du Mexique. La commission administrative (*la acordada*) remplirait alors le rôle de tribunal criminel et jugerait les larrons et les malfaiteurs.

Le vice-roi veillera avec le plus grand soin au bon rendement des mines. Les condamnés au *presidio* seront employés à l'exploitation du minerai, une maison de force sera construite en face du bâtiment réservé à l'administration royale et on assurera la nourriture spirituelle des nègres, des Indiens et des galériens employés dans la mine. Ni l'or ni l'argent ne doivent passer en des mains étrangères, il faut maintenir à cet égard les prohibitions de la loi.

Comme représentant du souverain, le vice-roi n'usera jamais

que des armoiries royales, à l'exclusion de toutes autres; il ne recevra personne à sa table en dehors des jours de fête, consacrés par l'usage. Il rendra compte au roi de l'état du pays, toutes les fois qu'il le pourra.

Dans un second mémoire, remis un peu plus tard au vice-roi, le roi revient encore sur l'établissement des intendants auquel il ordonne de procéder sans retard, sur les inspections à faire par le vice-roi, sans frais ni cérémonies inutiles, sur la fortification des villes, à l'aide de remparts suffisants pour les garantir d'un coup de main, mais peu coûteux. Il reparle encore de l'Audience de Cuzco. Il engage le vice-roi à s'entendre pour toutes les affaires graves avec l'intendant de finances Escovedo¹.

Le chevalier de Croix ne pouvait se plaindre d'avoir été laissé sans instructions; si nous cherchons à voir quelles besognes se disputaient sa vie, nous le trouvons occupé de menus détails et submergé par la paperasserie. Il fait des rapports sur l'adjudication quinquennale du poste de garde-magasin de la monnaie de Lima, sur la conduite d'un corrégidor et sur l'information déjà faite à ce sujet par l'Audience royale de Cuzco, sur une erreur commise au tribunal des comptes, dans une enquête sur les comptes du receveur des caisses royales d'Aréquipa. Il est censé prendre connaissance des titres des candidats aux fonctions publiques et de leurs demandes d'avancement. Il annonce au roi qu'une frégate marchande est sortie du Callao à destination des Philippines, il accuse réception des ordres royaux, il réclame des instructions pour répondre à un lieutenant de dragons qui demande à entrer dans l'ordre séraphique de saint François²... Avec tant d'occupations fastidieuses et sans intérêt, on comprend que le vice-roi n'ait jamais trouvé le temps de visiter sa vice-royauté.

Si le roi n'avait pas été satisfait des vice-rois Guirior et Jaurégui, il n'avait pas lieu de l'être davantage des magistrats de l'Audience de Lima. Le haut tribunal laissait les dossiers s'entasser dans les greffes, sans prendre le temps de les juger. Du 11 février 1788 jusqu'au 5 janvier 1789, l'Audience avait jugé en dernier ressort 89 causes civiles, mais il lui en restait 122 à

1. Arch. des Indes, armoire CX, rayon 3, liasse 3. — 1783.

2. Id., armoire CX, rayon 4, liasse 27.

juger. Dans une autre chambre, du 7 février 1788 au 29 décembre 1789, le nombre des causes jugées en première instance ne dépasse pas 72 et 124 dossiers restent aux mains des rapporteurs. A la chambre criminelle, les registres de l'année 1788 constatent le jugement de 7 meurtres, 16 vols, 14 causes de coups et d'injures, 15 procès pour port d'armes prohibées, 6 adultères ou délits contre les mœurs¹. Pour excuser un si faible rendement, les juges prétendent qu'ils ne sont pas au complet et demandent qu'on leur adjoigne de nouveaux magistrats ; mais le roi répond que la cour serait suffisamment nombreuse, si ses membres ne s'absentaient pas sans motifs sous les prétextes les plus futiles. Un auditeur ne prétend-il pas ne pas pouvoir siéger tant que ne sera pas jugé un procès qu'il a intenté au trésor royal ? Il demandait à toucher la totalité de ses appointements pendant un temps où il avait été suspendu de son office. Le roi lui refusa la faveur qu'il sollicitait et lui ordonna de siéger². Bien loin de nommer de nouveaux magistrats, il signifia à l'auditeur Rezabal, qui s'éternisait à Lima, de rejoindre au plus vite son poste de Cuzco³. Il est bien probable que, même après ces ordres sévères, l'Audience persista dans son indolente gravité. La célèbre devise : *Quieta non movere* était très en faveur aux Indes ; on s'y reposait avec délices et l'on entendait n'être point dérangé.

G. DESDEVICES DU DEZERT.

(Sera continué.)

1. Arch. des Indes, armoire CXI, rayon 1, liasse 8. — 1789.

2. Id., ibid. — 7 mars 1789.

3. Id., ibid. — 12 novembre 1789.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

UN MINISTRE DE PHILIPPE II

AUTEUR D'UNE HISTOIRE DE LA CORSE

(MATHEO VASQUEZ DE LECA)

L'ŒUVRE. — Il existe à la Bibliothèque nationale une œuvre peu connue, bien que précieuse pour l'histoire de la Corse. C'est un manuscrit italien in-4° de 950 pages (ms. italien 839), en réalité anonyme, mais sur lequel le copiste, ou celui pour le compte de qui il travaillait, a placé étourdiment un titre et un nom d'auteur. Sur le premier folio on lit : « Descrittione dell' isola di Corsica e di alcune sue bontà e delle prodotte della natura secondo dice Marc' Antonio Ceccaldi¹ del Vescovato di Casinga, fatta transcrivere dal signor Antonio Buttafoco, capitano al servizio di S. M. Christianissima nel reggimento reale Corso. »

Le capitaine Antonio Buttafoco vivait au XVIII^e siècle; il assistait en 1745, avec son fils Matteo², alors âgé de quinze ans, à la bataille de Fontenoy. On raconte qu'ayant trouvé chez un libraire un important manuscrit sur la Corse, dont le prix était fort élevé, il demanda l'autorisation d'en prendre copie. Les personnes qu'il chargea de ce travail étaient inexpertes et semblent n'avoir eu de

1. Ceccaldi est l'auteur d'une chronique corse qui s'arrête à l'année 1559. La partie antérieure à 1464 n'est qu'un remaniement de la *Cronica Corsesca* dont le principal auteur est Giovanni delle Grossa (né en 1388). L'œuvre de Ceccaldi a été presque intégralement reproduite par Filippini dans son *Historia di Corsica* (Tournon, 1596). Il existe du travail de Ceccaldi plusieurs copies manuscrites à Rome (Vatican, Bibl. urbin., 878), à Gênes (Bibl. civ. Berio, D, 4, 8, 12) et à Paris (Bibl. nat., ms. ital. 388). Ce dernier exemplaire incomplet s'arrête à l'année 1420.

2. Matteo, comte de Buttafoco, est connu par sa correspondance avec J.-J. Rousseau (1764) à qui il demanda un projet de constitution pour la Corse. Député de la noblesse aux états généraux, c'est à lui que Bonaparte adressa le 23 janvier 1790 une lettre violente qui fut imprimée à Dôle l'année suivante.

l'italien qu'une connaissance très superficielle. Aussi les erreurs et les omissions abondent-elles. Cependant, grâce à Buttafoco, cette œuvre unique se trouva reproduite à plusieurs exemplaires dont celui de la Bibliothèque nationale; deux autres copies sont aujourd'hui à la Bibliothèque municipale de Bastia (ms. Y) et dans la bibliothèque du baron Galeazzini. Quant au volume confié par le libraire, je crois pouvoir l'identifier avec un manuscrit acheté, vers 1825, par l'historien Gregori pour le compte de Charles-André Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie, à la famille de qui il appartient. Ce dernier texte est beaucoup moins défectueux que les autres, bien qu'il ne soit lui-même, comme on en peut juger par les lacunes et par les hésitations du scribe, que la transcription — peut-être même la copie d'une traduction — d'un original fort éloigné dont la composition remonte au dernier quart du xvi^e siècle.

LES AUTEURS PRÉSUMÉS. — Le titre, ai-je dit, ne correspond nullement à la matière de l'ouvrage. Le transcritur a pris l'intitulé du premier livre, *Descrittione dell' isola di Corsica*...¹, etc., pour le titre du manuscrit, et lui a consacré sa plus belle calligraphie. De là l'erreur de Marsand, qui, dans son catalogue, classe l'exemplaire de la Bibliothèque nationale au nom de Ceccaldi². Pour Gregori, qui ne l'avait feuilleté qu'en vue d'en extraire des documents pour son édition de Filippini³, le point n'est pas discutable : c'est le « manuscrit de Ceccaldi ». Cependant, seules la *Descrittione* et les quelques pages qui suivent ont pu faire naître cette opinion. M. le chanoine Letteron, qui a publié, en 1910, le texte de la Bibliothèque municipale de Bastia, qu'il avait seul à sa disposition, a cru pouvoir lui imposer le titre de *Croniche di Giovanni della Grossa et di Pier' Andrea Monteggiani*⁴. Il est vrai que M. Letteron en a retranché tout ce qui lui paraissait étranger à ces deux auteurs; mais il a parfois dépassé son but en nous privant de ren-

1. L'auteur pour le fond de la géographie de la Corse, à laquelle est consacré le premier livre, est Agostino Giustiniani, évêque du Nebbio, 1470-1536, à qui on doit les *Annales Genuenses*. Il avait été aumônier de François I^{er} et professeur de langue hébraïque à Paris. Le texte du *Dialogo nominato Corsica*, de Giustiniani et dont Ceccaldi n'a guère que modifié la forme dialoguée, a été publié par M. de Caraffa dans le *Bulletin de la Société des sciences historiques de la Corse*, Bastia, 1882.

2. Marsand, *Catalogo dei Manoscritti italiani della regia Biblioteca Vaticana*, Paris 1835, p. 598.

3. Pise, 1827, 4 vol. in-8°. — Ses références sont très vagues : « Arch. de Barcelone », « Bibl. nat. de Paris », « Manuscrit de Ceccaldi ». Il ne précise pas autrement. En réalité, c'est dans le ms. Pozzo di Borgo qu'il a puisé presque tous les documents dont il a enrichi son édition.

4. *Bull. de la Soc. des sciences historiques de la Corse*, 1910.

seignements qui font bien corps avec le texte primitif¹; d'autre part, il a laissé subsister les pages empruntées à Ceccaldi² et d'indiscutables interpolations introduites par le compilateur³.

Car nous sommes bien en présence d'une vaste compilation dont Giovanni della Grossa a fourni la matière principale; et le moins que l'on puisse dire, c'est que nous y trouvons une version de sa chronique plus complète que celle que nous a laissée Ceccaldi. La participation de Monteggiani est plus douteuse; si l'on compare la partie de l'œuvre qui lui est attribuée (1465-1525) au récit que Ceccaldi déclare emprunter à cet auteur, on constate que l'on est en présence de deux chroniques différentes aussi bien par la composition et la mise en valeur des personnages ou des événements que par le choix des anecdotes. Les deux récits sont également véridiques; ils se complètent l'un l'autre, mais on ne saurait les attribuer au même auteur⁴.

L'AUTEUR. — Ces diverses attributions écartées, il s'agissait d'identifier le compilateur. L'examen de la langue et des sources a limité rapidement le champ des recherches. La confrontation des passages interpolés dans la chronique avec d'autres textes, la conformité des tendances et des préoccupations de l'œuvre avec celles de certains écrits inspirés et même signés par le Corse Matheo Vazquez de Leca⁵, ministre de Philippe II, permettent de considérer ce

1. *Bull. cit.*, p. 504, un alinéa qui commence par une citation des *Annales* de Giustiniani. Bien que cette citation n'occupe que quelques lignes du paragraphe, celui-ci a été entièrement supprimé.

2. Les premières pages du volume imprimé, qui sont la copie littérale du ms. de Ceccaldi, quelques mots seulement ayant été remplacés par des synonymes; p. 3 et 4, Giovanni della Grossa est cité et critiqué: d'où impossibilité matérielle de lui attribuer ce texte.

3. *Bull. cit.*, p. 13, les détails extraits de Gonzalvo de Illescas touchant la révolte des Romains contre le pape Léon III; p. 19, l'apparition de Constantin à Ugo della Colonna; p. 63 et suiv., Bonifacio Colonna et son expédition en Afrique; p. 183, Ottone Doria; p. 185, origine des Leca, etc.

4. Le nom de Monteggiani ne nous est connu que par l'intermédiaire de Ceccaldi et, quoi qu'en dise ce dernier, il est difficile de croire qu'il ait été le continuateur immédiat de Giovanni. Monteggiani, délégué comme « orateur » à Gênes en 1525, était bien jeune quand Giovanni cessa d'écrire, et on relève dans son récit (selon Ceccaldi) de nombreuses lacunes: il semble donc n'avoir été que l'adaptateur de certains cahiers de la *Cronica Corsesca*, alors que d'autres fascicules fournissaient la matière du ms. qui nous occupe.

5. Le peu de consistance des droits de Matheo Vazquez au nom de Leca se déduit de l'imprécision de la notice qu'il fit insérer au *Nobiliario d'Andalusia*, d'Argote de Molina (1588), p. 257. Plusieurs Corses, qui avaient fait fortune en Espagne, se paraient du nom qu'avait illustré au siècle précédent le comte Gian-Paolo de Leca. Parmi eux, les Vincentelo et les Mañara dont le descendant, Miguel Mañara Vincentelo de Leca, est le prototype du don Juan

personnage comme le principal auteur de la compilation. Dans l'exposé des motifs qui m'ont conduit à cette conclusion, je reprendrai l'ordre suivi par l'enquête, après avoir toutefois résumé brièvement la biographie de Vazquez.

Personnage considérable en son temps, Vazquez, au service d'un maître qui n'exigeait que de la soumission, a passé presque inaperçu dans l'histoire. Sa fortune fut cependant singulière. Sa famille était corse de l'Au-delà-des-monts¹. Tout enfant (vers 1550), il fut pris par les corsaires barbaresques qui ravageaient quotidiennement les côtes de la Corse et conduit à Alger où une mission espagnole le racheta². Un chanoine de Séville, D. Diego Vazquez Alderate, se chargea de son éducation et lui donna son nom. A quinze ans, Matheo entra comme page dans la maison de D. Diego de Espinosa, qui, devenu cardinal, président du Conseil royal et inquisiteur général d'Espagne, l'employa comme secrétaire et le fit ordonner³. Successivement archidiacre de Pastrana; puis de Cardone, chanoine de Séville, membre du Conseil supérieur de l'Inquisition⁴, il figure, dès 1572, parmi les secrétaires du roi et supplée le cardinal Espinosa récemment décédé. Plus tard, il devient secrétaire d'État, le « secrétaire favori », comme l'appelle Cabrera⁵. « On peut dire », écrit Filippini, « que par ses mains passent les affaires les plus importantes du monde⁶. » Cependant, Vazquez n'a pas retenu l'attention des biographes et il n'est guère connu que par l'acharnement dont il poursuivit son collègue Antonio Perez⁷, acharnement qui prenait sa source dans l'extrême fidélité de Matheo à son souverain et une conception un peu étroite de ses devoirs. « Modeste, de mœurs pures, sans ambition, travailleur infatigable, fidèle et discret », il mérita la confiance de Philippe II et l'estime de ses contemporains. Il n'avait que vingt-sept ans quand Cervantes lui adressa une épître en vers pour le prier d'attirer les yeux du roi sur les chrétiens qu'un pénible esclavage retenait en Barbarie : « O'est de vous, seigneur », écrit le célèbre captif, « qu'on pourrait dire — et je le dis et je le dirai et je

romantique. Cf. Colonna de Cesari Rocca, *Don Juan, sa famille, sa légende et sa vie d'après des témoignages contemporains*, dans le *Mercur de France* du 15 janvier 1917.

1. Filippini, *op. cit.*, p. 425. On désigne sous ce nom la partie occidentale de la Corse.

2. Gallardo, *Ensayo d'una Biblioteca española*, t. IV, art. Vazquez de Leca.

3. Gaspar Muro, *Vida de la princesa de Éboli*. Madrid, 1877, p. 77.

4. Argote de Molina, *Nobiliario d'Andalusia*, 1588, p. 257.

5. Cabrera, *Felipe segundo rey de España*. Madrid, 1876, t. II, p. 449.

6. Filippini, *op. cit.*, p. 425.

7. Cf. Mignet, *Antonio Perez et Philippe II*. Paris, 1845; Muro, *op. cit.*

le crois — que la vertu seule vous a conduit¹. » Vazquez mourut le 5 mai 1591, profondément regretté de Philippe II².

LA LANGUE. — A première lecture, c'est bien l'italien vulgaire du xvi^e siècle avec son orthographe hésitante dont l'imprimerie commençait seulement à fixer les règles : on trouve dans les mêmes pages *facto* et *fatto*, *del* et *dil*, *el* et *il*, *selba* et *silva*, *rovine* et *roine*, etc.; ces variations sont si nombreuses et si fréquentes qu'on ne peut même pas les attribuer à l'alternance des copistes. Examinée de plus près, la syntaxe affecte des tournures espagnoles que l'usage du dialecte corse, bien que se rattachant à la famille italo-ibérique, ne suffit pas à expliquer : on y relève l'emploi presque constant de la préposition *a* entre les verbes et leurs régimes animés, forme familière à Boccace, mais que l'italien avait, au xvi^e siècle, abandonnée depuis longtemps ; on y lit *nobleza* pour *nobiltà*, *Juan* pour *Gian*, *Luis* pour *Lovico*, ce qui donne à penser que la compilation a pu être rédigée en espagnol et traduite postérieurement en italien ; ainsi s'expliqueraient par une double opération (de l'italien à l'espagnol et de l'espagnol à l'italien) les très légères modifications subies par le texte de Ceccaldi dans les passages empruntés à cet auteur et les formes diverses revêtues par les mêmes mots.

Le style est monotone et souvent naïf ; un grand nombre de phrases paraissent construites sur le même dessin. Les alinéas commencent tantôt par la formule « après que — (*Dopoi che*) », tantôt par un participe passé ou un gérondif dont la suite rappelle les éléments d'un paragraphe précédent ; puis le récit se poursuit lourdement, fréquemment entrecoupé par la conjonction et (*e*). Ces observations d'ordre général s'appliquent aussi bien aux premières pages du livre qu'aux dernières, ce qui ne permet pas de supposer que les textes de Giovanni della Grossa et de ses continuateurs, bien que souvent reproduits littéralement³, aient été toujours respectés.

LES SOURCES, LES MATÉRIAUX. — Nos remarques sur la langue et l'orthographe du manuscrit nous ont démontré l'éducation espagnole du compilateur ; l'examen des matériaux dont il s'est servi pour parachever la chronique suivant ses vues nous confirmera dans cette opi-

1. Cf. Émile Chasles, *Miguel de Cervantes*. Paris, 1866.

2. Cabrera, *op. cit.*, t. III, p. 546.

3. Un de ces emprunts est flagrant. Après avoir raconté la mort de Francesco d'Ornano (1485), l'auteur ajoute : « Là se trouvait présent Simone de Sant' Antonino, lequel m'en a fait serment pour que je l'écrive en toute vérité. » *Bull. cit.*, p. 487. Dans la compilation, la phrase est restée à la première personne.

nion. Après avoir emprunté à Ceccaldi sa *Description de la Corse* et les préliminaires dans lesquels la naïveté de Giovanni della Grossa est prise à partie, il aborde une œuvre plus volumineuse et plus proche de l'auteur primitif : c'est pour une grande part (autant qu'un examen attentif nous permet d'en juger) le texte à peine travesti de Giovanni della Grossa continué par un chroniqueur presque toujours exact et indiscutablement consciencieux. Nous devons en savoir gré à notre compilateur, car, grâce à ce choix, de nombreux renseignements négligés par Ceccaldi nous ont été conservés. Outre ce travail, qui lui fournit la partie la plus substantielle de son œuvre, il dépouilla d'autres sources dont les principales furent la chronique aragonaise de Zurita¹ et les *Annales génoises* de Giustiniani². Il releva également, dans les Archives de la Couronne d'Aragon, quelques lettres patentes adressées par les souverains aragonais aux Corses attachés à leur cause, documents dont l'histoire des xiv^e et xv^e siècles tire un triple intérêt : diplomatique, géographique et chronologique³.

Avec moins de bonheur, il consulta les ouvrages des Espagnols Pedro Mexia⁴ et Gonzalvo de Illescas⁵ et du Sicilien Fasello⁶. Les citations qu'il en extrait ne se rattachent qu'artificiellement à l'histoire de la Corse, et l'auteur ne s'en sert que pour agrémenter, suivant les tendances naïves de son temps, les origines des familles Leca et Colonna. C'est nous avertir qu'il est de ceux en qui la légende de Ugo della Colonna⁷ a fait germer des ambitions généalogiques : ces ambitions dévoilent son identité.

Malheureusement, il pousse ce souci trop loin, et l'œuvre corse,

1. Zurita, *Los cinco libros posteros de la primera parte de los Anales de la Corona de Aragon*. Caragoça, 1562.

2. Giustiniani, *Castigatissimi Annali della Repubblica di Genova*. Genova, 1537.

3. Barcelone, Arch. de la Corona de Aragon. Registres de chancellerie des rois Juan I^{er}, Martin, Alfonse IV et Juan II, portant les numéros 1,044, 2,227, 2,626, 2,936 et 3,396. On ne voit pas pourquoi Vazquez n'a pas poussé ses recherches plus avant car j'ai trouvé des actes offrant un égal intérêt dans les registres de Jayme II et de ses successeurs (reg. 1,022, 1,043, 1,045, 1,941, 1,943, 2,227, 2,398, 2,782, 3,395, 3,397).

4. Pero Mexia (ou Mejia), *Historia imperial e Cesarea...* Hispali, 1545.

5. Gonzalvo de Illescas, *Historia Pontifical y Catolica...* Salamanca, 1574.

6. Fasello, *De Rebus Siculis*. Palermo, 1558.

7. Les familles féodales du versant ouest de la Corse ont pour auteur commun un Arrigo de Cinarca, vivant en 1222. Une vieille légende, rapportée par Giovanni della Grossa, le fait descendre de Ugo della Colonna, conquérant romain, contemporain de Charlemagne. La chronologie de la légende est, tout au moins, contestable.

d'un si vil intérêt par sa sincérité, est gâtée, dans ses premiers chapitres, par l'intrusion de fables ridicules. Ces mélanges de récits historiques et de contes invraisemblables, dont s'était rassasié le goût espagnol aux siècles précédents¹, étaient encore appréciés dans la péninsule. Des écrivains alors en vogue, comme Pedro Mexia, leur devaient tout leur succès². Notre auteur ne se fait pas scrupule de les imiter et, dans la légende de Ugo della Colonna, il brode si audacieusement que l'on a pu considérer toute son œuvre comme une simple « amplification oratoire » de la chronique publiée par Filipini³. Il emprunte à Illescas les détails de la révolte des Romains contre le pape Léon III⁴ et puise dans le livre de Mexia les éléments d'une fiction à la manière antique où Constantin, apparaissant en songe au comte Ugo, lui tient un langage à la fois réprobateur et réconfortant⁵. L'image de Constantin hante notre compilateur; il y reviendra plus loin pour affirmer, sur l'autorité d'un courtisan de Philippe II, que Constantin est l'ancêtre direct des Leca⁶. Cette prétention, rapprochée des armoiries que s'était attribuées Matheo Vazquez où figure le *Labarum* en cimier, équivaut à une signature; elle est d'ailleurs rappelée, sous une forme à peu près identique, dans le *Nobiliario d'Andalusia*, à l'article *Vazquez de Leca*⁷.

1. La vie du Cid, les croisades, la biographie de Jeanne d'Arc ont été ornementées en Espagne de récits légendaires, inventés ou accommodés suivant les caprices des auteurs. *La Gran Conquista de Ultramar*, la *Cronica General*, attribuée à Alfonso X, le *Victorial*, de Gams, la *Historia de la Ponceña d'Orléans* sont autant d'exemples de ces alliances hétéroclites.

2. Illescas et Argote de Molina, qui semblent avoir eu des rapports suivis avec Vazquez, s'unissent dans leur admiration commune pour Mexia. « Doc-tissimus et eloquentissimus, omniumque scientiarum notitia instructus », dit le premier. Les auteurs du *Cimiterio* (Venise, 1654), Loredano et Michele, lui consacrent une épitaphe plus judicieuse (p. 56) :

« Qui giace lo spagnuol Pietro Mescia
Che 'n parte il vero, in parte il falso scrive,
Tal che il lettore non può di quanto si disse
Scerner la verità da la buggia. »

3. C'était l'opinion du baron Cervoni, conservateur de la Bibl. de Bastia. Cf. *Bull. cit.*, p. xxi, n. 1. Préface de M. l'abbé Letteron.

4. Illescas, *op. cit.*, p. 185.

5. *Bull. cit.*, p. 19. A rapprocher de l'apparition de saint Ambroise à Martelzeno, Mexia, *op. cit.*, p. 205.

6. Ms. Pozzo di Borgo, p. 265. Sur l'exemplaire de la Bibl. nationale (p. 344), ce passage a été remplacé par l'expression d'un doute à l'égard des allégations du texte invoqué. M. l'abbé Letteron (*Bull. cit.*, p. 185) a supprimé une partie de ce paragraphe.

7. Argote de Molina, *op. cit.*, p. 258, ami de Vazquez et qui, avec Illescas, fut peut-être son collaborateur.

L'identification de notre auteur se précise encore dans un trait de sa composition où il fond le légendaire Bianco, fils du comte Ugo, et Bonifacio, comte de Lucques, en un seul personnage qu'il appelle Bonifacio Colonna, dit Bianco¹. Grâce à ce stratagème, il peut intercaler dans la chronique tout ce qu'il extrait de Fasello et d'Illescas touchant Bonifacio et son frère Bertario (dont il fait un troisième fils de Ugo²). Matheo Vazquez est-il bien l'auteur de cette combinaison dont on pourrait défendre l'ingéniosité? Aucun doute ne subsiste à la lecture d'un opuscule du xvii^e siècle³ qui, énumérant les souverains de la Corse, cite les noms de Bonifacio et Bertario Colonna en invoquant l'autorité de « Matheo Vazquez Leca (*sic*) dans son histoire manuscrite de la maison Colonna ».

CONCLUSION. — Résumons-nous : la langue, les sources, les références de l'œuvre qui fait l'objet de cet examen désignent comme auteur un Corse du xvi^e siècle, habitué en Espagne. Les interpolations qui n'ont aucun fondement dans la réalité, mais dont l'intention est manifeste, désignent un membre de la maison de Leca ou quelqu'un prétendant se rattacher à cette famille. La concordance des assertions relatives à cette maison et des prétentions affichées par Matheo Vazquez dans ses armoiries et dans la notice insérée au *Nobiliaire d'Andalousie* ne permettent plus de s'égarer. Au cas où un doute subsisterait, la *Storia di Casa Colonna*, signée par lui-même, proclame son nom sans réserves. Au surplus, s'il ne fut pas l'unique ouvrier de cette compilation, où le travail du copiste (ou traducteur) tient une large place, on ne saurait douter qu'il ne l'ait inspirée et dirigée. Ses hautes fonctions lui ouvrirent les portes des Archives de la Couronne d'Aragon dont l'accès, à cette époque, ne s'obtenait pas sans difficultés; elles lui permirent aussi de se procurer un exemplaire de la *Cronica Corsesca* qui peut-être aurait été anéantie sans son intervention. Si modestes que nous apparaissent aujourd'hui les résultats de ses efforts, peu de Corses se trouvaient au xvi^e siècle dans les conditions exigées pour une telle

1. *Bull. cit.*, p. 44-64.

2. Si l'on admet que l'auteur a tenu comme rigoureusement exact tout ce qu'il a lu dans Giovanni della Grossa, il était logique qu'il ne vit dans Bonifacio, comte de Corse, vainqueur des Maures au ix^e siècle, qu'un dédoublement de Bianco. Le surnom de Bianchi, attribué par l'histoire à certains marquis de Corse de la race de Bonifacio et par la légende à la postérité de Ugo della Colonna, aurait fait excuser cette interpolation si l'auteur en avait fait ressortir le caractère hypothétique.

3. Angelo-Francesco Colonna, *Commentario delle Glorie e Prerogative del Regno di Corsica*. Rome, 1685, p. 50.

entreprise. Une question se présente : les interpolations signalées dans cette œuvre doivent-elles la rendre suspecte par ailleurs ? Il ne semble pas que Vazquez ait introduit des compositions de son cru autres que celles qu'il avait élaborées pour son « Histoire de la maison Colonna ». Au contraire, à plusieurs reprises, la « négligence » des historiographes et l'insuffisance des renseignements, qui réduisent le texte à une sèche énumération de noms, est déplorée : « Si Giovanni della Grossa avait trouvé quelque écrit concernant ces personnages, même en style grossier, il l'aurait inséré dans son livre¹. » Mais nous sommes à une époque où tout copiste ajoute, suivant l'expression de Renan, « tout ce qu'il sait ou ce qu'il croit savoir ». C'est pourquoi on rencontre des additions ou des altérations onomastiques assez fréquentes. Il impose, par exemple, le nom de Colonna aux descendants de Ugo et dénomme Malaspina les marquis de Massa du XI^e siècle, alors que Massa et Malaspina désignent deux familles différentes bien qu'issues de même souche². Les marquis de Massa di Corsica étaient presque oubliés quand les Malaspina, devenus seigneurs de Massa-Carrara par une convention avec les habitants du lieu, relevèrent ce titre³. Au XVI^e siècle seulement, les rejetons corses des marquis adoptèrent le nom, plus éclatant alors, de leurs cousins (Malaspina). Les Cinarchesi, qui croyaient descendre de Ugo Colonna, commençaient à faire précéder de ce nom leurs appellations féodales. Ceccaldi laisse à chaque personnage sa dénomination usuelle, tandis que Vazquez applique aux ancêtres réels ou supposés de ses contemporains les patronymiques nouvellement adoptés par ces derniers⁴.

L'ouvrage s'arrête en 1546. Cependant, le compilateur avait entre les mains la chronique encore inédite de Ceccaldi qui en était la continuation directe⁵. Peut-être la mort prématurée de Vazquez

1. Ms. Pozzo di Borgo, p. 111 et 149; p. 192 et 249 du ms. de la Bibl. nationale.

2. Ce point, élucidé par Muratori, est confirmé par de nombreux travaux contemporains. Cf. entre autres Desimoni, *Sulle Marche d'Italia*, dans les *Atti della Società di Storia Patria*.

3. Cf. sur les marquis de Massa : Bianchi, *Storia della Lunegiana feudale*. Pistoja, 1898. Sur les marquis en Corse, Colonna de Cesari Rocca, *Origine de la rivalité des Génois et des Pisans en Corse*. Gênes, 1902.

4. Les archives de Gênes, riches en documents du XIV^e et du XV^e siècle, ne compromettent en rien l'exactitude de la chronique; mais certaines dates sont grossièrement erronées sans qu'il soit possible d'attribuer l'anachronisme à une cause matérielle : telle la prise de Constantinople (*Bull. cit.*, p. 394) que l'auteur fixe à l'année 1455, date que le contexte ne permet pas de corriger.

5. Pour l'histoire de son temps jusqu'à l'année 1559.

interrompit-elle ce travail auquel le ministre de Philippe II, succombant sous le poids de fonctions accablantes, n'avait pu consacrer que de rares loisirs ; mais il n'est pas impossible aussi que, droit et honnête comme ses contemporains nous le dépeignent, il ait renoncé à l'achèvement d'un livre dont certaines parties n'étaient pas sanctionnées par sa conscience. Quelques écrits qu'il a laissés pourraient expliquer ce scrupule¹.

• COLONNA DE CESARI ROCCA.

MÉSAVENTURES

ET

ARRESTATION DE L'AMBASSADEUR DE VENISE,

LE 20 AOUT 1792.

Le 20 mai 1790, le chevalier Pisani était nommé ambassadeur de la République de Venise à Paris. Son arrivée, quelque peu retardée, ne lui permit de prendre possession de son poste que le 3 août à l'hôtel de l'ambassade, porte Saint-Martin. Cet hôtel ne lui plaisait pas, car il était trop éloigné ; mais il apprit que, par suite du départ des émigrés avec leur famille, le bel hôtel de l'Infantado était confisqué et mis en location, tout meublé². Cet hôtel en face du jardin des Tuileries fut à son choix et il passa un bail de trois ans (du 1^{er} octobre 1790 à 1793) avec le Bureau des Domaines, séquestre, au prix de quinze mille francs par an³. Il y installa l'ambassade de la République de Venise.

1. Un de ses parents publia, après sa mort, des lettres de Matheo Vazquez sur la vanité des honneurs : *Copias de cartas de mucha edificacion para desengaño de las honras de el mundo, dirigidas al D^e D. Alvaro de Villegas...* Çevilla, 1626. Parmi ses papiers conservés à la Bibl. royale de Madrid, on trouve des *Consejos y avisos que se dio a se mismo para su gobierno moral*. Deux autres dossiers contiennent, l'un des pièces originales sur la famille de Leca, l'autre une généalogie de ladite maison.

2. Ancien hôtel de Saint-Florentin, rue Saint-Florentin, construit par l'architecte Chalgrin en 1769.

3. Arch. dép. de la Seine, carton 752.

M. le chevalier de Pisani était âgé de trente et un ans et, d'après le rapport de notre ambassadeur à Venise, M. de Bombelles, il était d'une famille qui avait occupé les plus grands emplois de la République de Venise : « Cette famille », ajoutait-il, « joint à ces avantages celui d'être la plus richement possessionnée parmi les grandes maisons de Venise¹. »

Fin, distingué, il s'était marié à vingt-deux ans à Pisana Marie-Catherine, de haute lignée, et arrivait à Paris, avec trois enfants. D'un caractère agréable, il connaissait toutes les formes de l'étiquette. Pour son début, on lui assignait un poste d'honneur; mais, dans Paris enfiévré par la Révolution, les difficultés allaient être grandes; il ne tarda pas à s'en apercevoir. Le roi vient de s'enfuir à Varennes. Par un décret du 21 juin 1791, l'Assemblée nationale, le roi absent, ordonne que la volonté de la nation française est de continuer avec les ambassadeurs et ministres des puissances résidant à Paris les correspondances d'amitiés et de bonne intelligence qui ont existé jusqu'à ce jour. Le Sénat vénitien répond qu'il est prêt à se ranger du côté du parti dominant; il recommande seulement à Pisani de ne point prendre sur lui de faire aucune démarche marquante relativement à son caractère d'ambassadeur sans le prévenir, et d'attendre ses ordres avant d'agir. La République de Venise n'a pas l'intention de rappeler son ambassadeur et elle attend la suite des événements pour régler sa conduite².

Depuis quelques mois déjà, les prêtres constitutionnels et les prêtres réfractaires sont en guerre. L'ambassadeur de Venise, voyant que le roi, qui a sanctionné la constitution civile, n'use pas de prêtres constitutionnels pour sa propre conscience, hésite et demande à son gouvernement s'il ne trouverait pas bon de faire célébrer pour ses nationaux l'office divin dans un oratoire particulier. Le Sénat de Venise l'autorise par une première réponse, mais ne tarde pas, par une nouvelle lettre, à lui recommander de s'abstenir. Cet incident fut ainsi vite réglé; mais la journée du 10 août 1792 allait le trouver tourmenté et agité par des événements dont la gravité l'affligea. Dans cette crise aiguë de la Révolution, il eût voulu sauver tout le monde et peu s'en fallut qu'il ne fût victime de sa trop grande complaisance.

Lorsque le roi Louis XVI se fut réfugié à l'Assemblée législative³,

1. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 248, n° 72.

2. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 249, p. 162.

3. L'Assemblée législative siégeait dans l'ancien manège de la Cour que l'on avait approprié à cet usage. Ce manège occupait l'emplacement actuel de la

les 200 gentilshommes, réunis dans les chambres des Tuileries pour protéger le roi, décidèrent de se disperser par les couloirs et de gagner l'extérieur pour assurer leur fuite sans trop de danger. Parmi eux, se trouvaient le baron de Viomesnil¹, le marquis de Clermont-Galleraude² et d'autres gentilshommes qui n'avaient pas été autorisés à escorter le roi; ils sortirent et arrivèrent au bas de l'escalier du pavillon de Flore qui ouvrait sur le jardin des Tuileries. En sortant, M. de Viomesnil fut blessé d'un coup de feu au genou, le marquis de Clermont-Galleraude le soutint et, au milieu de mille dangers, ils arrivèrent aux grands arbres du jardin, sous le feu des gardes nationaux. Puis ralliant quelques Suisses, ils s'enfuirent par la cour de l'Orangerie. MM. de Viomesnil, de Clermont, plusieurs gentilshommes et cinq Suisses trouvèrent un refuge et reçurent la plus généreuse hospitalité dans l'hôtel de M. Pisani. L'ambassadeur de Venise les accueillit, malgré les dangers qu'il courait en compromettant son inviolabilité. Dans son rapport au Sénat de Venise, l'ambassadeur dit :

La facilité de se réfugier dans mon hôtel attenant au jardin des Tuileries³ fit que quelques officiers généraux et quatre à cinq soldats suisses pénétrèrent chez moi et je donnai aussitôt ordre de tenir la porte fermée. Mais bientôt des gardes nationaux et une troupe de citoyens coiffés du bonnet rouge et armés de piques se présentèrent me menaçant, si je persistais à ne pas ouvrir, d'enfoncer la porte à coup de canon. Je m'avançai aussitôt et fis ouvrir; l'officier qui commandait, en m'entendant exciper de ma qualité et de la neutralité que mon devoir m'imposait, regretta que je n'eusse pu, au milieu d'une telle confusion, empêcher l'envahissement de mon hôtel par des fuyards, et arrêta sa troupe. Je lui offris de visiter mon appartement, lui réclamant le respect de ma personne et de ma famille. La troupe se retira, donnant à deux gardes la consigne de laisser la porte ouverte afin de ne pas éveiller de soupçon. Cette consigne parut bien *égalitaire*, car le nombre de patrouilles armées qui à tous moments se présentaient, passaient complaisamment parce que la consigne de l'officier avait été respectée. Bien que maître de cette situation, je crus bon, en prévision

rue de Rivoli à la hauteur de la rue de Castiglione et à 150 mètres environ de l'ambassade de Venise.

1. Maréchal de camp (décret du 3 janvier 1770).

2. Maréchal de camp. Arrêté quelque temps après, il fut enfermé à la maison d'arrêt de la Bourbe, ci-devant de Port-Royal, et eut le bonheur d'être oublié dans cette prison pendant tout le règne de la Terreur. Rendu à la liberté après le 9 Thermidor, il est mort à Paris le 19 avril 1823.

3. La rue de Rivoli n'était pas percée et de l'angle de l'hôtel de l'ambassadeur une terrasse se prolongeait jusqu'à celle des Tuileries, contre la porte de l'Orangerie.

d'autres visites, de prévenir le maire de ce qui m'était arrivé et de réclamer de lui une mesure de sécurité. Mais la Révolution marchait vite, le maire était suspendu et mon billet fut remis à un nouveau commandant général qui venait d'être nommé, le signor Santerre, qui me fit envoyer un piquet d'hommes armés, non tant pour défendre mon hôtel que pour attester au peuple que c'était l'habitation d'un ambassadeur étranger à l'abri de tout soupçon de participation aux dissensions actuelles¹.

En vain, plusieurs visites furent faites dans la journée. Plusieurs patrouilles fouillèrent les appartements sans résultat. L'ambassadeur assista sans sourciller à ces recherches. Et pourtant il y allait de sa tête si on avait surpris les malheureux qu'il avait accueillis. Sa femme se surpassa; elle put tenir caché le malheureux baron de Viomesnil, et lui donner les soins nécessaires. Ceux qui s'étaient réfugiés dans l'hôtel s'évadèrent successivement sous divers déguisements. On jetait avec précipitation les armes et fusils dans les latrines. Enfin, on profita du moment où la garde était dans l'hôtel pour emmener le baron de Viomesnil. La confusion était si grande que l'on ne l'entendit pas. Le marquis de Clermont-Galleraude ne sortit de l'ambassade que dans la nuit². Quant au baron de Viomesnil, accueilli et soigné par Megret d'Étigny, aide-major des gardes-françaises, il mourut de sa blessure trois mois après au domicile de ce dernier³.

La journée du 10 août obligea tous les membres du corps diplomatique à quitter la France momentanément afin de permettre à une nouvelle constitution de s'établir; mais, très soupçonneux, le peuple de Paris s'opposait au départ des étrangers et les arrêtait en route. L'ambassadeur Pisani fut une des victimes de l'anarchie qui régnait. Se conformant aux usages diplomatiques, il demanda ses passeports au ministre des Affaires étrangères, M. Lebrun, à la date du 13 août, en lui remettant la liste des personnes qui l'accompagnaient et celle des personnes qui restaient à Paris dans son hôtel, rue Saint-Florentin⁴.

1. Maxime Kovalevski, *Dispacci degli ambasciatori veneti*, Torino, 1895, p. 415.

2. *Revue de Paris* du 15 août 1901, p. 828.

3. Le Comité de Sûreté générale fit traduire au tribunal révolutionnaire Megret d'Étigny, quarante-six ans, demeurant à Sens, pour avoir donné asile chez lui au baron de Viomesnil revenu de Coblenz, blessé le 10 août, qui mourut chez lui sans qu'il eût fait aucune déclaration aux autorités constituées. Il fut condamné à mort le 21 floréal an II et exécuté (Wallon, *le Tribunal révolutionnaire*, t. III, p. 413).

4. Liste des personnes qui iront avec l'ambassadeur en Angleterre :

M. le chevalier Pisani, ambassadeur de Venise, avec ses trois enfants : François, Pauline et Catherine.

Le 20 août, à six heures du soir, l'ambassadeur partait dans une berline à six postillons suivi d'une calèche à trois postillons pour sa suite réduite au minimum afin de ne pas éveiller l'attention; mais, avant d'atteindre la barrière de Clichy, le galop régulier des chevaux, les grelots au cou, et le claquement des fouets des postillons au vaste gilet rouge et à la veste bleue galonnée d'or, firent sortir le poste des citoyens de garde. Et bientôt les cris de : *Arrêtez! Arrêtez!* se firent entendre; une foule s'assembla. Un officier de police se présenta demandant les passeports à l'ambassadeur, puis l'interrogea. M. Pisani expliqua qu'il avait un congé régulier daté du 5 mai et que les passeports délivrés par le ministre des Affaires étrangères étaient en règle. L'officier de police lui déclara que ses explications n'étaient pas suffisantes et qu'il le maintenait en état d'arrestation. Mais le vrai motif était qu'on voulait rechercher si parmi les gens de sa suite il ne se trouverait pas de personnes suspectes¹. Le

M. Vignola, secrétaire d'ambassade de Venise.

M. Signoretti, vénitien.

M. Bortoletti, vénitien, secrétaire particulier de M. l'ambassadeur.

M^{me} Pasquali, vénitienne, gouvernante des enfants.

Jacques Herbot, liégeois, valet de chambre.

Antoine Frigeri, vénitien, valet de chambre.

Louis Brason, français, laquais de l'ambassadeur.

Guillaume-Théodore Costard, français, laquais.

J.-B. Carburì, médecin vénitien.

(Aff. étr., fonds de Venise, reg. 249, p. 414).

La liste des personnes restant à Paris dans l'hôtel de l'ambassade comprend dix-huit noms de domestiques, dont douze Français, laquais et cochers, chef et aides d'office; deux Savoisiens, frotteurs; M. Antoine Bevisacqua, vénitien, secrétaire particulier de l'ambassadeur, etc.

L'état du personnel de l'hôtel de l'ambassade au 13 août 1792 témoigne d'une nombreuse domesticité. Le chevalier Pisani vivait avec fracas; les diners et les soupers qu'il donnait étaient des repas de bons vivants. Le ministre ne songea pas un instant à apporter des réformes dans son personnel. On comprend combien les travestissements furent faciles à l'hôtel dans la nuit du 10 août.

1. Compte-rendu, par Boisson de Quincy, commissaire de la Commune, de l'arrestation de l'ambassadeur de Venise, avec une suite de quatorze personnes, sortant par la barrière de Clichy, avec explication des motifs de cette mesure ordonnée par la Commune (Original, Arch. nat., DXL 14, n° 60).

« M. l'ambassadeur a déclaré à la Commune que pour des affaires particulières il avait un congé depuis cinq mois; ce congé a été approuvé par Louis XVI parce qu'il régnait alors, l'ambassadeur n'en a pas profité; tant pis pour lui. N'ignorant pas qu'il faut prendre congé du pouvoir, savoir qu'il n'y a plus d'autre souverain que la nation et que c'est l'Assemblée nationale qui la représente, il devait en prendre congé et M. le ministre des Affaires étrangères, en vous annonçant le départ de M. l'ambassadeur, devait aussi vous annoncer celui de toute la famille et du secrétaire d'ambassade, ce qui change diploma-

président du Conseil général Lavaut prescrivait, le même soir, de donner une garde suffisante pour amener la personne de M. l'ambassadeur et sa suite, sous le commandement de M. Louvatière¹. Quand il fut arrivé à la barre de la commune, le conseil arrêta qu'on ferait sur-le-champ la visite de ses voitures. Les trois français qui sont à sa suite sont maintenus en état d'arrestation. Quant à M. Pisani, le président, proclamant le droit des gens et des nations, lui rend la liberté en invitant l'assemblée à respecter l'ambassadeur de Venise et l'immunité à laquelle il a droit².

De retour à l'ambassade, M. Pisani adressait à M. Lebrun, ministre des Affaires étrangères, la plainte suivante :

Monseigneur le ministre,

J'ai l'honneur de vous prévenir que m'étant mis en route aujourd'hui à six heures, après-midi, sous la foi de vos passeports, j'ai été arrêté à la barrière de Clichy par le peuple qui disait que les passeports n'étaient pas en règle, en conséquence, conduit entre les gardes

tiquement le cas, puisqu'il ne nous reste plus aucun otage qui puisse compenser la liberté de notre ministre qui reste exposé au caprice des italiens à Venise. — M. le ministre des Affaires étrangères est donc réfractaire aux lois diplomatiques; si c'est par ignorance ou avec intention, il mérite toujours un blâme comme portant préjudice aux intérêts de la nation; en ne surveillant pas tout ce qui peut lui devenir contraire. M. le ministre des Affaires étrangères est en outre réfractaire à la loi des passeports qui a été publiée et dont il ne doit pas ignorer les clauses, vos derniers décrets portant que le droit de délivrer des passeports sont exclusivement accordés à la municipalité de Paris, parce qu'elle a reçu des instructions particulières de formalités auxquelles tous citoyens ou habitants de Paris doivent se conformer, afin qu'aucun individu ennemi de la Constitution et conspirateur ne puisse échapper au glaive de la loi ni aux recherches faites en vertu d'icelle. Depuis huit jours, plus de 4 à 500 personnes ont passé par cette barrière et n'y ont présenté que des passeports signés par le ministre d'Angleterre et par l'ambassade de Venise. Il paraît que ces messieurs n'étaient pas scrupuleux sur cet article important, puisqu'ils avaient dans leur cortège d'hier quatre Français qui passaient pour être à leur service et que le commun a déclaré comme lâches qui quittaient la Patrie en danger. Ils ont été mis en état d'arrestation provisoire et leurs malles et papiers visités à l'hôtel par les officiers municipaux qui ont reconduit M. l'ambassadeur et sa suite en saisissant les passeports pour avoir été expédiés sans pouvoir et illégalement par le ministre des Affaires étrangères ainsi que dessus. — Sur la déclaration que M. l'ambassadeur a donné que son congé daté du 5 mai était relatif à des affaires particulières qui exigeaient sa présence à Venise, on peut lui demander pourquoi il prenait la route d'Angleterre et quelle considération ou relation pouvaient avoir les intérêts du secrétaire d'ambassade avec les siens au point d'exiger également son départ et qu'aucun représentant de sa nation ne reste ici. »

1. Arch. nat., C 191, n° 160⁴⁴.

2. Tourneux, *Procès-verbaux de la Commune de Paris*, 20 août, p. 45.

à l'Hôtel de ville. Là, après beaucoup de questions et de débats, sur les conclusions de M. le procureur de la commune, on a arrêté que mes voitures seraient visitées par quatre commissaires nommés *ad hoc*, que les trois domestiques français seraient mis en état d'arrestation et que MM. les commissaires se porteraient à ma maison pour visiter les effets de ces domestiques qui se rendaient suspects. Ma conduite, en vous demandant des passeports dans les formes les plus légales et en faisant usage de la manière la plus ouverte et loyale de ces mêmes passeports, est bien au-dessus de tout soupçon et reproche. Mais j'ai bien droit de m'adresser à vous pour que vous ayez la bonté de justifier vis-à-vis de l'Assemblée nationale la valeur de nos passeports, la violation qu'on ferait au droit des gens si on prétendait de soumettre les ministres étrangers aux lois municipales, qui ne peuvent regarder que les citoyens du même pays, et enfin à m'obtenir dans les formes qu'on voudra bien établir une permission de sortir, moi et ma famille, du royaume avec toute sûreté et tranquillité. Je ne doute pas que l'Assemblée nationale, instruite par vous de ce qui s'est passé aujourd'hui à mon égard, ne s'empresse de donner tout de suite une preuve de sa justice et de sa sagesse, en prenant un arrêté convenable à ma liberté et tranquillité. Je n'ai fait qu'écrire à la hâte, mais si vous voulez avoir la bonté de m'indiquer demain matin l'heure à laquelle je pourrais vous voir chez vous, j'aurai l'honneur de vous parler et de vous fournir de plus amples détails.

Chevalier PISANI, ambassadeur¹.

Paris, 20 août 1792.

Le 23 août, l'Assemblée nationale autorisait le départ des membres du corps diplomatique². Le 25 août, le Sénat vénitien décidait de laisser M. Pisani maître d'agir comme il lui plaira, suivant les circonstances. Une personne a été chargée de lui faire cette commission de vive voix³. L'ambassadeur de Venise prit ses dispositions pour quitter Paris le 30 août; mais, au moment de son départ, l'officier municipal Louvatière, qui cumulait ses fonctions avec celles d'aide de camp, se présenta escorté de gardes nationaux pour visiter l'hôtel et s'assurer des armes qui s'y trouvaient. L'ambassadeur protesta aussitôt avec violence et l'officier municipal déclara qu'en présence de sa protestation il allait en référer à la section.

De son côté, le chevalier Pisani rendait compte aussitôt au

1. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 249, p. 435.

2. Un décret du 23 août porte que les passeports des ministres étrangers continueront à être expédiés par le ministre des Affaires étrangères et visés par la municipalité, qui devra veiller à ce que ces passeports soient respectés aux barrières et que le départ de ces ministres soit protégé.

3. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 249, p. 437.

ministre des Affaires étrangères de cette tentative de violation de son hôtel :

Paris, 30 août 1792.

M. Lebrun,

Au moment de mon départ, deux commissaires de la section accompagnés de plusieurs gardes nationaux sont entrés dans ma maison et m'ont demandé une déclaration des armes que j'avais chez moi et m'ont déclaré qu'ils venaient faire la visite de ma maison. Je n'ai manqué de leur représenter que ma maison, comme domicile d'un ministre étranger sous la protection du droit des gens, ne pouvait être assujettie à de pareilles perquisitions; que je ne m'opposerais à la force si on voulait la faire, mais que j'en protestais comme d'une violence. Comme ils insistaient sur les armes que je pouvais avoir, tout simplement je les ai assurés que je n'avais, entre moi et mes gens, que dix fusils de chasse que j'avais apportés d'Espagne et dix canons à fusil fabrique d'Espagne, pour faire monter à mon retour en Italie, lesquels je leur ai fait voir; sur quoi ils sont partis en disant qu'ils allaient prendre des ordres de la section. J'ai l'honneur de vous en prévenir uniquement pour laisser entre vos mains une protestation formelle, comme je fais contre cet acte attentatoire au droit reconnu d'immunité des maisons des ambassadeurs.

Chev. PISANI¹.

Sans plus attendre, l'ambassadeur quittait Paris, cette fois, sans obstacles. Mais la section se préoccupait peu de la franchise de l'hôtel de l'ambassade de Venise. Les sections avaient ordre de faire, *même la nuit*, des visites domiciliaires dans toutes les maisons, sous prétexte de voir s'il n'y avait pas d'armes cachées, tandis que le véritable motif de cette mesure était de découvrir et d'arrêter toutes les personnes qui depuis le 10 août avaient été obligées de se cacher. Le 2 septembre 1792, on fouillait l'ambassade qui n'avait plus que sa domesticité. Louvatière, en tête de l'expédition, avec des patriotes de bonne volonté, pénétra dans les alcôves, foulant les tapis de Turquie, s'asseyant un peu partout et admirant son bel uniforme devant les glaces. Les armes furent enlevées et l'on se retira.

Le ministre des Affaires étrangères saisi d'une nouvelle plainte de l'ambassadeur en référa au ministre de l'Intérieur ainsi qu'il suit :

Mon cher collègue,

L'ambassadeur de Venise réclame les fusils que des commissaires de la section des Tuileries ont retirés de son hôtel dans la journée

1. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 249, p. 444.

du 2 septembre 1792. L'asile d'un ministre étranger est sacré : le violer est porter atteinte aux droits les plus respectables. Je vous prie en conséquence de donner des ordres pour faire remettre à l'hôtel de l'Infantado, les armes qui ont été enlevées¹.

Quant à Louvatière, accusé d'avoir usurpé la qualité d'officier municipal depuis le 10 août et pris l'habit et les épaulettes d'aide de camp, l'écharpe municipale aux trois couleurs et la dragonne de laine, il fut traduit devant le tribunal criminel du 8 octobre 1792; mais il fut renvoyé de l'accusation, attendu qu'à l'époque du délit aucune loi n'avait encore réglé la peine qui devait le réprimer². Le chevalier Pisani ne revint pas à Paris. Il resta à Londres, n'étant pas autorisé à rentrer à Venise. L'ambassadeur vénitien était simplement considéré comme absent de Paris par congé et les relations entre Venise et le gouvernement français étaient censées n'être pas interrompues.

Dans cette circonstance, notre ministre des Affaires étrangères invoqua à juste titre l'inviolabilité diplomatique et il écrivit avec raison : « Quoique cet ambassadeur soit absent de sa maison, tout ce qu'il y a laissé doit être considéré comme un dépôt. Il ne vous est plus permis d'en disposer³. »

LEDEUIL D'ENQUIN.

1. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 250, p. 87.

2. Sous la Terreur, nous retrouvons Louvatière en compagnie de Laminère, ancien officier, s'apitoyant sur le sort de soixante-six compagnons d'infortune que l'on conduisait au supplice. Fouquier-Tinville remarque cette sensibilité et donne ordre de les mettre à l'instant au cachot. Le lendemain, ils furent jugés et condamnés à mort, 22 messidor an II (*Procès Fouquier, discours du substitut Cambon*, p. 58). Le président reprocha à Louvatière d'avoir été acquitté par le tribunal le 8 octobre 1792.

3. Aff. étr., fonds de Venise, reg. 250.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE D'ITALIE.

PÉRIODE MODERNE (FIN DU XV^e SIÈCLE-FIN DU XVIII^e SIÈCLE).

IV. HISTOIRE RELIGIEUSE. — Les questions concernant l'histoire de la politique vaticane n'étant que très partiellement de notre domaine, nous nous bornerons à mentionner les ouvrages essentiels parus en ces dernières années. En 1913 a été publié le tome VI de l'*Histoire des papes* de PASTOR¹. Et on poursuit en même temps une traduction italienne et française de cette œuvre importante. M. PASOLINI² a étudié séparément la vie et l'œuvre d'Hadrien VI qui, d'origine hollandaise, fut le dernier des papes non-italiens. Son pontificat dura peu de temps et rencontra de très graves difficultés : lutte contre le luthéranisme et lutte contre les Turcs. La chute de Rhodes fit comprendre au pape la nécessité de faire régner la concorde entre les princes chrétiens, les coalisant tous contre le danger ottoman. Ce fut la grande idée de son court règne. Comme elle n'eut aucun succès et que ses tentatives de réforme intérieure de l'Eglise ne furent pas plus heureuses, on fut tenté de considérer comme sans importance son passage sur le trône de Saint-Pierre. M. Pastor d'abord et ensuite M. Pasolini ont réussi à montrer qu'il était « plus grand que ne semblaient l'indiquer sa réputation et sa destinée ».

D'autres papes ont été l'objet d'études spéciales. M. G. GRENT a

1. L. v. Pastor, *Geschichte der Päpste im Zeitalter der katholischen Reformation und Restauration von der Wahl Julius III bis zum Tode Pauls IV (1550-1559)*, t. VI. Freiburg, 1913, xl-724 p. La traduction italienne est publiée par Desclée à Rome (version Mercati). En 1912 a paru le vol. IV, partie II : *Hadrien VI et Clément VII*, et en 1914 le vol. V : *Paul III*. La traduction française de Poizat paraît chez Plon-Nourrit et C^o à Paris (ont paru dernièrement les t. IX et X, correspondant à la deuxième partie du t. IV de l'original et concernant les pontificats d'Hadrien VI et Clément VII. La traduction laisse à désirer. Cf. le compte-rendu d'E. Jordan, dans le *Polybiblion*, 1907, p. 106.

2. Guido Pasolini, *Adriano VI*. Rome, Loescher, 1913, in-8°, xvi-140 p. avec 20 grav. et un fac-similé.

résumé, en un volume intéressant, l'œuvre de Pie V (1504-1572), et une plaquette de M. Ugo BALZANI¹ présente de façon claire une vue générale de l'activité de Sixte-Quint, en insistant sur son admirable esprit d'organisation; c'est de la bonne vulgarisation. Innocent XI a été l'objet d'une publication indigeste et désordonnée de M. DE BOJANI² reproduisant la correspondance du pape avec ses nonces. Mais elle ne se rapporte qu'à une petite partie de son règne. Alors que Innocent XI a été pape de 1676 à 1693, les deux volumes de M. de Bojani vont seulement du 21 septembre 1676 au 31 décembre 1679. Ils sont intéressants par le nombre des documents des Archives Vaticanes qu'ils contiennent. Mais combien il faut déplorer le manque de plan et de méthode! M^{lle} L. FRESCO³ a apporté une intéressante contribution à l'étude du caractère et de la politique de Benoît XIV. Elle a publié les lettres que l'ancien cardinal Lambertini écrivit pendant les premières années de son pontificat à un ecclésiastique assez connu du XVIII^e siècle, le cardinal Querini. Cette correspondance, qui a été trouvée dans un « codex » de la Bibliothèque archiepiscopale d'Udine, va de 1740 à 1750. A cette date elle s'interrompt à cause de la brouille survenue entre le pape et le cardinal, qui ne purent s'entendre sur la question du patriarcat d'Aquilée, supprimé et transformé en deux évêchés : Udine et Gorizia. Ces lettres viennent confirmer ce que l'on savait déjà du caractère de Benoît XIV : bonhomme et d'esprit enjoué, il était extérieurement d'allures très simples; mais, dès qu'il s'agissait des intérêts de l'Eglise, il savait se montrer ferme; et les nombreuses questions théologiques dont il s'entretient avec le cardinal Querini servent à préciser l'idée que l'on se faisait de la subtilité de son argumentation.

Les deux périodes d'histoire religieuse italienne qui ont été le plus étudiées sont celles de la Réforme et de la contre-Réforme. On a continué les travaux de détail; et beaucoup d'entre eux sont intéressants et bien faits. M. Pélissier, dans son dernier *Bulletin*, avait parlé du livre de BUSCHBELL⁴; nous le rappelons comme étant un assez heureux exposé d'ensemble d'une question très complexe. D'autres érudits se sont spécialisés dans l'analyse des problèmes

1. G. Grent, *Saint Pie V (1504-1572)*. Paris, Gabalda, 1914, in-18, x-254 p.
— Ugo Balzani, *Sisto Quinto*, Gênes, Formigginì, 1913, in-16, p. 74.

2. F. De Bojani, *Innocent XI*. T. I : *Affaires politiques*, 712 p. T. II : *Affaires ecclésiastiques*, 602 p., Rome, Desclée, 1910.

3. L. Fresco, *Lettere inedite di Benedetto XIV al cardinale Angelo Maria Querini (1740-1750)*. Venezia, 1910, 170 p. (extr. du *Nuovo Archivio Veneto*, N. 5, vol. XVIII).

4. Buschbell, *Reformation und Inquisition in Italien um die Mitte des XVI. Jahrhunderts*. Paderborn, Schöningh, 1910, 1 vol. in-8°, xxiv-344 p.

qui s'y rapportent; nous devons, sur ce sujet, à MM. Morpurgo, Negri, Paladino, Carcereri, quelques livres donnant des conclusions et des vues nouvelles.

Sans aucun doute, l'œuvre la plus importante est celle de M. Giuseppe MORPURGO¹. Il a écrit sur Aonio Paleario, l'humaniste martyr, un volume qui est le plus complet et le plus intelligent que nous possédions. Il existait déjà deux travaux sur ce réformateur : celui de Mrs Young et celui de J. Bonnet². Tous deux sont très anciens, datant l'un de 1860 et l'autre de 1863. Le premier est fait avec des intentions si naïvement apologétiques qu'il n'est guère possible de le prendre au sérieux au point de vue historique. Le second est moins superficiel et plus intéressant. Mais, depuis sa publication, beaucoup de documents ont vu le jour, qui ont apporté des idées et des faits nouveaux. M. Morpurgo s'en est servi et a récrit la vie de Paleario. Les lettres de l'humaniste, bien qu'étant rarement datées, lui ont fourni des indications. A côté d'elles, une des sources principales a été pour lui le sommaire du procès de Paleario, publié par Bartolommeo Fontana, au tome XIX de l'*Archivio della società romana di storia patria* (p. 151 et suiv.). Pourtant ce document aussi bien que la correspondance ne sont pas assez précis pour permettre de déterminer avec exactitude les différents moments de l'évolution de sa pensée. De là un certain flottement et quelque peu d'incertitude dans l'histoire des périodes fondamentales de sa vie.

Il est malgré tout possible de distinguer nettement deux époques dans son activité intellectuelle. De 1520 à 1530 il vécut à Rome auprès du cardinal Cesarini. Il y connut toute une société de poètes et humanistes, Berni et Mauro, Sadoletto, Giovio, Castiglione et Molza. Il devint un connaisseur profond des écrivains grecs et latins. Quand il quitta Rome en 1530, il était un bon humaniste, mais n'était qu'un humaniste. De 1531 à 1535, il séjourna souvent à Padoue, où le milieu était différent. La ville était un centre de rénovation religieuse. Il y venait bien des livres, interdits par le Saint-Siège, que Venise faisait entrer en Italie. Pier Martire Vermigli y avait résidé et Vergerio s'y rendait assez fréquemment. Notons cependant que ni l'un ni l'autre n'avaient encore manifesté leurs tendances réformatrices. A Padoue, Paleario termina son « *De animorum immortalitate* »

1. Giuseppe Morpurgo, *Un umanista martire. Aonio Paleario e la riforma teorica italiana nel secolo XVI*. Città di Castello, Lapi, 1912, in-8°, 350 p.

2. Young, *The life and times of Aonio Paleario; or a history of the Italian reformers in sixteenth century*. London, Bell and Dally, 1860. — Jules Bonnet, *Aonio Paleario. Étude sur la Réformation en Italie*. Paris, 1863.

qu'il avait commencé en 1528 à Rome. M. Morpurgo établit que la partie la plus importante du livre fut probablement composée de 1533 à 1535.

C'est au séjour qu'il fit ensuite en Toscane qu'il faudrait faire remonter la première esquisse de la fameuse *Actio in pontifices romanos et eorum asseclas*. Un concile devant se réunir en 1536 à Mantoue, Paleario composa vingt propositions pour y être lues devant le pape. Le concile n'eut pas lieu. Ces propositions furent développées et il en fit un long réquisitoire, divisé en vingt articles, qui devint l'*Actio*¹. Il en envoya une copie à Zwinger à Bâle; mais elle ne fut publiée qu'après sa mort, en 1606, à Leipzig. Le fait qu'il ait exposé les principales de ses idées en 1536 prouve que le séjour de Padoue avait exercé une forte influence sur son esprit. Quand il arriva en Toscane, les principaux points de sa réforme étaient en partie arrêtés. Vivant à Sienne ou dans les environs, il subit certainement l'influence du grand prédicateur Bernardino Ochino, qui avait participé aux réunions valdésiennes de Naples. M. Morpurgo n'a peut-être pas assez insisté sur les rapports d'Ochino et de Paleario. Pendant longtemps on confondit le traité sur la « *Pienezza, sufficienza e satisfacione della passione di Cristo* » avec le « *Beneficio di Gesù Cristo crocifisso verso i Cristiani* », qui était le catéchisme des disciples de Giovanni Valdès. C'est là une preuve évidente de l'attrait qu'exercèrent sur Paleario les théories valdésiennes, par l'intermédiaire d'Ochino.

Pour distinguer la Réforme protestante italienne de celle des autres pays, M. Morpurgo la représente comme une réforme uniquement théorique, tandis que celles de Calvin et de Luther furent pratiquement efficaces. Elle est restée dans le domaine des idées et n'est pas passée dans celui des faits. Il ne faut pas cependant trop exagérer dans ce sens : car l'*Actio* de Paleario contient des propositions pouvant être facilement mises en pratique. Il était bien dans l'intention de leur auteur de faire tout son possible pour amener une simplification de l'exercice du culte.

Sur un autre réformateur, Bernardino Ochino, M. Paolo NEGRI² apporte quelques documents épistolaires nouveaux. En 1542, le fameux prédicateur siennois était prié par Paul III de prêcher le carême en plusieurs villes. Il va à Venise et à Vérone. Puis, comme on l'appelle à Rome il écrit au cardinal Farnèse qu'il va bientôt y

1. M. Morpurgo croit que l'*Actio* a été finie pendant le dernier séjour de Paleario à Lucques (1546-55).

2. Paolo Negri, *Bernardino Ochino. Note e documenti per la storia della Riforma in Italia*. Torino, 1912, 27 p.

aller. C'est sur ces entrefaites qu'il prend la décision de quitter Florence et de s'enfuir en Suisse. Les lettres publiées par M. Negri, et tirées de l'*Archivio farnesiano* de Naples, nous donnent des précisions sur la fuite d'Ochino, ses aventures hors d'Italie et aussi sur le rôle que joua Pier Martire Vermigli dans l'élaboration de ses projets de fuite.

M. Giuseppe PALADINO¹ a consacré une bonne étude à une curieuse figure de ce mouvement réformateur : Giulia Gonzaga. Costantino Castriotto, Affò et Amante s'y étaient déjà intéressés. Mais il manquait une monographie complète. Après la mort de Giovanni Valdès, cette célèbre « gentildonna » fut une des plus zélées adeptes de ses théories réformatrices. Elle fut en relations avec Marcantonio Flaminio, Vermigli et Ochino. Ses sympathies pour les rénovateurs auraient dû lui attirer les sévères punitions du tribunal de l'Inquisition. Mais sa position empêcha qu'on lui fit jamais le moindre mal. Elle eut pendant de longues années des relations intellectuelles avec Pietro Carnesecchi et fut involontairement cause de sa mort ; malgré tout, celui-ci, durant son pénible interrogatoire mêlé de tortures, ne laissa jamais échapper une parole qui pût la compromettre. Son importance historique ressort ainsi clairement du volume de M. Paladino, auprès duquel celui de M. C. HARE apparaît comme un peu intéressant travail de vulgarisation, complété par un autre, de même nature, sur les principaux chefs du mouvement réformateur italien².

M. Luigi CARCERERI a étudié quelques problèmes de détail concernant la même période. Il publie les lettres du commissaire de l'Inquisition se rapportant à un procès intenté à Fra Girolamo de Sienne qui était venu prêcher à Chioggia en 1548. L'évêque de Chioggia y fut aussi impliqué. Le prédicateur réussit à s'enfuir, et l'évêque fut absous³. A peu près à la même époque le Franciscain Paolo Antonio, gardien du monastère de Santa Croce, fut également accusé d'hérésie (1548). Son procès se termina par l'abjuration. L'étude que lui consacre M. Carcereri confirme ce que nous savions déjà de la grande sévérité que Cosme I^{er} montra toujours à l'égard des hérétiques et des réformateurs⁴. Enfin, le même historien s'oc-

1. G. Paladino, *Giulia Gonzaga e il movimento valdesiano*. Napoli, San Giovanni, 1909, in-8°, 135 p.

2. Ch. Hare, *A princess of the Italian reformation : Giulia Gonzaga*. Londres, in-8°, 316 p. — Ibid., *Men and women of the Italian reformation*. Londres, S. Paul, 1914, in-8°, xvi-303 p., avec illustrations.

3. L. Carcereri, *Fra Giacomo Nacchianti, vescovo di Chioggia et Fra Girolamo di Siena inquisiti per eresia (1548-1549)*. Venezia, 1911.

4. L. Carcereri, *L'Eretico fra Antonio fiorentino e Cosimo de' Medici (1548-1549)*. Firenze, 1911, in-8°, 23 p.

cupe, en une petite publication, de quelques hérétiques qui vécurent dans le duché d'Urbain au milieu du xvi^e siècle¹.

Il nous faut enfin signaler deux études d'histoire régionale sur le développement de la Réforme en Italie : l'une de M. Giovanni JALLA : *Storia della riforma in Piemonte fino alla morte d'Emanuele Filiberto (1517-1580)*; et l'autre de M. A. PASCAL : *Storia della riforma protestante a Cuneo nel secolo XVI*². M. Jalla a trouvé aux Archives de Turin beaucoup de documents intéressants. Son souci de les publier intégralement nuit à la limpidité du récit. Il manque à son volume les qualités de composition qui pourrait le rendre maniable et de consultation facile. C'est une contribution utile, mais qui ne peut pas être considérée comme une véritable histoire d'ensemble de la Réforme en Piémont. M. Pascal nous présente au contraire une analyse précise et claire de ce qui s'est passé à Cuneo à la même époque. Nous n'insisterions pas sur cette publication de détail, si elle n'avait un intérêt pour l'histoire générale, ce qui n'est pas rare pour les travaux de ce genre. Le développement des théories réformatrices fut favorisé, dans le Piémont, par le voisinage de la France et de la Suisse. Les princes savoyards leur firent une guerre acharnée, à l'instigation du haut clergé catholique. Cependant, lorsque Emmanuel-Philibert devint duc, il se débattit au début dans des alternatives « de tolérance et de violence, de menaces et de pardon ». C'est seulement en 1565 qu'il intensifia la persécution, et s'en prit aux deux centres les plus dangereux : Cuneo et Caraglio. Il poursuivit son œuvre jusqu'à ce que les milieux réformateurs fussent réduits à l'impuissance (vers 1570).

La contre-Réforme a été, elle aussi, l'objet d'études importantes. Les publications sur le concile de Trente se sont succédé avec rapidité, tant celles de Joseph Susta que celles de la Görres-Gesellschaft, divisées en deux séries : *Diarii* et *Acti*³. M. Andrea GALANTE⁴ nous a fait connaître la correspondance d'un prélat qui joua un rôle important dans ce concile : le cardinal Cristoforo Madruzzo. Ses lettres, tirées des Archives d'Innsbruck, sont une source précieuse pour l'histoire du concile; M. Galante en donne une liste pouvant

1. L. Carcereri, *Riforma ed inquisizione nel Ducato di Urbino verso la metà del secolo XVI*. Verona, G. Marchiori, 1911, in-8°, 31 p.

2. La première a paru à Florence, Libreria Claudiana, in-8°, 412 p.; la seconde à Pinerolo, 1913, 80 p.

3. Le *Concilium Tridentinum*, etc., est publié par Herder à Fribourg-en-Brisgau. Et l'œuvre de Joseph Susta, *Die römische Kurie und das Konzil von Trient*, chez Holder à Vienne.

4. Andrea Galante, *la Corrispondenza del cardinale Cristoforo Madruzzo nell' Archivio di stato di Innsbruck*. Innsbruck, Wagner, 1911, xii-35 p., in-fol.

servir de « guide pour les recherches ultérieures ». D'ailleurs Pastor et Sickel avaient connu ce « carteggio » et Luigi Carcereri en avait publié des fragments dans son volume : *Il Concilio di Trento dalla traslazione a Bologna alla sospensione*¹ (mars-septembre 1547).

Un des principaux adversaires de la Réforme, saint Charles Borromée, a été étudié à nouveau, surtout à cause des solennités auxquelles donna lieu le troisième centenaire de sa canonisation. Le livre de M. Cesare ORSENIGO² serait, peut-être le meilleur travail d'ensemble paru en ces dernières années, si le ton apologétique et admiratif n'indisposait parfois. L'auteur connaît très bien l'œuvre de Charles Borromée; mais il est trop préoccupé de justifier son rôle d'inquisiteur. M. Léonce CELIER³ a essayé, lui aussi, de présenter les lignes générales de la vie du contre-réformateur : c'est une œuvre de mise au point qui se lit avec intérêt et sans fatigue.

Les théoriciens de l'orthodoxie qui luttèrent contre le mouvement réformateur furent nombreux. M. S. RITTER⁴, dans le travail, qu'il consacre à l'un d'eux, le cardinal Jacopo Sadoletto, les divise en deux catégories : les théologiens profonds, qui se sont nourris des classiques de la théologie, et les théologiens humanistes, mal préparés à l'argumentation serrée. Les premiers étaient d'une absolue intransigeance; les seconds n'étaient pas hostiles à quelques concessions et croyaient opportun de se montrer bienveillants à l'égard de Luther. Cela provoqua des divisions parmi les défenseurs du dogme. Dans les questions qui furent alors débattues, on trouve les germes de certaines tendances futures : molinisme et jansénisme. Sadoletto, qui devint évêque de Carpentras de 1527 à 1538, fut un des meilleurs théologiens humanistes. Il ne fonda pas, à proprement parler, d'école; mais sa méthode fut suivie par beaucoup d'autres. On peut le comparer à Pighio, à Gropper ou à Catarino. Il admira beaucoup Érasme et s'inspira dans ses écrits de sa méthode et de son esprit.

Le livre que M. Ritter a consacré à ce théologien se divise en quatre parties : une biographie sommaire; l'étude des circonstances qui amenèrent Sadoletto à faire de la théologie; l'analyse de ses œuvres principales; l'exposé de sa doctrine. On voit que les sympathies de l'auteur vont aux théologiens purs; tout en reconnaissant la valeur

1. Bologne, Zanichelli, 1910, in-8°, xxxiv-591 p.

2. Cesare Orsenigo, *Vita di S. Carlo Borromeo*. Milano, 1911, in-8°, 504 p.

3. Léonce Celler, *Saint-Charles Borromée (1538-1584)*. Paris, Lecoffre, 1912, xii-207 p.

4. S. Ritter, *Un Umanista teologo. Jacopo Sadoletto (1477-1547)*. Rome, Ferrari, 1912, 184 p. Le livre de M. S. Ritter contient en appendice le texte d'un écrit du cardinal Sadoletto : *De peccato originali*.

de Sadoletto comme humaniste, puisqu'il va jusqu'à le comparer à Pietro Benito, ce qui est tout de même exagéré, il affirme que ses thèses théologiques sont « irraisonnables et insoutenables ». Sadoletto, en effet, au lieu de s'en tenir aux traditions courantes, avait préféré remonter directement aux sources, à la Bible, à saint Paul et surtout à saint Jean Chrysostome. Il était personnel dans ses commentaires. Mais il ne faut pas, comme le fait M. Ritter, mettre en cause son manque de préparation. Il avait au contraire cherché à compléter sa culture théologique, y consacrant les huit années de son séjour à Carpentras. C'est alors (entre 1531 et 1534) qu'il composa son œuvre la plus importante, le Commentaire de l'« Épître de saint Paul aux Romains », où on sent l'influence d'Érasme. Elle lui valut d'abord une condamnation; puis on lui concéda le permis d'imprimer, moyennant quelques modifications. Toute la doctrine de Sadoletto s'y trouve renfermée, et l'analyse du volume nous donne une idée des tendances des théologiens de son espèce qui, impressionnés par les affirmations de Luther, étaient disposés à apporter des tempéraments à l'orthodoxie de saint Augustin et de saint Thomas.

Le P. Orazio PREMOLI¹ a étudié un autre aspect de la restauration religieuse au XVI^e siècle, en nous donnant une histoire détaillée de l'ordre des Barnabites de 1500 à 1608. Le premier historien de cet ordre est le P. Gabuzio qui écrivit vers 1618 une « *Historia Congregationis Clerr. Regg. S. Pauli* » (publiée seulement en 1852). Puis vint le P. Secco avec sa *Synopsis Clerr. Regg. S. Pauli* (imprimée en 1682), moins verbeuse et aussi bien informée que la précédente. L'œuvre du P. Barelli, parue en 1703, qui va jusqu'en 1700, contient beaucoup d'erreurs, de digressions et d'affirmations fantaisistes. Le P. Premoli était préparé à son travail de synthèse par la publication d'une série de monographies sur des personnages de l'Ordre des Barnabites. Il puisa largement dans l'*Archivio Segreto* du Vatican, aux Archives des Barnabites de Rome, à celles de San Carlo ai Catinari, à Rome également. D'autres recherches faites aux Archives de Milan, de Venise, de Monza, de Guastalla ont fourni une très sérieuse documentation à cet ouvrage, qui est d'une bonne critique historique et réalise le désir du P. Innocente Gobio. Ce dernier avait en effet reçu de ses supérieurs la mission d'écrire une histoire de l'Ordre; mais il était mort, l'ayant à peine ébauchée.

Ajoutons à toutes ces publications importantes celle que M. V.

1. P. Orazio M. Premoli B., *Storia dei Barnabiti nel cinquecento*. Roma, Desclée, 1913, in-8°, xx-596 p.

LA MANTIA¹ a faite sur l'*Inquisition en Sicile*. Il s'est jusqu'à présent beaucoup occupé des mouvements religieux dans l'île et dans les provinces méridionales de la péninsule. Cette fois-ci il nous donne une liste des autodafés siciliens depuis le xv^e siècle jusqu'à 1733. Mentionnons enfin la traduction italienne qui a été faite en 1911 du livre de M. R. MAULDE LA CLAVIÈRE² sur *San Gaetano da Thiene*. Elle a rendu le livre meilleur, en le raccourcissant, en redressant les inexactitudes et les erreurs, en y ajoutant des documents et des notes bibliographiques. En sorte qu'il vaut mieux lire ce livre dans la traduction que dans l'original.

On a pu constater, au cours de ces quelques notes, l'intérêt des travaux qui, en ces dernières années, ont été consacrés au mouvement de la Réforme et de la contre-Réforme. C'est une des périodes de l'histoire d'Italie qui est le plus utilement et le plus intelligemment étudiée. Toutes les monographies spéciales et les recherches systématiques faites jusqu'à présent devraient inciter à la publication d'un grand travail d'ensemble qui nous présenterait le caractère original que prit en Italie le mouvement réformateur.

Les rapports de la Maison de Savoie et de la Papauté aux xvii^e et xviii^e siècles ont fait l'objet de deux travaux. M^{lle} M. MAGGIOROTTI³ nous a exposé l'œuvre des nonces pontificaux pendant la régence de Marie-Christine, de 1637 à 1642. La situation de la veuve de Victor-Amédée I^{er} était très triste, le Piémont étant devenu un champ de bataille entre France et Espagne, et Richelieu désirant transformer le duché savoyard en province française. Le nonce, Mgr Fausto Cafarelli, s'efforça de faire signer la paix entre le Piémont et les souverains étrangers, et en même temps de mettre fin aux dissensions de la Maison de Savoie. Il y réussit presque complètement. Ce fut son successeur qui recueillit les fruits de son œuvre. Mais M^{lle} Maggiorotti a montré que l'essentiel avait été déjà fait par lui. M. Mario TORTONESE⁴ a consacré un petit volume à l'étude de la politique ecclésiastique de Charles-Emmanuel III. Bien que l'auteur s'appuie sur les jugements de Gioberti et d'Alfredo Oriani (!), bien

1. V. La Mantia, *l'Inquisizione in Sicilia. Serie dei rilasciati al braccio secolari. Documenti su l'abolizione in Sicilia*. Palermo, Giannitrapani.

2. R. De Maulde La Clavière, *San Gaetano da Thiene e la riforma cattolica italiana (1480-1527)*. Rome, Desclée, 1911, in-16, xix-269 p.

3. M. Maggiorotti, *Il Piemonte dal 1637 al 1642. I contrasti nella reggenza di Maria Cristina e l'opera dei Nunzi papali*. Città di Castello, Unione arti grafiche, 1913, in-8°, xv-163 p.

4. Mario Tortonese, *la Politica ecclesiastica di Carlo Emanuele III nella soppressione della nunziatura e verso i Gesuiti*. Florence, librairie de la Voce, 1912, in-16, viii-182 p.

qu'il y ait de nombreuses erreurs sur la politique de Benoît XIV et de Clément XIII à l'égard des Jésuites, on y trouve des documents intéressants des Archives de Turin assez bien mis en valeur. L'auteur trace d'abord un tableau des relations entre la cour de Sardaigne et les papes de l'époque (1730-1773). Il étudie ensuite l'épisode de la suppression de la nonciature (1753). Une des parties les plus intéressantes est celle qui se rapporte à la politique de Charles-Emmanuel III à l'égard des Jésuites, M. Tortonese ayant largement mis à contribution les lettres de l'ambassadeur de la Maison de Savoie à Rome, le comte de Riviera, qui raconte en détails la lutte que l'on menait alors contre la Compagnie de Jésus.

Nous devons considérer le livre de M. N. RODOLICO¹ comme un des meilleurs et des plus importants qui aient été publiés au cours de ces dernières années sur l'histoire moderne d'Italie. Il concerne les rapports de l'Église et de l'État en Toscane depuis la mort du dernier grand-duc médicéen jusqu'à l'avènement du hardi réformateur Pierre-Léopold (1737-1765). Nous avons déjà un travail de Scaduto, publié en 1885 à Florence : *Stato e Chiesa in Toscana sotto Leopoldo I*, qui étudiait les réformes de Léopold I^{er}. Mais nous ignorions comment ces réformes avaient été préparées. On ne s'était pas occupé d'en déterminer les causes profondes et de savoir s'il y avait autre chose que l'influence des pays étrangers ou les conceptions personnelles d'un souverain. La période allant de Jean-Gaston à Pierre-Léopold restait obscure. C'est celle que M. Rodolico a étudiée. De 1737 à 1765, le grand-duché de Toscane subit le gouvernement de ce qu'on appelle la Régence lorraine; au nom de François-Étienne, qui est très mêlé aux affaires de l'Empire, trois hommes, le prince de Craon, le comte de Richécourt et le marquis Botta administrent le pays. Les contemporains les ont jugés très sévèrement, eux et les autres ministres. M. Rodolico n'a pas songé à les réhabiliter, mais a voulu déterminer ce qui constitua durant ces vingt-huit années les prodromes des grandes réformes de Pierre-Léopold.

La question des rapports de l'Église et de l'État n'était pas une simple question de préséance. Au fond, il s'agissait de savoir si les privilèges ecclésiastiques, en augmentant sans cesse, ruinaient la liberté de l'État en matière économique, ou si cette liberté s'accroissait aux dépens des richesses du clergé. De là l'importance du pro-

1. Niccolò Rodolico, *Stato e Chiesa in Toscana durante la reggenza lorenese (1737-1765)*. Florence, Lemonnier, 1910, in-16, x-454 p. En appendice sont publiées les *rappresentanze* de Richécourt et de Rucellai sur les questions ecclésiastiques.

blème de la mainmorte et l'insistance avec laquelle M. Rodolico parle de la situation économique du pays. Les deux questions sont intimement liées.

La faiblesse politique de la Toscane venait justement de la puissance du clergé qui, vivant indépendant, absorbait une grande partie des richesses de l'État. C'était une des raisons fondamentales de la décadence du grand-duché; et il fallait y ajouter l'héritage du xvii^e siècle et même du xvi^e, durant lequel s'étaient manifestés les premiers symptômes de ce terrible malaise. Cependant on constata au début du xviii^e un commencement de réveil économique; on s'occupa d'assécher certaines contrées marécageuses comme la Maremme pisane et le Val di Chiana. Mais ce qui manquait aux grands-ducs pour rendre ce réveil plus efficace, c'était une politique ecclésiastique décidée. « Tandis que la moitié du territoire de Florence était occupée par les édifices et les propriétés du clergé, il y avait une semblable extension de la mainmorte dans tout le grand-duché; tandis que le budget de l'État oscillait entre 300 et 500 mille écus, celui du patrimoine ecclésiastique dépassait chaque année le demi-million. »

Or, le grand-duc François-Étienne avait eu sous les yeux, à la cour de Vienne où il avait été élevé, l'exemple d'un gouvernement fort. Sa conception de l'autorité du prince était telle qu'elle devait avoir fatalement sa répercussion sur le gouvernement de la Toscane. La puissance de l'Église étant le principal obstacle à l'établissement d'un État moins faible, c'est à elle qu'allaient s'en prendre les deux ministres de François-Étienne pour les affaires ecclésiastiques : le Lorrain Emmanuel de Richecourt et le Florentin Giulio Rucellai. Les principes qui les guidèrent sont exposés dans le rapport de juillet 1737, œuvre de Richecourt, et dans les *rappresentanze* de Rucellai. Deux questions attirèrent principalement leur attention : celle de l'Inquisition et celle de la mainmorte. Le procès de Thomas Crudeli permit en effet aux ministres de François-Étienne de faire valoir leurs droits qui finirent par triompher, après de pénibles négociations : des assesseurs laïcs furent admis au tribunal du Saint-Office. D'autre part il fallait, pour assurer le développement économique du pays, restreindre l'extension de la mainmorte ecclésiastique. Et en effet la loi du 11 mars 1751 défendit l'aliénation des biens meubles et immeubles aux ecclésiastiques et aux œuvres pieuses laïques. M. Rodolico en définit la portée avec justesse : « On peut affirmer », dit-il, « que le réveil économique de la Toscane commence justement au moment où, avec la loi de 1751, l'institution de la mainmorte reçoit un premier coup; Pierre-Léopold continuera

cette œuvre, et, en supprimant les immunités réelles, diminuera de plus en plus la puissance du clergé. » L'auteur a ainsi tiré d'une question de politique religieuse toutes les conséquences, politiques et économiques, et a apporté des clartés nouvelles dans l'étude des réformes en Toscane au XVIII^e siècle.

Il nous faut signaler enfin quelques travaux qui traitent de sujets moins importants. M. N. MINGOZZI¹ s'est occupé d'Ascanio Piccolomini, cinquième archevêque de Sienne. Son travail n'intéresse que peu l'histoire générale; mais il dépeint avec vivacité le caractère de ce prélat consciencieux de la deuxième moitié du XVI^e siècle. M. Raffaello PUTELLI² a écrit un énorme volume de plus de 500 pages sur un sujet très petit : l'attitude du duc Vincent I^{er} Gonzague dans la lutte qui s'engagea entre Venise et Rome d'octobre 1605 à avril 1607. Le duc Mantouan reflète fidèlement les habitudes de l'époque tristement corrompue au milieu de laquelle il vécut. Le contraste de sa conduite avec la fière attitude de Venise fait l'intérêt du livre. Signalons enfin deux contributions à l'étude des missions catholiques : M. RICCI-RICCARDI³ avec son volume sur l'œuvre du Père Matteo Ricci S. J. en Chine (1578-1610), et le P. Michele VOLPE⁴, avec une série de notes biographiques sur le P. Antonio Capece, martyr au Japon.

V. HISTOIRE DE L'ART. — L'art de la seconde moitié du XVI^e siècle, du XVII^e et du XVIII^e, avait été longtemps négligé par les historiens, au profit de celui du XIV^e, du XV^e, du début du XVI^e, très étudié jusqu'en ses moindres détails. Il a joui au cours de ces dernières années d'un peu moins de défaveur. Et plusieurs travaux lui ont été consacrés. M. Henry THODE a terminé sa publication : *Michelangelo und das Ende der Renaissance*⁵. C'est une œuvre considérable, à laquelle on nous permettra de préférer des études moins compactes et plus « lisibles », mais qui offre une mine de renseignements et de documents de toute espèce. Si on y ajoute le volume de M. Karl

1. N. MingoZZi, *Ascanio Piccolomini quinto Arcivescovo di Siena*. Sienne, Sordani, 1912, in-8°, 107 p.

2. Raffaello Putelli, *Il duca Vincenzo Gonzaga e l'interdetto di Paolo V a Venezia*. Venezia, Istituto Veneto arti grafiche, 1913.

3. Ricci-Riccardi, *Il Padre Matteo Ricci S. J. e la sua missione in Cina (1578-1610)*. Florence, Barbèra, 1910, in-4°, 101 p.

4. Michele Volpe, *P. Antonio S. J. martire nel Giappone (1606-1643). Note biografiche e documenti*. Napoli, Giannini, 1912, in-8°, xxix-196 p.

5. Tome III, en deux parties. Berlin, Grote, 1913, xiv-773 p. Il faut y ajouter les deux volumes : *Michelangelo. Kritische Untersuchungen über seine Werke*. Berlin, Grote, 1913.

FREY, consacré lui aussi au grand sculpteur florentin¹, on peut se dire « bien informé » sur Michel-Ange. M. Thode a réuni en deux volumes de *Kritische Untersuchungen* tout ce qu'il n'avait pu faire passer dans son étude d'ensemble. M. Frey en avait déjà fait autant. Cela suffit à donner une idée de l'étendue de la documentation des deux érudits allemands.

M. Marcel REYMOND a publié un livre d'aperçus généraux sur la période dont nous nous occupons, et il lui a donné le titre significatif : *De Michel-Ange à Tiepolo*². Nous lui devons déjà une bonne étude sur le Bernin. Cette fois-ci il a mis tout son enthousiasme à réhabiliter la période dont le Bernin est l'aboutissant. Son ouvrage ardent et riche d'idées est écrit à la gloire du style de la contre-Réforme et de l'art si fâcheusement appelé *baroque*. L'école bolonaise, aussi bien que l'école romaine du XVII^e siècle, après avoir joui de la faveur officielle, perdirent de leur prestige, lorsque les regards des artistes se tournèrent avec émotion vers les créations des primitifs et du Quattrocento florentin. C'est pourquoi remettre en honneur les peintres romains paraissait aussi difficile que rendre justice aux Carrache et à leurs disciples. M. Reymond n'a pas hésité à le faire et à placer Pierre de Cortone parmi les artistes les plus considérables d'Italie. Il signale l'influence qu'il exerça sur ses contemporains et sur les peintres de l'âge suivant : « Son école de peinture », dit-il, « va gouverner l'Italie et l'Europe tout entière jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. C'est d'elle que sortiront les admirables décorateurs de l'école française; c'est elle qui va conquérir Venise même et qui, en lui donnant une vie nouvelle, y trouvera sa dernière et plus parfaite manifestation dans les œuvres de Tiepolo. » M. Reymond a bien saisi et analysé les rapports de cet art avec l'histoire, le souci qu'eurent les papes de la contre-Réforme de faire couvrir les murs des églises par d'innombrables peintures se déroulant pour l'édification des fidèles, le caractère de tristesse et d'austérité qu'a acquis peu à peu cet art du XVI^e siècle, éloigné des joies patennes de la Renaissance, et soucieux de proscrire les nudités au point que le voluptueux artiste Ammanati se crut obligé de renier ses œuvres passées : « Ne pouvant détruire mes figures », écrivait-il, « je veux dire à tous ceux qui les verront que je regrette de les avoir faites. »

M. Reymond a heureusement défini la distance qui sépare les

1. Karl Frey, *Michelangelo Buonarroti. Sein Leben und seine Werke*, t. I. Berlin, 1907 in-8°.

2. Hachette, 1912, in-16, xi-223 p.

arts du xvi^e siècle et ceux du xvii^e. L'art de la contre-Réforme est plus sobre, plus strictement religieux que celui de l'époque baroque. L'un est l'expression des tendances austères d'une époque qui, pour combattre l'indifférence en matière de religion, est obligée de revenir à la sévérité originelle du Christianisme. Mais lorsque le triomphe de la papauté est complet, c'est alors dans les églises *baroques* un hymne de joie, qui peut nous choquer par son exubérance et son désordre, mais ne manque pas de nous intéresser et de nous séduire, si nous essayons d'en comprendre toute la signification et toute la portée.

Les principaux représentants de l'école bolonaise, les Carrache, ont été étudiés presque en même temps par un Français et un Italien, M. Gabriel ROUCHÈS et M. Aldo FORATTI¹. M. Rouchès a consacré une partie de son volume à décrire le milieu dans lequel se développa le talent des Carrache. En deux chapitres assez longs il analyse l'état de l'Italie à la fin du xvi^e siècle et celui de la peinture bolonaise jusque vers 1580. Le livre de M. Foratti est plus exclusivement esthétique. Tandis que M. Rouchès a dressé un catalogue des œuvres peintes par les Carrache, M. Foratti veut simplement écrire une « introduction à une œuvre très laborieuse qui réunirait les listes, établies rationnellement, de tous les tableaux et de tous les dessins qu'il faut attribuer aux trois artistes bolonais ». Quelques-uns des principes de l'éclectisme qui caractérisent l'art des Carrache se trouvent déjà dans Francesco Francia, et il est heureux que M. Giuseppe LIPPARINI² nous ait enfin donné sur cet artiste la bonne monographie dont nous avions besoin. Il n'y avait jusqu'ici, comme étude générale de son œuvre, que celle de George Williamson, très souvent défectueuse. Dans l'histoire de l'éclectisme, Francia est le premier en date, et ses tendances artistiques aboutirent à Guido Reni et à Domenichino, en passant par les Carrache. M. Lipparini étudie successivement la période ferraraise (1480-1494) et la période bolonaise (1494-1500), celle où il subit l'influence de Pérugin et de Raphaël (1500-1517). Il consacre un chapitre intéressant à ses portraits, qui, peints ou sculptés, sont très beaux. Ce ne fut pas un artiste original : il s'inspira beaucoup des créations des grands peintres contemporains. Mais il méritait une étude approfondie ; car le développement de l'école bolonaise ne peut s'expliquer sans lui.

1. Gabriel Rouchès, *la Peinture bolonaise à la fin du XVI^e siècle (1575-1619). Les Carrache*. Paris, Alcan, 1913, in-8°, 308 p. — Aldo Foratti, *I Carracci nella teoria e nella pratica*. Città di Castello, Lapi, 1913, in-16, 334 p.

2. Giuseppe Lipparini, *Francesco Francia*. Bergame, Istituto arti grafiche, 1913, in-8°, 134 p., avec illustr.

Les trois volumes de MM. Rouchès, Foratti et Lipparini se complètent donc l'un l'autre et contribuent à donner une idée plus exacte d'un art dont on a trop mérité. M. BACCHI DELLA LEGA¹ s'est occupé d'un peintre bolonais du XVII^e siècle, beaucoup moins connu, Marco Antonio Franceschini, et a voulu lui faire une réputation, certainement supérieure à son mérite. Il le considère « comme plus varié, plus expressif et plus imaginaire que Guido Reni, plus grand sans comparaison que les Carrache et que leur école ». C'est beaucoup pour un artiste dont la principale qualité fut la fécondité.

L'étude des dessins a permis de rectifier certains jugements sur quelques peintres de la décadence du XVI^e et du XVII^e siècle. M. di PIETRO² a publié un très intéressant travail sur les dessins de Federico Barrocci qui nous montrent l'élève de Corrège artiste habile et original. Au reste on a été trop sévère même pour Barrocci peintre : il est de ses tableaux qui, par la transparence des couleurs et la vivacité des tons, donnent une impression analogue à celle que produira plus tard Gian Battista Tiepolo. M. CLAPP³ a eu l'heureuse idée de publier un catalogue des dessins de Pontormo. Ce peintre est un des moins connus du XVI^e siècle italien. Il fut pourtant un portraitiste de premier ordre. Pour l'étude de son œuvre, le livre de M. Clapp fournira une base très solide. La description des dessins y est faite avec une scrupuleuse exactitude. Alors que dans son livre, *The Drawings of the florentine Painters*, M. Bernhart Berenson avait analysé la carrière du peintre surtout au point de vue esthétique, M. Clapp apporte des documents et des précisions d'historien.

M. Alessandro LUZIO⁴, poursuivant ses recherches d'archives, a réuni une série de documents très importants, qu'il a publiés et commentés dans son volume : *la Galleria dei Gonzaga venduta all' Inghilterra nel 1627-28*. En 1604, les Gonzague offraient pour la « Madonne de la Perle » de Raphaël le prix de 50,000 écus, fabuleux pour l'époque. Quelques années après, en 1627-28, ils vendaient, pour le double à peine, les meilleurs tableaux d'une collection qui était alors considérée comme la première d'Europe. M. Luzio a réuni

1. A. Bacchi della Lega, *Il pittore Antonio Franceschini e l'opera sua in Bologna*. Città di Castello, Lapi, 1911, in-8°, 74 p.

2. Filippo di Pietro, *Di segni sconosciuti e disegni finora non identificati di Federico Barrocci negli Uffizi*. Florence, Istituto micrografico, 1913, in-4°, fig., 183 p. Cf. aussi les *Studi e notizie su Federico Barrocci*. Florence, Arian, 1913, in-8°, fig., xxx-188 p.

3. M. Clapp, *les Dessins de Pontormo*. Paris, Champion, 1914, in-8°, fig., 370 p.

4. Alessandro Luzio, *la Galleria dei Gonzaga venduta all' Inghilterra nel 1627-1628*. Milan, Cogliati, 1913, in-8°, viii-324 p.

toutes les pièces d'archives, conservées à Mantoue et à Londres, qui pouvaient expliquer la formation et la vente de cette galerie. Ce serait déjà une importante contribution que celle qui nous donne l'inventaire des tableaux en 1627 et la correspondance concernant la vente, en 1627 et 1628. Mais M. Luzio y a ajouté d'autres découvertes. Notons celles qui lui ont permis d'identifier les huit beaux tableaux de la Vieille Pinacothèque de Munich, où Tintoret célèbre les « trionfi gonzagheschi ». Il a aussi renouvelé avec beaucoup de clarté la question des portraits de la grande protectrice des arts, Isabelle d'Este. Nous avons examiné ailleurs ce problème; nous nous permettons de renvoyer aux pages que nous avons écrites à ce sujet, en prenant comme point de départ l'exposé de M. Luzio¹. En analysant tous ces problèmes, et en donnant à leur étude une solide documentation, M. Luzio nous a montré une fois de plus la richesse des archives de Mantoue et le profond intérêt de tout ce qui regarde l'activité de la grande Isabelle.

M. Giangiorgio ZORZI a également rendu un appréciable service en publiant et commentant beaucoup de documents d'archives sur l'art à Vicence aux xv^e et xvi^e siècles². Avant le xv^e siècle, il n'est guère possible de parler d'artistes vicentins. Ce n'est qu'après être passée sous la suzeraineté vénitienne que Vicence ressent l'influence de la grande métropole artistique. Jusqu'en 1480, les peintres sont facilement grotesques, soit par l'intermédiaire de l'école de Padoue, soit parce qu'ils s'inspirent des œuvres du Véronais Altichiero. L'école vicentine ne devient originale et vraiment intéressante qu'avec Bartolomeo Cincani ou Montagna. Celui-ci eut beaucoup d'élèves, et M. Zorzi les a étudiés avec autant d'intérêt que le maître lui-même. Les documents qu'il a publiés ont beau nous donner peu de renseignements sur l'évolution esthétique de l'art vicentin, ils sont néanmoins nécessaires pour qu'on évite, en l'examinant, bien des erreurs.

Julien LUCHAIRE et Jean ALAZARD.

(Sera continué.)

1. Cf. *Revue de synthèse historique*, t. XXVIII, fasc. 1, février 1914.

2. Giangiorgio Zorzi, *Contributo alla storia dell' arte vicentina nei secoli XV e XVI*. Venise, 1916, in-8°, 188 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

VICTOR BÉRARD. **Un mensonge de la science allemande. Les Prolegomènes à Homère de Frédéric-Auguste Wolf.** Paris, Hachette, 1917. In-16, 288 pages. Prix : 3 fr. 50.

Pendant plus d'un siècle, Frédéric-Auguste Wolf a passé dans le monde entier pour avoir posé et résolu la question homérique dans ses *Prolegomena ad Homerum* (1795). Les meilleurs érudits qui, depuis lors, ont étudié les origines de l'*Iliade* et de l'*Odyssée* se considéraient eux-mêmes comme ses élèves et successeurs : *Fredericus Augustus Wolfius, philologorum dux et princeps*. Sans doute, d'autres, avant Wolf, avaient soutenu que l'épopée homérique n'était pas l'œuvre d'un poète unique, mais plutôt un conglomérat composé de pièces originairement indépendantes l'une de l'autre. Pendant les trois siècles qui précéderent Wolf, des doutes assez nombreux s'étaient levés contre l'unité de l'*Iliade* et de l'*Odyssée* et contre l'existence d'Homère. Émile Egger écrivait dans ses *Mémoires de littérature ancienne*, en 1862 : « Dès le XVI^e siècle, Scaliger doutait de l'unité des compositions homériques. A la fin du XVII^e, d'Aubignac et Perrault attaquent sur ce point l'opinion vulgaire... Vers le même temps, Bentley tranche la question en trois lignes. La Motte, en 1714, n'est pas éloigné des mêmes doutes. Voltaire... écrit... : « Quand Homère composa l'*Iliade* (supposé qu'il soit l'auteur de tout cet ouvrage)... » Vico découvre que le véritable Homère n'est autre chose que la Grèce héroïque racontant ses exploits... » (p. 74). Mais tout le monde, même ceux qui citaient ces mots d'Egger, continuait à répéter que la question homérique datait de Wolf. Les travaux récents de Georg Finsler¹, ont fait revenir à des conceptions plus justes. Ce savant suisse a démontré, d'une façon définitive, que le père de la critique homérique n'était pas Wolf, mais un Français, l'abbé d'Aubignac.

Aucun doute ne peut subsister. Dans ce qui est essentiel sur l'origine des poèmes d'Homère, c'est-à-dire dans l'hypothèse des chants isolés, Wolf suit l'ouvrage de d'Aubignac, *Conjectures académiques* (paru en 1715). Un célèbre philologue italien, son contemporain, M. Cesarotti, lui disait franchement dans une lettre : « Quant à l'hérésie de d'Aubignac que... tu as faite tienne² ». Si Wolf parle des « rhapsodies dont l'*Iliade* et l'*Odyssée* sont composées », s'il émet la

1. V. Bérard, p. 49 et suiv.

2. Id., p. 119.

pensée qu'« Homère n'est pas l'auteur de toutes les parties de ses poèmes », c'est d'Aubignac qui l'avait dit longtemps avant lui : « Ces deux ouvrages (d'Homère) n'ont été formés que par une compilation et assemblage de plusieurs pièces, faites séparément. » Ce qui n'est pas moins important, c'est que, comme Finsler le dit en propres termes, « les *Prolégomènes* de Wolf ne contiennent pas une seule idée originale ». Tout y est emprunté à d'autres savants, à l'Anglais Wood et aux Français Merian et Villoison¹.

Le livre de M. Bérard va plus loin : dans les *Prolégomènes*, il découvre un procédé bien plus condamnable ; il accuse nettement Wolf d'avoir commis un véritable « larcin », et il relève un nombre considérable de cas où Wolf a fait à ses prédécesseurs des emprunts inavoués et même dissimulés.

D'abord, Wolf a copié plusieurs fois sans le dire les *Conjectures académiques* de d'Aubignac. Nous renvoyons à la page 117 du livre de M. Bérard : un coup d'œil sur des citations parallèles prises dans ces deux auteurs suffit pour caractériser le procédé de Wolf. Sans nommer sa source, celui-ci prend non seulement l'idée, mais encore les mots. On pourrait aussi comparer page 95 et page 127 (avec la n. 1) du livre de M. Bérard. Il en a fait de même avec Wood, avec d'Ansse de Villoison² ; mais c'est surtout Merian que Wolf a mis à contribution avec une pareille désinvolture ; dans le livre de M. Bérard, on trouvera, par exemple page 188, un passage où Wolf a tout simplement traduit Merian, mais naturellement sans le dire. Ailleurs (p. 193 et suiv.), ce sont les termes mêmes de Merian dont Wolf s'empare sans le nommer (p. 193, *conjectabat* : conjecture ; *acutissimi viri* : la profondeur [de Rousseau] ; p. 195-197, *sollertia philosophandi* : la bonne philosophie ; *ingenii humani* : l'esprit humain ; *progressus* : par degrés ; *orbem terrae* : tous les peuples de la terre ; *pariter fabularum cupidus narrator* : un certain appétit pour les choses fabuleuses ; *nova lux*³ : flambeau, etc.). Poursuivez cette édifiante comparaison : par exemple les expressions suivantes : p. 200-201, *in lapidibus, in lignis et laminis metallorum* : dans la pierre, dans le métal et dans le bois ; *leges ligneis tabulis et axibus a Solone aliisque incisae* : Solon gravait encore ses lois sur des tables de bois, etc. ; *in ovillis vel caprinis pellibus* : peaux de chèvres ou de brebis, etc. Parfois, M. Bérard fait preuve dans sa démonstration d'une belle ingéniosité. Il faut plus qu'une attention superficielle pour s'apercevoir que Wolf, en employant le terme *huc tota*, avait sous les

1. Déjà A. Pierron, dans son *Iliade* (p. xcii), avait dit : « Les *Prolégomènes* de Wolf ne sont en ce point (l'écriture chez les Grecs), comme en une foule d'autres, qu'un développement des *Prolégomènes* de Villoison. »

2. Pour Wood, voir surtout M. Bérard, p. 181 et p. 206 et suiv. Pour Villoison, p. 244 et suiv. et 253 et suiv.

3. M. Bérard a omis, par hasard, en citant Wolf, p. 196, les mots : *Quippe nova lux* ; ce qui fait que, dans sa citation, on ne trouve pas « le flambeau » de Merian.

yeux le texte de Merian et qu'il lui emprunte également l'expression *pennarum chartarumque levitati* (p. 201)¹. Wolf a utilisé de la même manière la *Bibliotheca graeca* de Harles-Fabricius. C'est à cet ouvrage que les *Prolégomènes* ont emprunté la riche bibliographie qui fait l'admiration de ses lecteurs. Il faut voir l'exemple qu'en donne M. Bérard à la page 256 de son livre.

Nous pouvons maintenant nous expliquer un fait qui n'était pas bien clair jusqu'à présent. Wolf avait pris comme terme de la période alexandrine dans ses *Prolégomènes* Apion, un auteur que nous ne connaissons presque point; puis, sans même aller jusque-là, il s'arrêta brusquement après Cratès. Comment expliquer cela? M. Bérard nous l'apprend (p. 257 et suiv.): c'est parce que Harles-Fabricius avait affirmé qu'Apion jouissait chez les Anciens de la plus grande autorité, et parce que la *Bibliotheca graeca* s'était arrêtée, elle aussi, après Cratès.

Il est donc hors de doute que Wolf n'indique pas certaines des sources qu'il transcrit pourtant mot pour mot: pour cacher son méfait, il a recours à des moyens plus douteux encore.

Finsler disait déjà: « Wolf juge d'Aubignac d'une façon sciemment injuste. » C'est lui qui a constaté le premier que Wolf avait imputé à l'abbé deux pensées que celui-ci n'a exprimées nulle part dans ses *Conjectures* et qui ne sont point de nature à honorer leur auteur. Finsler explique ce procédé bizarre par la vanité de Wolf. M. Bérard parle, avec raison, de « mauvaise foi » et de « falsification de textes et faux proprement dits² ».

Probablement, Wolf déprécie d'Aubignac pour détourner les soupçons. Il n'agit pas autrement à l'égard de Merian et de Villoison; il faut lire tous les détails sur « ces réticences et demi-perfidies » que M. Bérard a recueillis (p. 210-211 et p. 232-236). Ce n'est pas tout encore. M. Bérard a établi que souvent l'auteur des *Prolégomènes* renverse l'ordre des phrases qu'il emprunte, qu'il abrège sa source, qu'il la délaye, qu'il amalgame, toujours en vue de dissimuler ses larcins. Wolf brouille les cartes pour que le lecteur ne puisse lire dans son jeu³.

1. Quant aux mots *sine illis existere et cohaerere non potuissent*, nous ne croyons pas qu'ils soient la traduction de la phrase de Merian: « La source et l'instrument de ses plus illustres progrès. » Merian parle de l'art d'écrire, tandis que Wolf pense aux métiers qui ne peuvent pas exister sans d'autres métiers.

2. V. Bérard, p. 88 et suiv. Très intéressant surtout p. 110 et suiv.

3. M. Bérard a bien fait de s'arrêter sur quelques traits personnels de Wolf, quoiqu'ils ne touchent pas à sa thèse principale, le plagiat. Wolf était une âme servile; il écrivit des hymnes d'une extrême flatterie aux monarques prussiens (Bérard, p. 129, 131). Et puis — ce qui nous intéresse davantage dans cette occasion — il était homme sans courage civique, qui n'osait émettre ouvertement son opinion sur Homère. Il avoue lui-même qu'il l'avait bien voilée, car il craignait la Cour suprême et la « brute de public » (Bérard, p. 121, 153).

Avec un pareil caractère, il faut toujours se méfier. Ainsi fait M. Bérard, même quand il n'a pas de preuves absolues. En tout cas, il y a souvent beaucoup de probabilité dans ce qu'il prétend¹. Il estime, sans doute avec raison (p. 184), que Wolf devait, en 1794-1795, connaître l'œuvre de Merian, lue devant l'Académie de Berlin déjà en 1789; par conséquent, Wolf a inventé quand il a raconté qu'il avait reçu d'un ami un exemplaire de Merian juste au moment où il allait envoyer à l'imprimerie ses *Prolégomènes* et qu'il fut alors obligé de concentrer son argumentation et de supprimer plusieurs passages (p. 162 et suiv.). M. Bérard a trouvé chez Wolf plusieurs romans de ce genre. Le plus important est sûrement le suivant : Wolf raconte, dans ses *Prolégomènes*, qu'il avait travaillé avec la plus grande assiduité, pendant une dizaine d'années avant la publication de Villoison (1788), pour préparer sa recension homérique, qu'il avait fouillé toute la littérature ancienne, qu'il avait réuni un immense appareil, qu'il avait parlé tout jeune (il est né en 1759) de son entreprise à des amis, qu'il s'était fait violence durant nombre d'années pour n'en rien laisser percer dans ses conversations ni dans ses cours. Or, pour M. Bérard, tout ceci n'est qu'une invention pure (p. 270), car Wolf dans son *Auctarium* déclare qu'il n'a commencé de réaliser cette entreprise qu'après l'édition de Villoison. M. Bérard termine en déclarant que les *Prolégomènes* ont été écrits en quelques mois en tout (p. 272) et qu'encore au début de 1794 Wolf n'avait aucune idée de les écrire.

Le livre de M. Bérard est un ouvrage d'un caractère rigoureusement scientifique, fondé sur une minutieuse étude de Wolf et de ses sources. Aussi le titre : *Un mensonge de la science allemande*, qui éveille des idées de polémique étrangères au domaine scientifique, en pourrait donner une idée peu exacte. De même, quelques passages sembleraient faire peser sur la science allemande en général la légitime réprobation qu'inspirent à M. Bérard les plagats commis par Wolf. L'auteur n'a certainement pas eu cette intention; il a voulu rendre à chacun la justice qui lui revient : *suum cuique*.

N. VOULITCH.

C'est peut-être pour cette raison qu'on ne sait pas bien ce qu'il avait pensé de la question homérique (lui, le fondateur!). Déjà A. Pierron et Croiset (*Littérature grecque*) se sont exprimés dans ce sens. M. Bérard a soumis à une rigoureuse analyse ces passages de Wolf et il est arrivé à la conclusion qu'il est encore plus obscur que ses prédécesseurs ne le croyaient (p. 134 et suiv.).

1. Par exemple, ce que nous lisons, p. 174 et suiv. Au contraire, il est exagéré de trouver une « concordance intime entre les *Prolégomènes* de 1795 et l'*Historia critica* de L. Küster » et de prétendre que « le seul énoncé des chapitres de l'*Historia critica* serait presque une analyse du futur livre de Wolf » (p. 29).

Gaetano DE SANCTIS. *Storia dei Romani*. Volume III : L'età delle guerre puniche. Milano-Torino-Roma, fratelli Bocca, 1916. 2 tomes gr. in-8°, XIII-432 et VIII-727 pages, avec 9 cartes et plans et un index.

M. de Sanctis continue avec une infatigable régularité la publication de son *Histoire des Romains*¹. Les deux parties de ce troisième volume sont consacrées à l'*Époque des guerres puniques*, qu'elles exposent en 1159 pages, c'est-à-dire avec beaucoup plus d'ampleur que les périodes précédentes, mais avec le même talent, avec la même probité scientifique, avec une critique aussi érudite qu'indépendante, aussi sage que pénétrante, à la fois radicale et conservatrice, qui se résigne aux sacrifices nécessaires en repoussant les mutilations aventureuses et inutiles de la vieille tradition. Utilisant, condensant, clarifiant la masse énorme des études publiées depuis un demi-siècle sur Carthage, les guerres puniques et espagnoles, sur l'histoire de la Grèce au III^e siècle av. J.-C., sur les sources de Tite-Live et des autres historiens, sur Polybe, déblayant le terrain de la plupart des hypothèses, généralement subjectives, souvent fausses, de Laqueur, de Kahrstedt, de Tæubler et d'autres, rejetant la plupart des discussions dans des appendices, M. de Sanctis a composé, avec un égal souci du détail et des grandes lignes, en un style attrayant, souvent éloquent, un récit vrai, minutieux, clair, original qui représente le dernier état de la science. Il a été particulièrement bien servi par sa parfaite connaissance des deux histoires grecque et romaine qu'on ne peut plus séparer ni dans la recherche ni dans l'enseignement.

Notre analyse indiquera surtout les théories, les idées personnelles de l'auteur. Le premier chapitre, avec trois appendices (p. 1-90), est une excellente exposition de l'histoire de Carthage jusqu'à la première guerre punique, d'après les plus récents travaux, en particulier ceux de Gaell. En l'absence d'une étude complète des nécropoles puniques, elle n'a pu donner qu'une courte esquisse des rites funéraires, des mœurs et de l'art des Carthaginois. Elle met en relief l'infériorité et la stérilité de leur littérature et de leur civilisation. Sur la constitution de Carthage, la bibliographie omet le travail de M. Bourgeois. M. de Sanctis identifie avec raison, contre Beloch, les suffètes et les rois ; il rejette le corps spécial des Dix, les évaluations tentées par Kahrstedt du budget de Carthage, de la population des villes sujettes de l'Afrique ; il fixe la population de Carthage, au début du IV^e siècle, à environ 200,000 personnes libres et 100,000 esclaves ; pour la légende de Didon, il maintient, contre Gercke, le voyage d'Énée à Carthage dans le noyau primitif de l'Énéide et, contre Dessau, en croit l'invention antérieure à Virgile. Les chapitres II-III, avec leurs trois appendices (p. 91-268), sont consacrés à la première guerre punique. M. de Sanctis

1. Voir *Rev. histor.*, t. XCVIII, 1908, p. 117-119.

rejette avec raison la victoire de Valérius devant Messine, les légendes sur la première flotte romaine, sur le premier emploi des corbeaux, un des deux combats de Duilius à Mylae, l'existence d'établissements carthaginois en Corse. Sur la question, si controversée, de la composition des *Histoires* de Polybe, il donne les conclusions suivantes très vraisemblables, opposées aux théories de Laqueur : première rédaction avant 146, au moins, des quinze premiers livres; première publication vers 140, certainement, des six premiers, peut-être de toute cette série; deux rédactions du livre VI, une avant 146, l'autre après 133; voyages de Polybe tous antérieurs à 150, sauf le voyage d'Afrique; unité de la pensée de Polybe sur la Fortune, simple expression commode, contrairement à l'hypothèse de deux croyances successives, l'une au hasard, selon Démétrius de Phalère, l'autre à l'enchaînement des lois et des causes, selon les stoiciens; unité de plan et non substitution d'une histoire universelle à une histoire des conquêtes romaines; reprise des travaux historiques de Polybe de 133 jusqu'à sa mort, peu après 129, et composition de la fin du livre XXX et des dix derniers livres; publication posthume de cette série et réédition de la première, augmentée de notes de Polybe; pour la chronologie et l'emploi des Olympiades, pas de règle fixe. Sur la chronologie de la première guerre punique, il rejette le calendrier de Cn. Flavius, inventé par Varese, admet l'accord presque complet du calendrier d'alors avec le calendrier julien, met le début de la guerre en 264 et non en 263, la bataille des îles Aegates en mars et non en juillet 241. Le chapitre IV, avec un appendice (p. 269-381), expose l'annexion de la Sardaigne et de la Corse; les guerres celtiques (où les campagnes de 238-237 sont très douteuses) et illyriennes; la bataille de Sellasie de 222; l'histoire intérieure de Rome; les deux lois agraires, celle de Flaminius, excellente, mal jugée par Polybe, et une autre, prototype de celle de Licinius Stolo; et surtout la réforme des comices centuriates, vraisemblablement de 241. Sur ce dernier point, M. de Sanctis adopte avec quelques modifications la théorie de Pantagathus : 350 centuries, y compris les 18 centuries équestres, 70 dans chaque classe dont 35 de *juniores* et 35 de *seniores*, soit deux par tribu, 5 centuries accessoires pour les prolétaires; évaluation du cens en as d'un dixième de denier; fixation à 11,000 as du cens de la cinquième classe. Le chapitre V, intitulé *la Renaissance carthaginoise* (p. 382-432), expose la guerre des mercenaires, en rejetant la plupart des hypothèses de Veith, et la conquête de l'Espagne par les Barcides jusqu'à la prise de Sagonte (avant l'hiver de 229-228). Sur la question controversée du traité de l'Èbre et des ambassades romaines à Carthage, M. de Sanctis s'en tient au texte de Polybe et donne raison juridiquement à Annibal. Dans la deuxième partie, le chapitre VI, avec six appendices (p. 1-210), raconte *l'offensive victorieuse d'Annibal* jusqu'à Cannes. En voici les principales thèses : passage des Pyrénées au col du Pertus, du Rhône à Saint-Étienne-des-Sorts ou à Pont-

Saint-Esprit, durée du trajet de Carthagène à l'Isère d'environ cinq mois, du 10 avril au 21 août; traversée des Alpes par la rive gauche de l'Isère, le col Bayard, la haute Durance et le col du mont Genève; exagération par Polybe des pertes d'Annibal; bataille de la Trébie sur la rive gauche et non sur la rive droite du fleuve (contre Beloch et Grundy); doublet de cette bataille dans Tite-Live; résistance de Plaisance et de Crémone presque jusqu'à la fin de la guerre (contre Kahrstedt); traversée de l'Apennin par Annibal à la passe de Collina; bataille du lac Trasimène près de Tuoro sur la rive septentrionale (contre Kromayer et Græbe), avec 25,000 hommes du côté des Romains, 35 à 40,000 du côté des Carthaginois; bataille de Cannes sur la rive gauche et non sur la rive droite de l'Aufidus (contre Kromayer, Kesselbarth, Kähler), avec 35 à 40,000 hommes du côté des Carthaginois, 45 à 50,000 du côté des Romains qui n'ont pas perdu plus de 25,000 tués et 10,000 prisonniers (contre les exagérations de toutes les sources). Dans les longs appendices sur la tactique maniplaire et la bataille de Cannes, M. de Sanctis évalue à 63 pieds la profondeur habituelle de l'infanterie romaine, en rejetant le texte de Tite-Live, VIII, 8, et en expliquant celui de Polybe, XVIII, 29-30; à Cannes, elle aurait été massée sur 29 à 30 lignes de profondeur et un front restreint de 1,500 à 2,000 mètres. Le contenu du chapitre VII, avec cinq appendices (p. 211-388), est indiqué par le titre *Fabius et la résistance*. Il démontre en particulier : l'existence de la ligue campanienne (contre Rosenberg), la supériorité des ressources de Rome sur celles d'Annibal, l'incapacité habituelle des généraux carthaginois, sauf Annibal, l'authenticité des listes annuelles des légions données par Tite-Live et du sénatus-consulte sur la punition de Capoue (contre Kahrstedt). Il rejette avec raison l'histoire des délices de Capoue; sur le siège de cette ville, les lignes établies par les Romains jusqu'à Pouzzoles (contre Mommsen); les légendes accumulées autour de l'expédition d'Annibal contre Rome, notamment l'itinéraire que lui prête Appien et l'envoi d'un corps de secours par les Romains; et l'expédition d'Otacilius en Afrique. Un excellent appendice expose l'organisation de la Sicile, les règlements financiers de Hiéron, le sort de Capoue. Le chapitre VIII (p. 383-444) est consacré aux événements contemporains en Orient et à la première guerre de Macédoine. Polybe a fait prévaloir injustement le point de vue achéen, sans pouvoir cependant dissimuler la médiocrité d'Aratus. L'empoisonnement de ce dernier par Philippe est peu vraisemblable. Il faut accepter toutes les clauses de la paix de Phœnike (contre Taubler) et les relations entre Rome et Athènes. Le chapitre IX, avec six appendices (p. 445-671), raconte la fin de la deuxième guerre punique depuis la catastrophe des Scipions en Espagne jusqu'à la paix de 201. Relevons-y : des rectifications de dates, 211 non 212 pour la paix de Carthage avec Syphax, 210 non 211 pour la nomination de Scipion comme proconsul; le rejet des victoires de L. Marcius en Espagne après le désastre des

Scipions, du rôle de Caton dans l'affaire de Locres, de l'arrestation des ambassadeurs romains par Carthage, des massacres ordonnés par Annibal avant son départ; l'acceptation de la bataille d'Herdonea (racontée deux fois par Tite-Live), de la rébellion des douze colonies (contre Kahrstedt), de l'échec de Magon en Ligurie, de l'histoire de Masinissa et des Massyliens, de la première entrevue entre Annibal et Scipion, du premier traité offert à Carthage et reconnu par le Sénat et le peuple de Rome; un beau portrait de Scipion, mystique convaincu, mal apprécié par Mommsen et Kahrstedt; un éloge impartial d'Annibal; la critique du roman de Sophonisbe. Pour l'expédition d'Asdrubal en Italie, M. de Sanctis met la bataille du Métaure, de juin ou juillet 207, sur la rive gauche du fleuve assez loin de la mer; il considère comme défavorable aux Romains les escarmouches de Grumentum et de Venouse; n'admet pour la marche de Néron que la bonne source, Polybe; estime à 150 ou 160,000 hommes (dont 60 à 75,000 citoyens) le chiffre total des forces romaines en 207, parfaitement acceptable pour une population de plus de 237,000 citoyens mâles et adultes. En Afrique, Scipion, débarqué vers Utique et non aux *Emporia* des Syrtes, n'a eu au plus que 40,000 hommes (contre Veith et Kahrstedt) en face de l'armée, à peu près égale, d'Asdrubal; l'affaire des *Campi magni* a été fort exagérée par Tite-Live et Polybe; à la bataille de Naraggara (Sidi-Jousset) et non de Zama (*Zama regia*, aujourd'hui Seba-Biar), livrée en octobre 202, Scipion a opposé environ 35,700 hommes aux 40,000 hommes d'Annibal; pour cette bataille, il faut suivre exclusivement Tite-Live et Polybe, rejeter les reconstitutions de Lehmann et de Veith; toutes les clauses de la paix de 201 données par Polybe, Tite-Live et Appien sont acceptables (contre Kahrstedt et Taubler), sauf l'obligation d'une alliance entre Carthage et Masinissa. Des tableaux chronologiques donnent la liste des légions, les dates de création, les théâtres d'opérations, les chefs et prouvent l'authenticité de la tradition sur ces points. Du texte de Tite-Live, XXXIX, 7, 5, interprété comme le remboursement de vingt-cinq fois et demie l'impôt d'un pour mille sur le capital, et des différentes sommes apportées au triomphe de 187, M. de Sanctis croit pouvoir déduire: un tribut de 881,783 deniers (131 ou 132 talents athéniens), couvrant les deux tiers de la solde de quatre légions pour six mois (environ 1,238,400 deniers), et un capital recensé d'au plus 132,000 talents, correspondant à peu près à la fortune totale qu'indiquent les chiffres, vus plus haut, de la constitution dite de Servius. Ces calculs nous semblent fort hypothétiques. L'étude des sources occupe naturellement la plus grande partie des appendices. Nous ne pouvons qu'indiquer les principaux résultats. Pour la première guerre punique, Polybe suit, sans beaucoup de critique, Philinos d'Agrigente, bien informé, partial pour Carthage, et Fabius Pictor qui utilise Philinos Naevius, les Fastes, les écrits des pontifes et les traditions orales; Diodore dérive de Philinos; Dion Cassius d'un annaliste déjà rempli

de falsifications et de Tite-Live; Appien représente une tradition encore plus mauvaise; on peut reconstituer les grandes lignes des livres perdus de Tite-Live avec les *Periochae*, Florus, Eutrope, Orose, Valère-Maxime, Frontin. Pour la deuxième guerre punique, Polybe a établi le récit canonique par la fusion intelligente et artistique de deux séries de sources, les unes latines, Fabius Pictor, Postumius Albinus, les autres grecques, dont Sosylos, Chaereas, Silenos, complétées et corrigées avec la tradition romaine et les souvenirs des familles nobles; il a fait prévaloir la tradition aristocratique qui attribue les échecs de Rome surtout aux luttes des partis et aux fautes des généraux démocrates. Tite-Live compile aux livres XXI-XXX surtout Polybe, tantôt directement, tantôt par un intermédiaire, et Coelius Antipater qui falsifie Polybe, Silenos et les premiers annalistes; puis les falsificateurs postérieurs, surtout Valerius Antias et Claudius Quadrigarius. Dion Cassius suit surtout Polybe, Tite-Live et Coelius, mais par des intermédiaires; Appien dérive de Fabius Pictor, de Coelius et d'un épitome de Tite-Live; Diodore de Polybe et indirectement de Fabius Pictor et de Coelius. Plutarque a utilisé pour ses vies de Fabius et de Marcus des biographies spéciales, Polybe, Tite-Live et en outre, pour la première, Coelius, pour la seconde, Juba et d'autres sources. En somme, le second ban des annalistes a tellement amplifié, falsifié la tradition qu'on ne peut rigoureusement se fier qu'à Polybe et aux débris qu'on peut encore discerner des premiers annalistes et des documents officiels. Le livre se termine par un tableau chronologique de 264-263 à 201, qui le résume, et par neuf cartes et plans : batailles de la Trébie, de Trasimène, de Cannes, du Métaure, Capoue, Tarente, Carthage, l'*Africa*, l'Italie politique avant la deuxième guerre punique.

Ch. LÉCRIVAIN.

F.-J. TANQUERET. *Recueil de lettres anglo-françaises (1265-1399)*. Paris, H. Champion, 1916. In-8°, LX-180 pages.

L'auteur, qui est philologue, s'est proposé de recueillir, dans cette thèse complémentaire présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris, « un certain nombre de textes montrant l'extension de l'anglo-français au XIII^e et au XIV^e siècle, en même temps que les états successifs par lesquels [ce dialecte] a passé ». C'est aux philologues de dire si, et jusqu'à quel point, son recueil « montre » bien ces deux phénomènes, et notamment le second (l'« évolution » de l'anglo-français, de 1685 à la fin du XIV^e siècle), dont la réalité même est hypothétique.

Mais les textes qu'il a choisis pour son objet ont de l'intérêt pour les historiens; c'est pourquoi on signale ici ce consciencieux ouvrage.

Ce sont des lettres missives¹, tirées pour la plupart du magnifique fonds de l'« Ancienne correspondance » au Public Record Office de Londres et de registres épiscopaux ou monastiques; 114 sont présentées, comme inédites et 50 comme empruntées à des recueils préexistants. La plupart des pièces sont munies d'un commentaire historique : identification des noms propres, renseignements sur ce que l'on sait par ailleurs au sujet des faits cités, etc. Ces commentaires sont plutôt surabondants qu'insuffisants; on aurait pu en remplacer ou en alléger quelques-uns par de simples références au *Dictionary of national biography*.

Signalons, parmi les pièces les plus curieuses, les n^{os} 46 (déjà publiée parmi les *Epistolae Johannis Peckham*); 78 (présentée comme inédite, mais déjà publiée par M. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*, p. 439); 122 (Jean Walwyn à l'évêque d'Ely sur des événements de l'année 1327); 147 (rapport de Rapul d'Offord à Édouard III en 1345 sur des événements d'Irlande).

Tous les textes inédits que M. Tanqueray fait entrer ainsi dans la circulation sont, naturellement, les bienvenus, d'autant qu'ils sont publiés par lui avec soin. Mais les historiens regretteront, au premier coup d'œil, que le recueil soit dépourvu d'index; et si l'auteur, qui ne craint pas sa peine, n'a pas eu spontanément l'idée d'en faire un, c'est certainement pour une raison qui m'amène au seul desideratum considérable que l'on puisse, je crois, lui soumettre au point de vue qui est le nôtre.

M. Tanqueray a reculé devant la confection d'un index parce qu'il a eu le sentiment fondé, nettement exprimé dans divers passages de son Introduction, que son recueil manque d'unité; que c'est en vérité une macédoine de textes de très diverses provenances et même de divers types; et qu'il n'est pas convenablement « cadré ».

On aurait pu adopter bien des partis pour le choix des documents à colliger; et le moins bon aurait été sans doute préférable à celui de n'en avoir aucun. Si l'auteur avait recueilli dans le fonds de l'Ancienne correspondance toutes les « lettres de nouvelles » (*news letters*) proprement dites en anglo-normand, les historiens lui en auraient su encore plus de gré que d'en avoir pêché çà et là quelques-unes. Ou bien il aurait pu former une collection analogue à celle des *Litterae Cantuarienses*, qui offrent le tableau de l'activité d'un grand monastère

1. Le titre véritable serait : « Recueil de lettres missives en anglo-normand (ou en français d'Angleterre)... » Plusieurs pièces, écrites en un français qui n'a rien d'anglo-normand, ont été d'ailleurs insérées par inadvertance (n^{os} 3, 17, 20, 64); de même, une lettre d'Édouard I^{er} (n^o 71) figure, qui n'a rien d'une lettre missive, quoique M. Tanqueray ait déclaré dans sa préface (p. vii) : « Nous n'avons donné aucune lettre royale...; il est plus naturel de les considérer comme des documents politiques et diplomatiques que de les ranger dans le genre épistolaire. »

au XIV^e siècle (*Christ Church* de Cantorbéry) : par exemple, une collection de missives (et de « petitions », car, s'agissant de la *Chancery*, la distinction n'est pas précise entre ces deux termes) adressées au chancelier d'Angleterre, aurait offert un tableau très intéressant de l'activité de ce service essentiel de la cour¹. M. Tanqueray en avait au P. R. O. tous les éléments, depuis le cancellariat de Walter de Merton, pendant un siècle et demi. Dans une collection systématique de ce genre, comme dans les *Litterae Cantuarienses*, les billets les plus insignifiants auraient pris une valeur historique par le seul fait du groupement. Une collection limitée aux rapports administratifs (tels que le n° 74) aurait eu, aussi, un sens.

M. Tanqueray dit (p. II) : « Ceux qui viendront après nous pourront peut-être faire un choix plus judicieux... » Il faut espérer que ce choix, il le fera plus tard lui-même. Nul n'est mieux préparé à cette tâche, paléographiquement et philologiquement difficile².

Ch.-V. LANGLOIS.

1. M. Tanqueray donne, du reste, en grand nombre, des pièces de ce type (nos 7 à 11, 13-14, 27, 29, etc.).

2. On peut relever dans la publication de M. Tanqueray des erreurs et il importe de signaler une faute de méthode assez grave. Chacune des lettres publiées par lui aurait dû être précédée d'une analyse, avec l'indication exacte des dates de lieu, d'an, de mois et de jour; l'analyse étant suivie à son tour des indications bibliographiques indispensables. Or, M. Tanqueray n'analyse aucune des lettres qu'il publie, non plus celles qui sont d'une intelligence difficile que celles d'une importance historique manifeste. Pour les dates, jamais il n'indique le lieu d'où la lettre est datée et il se contente d'indiquer l'année; la date d'année même n'est pas toujours correcte, M. Tanqueray n'ayant pas prêté une attention suffisante à la différence des styles (les nos 51 et 52 datés « 1286 » sont en réalité des 20 et 23 janvier 1287), ni au commencement des années de règne (le n° 57, datée « 1288 » est du 20 novembre 1287, le n° 112 daté « 1323 » est du 2 août 1322). Enfin, le n° 164 et dernier a été par inadvertance datée de 1399 alors qu'il est du 2 juin 1389 et, du coup, le titre du livre doit être modifié : sur la couverture, il faut lire 1265-1389 (et non 1399). L'identification des personnes mentionnées dans les lettres laisse aussi à désirer : M. Tanqueray n'a pas reconnu un Joinville dans le Geoffroy de Geynville du n° 16, ni un Albret dans « sire Amaneon de Lebretif » du n° 78. — A ces divers points de vue, le travail devrait être revu de près. Si j'insiste, c'est parce que le mal est réparable. M. Tanqueray a bien voulu me faire savoir que sa thèse doit être considérée comme un essai, qu'il se propose de reprendre son recueil de lettres anglo-françaises et qu'il a déjà réuni la matière de deux ou trois volumes. La Faculté, en lui accordant la mention « honorable », a voulu témoigner à la fois de l'estime où elle tient l'auteur et de l'intérêt qu'elle porte à un si précieux recueil.

[Ch. B.]

AD. CRÉMIEUX. **Le VI^e livre des statuts de Marseille.** Publié d'après un manuscrit des archives communales de Marseille, avec une introduction et un commentaire. Aix en Provence, F. Chauvet, 1917. In-8°, LVI-219 pages.

Les *Antiqua statuta* de Marseille, qui ont été rédigés sous leur forme actuelle un peu avant 1265, ont été divisés en cinq livres; on y ajoute d'ordinaire les *Capitula Pacis*, c'est-à-dire les deux traités conclus en 1257 et en 1262 par le comte de Provence, Charles d'Anjou, et la comtesse Béatrice, sa femme, avec Marseille; et ces deux documents nous font connaître la constitution, des règlements de police, une série d'usages et coutumes de Marseille au moyen âge. Ils ont été publiés in extenso en 1656 par François d'Aix, en un volume aujourd'hui très rare et qu'on chercherait vainement à la Bibliothèque nationale, puis au XIX^e siècle, par Louis Méry et F. Guindon dans leur *Histoire analytique et chronologique des actes et des délibérations du Corps et Conseil de la municipalité de Marseille* (7 vol., 1843-1847). Ces deux derniers ont même traduit en français le I^{er} livre du texte latin, mais se sont arrêtés là dans leur traduction : « Il nous a semblé », écrivent-ils, « qu'un livre traduit de ces statuts suffirait pour satisfaire la légitime curiosité des Marseillais. »

Cependant, après 1265, de nouveaux statuts étaient élaborés à Marseille par les autorités compétentes; ils complétaient, amendaient ou rectifiaient les statuts antérieurs; ils étaient inscrits, soit plusieurs à la fois, pour les premiers d'entre eux, soit, pour les derniers, au fur et à mesure de leur élaboration, à la suite d'un manuscrit des anciens statuts, aujourd'hui conservé aux archives municipales de Marseille; et on regarda ces *statuta facta post Pacem* — après les traités de 1257 et de 1262 — comme constituant un VI^e livre; le statut le plus ancien de ce VI^e livre porte la date de 1268, le plus récent celle de 1480 : ce VI^e livre nous mène ainsi jusqu'à la veille de la réunion de Marseille au royaume de France et au domaine. Or, de ce VI^e livre, François d'Aix d'abord, Méry et Guindon ensuite n'ont publié que de très courts fragments — les mêmes de part et d'autre, les seconds reproduisant le texte du premier — et ils les ont mal publiés. M. Ad. Crémieux a pensé qu'il fallait donner en entier ce livre qui présente un très grand intérêt non seulement pour l'histoire intérieure de Marseille du XIII^e au XV^e siècle, mais pour l'histoire de son expansion au dehors, pour celle de l'industrie et du commerce en général; et il a présenté son édition à la Sorbonne comme thèse complémentaire de doctorat¹, et c'est là, en effet, un excellent sujet de thèse complémentaire. M. Crémieux a toutefois laissé de côté les documents

1. La thèse principale a pour titre : *Marseille et la royauté pendant la minorité de Louis XIV*. Nous en donnerons un compte-rendu spécial. M. Crémieux a été reçu docteur avec la mention « très honorable ».

de ce VI^e livre qui ne présentent pas le caractère rigoureux de statuts, ainsi les lettres des comtes de Provence, des listes de droits à lever sur les poissons portés à la poissonnerie de Marseille, etc.; et on peut le regretter; ces documents ont été portés sur le manuscrit, précisément parce qu'ils contenaient des prescriptions analogues à celles des statuts, parce que, s'ils avaient une origine différente, ils complétaient ces statuts.

M. Crémieux s'est donné beaucoup de peine pour établir un texte latin correct de ces quatre-vingts statuts environ dont quelques-uns sont fort étendus. Mais sa thèse a été imprimée en temps de guerre et l'on s'en aperçoit. Il a donné lui-même une longue liste d'errata et cette liste pourrait être triplée ou quintuplée. Quelques fautes doivent être attribuées non à l'imprimeur, mais à l'éditeur, peut-être aux copistes du manuscrit de Marseille. M. Crémieux a eu le tort de ne pas collationner deux manuscrits de la Bibliothèque nationale qu'il connaissait pourtant, le lat. 11079 qui contient les seize premiers statuts de ce livre VI et le lat. 4660^a où se trouvent les cinquante et un premiers statuts. Il y aurait trouvé des leçons bien préférables à celles qu'il donne. Le statut VII (p. 9) est devenu inintelligible dans son édition; au lieu de : *mensurantur ad annulum*, il faut lire : *ad cumulum*; et la phrase essentielle doit être lue de la façon suivante : « *Praedicta omnia non vendantur ad praedictas mensuras ad cumulum, sed ad mensuras quibus venditur annona et ordeum, ita tamen quod due emine rase... sint loco unius emine.* » Au titre XVI (p. 24, l. 1), toute une ligne a été passée et le texte ne présente plus aucun sens; il faut rétablir : « *Seu pactum aliquod ineat super re vel de re quam incantabit seu venalem portabit.* » De même au titre XLVII (p. 91, l. 6), autre grave omission : « *Praeterea quislibet tinctuarius, cum volet sive debeat tingere pro aliqua persona privata vel extranea, teneatur et debeat respicere granam antequam illam posuerit in caudera et, si ibi cognoverit aliquod incamaramentum sive batuc, ex tunc desistat tingere.* » Le début du titre XLVIII (p. 91) doit être rétabli ainsi : « *Quoniam, sicut legitur, manifeste sapientes temporibus mutando mores... vitam laudabilem et beatam eligunt et observant*¹. » A partir du titre LII, nous n'avons plus de manuscrit parisien nous permettant de contrôler son texte; mais nous devinons

1. Voici une série d'autres corrections : titre VIII (p. 10), *nullus macellarius nullusque noiriguerius... eligantur de cetero in bannerium*; t. XIV (p. 20-21), *quia non minima damna proveniunt; que quidem damna quando probari non possint a passis damna cumque inflicentur omnes custodes*; t. XV (p. 23), *Quicumque hoc manifestaverit Curie tenebitur secretus sive celabitur*; t. XVI (p. 24), *nec emat rem aliquam per alium incantatorem mediantem ad incantum*; t. XXV (p. 46), lire partout *cujuscumque*; t. XXXIV (p. 68-69), *esurientes et sitientes iustitiam; in hoc autem quod dictum est de vino non afferendo apud Massiliam, non intelligatur vinum quod...; t. XLVII (p. 90), quod sacramentum fiet et innovabitur singulis annis, etc.*

que des passages ont été mal lus ou mal interprétés, ainsi au titre LVII, tout le milieu de la p. 101, ou du moins mal ponctués; ainsi, dans le titre XCVI, si important, créant un tribunal de commerce, il faut lire, (p. 194-195): « Vicarius et iudices... protinus acquiescant, omnibus appellationibus, supplicationibus, recursu ad viguerum predictum et alibi in talibus causis per omnia interdictis. Non tamen intelligimus... » Les notes qui accompagnent le texte attestent une sérieuse connaissance de la topographie, des institutions, des mœurs et coutumes de Marseille au moyen âge; on les voudrait parfois plus sobres¹. L'introduction montre combien est important le manuscrit des archives de Marseille, explique comment les statuts étaient composés, signale le profit que les historiens peuvent tirer de ce document². Une bonne table alphabétique facilite les recherches; nous aurions désiré un glossaire des termes techniques, soit latins soit provençaux, analogue à celui que G. Fagniez a dressé pour ses *Documents sur l'industrie et le commerce au moyen âge*. En somme, s'il faut par endroits se défier de son édition, M. Crémieux a eu le mérite d'attirer l'attention sur un document important, jusqu'ici tout à fait négligé.

Chr. PFISTER.

Dionys IMESCH. *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*. Tome I : 1500-1519. Fribourg en Suisse, Otto Gschwend, 1916. In-8°, xiv-772 pages.

Le gouvernement du canton du Valais décida, au début de ce siècle, de faire publier les recès de l'ancien *concilium generale* ou *landrat* qui était consulté sur les affaires importantes du pays, et il confia, en novembre 1902, cette publication à M. Dionys Imesch. La tâche était immense. Une collection de ces recès, formant une suite de 1523 à 1762 et conservée aux archives communales de Sion, ne comprend pas moins de vingt-quatre volumes in-folio très épais; on la pouvait prendre pour base de l'édition; mais, avant 1523, il fallait rechercher

1. Parfois on regrette l'absence de notes : p. 195, les termes *lata* et *tertieriae* qui désignent deux impôts perçus par le comte à Marseille, la late et la tiercerie, devaient être expliqués.

2. Pour les dates, M. Crémieux ne les ramène pas toutes au nouveau style. Il écrit, p. xxxvi, le vendredi 6 février 1432 au lieu de 1433; p. xxxvii, le 30 janvier 1279 au lieu de 1280. Il eût bien fait dans l'édition d'indiquer en marge les dates des statuts. P. LI, pour une ordonnance de Jean le Bon, lire janvier 1351 au lieu de juillet 1372. P. VII, n. 4, il y a une singulière confusion entre Charles II d'Anjou, qui fut comte de Provence de 1285 à 1309, et Louis II, qui fut comte de 1384 à 1417. Par suite de cette confusion, les conclusions de M. Crémieux sur les dates respectives du manuscrit du Livre des statuts et du Livre rouge doivent être modifiées. Si son raisonnement est juste, le Livre des statuts des archives de Marseille est antérieur au Livre rouge et sa valeur n'en devient que plus grande.

les recès épars dont l'original ou des copies se trouvent dans diverses archives du canton, de la Suisse ou même de l'étranger. La matière se présentait ainsi très abondante. Mais M. Imesch n'a pas entendu se contenter de publier les recès proprement dits; à l'exemple de Weiszacker pour les recès du Reichstag, il y ajoute tous les documents qui nous renseignent sur les diverses sessions du Landrat, chartes, lettres, bulles pontificales, etc. Il publie les recès en grands caractères, les documents accessoires en caractères plus petits. Et j'entends bien que, pour les volumes suivants, le nombre de ces pièces accessoires diminuera; mais on peut se demander, avec un peu d'inquiétude, combien de volumes comprendra la collection entière, puisque pour la courte période de 1500 à 1519, pour 157 sessions, 579 pages d'impression ont été nécessaires, avec un supplément allant de la page 583 à la page 697, faisant connaître d'autres sessions marquées par des a ou des b, et surtout ajoutant de nouveaux documents sur les sessions précédemment publiées.

M. Imesch ne me paraît du reste point avoir défini ce qu'il entendait exactement par *Landrats-Abschiede*. Au commencement du xv^e siècle, les habitants du Valais avaient conquis leur indépendance et formaient, sous la présidence de l'évêque de Sion, une république fédérative composée de huit dizains (*zende*) : Sion (*Sitten*), Sierre (*Siders*), Louèche (*Leuk*), Raron (*Raren*), Viège (*Visp*), Brieg (*Brig*), Morgé (*Mörel*), Conches (*Goms*). En règle générale, les délégués de ces républiques se réunissaient deux fois par an, en mai et vers Noël, pour délibérer sur les intérêts communs; mais, entre deux sessions, ils étaient souvent convoqués par l'évêque ou le capitaine du pays (*Landeshauptmann*) pour décider de quelques affaires urgentes. Parfois aussi les gouvernants prenaient des décisions après avoir pris conseil des uns ou des autres; or, M. Imesch considère toutes ces résolutions comme des *Landrats-Abschiede*. Il insère en son recueil : (n° 3) un traité conclu à Milan le 9 mai 1500 entre les délégués de sept dizains et l'ambassadeur du roi de France, Antoine de Bassé, seigneur de Liancourt; plus loin (n° 29), un traité signé le 24 juin 1506 sur le mont Saint-Bernard entre le duc Charles de Savoie d'une part, l'évêque de Sion, Mathias Schiner, l'abbé de Saint-Maurice, le chapitre de Sion et les sujets desdits princes de l'autre; (n° 4) les actes d'un procès en cour de Rome entre l'évêque de Sion, les dizains et les feudataires des mines de Bagnes; bref, nous avons ici tous les actes diplomatiques ou administratifs où interviennent, à un titre quelconque, des délégués du Valais. M. Imesch a ainsi étendu considérablement le sens du mot *Landrats-Abschiede*. Nous ne nous en plaignons pas; nous constatons seulement avec une certaine satisfaction que le recueil nous fournit plus de matériaux qu'on ne s'y attendait.

Mais pourquoi avoir commencé le recueil à l'an 1500, ou plus exactement le 6 décembre 1499, par une session tenue au château de la Mayorie à Sion? M. Imesch nous apprend qu'avant 1500 nous ne pos-

sédons qu'un petit nombre de recès. Il a laissé le soin de les éditer à M. Gremaud, dans le dernier volume des *Documents relatifs à l'histoire du Valais*; mais c'est en réalité en tête du présent volume qu'ils auraient mieux trouvé place.

La publication des textes est faite avec beaucoup de soin, suivant les principes établis par Stieve et nous n'avons qu'à louer M. Imesch de la conscience scrupuleuse qu'il a apportée à son travail d'éditeur. La provenance des pièces est indiquée toujours, les copies sont distinguées des originaux, les notes sont précises; on les aurait parfois souhaitées plus nombreuses; à la fin, on nous donne une liste des fonctionnaires du Valais: capitaines du pays, baillis de Saint-Maurice, châtelains ou maires des dizains; une table alphabétique des matières et des noms propres de lieux et de personnes, dressée avec minutie: on va jusqu'à signaler le nombre de fois que le même nom se trouve dans la même page.

Le présent volume contient les documents sur l'histoire du Valais pendant la plus grande partie de l'épiscopat de Mathias Schiner qui occupa le siège de Sion du 26 septembre 1499 au 1^{er} octobre 1522. On y trouvera les renseignements les plus précis sur l'organisation du pays, sur le droit public, sur les *landfrieden*, sur l'industrie, notamment sur les mines de Bagnes. Mais Schiner a été mêlé à l'histoire générale. Il se mit à la remorque du pape Jules II et combattit avec énergie les Français en Italie; il contribua à les expulser de la péninsule en 1512 et il fut en 1515 un des vaincus de Marignan. M. Imesch a publié de nombreuses lettres du célèbre cardinal dont il met ainsi bien le rôle en lumière. De son édition, on pourrait tirer une étude sur les rapports de la France avec le Valais et la Suisse de 1500 à 1519.

Chr. PFISTER.

The Rise of Ecclesiastical Control in Quebec, by Walter Alexander RIDDELL, Ph. D.; Director of Social Surveys for the Methodist and Presbyterian Churches in Canada, New-York, Columbia University; Londres, P. S. King, 1916. 1 vol. in-8°, 195 pages. (*Studies in History, Economics and Public Law, Edited by the Faculty of Political Science of Columbia University*, vol. LXXIV, n° 1.)

M. Riddell se propose de montrer pour quelles raisons la province de Québec est devenue le pays le plus soumis au pouvoir ecclésiastique que l'on puisse rencontrer dans le monde contemporain.

L'ouvrage se divise en deux parties. La première, plutôt descriptive, après quelques mots d'introduction (ch. I), expose les conditions démographiques (ch. II), puis la solidarité morale et sociale du peuple (ch. III). Dans la seconde partie, d'un caractère plus historique, l'auteur montre l'Église en tête-à-tête avec l'État sous le régime français

(ch. iv) et sous la domination britannique (ch. v). Dans l'une et l'autre parties, l'auteur s'arrête à l'Acte constitutionnel de 1791.

M. Riddell relève d'abord, parmi les grands traits de l'homogénéité canadienne, l'abondance d'un régime fluvial qui se déversait dans la grande artère du Saint-Laurent et qui se prêtait aux relations courantes. On comptait 187 rivières principales, représentant un développement total de 13,383 milles, soit plus de 22,000 kilomètres (p. 16). Presque tous les habitants tenaient à s'établir sur les rives de ces voies précieuses. Il convient de noter à ce propos que les jeunes ménages, au lieu de s'espacer dans l'intérieur, de même qu'en Irlande au lieu d'émigrer, préféraient morceler à l'infini la tenure paternelle, suivant la loi du moindre effort : détail bon à faire réfléchir les partisans du peuplement à outrance, qui rêvent d'essaimer dans nos colonies un surplus de population qu'ils escomptent un peu vite. A la vérité, le gouvernement royal s'efforçait de grouper les habitants pour qu'ils pussent résister mieux aux attaques des sauvages. Mais il n'en fut pas moins obligé d'intervenir. En 1745, le roi dut interdire d'élever une habitation sur toute ferme qui offrirait moins d'un arpent et demi de façade sur trente à quarante de profondeur (p. 21-22). — Une seconde cause d'homogénéité fut le régime seigneurial, créé tout d'une pièce en quelque façon, qui encadrait les communautés sous un même type. Ajoutez l'unité sévère des principes religieux, une même provenance de race, une même langue, des unions endogamiques, pour ainsi dire, encouragées à une fertilité familiale intensive — le roi désirant que la colonie pût se suffire à elle-même — des occupations rurales identiques et fort peu d'industrie : de 1695 à 1754, les recensements témoignent que 75 % de la population, en moyenne, vit dans les paroisses.

Sur un pareil terrain, le clergé devait rencontrer une extrême facilité pour répandre son influence¹. Qu'elle fût grande, on s'en étonnera d'autant moins que — tous les historiens anglais le rappellent — l'évangélisation, et non le commerce, avait été, chez les Français, le premier mobile de l'entreprise coloniale. Le fait était si bien admis

1. « La population française du Canada était comme l'argile entre les mains du potier ecclésiastique » (p. 94). — En réalité, l'adhésion de l'esprit aux dogmes religieux, à quoi les peuples n'attachent qu'une importance relative, ne suppose pas toujours le respect des prescriptions morales et moins encore le sacrifice des intérêts économiques. Le Canadien savait très bien récriminer à l'occasion, notamment contre la dime qu'il trouvait trop élevée (p. 125-126), surtout lorsque le desservant, qui exerçait son ministère en plusieurs paroisses, ne faisait que rarement, sans que ce fût de sa faute, acte de présence. Et le haut clergé donnait parfois l'exemple de l'indépendance. M. Riddell nous raconte les dissentiments de Mgr Hubert et de son coadjuteur, Mgr Bailly, à propos de l'éducation (p. 91-93) ; il aurait pu nous rappeler aussi comment les chanoines de Québec tinrent, pendant sept ans, leur évêque à la porte de sa cathédrale, parce qu'ils voulaient bien l'y accueillir en invité, mais non pas le recevoir comme chez lui.

qu'un Huguenot, comme De Monts, sollicitait la bénédiction du pape pour s'aventurer dans la carrière (p. 70-71, 101). Il en résultait notamment cette curieuse conséquence que les Huguenots, tenus en méfiance par Richelieu, pour raisons politiques autant que religieuses (p. 72), étaient considérés en outre par les missionnaires comme des trafiquants d'ambition vulgaire.

Du reste, l'évêque de Québec, Mgr de Laval, avait su soustraire son siège à la suffragance, qu'on voulait lui imposer, du siège de Rouen, pour ne relever directement que de Rome. Cette attitude ne faisait point le compte de l'esprit gallican. Certains conseillers de la couronne rêvaient d'une Église de France presque aussi libre que l'Église d'Angleterre, qui, papisme à part, n'était pas encore protestante, il s'en faut, et ressemblait plutôt au dualisme judaïque où le pouvoir se partageait entre le roi de la vieille Bible et le grand prêtre¹. Ne discutons pas la thèse : peut-être le germanisme trop accentué des religions, outre-Rhin, donnera-t-il lieu de réfléchir à l'inconvénient des églises nationales. Il reste que la royauté s'efforça bientôt de reprendre en fait la suprématie qu'elle estimait lui appartenir. Elle se prit à réglementer l'inamovibilité des curés, l'éducation des clercs, les dîmes, les écoles, les monastères et autres objets, souvent de son incompétence, si bien que le passage brusque sous l'allégeance anglaise libéra le clergé canadien et lui rendit une influence qui allait jusque-là s'amoindriant, encore qu'il ne sût point s'opposer à cette diminution sous le gouvernement de l'ancienne France.

Assurément, il n'entrait pas dans les calculs de l'Angleterre de relever, de fortifier le catholicisme dans sa nouvelle colonie; mais le souvenir de l'Irlande et de l'île de Minorque, où elle avait dû tenir en mains des populations catholiques, lui inspirait quelque prudence (p. 155). Les Canadiens ne savaient rien de la langue ni des lois que leur apportaient les conquérants; leurs chefs naturels avaient disparu, retournant en France; le clergé devenait le seul intermédiaire, entre les deux peuples; et l'on doit reconnaître que le gouvernement fit

1. Il est excessif de dire que les rois de France, représentants de Dieu sur la terre, participaient à sa puissance et son infaillibilité (p. 107). M. Riddell, qui sait utiliser les publications de la Société Champlain, aurait trouvé, dans les documents édités par M. Munro, une consultation demandée par Louis XIV à des avocats, pour savoir s'il avait le droit de rendre telle ordonnance. Et, comme le remarquait Beaumarchais, dans ses *Mémoires* contre Gozman, qui amusèrent tant Louis XV, si le roi de France jurait à son sacre de protéger les lois et coutumes du royaume, c'est donc qu'elles existaient à part lui. On s'expliquerait un peu mieux ce régime en le regardant sous le même angle où Hermann Oncken regardait Guillaume II, ses prétentions et son pouvoir réel, à l'occasion de son jubilé, dans la *Quarterly Review* d'octobre 1913, p. 562. Le Kaiser se donne pour la voix de Dieu infaillible (voir sa proclamation citée dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mai 1917, p. 133); mais tout le monde sait, lui-même compris, que, politiquement, il en faut rabattre.

preuve de bon vouloir pour s'entendre avec lui¹, si médiocres que fussent des fonctionnaires en sous-ordre qui avaient acheté leur poste, des juges, anciens vivandiers ou commerçants, intoxiqués de leur grandeur subite (p. 142). En outre, et le clergé catholique ne pouvait qu'y gagner comme prestige, les protestants se trouvaient en infime minorité : 200 à peine dans toute la province, au temps de Murray; 360 familles, dix ans plus tard, d'après Carleton; et même, en 1789, on comptait encore cinq Canadiens contre un Anglais. Puis, l'Église anglicane était mal installée, célébrant ses offices dans les anciennes églises devenues mixtes, comme en Alsace², et plus mal représentée par des ministres de bas étage, parfois tenanciers de cabarets, dont le savoir était mince. A Québec, pendant un temps, le seul clergyman fut un vieux Suédois, sachant à peine l'anglais, et d'une vie privée telle que les Anglais respectables renonçaient à fréquenter le temple; il en était de même à Montréal et pis encore aux Trois-Rivières (p. 164-166). Finalement, il faut bien le dire, si Richelieu, en bon politique, s'était méfié des Huguenots, l'Église anglicane se sentait plus rassurée du côté catholique que de celui des dissidents qui inclinaient aux doctrines ultra-démocratiques et justifièrent ses appréhensions lorsque éclata l'insurrection des colonies anglaises³. Et, précisément, ce fut l'heure où l'Église catholique résolument se rangea du côté de l'État, mettant au service anglais toute son influence, heureuse aussi, pour sa part, de faire payer aux Bostoniens leurs persécutions passées (p. 159). Peut-être, après coup, certains membres du clergé canadien eurent-ils quelque regret de ne pas voir le concours de la France aux États-Unis récompensé par le retour de la colonie à son ancienne métropole (p. 149). Mais le sort était jeté; le loyalisme des catholiques, en cette grave crise, valut à leur Église le statut légal que lui conféra l'Acte constitutionnel de 1791 et qui lui a permis de se développer au point exceptionnel que nous voyons aujourd'hui⁴.

R. DE KÉRALAIN.

1. « Il serait injuste pour le Parlement britannique de prétendre que, dans l'Acte de Québec (1774), l'opportunisme politique eut plus de part que la bienveillance et l'humanité. » — « Je m'attache si peu au droit de conquête », disait un orateur au Parlement, « et j'apprécie tellement la nature humaine, que le premier ne mérite pas à mes yeux grande considération » (p. 155-156).

2. La garnison utilisait l'église des Récollets; lorsque celle-ci fut détruite par le feu, l'évêque catholique offrit la chapelle des Jésuites. Mais, sur trois églises anglicanes à Québec, deux furent longtemps communes avec les catholiques (p. 168-170).

3. « Les anciens et les nouveaux sujets de Sa Majesté devaient être anglicisés. Ils devaient être Anglais d'abord, et non Britanniques; Anglicans, et non Protestants. Le Canada devait devenir une Nouvelle-Angleterre, mais une Angleterre orthodoxe » (p. 163).

4. Quelques fautes à relever : P. 104, lire *Saffray* et non *Suffray* de Mézy; l'auteur maintient, du reste, que *Mézy* et non *Mézy* serait la véritable ortho-

Edward Clodd. *Memories*. Londres, Chapman and Hall, 1916.
1 vol. in-8°, x-288 pages.

M. Clodd publie ses souvenirs sur une quarantaine d'amis littéraires et scientifiques, défunts aujourd'hui, auxquels l'attachait une communauté de vues libres penseuses; nous y relevons les noms de William Kingdom Clifford, Huxley, Herbert Spencer, Richard Proctor, Bate, le naturaliste des Amazones, Joseph Thomson, le grand voyageur africain, Paul du Chaillu, Miss Kingsley, avec des lettres spirituelles de cette charmante femme, Edward Whymper, Edward Fitzgerald; les amis d'Omar Khayyám, dont la plupart de ces intellectuels semblent les disciples, apprendront avec amusement que Carlyle le traitait, sans cérémonie, de « vieille canaille musulmane » (p. 96). Viennent encore John Rhys, Laurence Gomme, George Meredith, George Gissing, Holman-Hunt, Andrew Lang, Samuel Butler, George Cable. C'est un milieu de « scientifiques », auquel le grand public s'intéresse rarement, mais qui n'en représente pas moins un chapitre de l'intellectualisme anglais, qu'on ne saurait négliger sans fausser la perspective de l'époque où vivaient les personnages, « une république tempérée par l'épigramme », ainsi que disait Huxley de sa propre famille (p. 42) : gens d'esprit alerte, mais chez qui le goût de l'indépendance engendre parfois une liberté d'allures, une originalité d'attitude qui les rend plus agréables à quelque distance qu'à proximité. M. Clodd a vu fonctionner à ses dépens le singulier appareil qu'employait Herbert Spencer pour se boucher les oreilles quand un visiteur ou un convive cessait de lui plaire (p. 50). En revanche, il rapporte un trait à retenir sur la sagacité du philosophe. Moncure Conway l'avait sollicité d'appuyer de son nom un projet d'arbitrage international. Spencer refusa net, prédisant qu'« un mauvais temps allait venir et que l'humanité civilisée devait se déciviliser (moralement) avant que la civilisation pût reprendre sa marche », qu'un mouvement pacifiste serait donc « honni (*poopoohed*) comme visionnaire et sentimental » (p. 240). La princesse Cassandre n'aurait pas mieux prédit.

M. Clodd proteste quand même, avec raison, contre la tendance

graphe du nom, d'après les signatures sur les minutes du conseil souverain. — P. 106, lire 1659 au lieu de 1759. — P. 113. Talon ne doit pas être compté parmi les gouverneurs; il était intendant. — P. 114. Le mot « anticléricalisme » est un peu fort appliqué à l'attitude de Frontenac, même en tenant compte de l'histoire du *Tartufe*. — P. 121, lire *Champigny* et non *Champigny*. — Enfin, p. 148, une phrase mal construite ne s'explique que par le rapprochement avec la p. 151. Afin de réduire le danger de l'influence française, l'Angleterre écartait en principe du Canada les ecclésiastiques, non pas « de la maison de Bourbon », mais « des domaines de la maison de Bourbon ». C'était une réponse au Pacte de famille. Le gouvernement accueillait de préférence des ecclésiastiques savoisiens. ●

trop fréquente à s'incliner devant l'autorité d'un homme en tous domaines, à raison de sa maîtrise sur un terrain spécial (p. 55-56). En outre, Samuel Butler observait, ce que savent trop bien ceux qui veulent discuter tout de bon, que les scientistes inclinent d'ordinaire à se réfugier derrière une critique générale, sans indiquer jamais « le chapitre et le verset qui permettent de les prendre en faute » (p. 260). Ils n'aiment pas l'escrime en règle, à la plume acérée.

Mais, après tant de controverses inutiles, on en vient à demander, comme une petite fille d'une dizaine d'années à un clergyman, « pour quoi y a-t-il quelque chose ? » (p. 228). Sans que M. Clodd le rappelle, c'était déjà la question de Coleridge : « Seigneur, pourquoi quelque chose plutôt que rien du tout ? » Elle reviendra souvent encore sur les lèvres des hommes.

R. DE KÉRALLAIN.

William Law MATHIESON. **Church and Reform in Scotland. A history from 1797 to 1843.** Glasgow, James Maclehose, 1916. In-8°, xii-378 pages. Prix : 10 sh. 6 d.

Ce volume est le cinquième d'une série que M. W. Law Mathieson consacre à l'histoire politique et religieuse de l'Écosse depuis les origines de la Réforme (1550). Il serait regrettable qu'il fût la conclusion d'une étude aussi pénétrante et aussi instructive¹. Assurément, l'acte de 1832 fit disparaître de l'Écosse politique les restes féodaux que sa représentation au parlement de Westminster avait conservés après l'Acte d'union de 1707 ; mais les changements profonds qui suivirent cette réforme ne peuvent-ils pas solliciter à leur tour les recherches de ce savant historien ? S'il nous a si bien exposé les événements qui ont précédé l'admission des masses au pouvoir politique, les passions et les mouvements populaires qui, dans la situation nouvelle où l'industrie avait placé le capital et le travail, réagissaient sur la vie entière de la nation, M. Mathieson doit être prêt à nous montrer l'état actuel de l'Écosse démocratique.

Il est certain que la *Disruption* en 1843 est, après la Réforme, le plus grand acte de l'Écosse religieuse et qu'elle a donné aux Églises vis-à-vis de l'État l'indépendance qui leur manquait ; mais l'historien sagace de l'Évangélisme peut-il penser qu'il n'y ait rien à dire sur

1. Les volumes précédemment parus sont : *Politics and Religion in Scotland, 1550-1695*. 2 vol. in-8°, prix : 21 sh. — *Scotland and the Union, 1695-1747*. 1 vol. in-8°, prix : 10 sh. 6 d. — *The Awakening of Scotland, 1747-1797*. 1 vol. in-8°, prix : 10 sh. 6 d.

Dans le présent volume, l'auteur réserve une large place aux causes religieuses, politiques et économiques dont les faits qu'il expose sont l'explication manifeste. Il a été certainement très frappé par la lecture de l'excellent ouvrage : *L'Écosse et la Révolution française* du Dr Henry W. Meikle, auquel il rend un hommage mérité.

le nouvel esprit qui anime le clergé d'Écosse lui-même, surtout depuis que les universités ont pris dans l'éducation nationale un rôle de premier plan? Nous ne sommes pas bien certain qu'il ait raison de dire : « l'histoire ecclésiastique de l'Écosse, en ce qu'elle intéresse l'historien national, paraît se terminer en 1843, comme l'histoire politique avait fini avec l'abolition du système représentatif écossais en 1832 ». *L'Église et la Réforme en Écosse* n'est pas la conclusion de l'histoire politique et religieuse de l'Écosse pour cet historien trop averti par l'expérience que, dans les choses humaines, rien n'est décisif et que les causes les plus fécondes sont celles qui ont fourni le plus grand nombre d'aliments à nos passions et à nos décisions collectives.

La France a fait en 1789 la plus grande des révolutions; M. Mathieson est le premier à reconnaître que l'histoire de France ne s'achève pas avec elle, mais qu'elle reprend sous une forme nouvelle son action intérieure et internationale. Il est particulièrement agréable au lecteur français de voir comment la démocratie française, aux premières années de la Révolution, fut accueillie par les Écossais : la prospérité matérielle, après 1746, avait progressé avec rapidité; les tissages de lin, de chanvre, de coton, de laine, les fabriques de tissus avaient transformé Glasgow, Paisley, Perth, Dundee; le canal de Forth et Clyde avait été creusé; de belles routes sillonnaient l'ouest et le sud du pays. C'est alors qu'éclate la Révolution française : l'opinion britannique l'accueille diversement : les alarmistes, avec Burke, n'y voient qu'un danger et une menace; les modérés, avec Fox, veulent en recueillir les avantages pour leur parti et accentuer le mouvement de réforme politique; les enthousiastes, avec Paine, en voudraient réaliser toutes les conséquences. En 1792 s'organisent les « Amis du Peuple » qui prétendent obtenir une représentation moins imparfaite du pays dans le Parlement; Glasgow, Paisley, Dundee, les paysans eux-mêmes s'imprègnent des doctrines de Paine et des clubs se fondent pour les propager. Le mouvement est tel qu'un rédacteur du *Scots Magazine* déclare que ses compatriotes ne se sont éveillés de leur longue apathie que « pour devenir politiquement fous ».

Des milieux populaires, l'enthousiasme gagna les sphères intellectuelles, mais les adeptes furent ici plus rares et plus circonspects. Le terrain avait, cependant, été préparé par les philosophes dont l'optimisme hardi s'opposait nettement au principe calviniste de la corruption totale de la nature humaine. Il y avait dans Hutcheson un sens humaniste très développé; son grand regret était que la religion fût présentée « sous une forme si austère et si rébarbative qu'un gentleman ne peut pas facilement se décider à l'aimer ». Professeur de philosophie morale à Glasgow, de 1729 à 1746, il associait la morale avec l'esthétique, tout en donnant à l'instinct de l'humanité sa large place à côté du raffinement du goût; il s'opposait au patronage dans la nomination des ministres, comme déterminant le choix d'hommes

incapables ou méprisables; il protestait contre le droit d'aînesse; il proclamait le droit du peuple à renverser le gouvernement qui lui déplaisait. Adam Smith avait hérité de ce maître son « estime pour la liberté » et la transportait dans son système économique et social; il mourait en 1790, juste assez tôt pour échapper au discrédit que les ennemis de la Révolution allaient jeter sur ses ouvrages. John Anderson, professeur d'histoire naturelle et fondateur du collège qui porte son nom, connaissait Paris aux premiers jours de la Révolution : il y avait répandu des manifestes belliqueux et enseigné comment, par-dessus les frontières envahies, l'on pouvait répandre des pamphlets en Allemagne au moyen de ballons miniatures. Millar et « l'académique gentleman » Dugald Steward étaient également passionnés pour le beau, l'art, la liberté.

L'état d'esprit du monde intellectuel se développait, autour des chaires d'université, parmi les étudiants et même les candidats à la cléricature qu'un décret de 1782 obligeait d'ajouter à leur licence de théologie le diplôme de maître ès arts. L'humanisme rendait précieuses à cette jeunesse les qualités de style et de diction qu'eussent répudiées jadis leurs ancêtres du Covenant : le modérantisme ecclésiastique avait succédé au puritanisme des fondateurs de la *Confession of Faith*; un certain relâchement dans les mœurs avait accompagné ce laxisme dans les principes, et ce que les *Évangélistes* considéraient comme un scandale, le patronage, l'Église établie l'érigait en nécessité de vivre et de se défendre : de sorte qu'un mouvement religieux qui avait eu ses origines dans l'opposition de l'Église et de l'État aboutissait à l'union politique des deux pouvoirs, grâce à l'appât des bénéfices.

Il est du plus haut intérêt de suivre, dans cet ouvrage, le développement de l'Évangélicanisme : en Angleterre et en Écosse, il continue l'ingérence traditionnelle des laïques fervents dans les matières ecclésiastiques et même dans la théologie. L'initiateur du nouveau mouvement pourrait être l'Écossais Scougal, dont l'ascétisme influa certainement sur la conversion de Wesley et de ses compagnons; mais les propagateurs en furent Wesley et Whitefield qui prêchèrent continuellement dans les villes et les campagnes de l'Écosse. De prosélytes, ils en comptèrent très peu, car le malheur était, dit Wesley, que les gens du peuple écossais « savent tout, c'est pourquoi ils n'apprennent rien ». Mais ils créèrent un double courant que l'on peut appeler laïque et catholique. Le mouvement laïque fut surtout entretenu par les frères Robert et Jacques Haldane, qui se mirent à prêcher en plein air, dans les campagnes et dans les villes, et fondèrent ces fameuses Écoles du dimanche — *Sunday schools* — où ils réunissaient les enfants et les parents eux-mêmes pour les instruire de la religion et les mettre en garde contre l'ignorance ou les mensonges de leurs ministres. L'Église vit dans ces agitateurs des suppôts de la Révolution française, et la haine que les excès des Jacobins avaient

inspirée dans les milieux politiques, le scandale que leur impiété avait jeté à la face des croyants ameutèrent rapidement l'opinion contre les laïques réformateurs.

Il est impossible de ne pas signaler en cette analyse les passages concernant la guerre contre Napoléon, qui fut loin de rallier l'unanimité des Écossais ; les difficultés économiques qui suivirent le licenciement des troupes et firent diminuer les salaires, tout en augmentant les produits ; les émeutes qui éclatèrent dans les villes industrielles et manufacturières ; l'agitation politique qui se greffa sur ces désordres d'origine sociale et le détail des faits qui rendirent impossible la représentation désuète, trop souvent servile, que l'Écosse féodale continuait à envoyer au Parlement. Quel que soit l'intérêt des chapitres que l'auteur consacre à ces questions, il est manifeste que sa préoccupation principale l'attire vers les affaires ecclésiastiques et religieuses sur lesquelles il est admirablement documenté ; c'est là, du reste, qu'il nous découvre ses belles qualités de psychologue. Que de choses il nous apprend sur cette Écosse religieuse, où les covenants, les sécessions multiplient à plaisir les sectes et les croyances ! Que de préjugés il dissipe, contre lesquels nous étions jusqu'à présent mal protégés ! Il y a, par exemple, sur le mouvement dit catholique des missions — qui, sous l'influence laïque des Haldane, avait été créé dès la fin du XVIII^e siècle — de bien curieuses révélations. L'Église établie s'y opposa, et les arguments que présenta l'opposition à l'Assemblée générale de 1796 méritent d'être cités : « Introduire le christianisme avant la civilisation, c'est renverser l'ordre de la nature. — Même s'il se trouvait un peuple à la fois païen et civilisé, il vaudrait mieux, par ce temps de licence et d'impiété débordante, garder ses missionnaires dans le pays. » Un jeune avocat, David Boyle, déclarait que tous les mouvements populaires étaient essentiellement politiques ; que les associations créées sous prétexte de combattre la traite des esclaves avaient donné récemment naissance à des sociétés séditeuses et que l'*Edinburgh Missionary Society* les faisait revivre sous prétexte de répandre le christianisme parmi les païens. Par une majorité de quatorze voix, l'Assemblée décida de ne pas intervenir — excepté par la prière — dans la conversion des nègres et des Indiens. La *Free Church* suivit cet exemple. Il y avait quelque raison dans cette opposition, dit M. Mathieson : l'enthousiasme pour l'humanité et pour la nature comme opposée à la civilisation, qui fut répandu par Rousseau et ses disciples, avait créé une atmosphère favorable à la prédication des missionnaires ; il y a eu un rapport personnel, sinon organique, entre les deux mouvements qui ne saurait échapper à l'observateur.

Le livre nouveau de M. Mathieson est l'introduction à l'Histoire de l'Écosse démocratique ; on s'en aperçoit à la constante préoccupation de l'auteur de fixer des traits, des ressemblances que l'on ne verra plus, des influences d'hommes ou d'idées dont rien ne reparaitra. Il n'est pas jusqu'à ce paysan écossais d'il y a un siècle qui ne sollicite

cette fine description : « Le développement de la culture intellectuelle dans le clergé l'avait écarté de la compréhension populaire. L'intelligence du paysan écossais a pu être, alors, supérieure à celle de ses pareils en d'autres pays, mais elle se révélait surtout dans cette « acuité politique » dont parlait Burnet en 1670. Les mêmes ouvrages de théologie technique et de déclamation mystique qui avaient fait les délices de ses ancêtres puritains étaient encore son étude favorite, et l'on ne saurait s'étonner de la prédominance d'une telle littérature quand on nous dit que le catéchisme de Westminster était le premier livre dans lequel on apprenait à lire aux enfants et que dans toutes les éditions populaires l'alphabet était à la première page pour guider la leçon du maître.

« Le patronage était odieux aux paysans comme l'instrument de leur sujétion à des pasteurs d'une trempe trop moderne, et leur affranchissement eût été sans doute plus grand... si l'Évangélisme n'avait découragé leur passion pour les disputes ecclésiastiques. Il est manifeste, cependant, que ce grand corps d'opinion inculte, sinon illettrée, était préparé à accueillir la théocratie comme la théologie du Covenant...; c'est la renaissance de cet esprit puritain qui compléta la chute du modérantisme et amena la sécession de 1843. »

Voilà un tableau, après beaucoup d'autres, auquel devra faire de sérieuses retouches l'historien de l'Ecosse actuelle; et nul n'est plus autorisé à les faire que M. Mathieson lui-même, trop dévoué à l'histoire de son pays pour en priver les Français qui attendent ce couronnement naturel et nécessaire d'une œuvre sérieuse, bien écrite et documentée comme il convient à sa fine érudition.

J.-B. COISSAC.

L. GALLOUÉDEC. **La Bretagne**, avec une préface de Maurice FAURE.

Paris, Hachette et C^{ie}, 1917. In-8°, III-261 pages et 93 gravures; prix : 3 fr. 50.

Il y a eu, quelques années avant la guerre, une véritable renaissance en France des études d'histoire locale; le mérite en revient en partie à M. Maurice Faure qui, ministre de l'Instruction publique, recommanda vivement, par une circulaire du 25 février 1911, ces études et voulut même que des notions d'histoire locale fussent données dans les écoles primaires; c'est lui qui présente aux lecteurs le présent travail de M. Gallouédec. Des collections d'histoire régionale se sont formées; nous avons signalé celle que dirige, chez le libraire Boivin, M. A. Albert-Petit, sous le titre : *Les vieilles provinces de la France*; et voici que la librairie Hachette en entreprend une autre qu'elle intitule : *Histoire et géographie régionale de la France*; elle s'ouvre par le volume consacré à la Bretagne.

M. Gallouédec, né dans le Finistère, connaissant bien les ouvrages

consacrés à sa province natale, mais connaissant surtout le pays lui-même qu'il a parcouru en tous sens, était tout désigné pour écrire cette histoire. Et ce qu'il s'applique à mettre en lumière, c'est moins le développement historique de la Bretagne que la Bretagne elle-même, la Bretagne d'aujourd'hui, avec les souvenirs que le passé y a laissés. Il décrit avant tout le pays, son aspect, sa faune, sa flore, la vie, le costume des habitants, nous conduisant tour à tour à l'intérieur de la péninsule, dans l'Armor, c'est-à-dire dans le pays de la mer, dans les « confins », où se sont élevées les deux grandes villes de la province, Rennes et Nantes. Puis, quand il aborde l'histoire, il décrit surtout les anciens monuments tels que nous les voyons actuellement, les dolmens et les menhirs, les alignements de Carnac, les cathédrales et les églises du moyen âge, les calvaires, les châteaux féodaux, l'aspect pittoresque des vieilles cités, Lesneven avec ses « lances », Quimper et sa rue Keréon, Morlaix avec sa place des Halles, sa rue Longue et sa grande rue si pittoresque. Il répète les légendes de la ville d'Is, celles des saints qui ont, au moment de l'invasion des Bretons, aux ^{v^e} et ^{vi^e} siècles, évangélisé le pays, saints Guenolé, Corentin, Renan, etc.; il redit le conte de saint Yves qui vivait au temps de Louis IX et qui mérita l'épithète de véridique, quoique avocat. Quand il arrive à la période moderne, à la Bretagne rattachée à la couronne de France, il nous promène dans les divers ports; il expose les exploits que chacun d'entre eux évoque : Brest le combat de la Belle-Cordelière (1513), Saint-Malo les noms de Jacques Cartier et de Duguay-Trouin, Morlaix celui de Cornic qui se rendit illustre pendant la guerre de Sept ans, Lorient le commerce français avec les Indes, Nantes ses armateurs célèbres, les Des Caseaux, les Montaudoin, les Laurencin, les Bureau; c'est, dans l'histoire locale, l'histoire particulière des villes. Nous voici à la période révolutionnaire et contemporaine. D'excellentes pages sont consacrées à la chouannerie, à la terreur en Bretagne, aux noyades de Nantes, à l'équipée de Quiberon; mais M. Gallouédec se plaît surtout à retracer les biographies des Bretons illustres : la Tour d'Auvergne, Surcouf, puis, au ^{xix^e} siècle, Chateaubriand, Lamennais, Brizeux, Renan. Il rappelle les hauts faits accomplis par les marins et soldats bretons pendant la guerre de 1870-71, dans les expéditions coloniales et dans la guerre présente : tout émouvante est la page consacrée, d'après Le Goffic, à l'amiral Ronarc'h et à Dixmude, éloquente l'apostrophe à la Bretagne qui termine le volume. Le volume ne présente peut-être point une suite chronologique rigoureuse; les institutions y sont un peu négligées; il se compose d'une série de « morceaux ». Mais ces morceaux sont excellents, écrits en un style pittoresque. L'auteur a voulu faire connaître aux enfants de Bretagne le passé de leur pays et révéler la Bretagne aux Français des autres provinces; il a parfaitement atteint ce double but; son livre fait mieux aimer, si possible, et la France et la Bretagne.

Chr. PFISTER.

COLONNA DE CESARI-ROCCA et Louis VILLAT. *Histoire de Corse*, 3^e édition. Paris, Boivin et C^{ie}, 1916, xxvii-278 pages et 16 planches hors texte; prix : 3 fr. (Collection *Les vieilles provinces de France*.)

Des deux auteurs, l'un est Corse d'origine, l'autre a habité l'île de Beauté. Tous deux aiment bien le pays et assurément l'un des meilleurs chapitres de ce petit livre est le dernier, celui où ils nous font connaître les principaux traits de la géographie physique de la Corse et le caractère de ses habitants, où ils opposent le Corse de l'Au-delà des monts, le *pomontinco*, le Corse d'Ajaccio, à celui de l'En-deçà, l'homme de la Castagniccia, face à l'Italie. Mais en réalité la Corse présente encore des divisions plus nombreuses; elle est un assemblage de cantons montagneux, isolés de leurs voisins; elle se sectionne en *conques* faites pour la vie locale. C'était donc une entreprise difficile de raconter en un court volume l'histoire générale de l'île qui, pendant de longs siècles, ne présentait aucune unité politique et se divisa en une infinité de petites seigneuries ou de petits groupements. Une autre difficulté du sujet était de démêler la vérité au milieu des innombrables légendes que les historiens ont accueillies avec tant de complaisance, et il fallait avant tout faire la critique de ces historiens; M. Colonna de Cesari-Rocca s'y est appliqué dans une substantielle introduction. Le chroniqueur Pietro Cirneo (1447-1503), qu'on n'a que trop suivi, épris de l'antiquité classique, a fait entrer dans l'histoire de Corse une série d'épisodes qu'il a tout simplement empruntés à l'histoire romaine. Giovanni della Grossa qui vécut de 1388 à 1456 est sans doute, pour son époque, un guide plus sûr. Mais, sur le passé de l'île, il a suppléé au défaut de renseignements par une foule de légendes dont l'origine est incertaine. Les auteurs déblaient le terrain de tous ces faux matériaux; ils ne suivent que les documents sûrs, les inscriptions et les ruines romaines, le *Liber pontificalis*, les bulles des souverains pontifes, les capitulaires carolingiens, les Annales bertiniennes, plus tard les Annales de Jacopo d'Oria et les Annales italiennes du moyen âge¹. Il serait peut-être à souhaiter qu'un jour l'on publiât un *Corpus* de tous ces passages sur la Corse, les seuls renseignements que nous ayons sur l'histoire de l'île.

Avec le xiv^e siècle, grâce à Giovanni della Grossa et à ses conti-

1. Quelques erreurs et des fautes d'impression ont ici échappé aux auteurs et devront être corrigées dans une nouvelle édition. P. 35, il faudra modifier ce qui est dit sur la promesse de Quiersy ou de Pépin au pape Étienne II et ajouter quelques lignes sur le diplôme remis par Charlemagne au pape Hadrien I^{er} le 6 avril 774 et où la Corse est mentionnée. — P. 38, l'Adalgise dont il est question n'est pas le fils de Didier; mais le second fils du duc de Bénévent Radalgise. — P. 48, lisez Innocent II au lieu d'Innocent III. — P. 52, l. 11, xi^e siècle au lieu de XII^e siècle.

nuateurs, nous sommes mieux informés, puisque nous avons désormais sur la Corse des témoignages. A ce moment, les Génois possèdent l'île qu'ils ont enlevée aux Pisans; mais la conquête leur est disputée par les rois d'Aragon, maîtres de la Sardaigne; puis des chefs locaux, en s'appuyant sur l'une ou l'autre domination, se créent un pouvoir indépendant, ainsi Arrigo della Rocca (fin du XIV^e siècle), Vincentello d'Istria (début du XV^e siècle). Un aventurier, Sambocuccio d'Alanda, dont les historiens ont bien amplifié le rôle et que Limperani a placé au XI^e siècle par un formidable anachronisme, dévoilé par M. Colonna, chercha à créer, vers 1358, au temps de Rienzi, une commune de Corse. Finalement, en 1453, Gênes remit ses droits à une compagnie financière, dont MM. Marengo, Manfroni et Pessagna ont naguère écrit l'histoire : la banque de San Giorgio, et c'est elle qui exploita l'île jusqu'en l'année 1553, où le fameux Sampiero, dont les Corse sont voulu faire un héros national, la voulut livrer au roi de France Henri II. La France renonça à la Corse en même temps qu'à l'Italie par le traité de Cateau-Cambrésis et en 1562 Gênes reprit le gouvernement direct de l'île¹.

Ce que fut la Corse sous la domination génoise, de quelle manière elle était administrée, comment se développa sa vie économique, les auteurs nous l'exposent dans les chapitres suivants. Le joug de Gênes fut très dur et à diverses reprises au XVIII^e siècle les insulaires tentèrent de le secouer. Fort amusante est l'histoire de l'aventurier Théodore de Neuhoﬀ² qui, le 15 avril 1736, se fit acclamer à Cervione comme premier roi de Corse, et fort émouvante celle de Pascal Paoli, nommé général de la « République » corse le 13 juillet 1755. La conquête de l'île par la France en 1768 est bien exposée : l'un des auteurs, M. Villat, résume ici de longues recherches qui lui fourniront matière à une thèse de doctorat. De même nous n'avons qu'à applaudir aux passages sur la Révolution en Corse, sur le rôle de Napoléon, sur les progrès économiques de l'île au XIX^e siècle. Peut-être aurait-on pu mettre davantage en lumière l'importance du clan en Corse lors de la Révolution, insister sur l'opposition entre les Bonaparte et les Pozzo di Borgo. Un descendant de ceux-ci — les auteurs le rappellent — a acheté les ruines des Tuileries et fait construire avec elles le château de la Punta où l'on montre un portrait de Napoléon par David, non pas un Napoléon dans l'apothéose de la victoire, mais un Napoléon bouffi, engraisé, celui de Waterloo et de la défaite. A la fin, les auteurs font allusion aux controverses sur la Corse qui se sont produites à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, sans pourtant mentionner le livre de J. Bourde; ils flétrissent la tyran-

1. Sampiero continua de lutter contre Gênes; il fut tué dans une embuscade le 17 janvier 1567; son fils, Alphonse d'Ornano, vint en France où il devint maréchal sous Henri IV.

2. Son père était d'origine westphalienne et vint s'établir à Metz. Il naquit lui-même à Cologne, le 25 août 1694. Voir sur lui André Le Glay, *Théodore de Neuhoﬀ, roi de Corse*, 1907.

nie que certains hommes politiques ont exercée sur l'île et invitent les insulaires à tourner leur activité vers une meilleure culture du sol et le développement de l'industrie. Leur livre fait mieux connaître la Corse, son passé, ses mœurs, et il la fait mieux aimer.

Chr. PFISTER.

Joseph REINACH. **Histoire de douze jours, 23 juillet-3 août 1914.**

Paris, Félix Alcan, 1917. In-8°, 660 pages. Prix : 12 francs.

Cette histoire est presque exclusivement un recueil de documents déjà connus. Elle réunit et reproduit les pièces diplomatiques insérées dans les *Livres de couleurs* diverses que les gouvernements intéressés ont publiés pour expliquer et justifier leur conduite durant la courte période où s'est décidé le grand conflit européen. « Il a paru utile de relier entre elles quelques dépêches importantes par un récit succinct qui laissera au lecteur l'indépendance absolue de son jugement » (p. 2). A ce récit, à quelques notes et à une préface de cinq pages se réduit, en apparence, la part personnelle de M. Reinach dans le livre. En réalité, en groupant ces pièces, en les classant jour par jour et, autant que possible, heure par heure, il les a vraiment, pour la première fois, mises en pleine valeur et en a fait apparaître tout le sens. Telle grande dépêche de Sir Edward Grey, toujours actif à suggérer des formules de conciliation dans l'intérêt de la paix européenne, fait tout autre figure selon qu'on la lit simplement au *Livre bleu*, entre deux autres dépêches anglaises, ou dans ces *Douze jours*, encadrée entre les rapports qui l'ont provoquée et les réponses qui l'ont accueillie. Dans la mosaïque de M. Reinach, le jeu diplomatique se présente dans son entier, au lieu qu'ailleurs on ne l'apercevait que sous un angle particulier; à chaque moment décisif se découvrent les mobiles de tous les partenaires et leur psychologie. Du rapprochement méthodique des documents jaillissent des clartés nouvelles. Elles illuminent la crise qui a abouti à la plus formidable des guerres. Ce recueil de documents, tout objectif, qui a la précision, la sécheresse, la froideur d'un simple relevé des faits, devient de lui-même, par la seule vertu des textes, par la seule puissance irrésistible de la vérité non sollicitée, le plus serré, le plus rigoureux, le plus impitoyable réquisitoire contre l'Allemagne, contre le gouvernement allemand. Il le convainc d'avoir, contre leur volonté, malgré leur résistance et leurs efforts parfois désespérés, imposé à la Russie, à la France, à l'Angleterre et même peut-être à l'Autriche-Hongrie la guerre qu'il avait résolu de faire, à laquelle il se préparait minutieusement depuis des années, où il comptait conquérir en peu de semaines la gloire et les profits d'une victoire éclatante, et qu'aujourd'hui, trop tard, il voudrait bien n'avoir jamais déchaînée.

M. Reinach s'est refusé le plaisir de donner de l'inédit. Sauf quelques

notes prises par lui-même, en Bohême et en Allemagne, dans les derniers jours de juillet 1914, et quelques extraits du journal d'un diplomate qu'il ne désigne pas autrement, on ne trouve rien, dans son livre, qui n'ait déjà été publié. Mais on y trouve, on peut le dire, tout ce qui a été publié, du moins en substance : car ses brefs commentaires témoignent d'une lecture qui vraiment embrasse tout ce qui a été écrit sur ces douze jours. Sur plus d'un point, sans doute, l'histoire, dans le détail, nous en apparaîtra modifiée quand les archives livreront les documents dont aujourd'hui elles gardent encore jalousement le secret. On ne sait que trop, et M. Reinach l'indique dans sa préface, que les *Livres diplomatiques* sont d'inspiration politique et non point historique, destinés non à exposer impartialement les faits, mais à justifier l'action des gouvernements qui les publient; ils sont des choix de pièces, et, dans ces pièces, parfois, peut-être souvent, des choix de passages. Quand l'on pourra, plus tard, confronter exactement les dossiers complets avec ces extraits choisis, il sera curieux de comparer les sacrifices que, dans un intérêt diplomatique, les divers gouvernements ont cru devoir imposer à la vérité. M. Reinach ne s'est permis que très rarement une hypothèse sur ce point. Ses traductions sont, dit-il (p. 210), celles de la collection Berger-Levrault pour toutes les pièces qu'elle a reproduites : « C'est la traduction de notre ministère des Affaires étrangères. » Mais on trouve dans cette collection tous les livres étrangers qu'il cite; et cependant il y a des pièces pour lesquelles il se réfère expressément à d'autres traductions (p. 424, n° 496), il y en a dont l'origine étrangère est certaine et évidente (p. 566 et suiv., n° 590) et il y en a qui ne *peuvent* pas avoir été traduites par un Français. Il y en a, il est vrai (p. 438, n° 438), qui, pour être indiscutablement traduites par un Français, sont d'un étrange style français et dénotent, en même temps, bien peu d'intelligence de la langue d'où elles sont traduites. Ce chapitre des traductions vaudrait de s'y arrêter, et l'on a vu, à propos de documents diplomatiques récents de haute importance, combien ce service est dangereusement défectueux, et l'on sait, par ailleurs, tout ce qu'il s'est échafaudé de conclusions prématurées sur une certaine « paix honorable » qui était en fait, *ehrenvoller Friede*, une « paix glorieuse ». M. Reinach est indulgent quand il parle ici de fautes vénielles : il y en a une (que d'ailleurs il ne relève pas, *jenseits*, p. 86 et 125, traduit par « de ce côté-là » au lieu de « de l'autre côté ») qui fait contresens et presque non-sens; une (p. 495, *whether* traduit par *que* au lieu de *si*) qui fausse toute la nuance de la pensée; d'autres (p. 492-494) qui ne sont pas sans importance. Certaines des corrections ou des remarques de M. Reinach sont précieuses; si son dessein ou le temps lui interdisait de reprendre toutes ces traductions et d'en donner de personnelles, on regrette du moins qu'il n'ait pas multiplié ces notes.

Parmi les noms propres, dont l'orthographe est généralement correcte, on est frappée de deux erreurs, l'une répétée et l'autre constante. M. Reinach, qui nomme parfois l'ambassadeur de Russie à Londres,

de son vrai nom, Benckendorff, écrit le plus souvent « Ben Kendorff » ; faute de copiste ou d'imprimeur, sans doute. Mais c'est lui-même, presque certainement, qui, sans exception, appelle l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin le comte Szégyény, confondant, à ce qu'il semble, avec la vieille et illustre famille des comtes Széchényi, la famille Szögyény, de très ancienne noblesse, mais de titre tout récent, à laquelle appartenait l'ambassadeur. Page 271, M. Winston Churchill est prénommé Randolph, qui est le prénom de son père. Pages 318 et 358, le même document, une dépêche du chancelier allemand à son ambassadeur à Paris, est reproduit deux fois.

La composition de l'ouvrage très simple, très claire, est, par là même, d'une grande puissance de démonstration. Les documents qui font apercevoir la genèse de la guerre sont groupés dans un chapitre de *Préliminaires*, en quatre sections : les lois militaires (ce sont les rapports et dépêches du *Livre jaune* qui ont trait à la loi militaire allemande de 1913), l'entretien de Potsdam, le crime de Serajevo, l'ultimatum autrichien. Chacun des douze chapitres qui suivent présente les dépêches d'une journée, rangées en ordre chronologique (autant que le permet l'absence presque générale dans ces documents des indications d'heures) et disposées en sections dont chacune est dominée par un fait important. Un chapitre d'annexes, enfin, montre, par les documents qui se placent entre le 4 août et le 4 septembre 1914, comment la guerre s'est étendue à la Belgique (malgré les tentatives que l'Allemagne a répétées durant ce mois pour la détacher des Alliés par des promesses d'indemnités), au Congo, à l'Angleterre et au Japon. Le dernier document du livre est, comme une leçon et une promesse, le texte de la déclaration de Londres, contre lequel se sont brisés, depuis bientôt trois ans, tous les efforts de l'Allemagne pour arriver à une paix séparée.

Que l'Allemagne ait voulu la guerre, il n'y a plus aujourd'hui d'esprit non prévenu qui en puisse douter ; pour la déchaîner, elle a magistralement joué de la sottise, de la faiblesse, de la vanité, du désir de gloire et de profits de l'Autriche-Hongrie. L'attitude de cette dernière puissance a-t-elle été une comédie concertée avec l'Allemagne ? M. Reinach, qui indique, p. 413, les arguments favorables à cette opinion, admet pourtant, avec Headlam, que la dépêche austro-hongroise du 31 juillet contenait une concession d'importance ; et Sir Edward Grey l'a, alors, jugée ainsi. Il semble bien d'ailleurs que, dès le début de la crise, l'Autriche-Hongrie ait eu le désir d'écarter les risques de la guerre, pourvu qu'elle obtint son triomphe sur la Serbie. Le jour même où fut remis à Belgrade l'ultimatum austro-hongrois, le comte Szécsen, ambassadeur de la monarchie à Paris, fit prier le représentant parisien d'un grand journal étranger de passer à l'ambassade et l'accueillit par ces mots : « Eh bien ! nous serons demain en guerre avec la Serbie. — Mais cela dépend de sa réponse. — Non ! quelle que soit la réponse, nous aurons la guerre. » La conversation fut téléphonée au journal, qui ne voulut pas la publier, par

crainte d'agiter et de troubler le public. Le comte Szécsen n'a jamais passé pour un diplomate de grande envergure. Mais il est difficile d'admettre qu'il n'y ait pas eu sous sa démarche et ses paroles une intention : il voulait agir sur l'opinion et les gouvernements de l'Entente pour les amener à exercer sur la Serbie une pression qui éviterait à l'Autriche-Hongrie d'avoir à faire la guerre; et il est difficile aussi d'admettre qu'il ait pris sur lui l'initiative d'une semblable démarche.

Depuis le début de la crise européenne, l'Allemagne a voulu se présenter dans l'attitude de la puissance qui, inébranlablement fidèle à son alliance, n'a cependant jamais cessé d'exercer sur son alliée une action modératrice. On lui objecte que le *Livre blanc* ne produit aucune preuve à l'appui de son allégation; elle invoque alors un document, qui a paru le 1^{er} août, sans indication d'origine, dans la *Westminster Gazette* : c'est un télégramme de M. de Bethmann-Hollweg à M. de Tschirschky (Reinach, p. 384), où le chancelier, après une allusion à un télégramme du comte Pourtalès, qui ne figure pas non plus au *Livre blanc*, indique que « ce serait [de la part de Vienne] une grave erreur de refuser un échange de vues avec Pétersbourg »; il définit la politique allemande (« nous sommes prêts à remplir nos devoirs d'alliés, mais nous devons refuser d'être entraînés dans une conflagration universelle par suite d'un manque d'attention de la part de l'Autriche à un avis ») et il invite l'ambassadeur à insister en ce sens auprès du comte Berchtold. Contre les attaques de la presse anglaise, qui arguait ce texte de faux, M. de Bethmann-Hollweg en a affirmé l'authenticité dans un discours du 19 août 1915. Les circonstances où il apparaît ont, certes, quelque chose de suspect. Il est la seule des instructions de Berlin à Vienne durant la crise qui ait été publiée, et non point officiellement, mais comme à la dérobée, et presque trop à point nommé. Il prend texte d'un rapport lui-même inconnu. Il a dans le ton, malgré l'apparente netteté de ses termes, quelque chose d'indécis, de contradictoire presque, qui contraste fort avec le tranchant des communications faites dans les capitales de l'Entente le 26 juillet (Reinach, p. 208-209) et à Paris le 29 (p. 319). Si même l'on veut renoncer à admettre la possibilité d'un autre télégramme, secret celui-là, qui aurait donné à l'ambassadeur des instructions différentes, il reste qu'on est ici en face non pas d'une communication officielle au cabinet de Vienne, non pas même d'une instruction formelle à l'ambassadeur d'Allemagne, mais d'une simple direction qui lui est donnée pour ses conversations avec le Ballplatz. Et quel ambassadeur? M. de Tschirschky, ancien secrétaire d'État, bien en cour à Berlin, habitué à une grande indépendance, connu et signalé par ses collègues comme plus chatouilleux sur les droits et les intérêts de la monarchie que le Ballplatz lui-même. Il y a là, sans nul doute, un faisceau d'indices assez troublants. Isolé de toute la correspondance diplomatique qui a été échangée entre Berlin et Vienne dans cette période, ce télégramme, même si on se refuse à le supposer

inventé ou envoyé pour les besoins de la cause, n'est pour la thèse de l'Allemagne pacifique et pacificatrice que d'un faible appui ; mais elle s'y cramponne et, sitôt que M. Michaelis a remplacé à la Chancellerie M. de Bethmann-Hollweg, c'est le premier argument qu'il invoque pour justifier sa thèse de la guerre défensive. M. Reinach a, une fois de plus, fait justice de cet argument dans le *Figaro* du 22 juillet dernier.

Ailleurs (Reinach, p. 464), l'Allemagne se montre dans un rôle tout différent. Dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, le roi d'Angleterre transmet au tsar les déclarations du gouvernement allemand au sujet de son action modératrice à Vienne, ses plaintes sur la mobilisation russe et sa menace de mobiliser à son tour. Or, dans la dépêche allemande, que cite le roi Georges, il est dit ceci : « Les propositions faites par le gouvernement allemand à Vienne furent modelées entièrement sur celle du gouvernement anglais, et le gouvernement allemand les recommanda à la plus sérieuse attention du gouvernement de Vienne. Elles ont été prises ce matin [31 juillet] en considération à Vienne. Pendant les délibérations du ministère, et avant qu'elles eussent abouti, l'ambassadeur allemand à Pétersbourg annonça la mobilisation de toute l'armée et de toute la flotte russes. En raison de cette action de la Russie, la réponse autrichienne aux propositions allemandes de médiation, qui étaient encore soumises à considération, ne fut pas donnée. » M. Reinach fait suivre d'un *sic* les mots « ambassadeur allemand » et met au mot « ministère » la note suivante : « Autrichien ? Mais comment l'ambassadeur allemand télégraphie-t-il à Vienne ? Est-ce un lapsus ? une erreur de transmission ? » Ni l'un ni l'autre ; voyez y plutôt l'aveu du double jeu qui, par inadvertance, échappe à l'Allemagne. Si la version de ce télégramme publiée par le *Times*, la seule sur laquelle ait pu travailler M. Reinach, est exacte, deux suppositions sont possibles : M. de Pourtalès a, de Pétersbourg, avisé de la mobilisation russe ou son collègue de Vienne, M. de Tschirschky, ou son gouvernement, qui transmet la nouvelle à Vienne. La première est assez invraisemblable, car M. de Pourtalès, on le sait par divers témoignages, redoutait la guerre, loin de la désirer, et n'eût pas fait, sans y être tenu, une démarche propre à en rapprocher le danger ; mais, envers son gouvernement, son devoir était de signaler tout ce qu'on lui rapportait de la mobilisation russe. Or, Berlin, le 30 juillet, recommandait encore à Vienne d'être pacifique, alors que, le 27 juillet déjà (Reinach, p. 276), le gérant du consulat d'Allemagne à Kovno avait annoncé que l'état de guerre était proclamé dans cette ville. Averti, le 31, du fait nouveau de la mobilisation russe, pouvait-il le laisser ignorer à Vienne et encourir ainsi, par le fait du conseil donné, la plus grave responsabilité ? Simple hypothèse de ma part, dira-t-on : en tout cas, cette hypothèse entre parfaitement dans le plan de l'Allemagne qui, tous les documents le prouvent, a consisté, durant ces jours critiques, à déplacer le terrain du débat, à substituer au prétexte serbe le prétexte de la mobilisation russe et de se procurer ainsi le moyen décent de déclarer une guerre défensive. La déclara-

tion allemande est arrivée à Londres dans la soirée du 31 juillet, et c'est le 1^{er} août que paraît dans la *Westminster Gazette* le télégramme de Bethmann à Tschirschky, dont la publication est réservée à l'Angleterre! Blanchir l'Allemagne de tout soupçon d'agression, mettre la Russie en posture d'agresseur à la fois aux yeux du gouvernement et de l'opinion anglais, le jeu est transparent. Si le télégramme à M. de Tschirschky est authentique, il n'est à coup sûr pas sincère.

M. Reinach signale (p. 494) que les ambassadeurs allemands dans les diverses capitales ont eu, au cours de la crise, des attitudes fort différentes. C'est un fait très intéressant en effet, et dont on n'a pas assez souligné l'importance. A Vienne, M. de Tschirschky, loin de retenir l'Autriche, l'excite. A Pétersbourg, M. de Pourtalès remet son ultimatum « avec une manifeste émotion » (p. 464), car il a espéré jusqu'au bout la paix, et le trouble dont il est saisi quand il lui faut signifier la déclaration de guerre se traduit par une inadvertance de rédaction qui a été souvent signalée. M. de Schœn, à Paris, moins sensible peut-être, paraît cependant mal à l'aise; à Londres, le prince Lichnowsky se laisse entraîner par son désir de paix à des illusions vite dissipées. Croire à de la faiblesse de Berlin, à des ménagements envers les ambassadeurs, à des égards pour leur indépendance, c'est méconnaître la tradition d'autorité prussienne, oublier le procès Arnim. La situation est voulue par Berlin, voulue parce qu'on croit y avoir avantage. M. de Tschirschky connaît les intentions de son gouvernement et sans doute contribue à les fixer. M. de Schœn en sait ou en soupçonne quelque chose. M. de Pourtalès les ignore ou ne les comprend pas; quant au prince Lichnowsky, il semble presque que de Berlin on l'induisse directement en erreur. Il y a là, de la part de la Wilhelmstrasse, une sorte de machiavélisme qui porte fortement témoignage contre elle et contre la sincérité des intentions pacifistes dont elle se fait un mérite, une intention de brouiller les cartes au moment opportun sans risquer d'être prise sur le fait : la préparation laborieuse d'un alibi. Dans toute la psychologie politique de l'Allemagne, on est frappé de la dose de naïveté qui s'allie à l'extrême rouerie, de la facilité avec laquelle Berlin se persuade que ses lourdes manœuvres tromperont ses adversaires ou les spectateurs du jeu. C'est la faiblesse de la politique allemande et le secret de son échec.

Les déclarations de guerre à la Russie et à la France, la réponse à la protestation du Luxembourg contre la violation de sa neutralité, et l'ultimatum à la Belgique sont les exemples les plus démonstratifs de sa manière. Elle ne se met pas en frais d'imagination : partout c'est l'adversaire qui a commencé. M. Reinach a réuni (p. 544-546) les preuves irréfutables du mensonge de la déclaration de la guerre à la France¹. Envers la Belgique et le Luxembourg, un seul argument, le

1. On les trouvera réunies et discutées tout au long dans un ouvrage anonyme, *le Mensonge du 3 août 1914*, dont nous rendrons prochainement compte.

même pour les deux cas, et où cependant une nuance trahit le mensonge : « Nouvelles dignes de foi, d'après lesquelles des troupes françaises sont en marche vers le Luxembourg », « nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises avaient l'intention de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge » ; d'une part, on invoque un fait, de l'autre une intention : c'est que la violation de la neutralité du Luxembourg est déjà accomplie, tandis que celle de la neutralité de la Belgique se prépare seulement. D'ailleurs, le silence observé sur ces intentions ou ces actes de la France dans les diverses communications faites à Paris par M. de Schoen et dans la déclaration de guerre du 3 août (où il n'est question que du passage d'aviateurs français sur la Belgique) fait justice de ces mauvais prétextes. M. Reinach a le mérite d'avoir, en rapprochant les documents, fait apparaître en pleine lumière la grande idée de l'Allemagne : endormir l'Angleterre dans une trompeuse confiance et une illusoire sécurité. Avec la parfaite sobriété qui est sa manière dans ce livre, il en donne des preuves d'autant plus fortes qu'elles sont plus discrètement indiquées.

Il remarque (p. 464) les analogies qui existent entre la dépêche allemande, communiquée au tsar par le roi d'Angleterre dans son télégramme de la nuit du 31 juillet au 1^{er} août, et la préface du *Livre blanc* : les mêmes phrases se retrouvent dans les deux documents, le premier étant un simple résumé de l'autre. M. Beyens, dans son excellente *Allemagne avant la guerre*, avait déjà signalé ce qu'il y a de suspect dans la ponctualité avec laquelle ce *Livre blanc*, « achevé le 2 août, à midi », comme le dit la mention imprimée au bas de la préface, a pu être présenté au Reichstag pour sa réunion du 4. Les remarques de M. Reinach viennent à l'appui de cette observation. L'une et l'autre sont de forts arguments à l'appui de la thèse d'une agression allemande préméditée, résolue depuis longtemps. La préface du *Livre blanc*, c'est-à-dire l'exposé de la thèse allemande concernant l'agression russe, était probablement arrêtée, au moins pour le fond, dès le 31 juillet, sinon même avant, et la communication au roi d'Angleterre n'en serait que le résumé, qu'un extrait. Mais alors n'est-on pas fondé à croire qu'à cette date du 31 juillet l'Allemagne pensait avoir partie gagnée dans sa manœuvre pour envelopper l'Angleterre ? Dans cette préface (Reinach, p. 630), le chancelier de l'Empire parle avec insistance de l'action médiatrice à laquelle l'Allemagne a travaillé « côte à côte avec l'Angleterre ». Objectivement, cette affirmation, au plus simple examen des documents, se révèle fautive : mais elle montre l'Allemagne dans la posture où elle veut paraître devant l'Angleterre. Le *Livre blanc* a été composé pour le Reichstag, mais en même temps, semble-t-il, pour l'Angleterre. C'est pourquoi, sans doute, il y figure si peu de la correspondance diplomatique entre la Wilhelmstrasse et l'ambassade de Londres, et pourquoi, en particulier, ne s'y rencontre pas le télégramme du prince Lichnowsky au

chancelier, dont il est question par allusion aux pages 396 et 406 de M. Reinach. On n'y trouve pas davantage, dans la première édition, le télégramme du prince Henri de Prusse au roi d'Angleterre, du 30 juillet. Guillaume II a toujours su se servir, pour des missions importantes et un peu délicates, de ce frère, au renom soigneusement entretenu de loup de mer étranger à toute politique, qui en faisait un agent bien accueilli et précieux. Cette fois, il rentre d'une visite faite au roi Georges, à point nommé pour pouvoir, au débotté, l'assurer que « Guillaume est plein de la plus grande sincérité dans ses efforts pour maintenir la paix » (p. 375), mais que les préparatifs militaires de la France et de la Russie, s'ils ne s'arrêtent pas, risquent de lui imposer des mesures qui « voudraient dire la guerre européenne ». « Nicolas... confirme aujourd'hui la nouvelle qu'il a ordonné des mesures militaires équivalentes à la mobilisation et que ces mesures ont été prises il y a dix jours » (p. 375). Les « cinq jours » dont parle le télégramme du tsar (p. 374) ont ainsi doublé : mais surtout, le 30 juillet, après le conseil décisif de Potsdam, après l'enchère mise par le chancelier pour la neutralité britannique, n'est-il pas significatif de trouver ces assurances pacifiques sous la plume du prince qui, comme amiral plus encore que comme frère de l'empereur, ne peut ignorer les intentions vraies de Berlin et les résolutions prises ? L'ambassadeur, au contraire, qui comme le dit M. Reinach (p. 490), était « très favorable à la paix... [et] enclin à prendre ses désirs pour des réalités », était sans doute de bonne foi. M. Reinach l'admet en examinant l'incident du second télégramme Lichnowsky — celui du 1^{er} août — qui a donné à l'Allemagne, pendant une ou deux heures, l'espoir qu'elle avait pu décider l'Angleterre à entrer en discussion et en compromis sur des garanties à donner par elle de la neutralité de la France. Cette discussion critique, de haut intérêt, qui fait état de tous les documents aujourd'hui accessibles — ils ne sont pas nombreux — met en pleine lumière l'intensité de l'effort et la variété des manœuvres tentées par l'Allemagne pour maintenir l'Angleterre hors du conflit. Elle éclaire la dépêche envoyée le 4 août par M. de Jagow au prince Lichnowsky (p. 557) et explique le furieux désespoir de M. de Bethmann-Hollweg, le même soir, dans sa dernière rencontre avec Sir Ed. Goschen. Les documents rapprochés et juxtaposés dans le livre de M. Reinach, les lacunes mêmes que cette juxtaposition permet d'apercevoir et dont il fait ressortir les plus importantes, montrent le développement prémédité et habile autant qu'il pouvait l'être, d'une politique qui, dans son machiavélisme, avait omis seulement de tenir compte et de la conscience qu'a l'Angleterre de ses intérêts et de son sens de l'honneur.

Louis EISENMANN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— G. Elliot SMITH. *The influence of ancient egyptian civilization in the East and in America* (Manchester, the University Press; Londres, Longmans et B. Quaritch, 1916, in-8°, 32 p.; prix : 1 sh.). — Conférence faite le 10 mars 1915 à « the John Rylands library » par le professeur d'anatomie à l'Université de Manchester. M. Smith s'est proposé d'y montrer que « les éléments essentiels des anciennes civilisations de l'Inde, de l'Asie orientale, de l'archipel malais, de l'Océanie et de l'Amérique ont été importés successivement en chacun de ces pays par des navigateurs dont les voyages, ayant pour objet d'établir des relations commerciales entre la Méditerranée et l'Inde, commencèrent vers le ix^e siècle av. J.-C.; que la culture très complexe et artificielle qu'ils propagèrent était dérivée en grande partie de l'Égypte depuis la XXI^e dynastie, mais avec des additions et des modifications fournies par le monde phénicien, l'Afrique orientale, l'Arabie et la Babylonie; que des influences indiennes vinrent à leur tour modifier cette culture; qu'enfin le courant, augmenté d'apports fournis par l'Indonésie, la Mélanésie, la Polynésie, ainsi que par la Chine et le Japon, continua pendant plusieurs siècles d'agir sur le littoral américain du Pacifique, où il a fini par déposer les germes de la remarquable civilisation précolombienne ». Plusieurs planches où sont mis en regard des motifs d'ornement très semblables trouvés en Égypte et au Mexique illustrent cette thèse qui s'appuie sur une documentation abondante et variée. Elle importe à l'histoire générale de la civilisation.

Ch. B.

— George MACDONALD. *The evolution of coinage* (Cambridge, at the University Press, 1916, in-18, 148 p.; prix : 1 sh. 6 d.; collection des « Manuals of science and literature »). — On trouvera dans ce petit livre tout ce qu'il faut savoir d'essentiel sur la monnaie et les espèces monétaires dans le monde, depuis les temps primitifs jusqu'à nos jours. Il y a sept planches avec d'excellentes reproductions des types les plus remarquables, l'explication sommaire de chacun, une bibliographie tout aussi sommaire et un index.

Ch. B.

— Dr Louise Ropes LOOMIS. *The book of the popes. I : To the Pontificate of Gregory I* (New-York, Columbia University Press, 1916, in-8°, xxii-169 p.; collection des « Records of civilization; sources and studies », dirigée par le prof. James T. Shotwell). —

M^{lle} Loomis publie sous ce titre une traduction anglaise abrégée du *Liber Pontificalis* allant jusqu'à l'avènement de saint Grégoire le Grand; elle est faite sur le texte de Mommsen, avec des notes en grande partie empruntées à Mgr Duchesne. On se demande à qui s'adresse un pareil livre. Pas au grand public : le *Liber Pontificalis* est un texte trop peu littéraire, trop peu vivant pour l'intéresser. Pas aux vrais professionnels, qui voudront toujours recourir au texte original et complet. A ceux qui veulent avoir une certaine sensation d'un texte qu'il ne peuvent aborder directement, par ignorance du latin ou éloignement des grandes bibliothèques? C'est quelque chose de bien singulier.

E. J.

— J. Wickham LEGG. *Church ornaments and their civil antecedents* (Cambridge, at the University Press, 1917, in-8°, xvi-96 p.; prix : 6 sh.; collection des « Liturgical handbooks »). — Voici un petit livre qui piquera la curiosité du grand public. L'auteur montre et prouve, par une série de textes et quelques images, que les vêtements ecclésiastiques procèdent en droite ligne des vêtements civils de l'antiquité : par exemple l'aube ou surplis de la *tunica*, la dalmatique de la *toga picta* des consuls, le manipule de la *mappa*, la crosse du *scipio eburneus*, les bottines du *calceus patricius*, etc. M. Legg n'apprendra peut-être rien de bien nouveau à des archéologues versés dans l'histoire du costume; les autres le remercieront d'avoir résumé pour eux, en un livre très substantiel, la connaissance approfondie qu'il a du sujet comme de tout ce qui touche à l'histoire liturgique. Il ne parle que des vêtements portés en Angleterre par les prêtres et les évêques; mais ce qu'il dit s'applique aussi bien à ceux de nos ecclésiastiques.

Ch. B.

LA GUERRE.

— Henry COCHIN. *Les deux guerres, 1870-1871, 1914-1917. Images et souvenirs* (Paris, Plon-Nourrit, 1917, in-16, ix-292 p.; prix : 3 fr. 50).

— M. Cochin avait seize ans en 1870; il était élève de rhétorique au lycée Louis-le-Grand, ce qui ne l'empêcha pas de servir dans la garde nationale. Les souvenirs qu'il a gardés de cette époque sont très nets, d'un caractère d'ailleurs tout intime; il nous parle surtout des siens, de son lycée et de son professeur Aubert-Hix, dont la correspondance, communiquée par M. Paul Bourget, condisciple de M. Henry Cochin, fait revivre le Paris du siège et de la Commune. Ceux qui étaient à Paris pendant cette double épreuve retrouveront dans ces souvenirs quelques-unes de leurs impressions anciennes et aussi, par comparaison, ils y puiseront de puissantes raisons pour supporter les douleurs du moment présent, avec la certitude que les choses ne tourneront pas comme elles firent alors. Dans la seconde partie du volume, M. Cochin a reproduit une conférence faite pour commémorer le centenaire de 1814, sur l'enfance et la jeunesse de Lamartine qui, en

cette année-là, servait Louis XVIII dans les gardes du corps; en outre, divers articles sur la mobilisation dans un village flamand de la frontière belge, dont H. Cochin était maire; sur la vie dans ce même village pendant la bataille « des rivières »; sur l'Yser. Il nous peint à merveille le pays que traverse ce cours d'eau, presque ignoré avant 1914, mais où la ruée germanique a été pour la seconde fois refoulée, l'Yser, fleuve flamand, qui sera « le fleuve national de la Belgique vengée ». Le volume se clôt par un chant d'enthousiasme sur l'« Union sacrée en Italie ».

Ch. B.

— Paul GIRAUD. *Devant l'histoire. Causes connues et ignorées de la guerre* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, xix-263 p.). — Malgré son titre, le livre de M. Giraud ne donne pas les « causes connues » et encore moins les causes « ignorées » de la guerre. Il se compose de trois parties : d'abord, un excellent exposé, très clair et fort bien mené, des négociations qui ont précédé l'explosion, avec références précises aux livres diplomatiques (p. 1 à 154); ensuite, le bilan de l'attitude de chacune des puissances : Serbie, Russie, France, Belgique, Angleterre, Italie, Autriche et Allemagne, avec références à l'exposé (p. 155 à 204); l'idée était heureuse et nouvelle et il convient de féliciter l'auteur de la manière dont il l'a mise à exécution; cette partie est sans doute la plus forte et la plus originale du livre. Vient enfin la réfutation de deux des arguments germaniques : la « guerre préventive » et le « droit à la place au soleil » (p. 205 à 243), réfutation sommaire et très probante, à la condition toutefois qu'on n'oublie pas que les Allemands ont invoqué bien d'autres arguments encore. Dans un appendice intitulé : « L'âme de l'Allemagne d'après les grands Allemands » (p. 244 à 252), l'auteur reproduit « quelques citations entre des milliers d'autres ». Il est bien regrettable qu'il ne se soit pas enquis des vérifications et des références nécessaires. Son livre a été « honoré d'une souscription du ministère des Affaires étrangères » : c'est donc qu'il a paru utile à la propagande en pays de langue française, et il l'est en effet, mais sans l'appendice. Pour être efficace, la propagande ne doit pas laisser place à la moindre critique, surtout quand il ne s'agit, comme dans le cas présent, que de textes à contrôler et à vérifier, sans rapports et, par la manière dont ils sont présentés, en contradiction avec le corps même de l'ouvrage.

G. P.

— Lord NORTHCLIFFE. *A la guerre* (Paris, Payot, in-16, 304 p.; prix : 3 fr. 50. « Ce livre est vendu au profit de la Croix-Rouge française de Londres »). — L'auteur de ce livre est une puissance à lui tout seul : propriétaire responsable du *Times*, du *Daily Mail*, des *Evening news*, il répand ses articles dans le monde entier; on nous apprend que « le chapitre sur Verdun, par exemple, parut dans 3,000 journaux, dont plusieurs de Chine et du Japon ». Il a parcouru à plusieurs reprises le front anglais et français; il a vu à l'œuvre

l'armée belge et l'armée italienne et il raconte chacune de ses visites dans le meilleur style de journaliste : rapide, précis, vivant. Les Français seront touchés de l'émotion avec laquelle il rapporte certains épisodes glorieux, comme celui de la résistance de Verdun, de l'admiration qu'il exprime pour ceux des chefs militaires qu'il a vus à l'œuvre. Qu'il parle avec des sentiments d'orgueil de l'armée anglaise, rien de plus naturel, rien de plus légitime; armée singulière en vérité, où s'associent dans une œuvre formidable « la ponctualité et le courage des Écossais, l'élan et la ténacité des Anglais, l'audace et la pitié des Irlandais, l'ardente vaillance des Australiens et des Canadiens » (p. 97). Il a voulu savoir aussi ce que les Anglais qui ont combattu en France pensent de la France et il relève cette remarque fréquente que nombre de soldats voudraient, une fois rentrés chez eux, vivre sur leur champ, du travail de leurs mains, comme le petit propriétaire de France. Il fait une grande place au service de santé dont l'Angleterre a raison d'ailleurs d'être particulièrement fière. Il a poussé aussi des pointes chez les neutres, en Suisse et en Espagne; il constate l'activité, l'impudence et les succès de la propagande allemande, dans ce dernier pays surtout. Ajoutons que l'ouvrage a été écrit en 1916 et que sans doute plus d'une observation devrait être modifiée aujourd'hui. C'est le sort du journalisme de noter à la hâte des impressions; l'historien qui essaiera d'en dégager les parcelles de vérité ne devra pas ignorer les articles de Lord Northcliffe.

Ch. B.

— Pierre DAUZET. *Guerre de 1914. La bataille des Flandres, 16 octobre-15 novembre 1914* (Paris, Charles-Lavauzelle, 1917, in-16, 132 p., une carte en couleurs et deux croquis; prix : 2 fr. 50). — Très bon résumé des deux grandes batailles livrées par les Allemands sur l'Yser et vers Ypres. Ils se proposaient d'occuper le reste de la Belgique et de marcher vers Calais pour couper la base navale de l'armée anglaise et dominer le détroit. Le plan avait une grande allure; des forces considérables, neuves en partie et enthousiastes, ont été employées avec une extrême vigueur pour le réaliser. Il a échoué cependant devant une résistance ardente et supérieurement organisée; à défaut d'unité de commandement, il y avait chez les Alliés la ferme volonté de s'entraider, la conviction que la partie était décisive et que le salut du pays dépendait de son issue. Le 15 novembre est une date capitale dans l'histoire de cette guerre; c'est l'arrêt définitif, sur toute la ligne, de l'invasion allemande en France.

Ch. B.

— Adrien BERTRAND. *La victoire de Lorraine, 24 août-12 septembre 1914*. Carnet d'un officier de dragons; édition revue et augmentée, avec 18 gravures dans le texte (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, 242 p.; prix : 3 fr. 50; dans la collection : « La guerre, les récits des témoins »). — Nous avons signalé (*Rev. histor.*, t. CXX, p. 174) la première édition de ce beau volume. L'ouvrage était alors anonyme; nous apprenons aujourd'hui, sans étonnement, que l'auteur est un de nos écrivains les plus en vue, celui à qui nous

devons le beau roman, *l'Appel du sol*. On a ajouté au début quelques considérations sur la bataille de la trouée de Charmes; on a supprimé en revanche quelques noms propres, celui d'Altkirch à la date du 19 août (pourquoi?); puis, quand la bataille de Lorraine est finie, on a supprimé les dates du 18 septembre au 1^{er} novembre (pourquoi?); on a retranché aussi quelques observations un peu vives (fin de la p. 163) et il semble que la censure ait sévi plus à la seconde édition qu'à la première (cf. 1^{re} édition, p. 58, et 2^e édition, p. 182), si bien que nous regrettons la première forme toute primesautière. Mais qu'on relise ce récit dans l'une ou l'autre édition, il suscite en nous vive émotion, réconfort et admiration. C. PF.

— René MERCIER. *Nancy sauvée. Journal d'un bourgeois de Nancy*. Préface de L. MIRMAN (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-16, xx-264 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Mirman écrit dans la préface : « Je défie tout lecteur qui aura eu la bonne idée d'ouvrir un soir ce petit livre de le fermer avant de l'avoir dévoré jusqu'à la dernière ligne. » M. Mirman a parfaitement raison. J'ai lu pour ma part le livre d'une traite avec une poignante émotion, et cette émotion sera ressentie non seulement par ceux qu'un lien particulier attache à Nancy, mais par tous les Français sans exception; le livre nous raconte en effet comment la belle cité a échappé aux coups des Allemands.

L'auteur, M. René Mercier, est rédacteur en chef d'une excellente feuille de Nancy, *l'Est républicain*, et il a continué, même aux jours de grande angoisse, la publication de son journal. Chaque soir, il racontait les incidents de la journée, dans des lettres écrites d'abord à sa femme, alors en villégiature en Bretagne, puis, quand celle-ci fut revenue à Nancy pour partager ses dangers, à un ami vivant dans une province éloignée; ce sont ces lettres, d'où sans doute il a fait disparaître les passages trop personnels, qu'il publie ici; aussi le sous-titre du volume : « *Journal d'un bourgeois de Nancy* » est-il légèrement inexact. Ces lettres ne s'étendent que sur un court intervalle, du 28 juillet au 13 septembre 1914. Mais combien tragiques ces six semaines! Ce fut d'abord tout l'enthousiasme soulevé par la mobilisation, avec un peu de crainte pourtant de voir apparaître bientôt les Prussiens dans la ville; ne nous avait-on pas assuré qu'aussitôt après la déclaration de guerre ils déboucheraient par la route de Château-Salins et que Nancy serait abandonnée par les troupes françaises? Cette crainte fut bien vite dissipée et la joie rayonnait sur tous les visages quand on apprit notre avancée en Alsace et l'occupation de Mulhouse. Vinrent ensuite « les jours noirs »; le canon tonne du côté de Pont-à-Mousson; Nancy recueille le lamentable cortège des habitants de Badonviller et de Nomeny; nos troupes qui se sont avancées jusqu'à Morhange se replient; pour défendre la ville, on dresse des barricades sur les ponts qui la séparent des faubourgs de l'est. Mais l'armée veille; sur le Grand-Couronné — un nom que nous ignorions avant

1914 et qui est aujourd'hui célèbre — elle arrête la ruée des soldats teutons; et le volume se termine le dimanche 13 septembre, à la nouvelle de la bataille de la Marne, par ce double cri de triomphe : « La France est victorieuse; Nancy est sauvée. » M. Mercier nous expose d'une plume vive et alerte le plus glorieux épisode de l'histoire de Nancy. Les épreuves de la cité n'étaient pas terminées : au 13 septembre, il était certain qu'elle ne serait pas souillée par la présence de l'ennemi; mais elle devait encore subir de nombreux bombardements. M. Mercier a sans doute continué d'écrire à son ami; qu'il fasse donc profiter le public français de ces lettres où à l'avenir les historiens de Nancy trouveront leur tâche toute faite. C. Pf.

— Charles OUY-VERNAZOBRES. *Journal d'un officier de cavalerie* (Paris, Berger-Levrault, 1917, in-16, 224 p. et 16 illustrations hors texte; prix : 3 fr. 50; dans la collection : « La guerre, les récits des témoins »). — Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, les récits sur les premiers temps de la lutte se multiplient. Le présent ouvrage ne peut être que le bienvenu. Il décrit le raid en Belgique, en août 1914, la fusillade lointaine qui annonçait la bataille de Charleroi, la retraite vers le sud, la traversée de Paris le dimanche 6 septembre, la bataille de la Marne, la rentrée de nos cavaliers à Montdidier; puis c'est la course à la mer du Nord, les inondations tendues en Belgique; c'est la vie des cavaliers privés de leurs chevaux et combattant dans les tranchées; c'est la blessure et le repos à l'ambulance de Dinard. Le récit s'arrête au 21 mars 1915. Des propos de soldats, de pittoresques descriptions, par exemple celle de Saint-Omer, des traits d'héroïsme et, de temps en temps, des résumés nets des opérations militaires dans leur ensemble; par exemple, à la date du 30 novembre, on nous explique la bataille de l'Ourcq du 5 et 6 septembre.

C. Pf.

— Pierre DE KADORÉ. *Mon groupe d'autos-canon*. Souvenirs de campagne d'un officier de marine. Septembre 1914-avril 1916 (Paris, Hachette, 1917, in-16; prix : 3 fr. 50; dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — L'officier de marine qui signe Pierre de Kadoré était à Lima au Pérou lors de la déclaration de guerre; quand il fut de retour à Paris, la bataille de la Marne était engagée; on lui confia le commandement d'un groupe d'automobiles blindées armées de canons de trente-sept millimètres à tir rapide de la marine et de mitrailleuses. Ce sont ses souvenirs de guerre qu'il transcrit. Il nous transporte sur les bords de la Somme et de l'Yser (fin de 1914), puis, en 1915, dans les tranchées de Belgique, face à l'ennemi. Il nous raconte quelques bons tours joués aux Allemands (voir l'histoire du mannequin, p. 145-155); mais surtout il nous montre la bonne humeur, l'adresse, le courage et l'endurance de nos « mathurins » dans une guerre si nouvelle pour eux. Lui-même nous dit que ses impressions sont « de choix » et il les résume ainsi (p. 138) : « Marcher sur un sol miné, sous un ciel d'où pleut la mort; ne con-

naitre nul abri sûr; ne pas savoir si l'air qu'on respire ne va pas soudain vous étouffer; si l'on vivra enfin la minute qui vient... » Comme il est dommage que tous les noms propres, ceux de localités comme ceux des chefs, ne soient désignés que par initiales. Pourquoi ne pas écrire nettement Arras, Béthune, Notre-Dame de Lorette, etc.? Le système adopté rend souvent le récit difficile à suivre. C. PF.

— Lieutenant-colonel BOURGUET. *L'aube sanglante. De la Boisselle à Tahure* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, xx-468 p.; prix : 3 fr.). — Le commandant Bourguet, officier d'artillerie, bréveté d'état-major, était chargé de réorganiser l'École de guerre du Pérou au moment de la déclaration de guerre. Depuis son retour en France, il commanda d'abord des groupes d'artillerie dans la région d'Albert pendant l'hiver 1914-1915, puis, étant passé sur sa demande dans l'infanterie et promu lieutenant-colonel, il organisa plusieurs secteurs sur le front d'Hébuterne et fut tué à Tahure le 25 septembre 1915 à la tête de son régiment.

Le recueil de lettres publié sous son nom contient beaucoup de choses intimes dont la lecture cause parfois un sentiment de gêne. Ça et là, quelques passages retiennent l'attention, ainsi tout ce qui montre l'activité du commandement dans l'organisation défensive d'un secteur, transformé en une véritable forteresse, l'influence de cette organisation sur le moral de la troupe qui prend l'ascendant sur l'ennemi à mesure que sa position devient plus forte. Mais l'idée directrice de cette correspondance, c'est la nécessité d'une liaison intime entre l'artillerie et l'infanterie, ou même de la subordination de la première à la seconde. C'est pour rendre plus étroite cette collaboration que le commandant Bourguet a voulu changer d'arme, et il est mort victime de ce principe si fécond qu'il avait défendu avec passion depuis le début de sa carrière. R. D.

— LEVIS-MIREPOIX. *Les campagnes ardentes. Impressions de guerre* (Paris, Plon, 1917, in-32, 256 p.; prix : 3 fr. 50). — Ce ne sont que des impressions vives, variées, notées avec une recherche de style qui n'est pas commune dans les livres sur la guerre. Déjà le titre : *les Campagnes ardentes*, annonce quelque affectation littéraire. Des phrases comme celle-ci, empruntée au morceau intitulé « le Désert de la victoire » : « Ici, l'ancienne gare est en proie au hurlement des harpies d'acier qui en mordent les décombres et donnent, en les tordant, aux wagons abandonnés des formes de chimères », ne sont pas rares et donnent assez bien la note. C'est autre chose que *Gaspard* ou *Le feu*, évidemment; l'auteur, qui est officier de carrière, évite l'argot, fuit la brutalité des sentiments et du langage, il garde de la tenue, un peu en grand seigneur, ce qui ne veut pas dire qu'il soit ennuyeux. Son dernier récit : « L'enfant à la médaille; conte de Noël pour la guerre », est touchant, avec une pointe sentimentale, qui perce d'ailleurs ça et là encore dans ce petit volume. — Ch. B.

— Marcel NADAUD. *La guerre aérienne. Chignole* (Paris, Albin Michel, in-12, 244 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous avons ici une suite au livre : *En plein vol*, que nous avons signalé (*Rev. histor.*, t. CXXIV, p. 359). Le héros du nouveau volume, Chignole, mécanicien devenu observateur en aéroplane, est déjà devenu populaire et je suppose que le nom demeurera comme celui de Gavroche. Il est né sur la butte Montmartre, a le parler grasseyant de l'ouvrier parisien, est vif, emporté, ambitieux, au fond très bon enfant; débrouillard, il sait se tirer des circonstances les plus difficiles; il n'est point de plus brave, heureux quand il fait dans les airs une dangereuse expédition; son ambition consiste à passer pilote, à conduire lui-même le navire aérien. M. Nadaud lui prête des aventures de toutes sortes, tour à tour amusantes et émouvantes, puisque, en courant les plus grands dangers, Chignole continue de se montrer ironique, parle l'argot spécial et fait des gestes de gamin parisien. Ce livre, où sont réunies de brillantes chroniques parues dans un journal quotidien, est pourtant un livre d'histoire. Par lui nous connaissons la vie que, pendant cette guerre, mènent nos aviateurs sur le plateau de Malzéville près de Nancy, leurs habitudes, leurs propos pendant les journées sombres où les nuages cachent le ciel, leur ironie, leur insouciance, mais aussi leur courage à toute épreuve; toujours ils sont prêts à donner la chasse aux *fokkers* signalés à l'horizon, à partir pour une expédition sur Metz ou sur quelque ville allemande, à engager le combat avec les avions ennemis, à braver la mort. Lisons le volume de M. Nadaud, l'un des aviateurs de cette guerre, pour bien savoir ce que la France doit à ses aviateurs. C. PF.

— Pierre-Maurice MASSON. *Lettres de guerre, août 1914-avril 1916*. Préface de Victor GIRAUD. Notice biographique par Jacques ZEILLER (Paris, Hachette, 1917, in-16; prix : 3 fr. 50; dans les « Mémoires et récits de guerre »). — Pierre-Maurice Masson fut tué en Lorraine, dans sa trente-septième année, le dimanche 16 avril 1917. Il avait enseigné pendant dix années de la façon la plus brillante à l'Université de Fribourg en Suisse; il avait écrit sur *Fénelon* et *Mme de Guyon*, sur *Mme de Tencin* des études ingénieuses et pénétrantes; il allait soutenir en Sorbonne sur la *Religion de Jean-Jacques Rousseau* une thèse, œuvre à la fois d'un érudit, d'un penseur et d'un écrivain. Mobilisé comme sergent de territoriale en août 1914, nommé sous-lieutenant, puis lieutenant et envoyé sur le front, affecté finalement à un régiment de réserve, il écrivit à sa femme, à sa mère, à ses amis, de nombreuses lettres qu'on a eu l'heureuse idée de recueillir: elles comptent parmi les plus belles qui aient été publiées sur la guerre. Elles renseignent sur les opérations au front de Lorraine, pendant plus d'une année, dans ce bois de Mortmare, au nom sinistre, où tant de jeunes Français ont succombé sans que leurs familles aient pu jamais rien savoir de leur sort, où une tranchée de première ligne, reconquise sur les Allemands, « n'est

qu'un ancien charnier, où les murailles, les parapets, les créneaux sont taillés dans la pâte humaine ». Elles montrent les multiples occupations d'un officier, très désireux de bien faire son métier, qui veille au bien-être de sa troupe, s'attache à ses hommes, les reconforte par de bonnes paroles, s'inquiète des blessés, pleure les morts et trouve pour les familles de douces paroles de consolation. Elles révèlent un homme en qui tous les sentiments sont élevés, qui se donne tout entier aux siens, à ses amis et qui pourtant est prêt, soutenu par sa foi et sa résignation en la volonté de Dieu, à faire pour sa patrie le sacrifice de son bonheur et de sa vie. Griffonnées sans le moindre apprêt, souvent pendant la nuit, après les fatigues d'une rude journée et alors que grondait le bombardement, ces pages, qui n'étaient destinées qu'à la femme, à la mère ou à l'ami, attestent un grand talent d'écrivain; on y trouve des paysages exquis où se devine l'influence de Jean-Jacques. Mais est-il nécessaire d'insister sur la forme, alors que ces lettres débordent de richesse morale et transportent le lecteur dans une atmosphère très pure? Comme le dit M. Jacques Zeiller, « elles ont été écrites en présence de la mort, acceptée longtemps d'avance, pour la patrie et pour le bon droit, avec la sérénité du chrétien que nul péril ne trouble et l'espoir du juste qui ne trompe point ».

C. Pr.

— Léopold CHAUVÉAU. *Derrière la bataille* (Paris, Payot, 1917, in-16, 189 p.; prix : 3 fr. 50). — L'auteur est un médecin qui, depuis le début des hostilités, a vécu dans les hôpitaux de l'arrière et les ambulances du front. Il a noté ses souvenirs et ses impressions dans une cinquantaine de récits très brefs, écrits dans une langue imagée, parfois poétique, d'une philosophie un peu amère sans être déprimante. Ce petit livre prendra une place distinguée dans la littérature de guerre; sa discrétion lui gagnera l'âme de beaucoup de lecteurs.

Ch. B.

— Georges BLONDEL. *La dernière étape. La paix qu'il nous faut* (Paris, Léon Tenin, 1917, in-12 carré, 146 p.; prix : 2 fr.). — Nous sommes arrivés à la dernière étape de la guerre. Cette guerre a pris une toute autre tournure que celle à laquelle on s'était attendu de l'autre côté du Rhin. Grands sont les mécomptes de l'Allemagne; elle est épuisée en hommes, en argent, en vivres; la campagne sous-marine sur laquelle elle comptait n'a contribué qu'à lui aliéner les sympathies du monde entier. Aussi l'Allemagne commence-t-elle à parler de paix. Mais les divers partis allemands entendent autrement la paix; pangermanistes, économistes, socialistes ont d'elle une conception très différente. De toute façon, nous devons nous méfier de la paix allemande qui ne serait qu'une trêve; à la France et aux Alliés d'imposer leurs conditions. Telles sont les thèses que soutient M. Georges Blondel en ce volume, où l'on trouvera de nombreux extraits des journaux et des récents écrits de guerre allemands, des statistiques précises, des diagrammes. Les événements qui se sont produits depuis

l'apparition de ce livre, notamment l'entrée des États-Unis dans la lutte, prouvent que M. Blondel a vu juste. C. PF.

— Dans ses publications sur la guerre (brochure in-8° à 0 fr. 60), la librairie Félix Alcan vient de publier (1917) les brochures suivantes : 1° Gaspard WAMPACH. *Le Luxembourg et les Luxembourgeois*, 30 p.; extrait de la *Revue des sciences politiques* du 15 février 1917. — 2° *L'effort serbe*. Discours prononcés à la Sorbonne le 8 février 1917 par Ed. PERRIER, Jos. REINACH, Mil. R. VESNITCH, 40 p.; extrait de la même *Revue* du 15 avril 1917. — 3° Général DE LACROIX. *L'effort de la Roumanie*, 20 p.; même *Revue* et même numéro — 4° G. DE WAELE. *Flamands et Wallons*, 24 p.; extrait de la *Revue d'anthropologie*; ces deux races ne s'opposent pas, elles se complètent; toutes deux ont le même patriotisme belge et, au nom de la Belgique indépendante, résistent à toutes les tentatives des Allemands).

— *Grande guerre, 1914-15-16-17... Nomenclature des journaux, revues, périodiques français paraissant en France et, en langue française, à l'étranger*, par « l'Argus de la Presse » (Paris, aux bureaux de l'Argus, mai 1917, in-8°, 271 p.). — L'Argus de la Presse, fondé en 1879, a pour objet, comme on sait, de fournir à sa clientèle des extraits d'un nombre considérable de journaux et revues publiés surtout en France et à l'étranger. Il nous donne aujourd'hui une nomenclature des publications périodiques ayant paru depuis le mois d'août 1914. Pendant ces trois années de guerre, on compte à Paris environ 76 grands quotidiens, 1,500 périodiques, 1,500 journaux; en province, 230 journaux de tranchées; en outre, à l'étranger, 600 journaux de langue française. Cette matière considérable est rangée sous les titres suivants : Journaux des tranchées (où l'on trouvera aussi quelques journaux des camps de prisonniers), Quotidiens de Paris, Grands régionaux (rangés suivant le chiffre de la population urbaine), Journaux de province (rangés par départements) et des colonies (rangés par pays), Journaux étrangers paraissant en langue française. La table alphabétique contient non seulement les titres des journaux, mais le nom des directeurs (qui n'est pas toujours donné) et même celui des principaux collaborateurs, ce qui paraît superflu. La *Revue historique* est mentionnée comme revue bimensuelle; c'est bimestrielle qu'il fallait dire. Ch. B.

— *Les offensives de 1917* (Paris, Berger-Levrault; prix : 0 fr. 50). — Quatre cartes au 250,000°, en six couleurs, pour suivre : la bataille d'Arras (batailles de la Scarpe, de Bapaume, de Lens-Douai-Cambrai) et les batailles en avant de Saint-Quentin (Le Catelet, Péronne, La Fère), de Laon (Compiègne, Noyon, Soissons, Chemin des Dames), de Reims (Crœonne, Rethel, Vouziers, Tahure), avec la ligne du front au 1^{er} juillet 1916 et au 1^{er} mai 1917. Ch. B.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— Dr G. CONTENAU. *Umma sous la dynastie d'Ur* (Paris, Geuthner, 1916, in-8°, 109 p.; prix : 8 fr.). — Umma est une ville de la Chaldée qui, vers le XXIII^e siècle avant notre ère, fut un centre important au point de vue agricole et commercial; elle était alors soumise aux rois d'Ur. L'auteur donne le texte, accompagné d'une traduction et d'un commentaire, de plusieurs tablettes à inscriptions cunéiformes, qui proviennent de Djoka-Umma. Les renseignements qu'elles contiennent sont distribués en neuf chapitres concernant les céréales, les vivres, le bétail, les salariés, la batellerie, l'industrie du vannier, l'argent, les échanges, le rôle du patesi, notable personnage qui était revêtu, sous l'autorité royale, d'une double autorité civile et religieuse. Une note sur la sigillographie où sont expliquées les scènes figurées sur les cylindres clôt cet exposé. Suivent deux tables et le fac-similé des 110 petites tablettes étudiées par l'auteur.

— Rev. J. O. BEVAN. *The towns of Roman Britain* (Londres, Chapman et Hall, 1917, in-8°, viii-66 p.; prix : 2 sh. 6 d.). — Brochure sans prétention où l'auteur, après une esquisse très rapide de l'occupation de la Bretagne par les Romains, dresse une liste de trente-cinq localités romaines assez importantes pour mériter d'être qualifiées villes; pour chacune d'elles, l'auteur indique de la façon la plus sommaire les souvenirs romains qui s'y rattachent. Deux cartes : l'une où sont tracées les voies romaines et indiqués les sites anciens qu'elles rencontrent; l'autre qui montre la direction du mur d'Adrien. L'auteur paraît bien informé.

Ch. B.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Henri STEIN. *Notre frontière de l'Est. La France et l'Empire à travers l'histoire et les origines du pangermanisme* (Paris, Félix Alcan, 1916, in-8°, 127 p.; prix : 1 fr. 25; dans la « Collection rouge »). — C'est une excellente brochure où ce vaste sujet est résumé à grands traits, de façon très exacte et très claire. M. Stein connaît les meilleurs ouvrages qui ont traité des relations de la France et de l'Empire depuis le moyen âge; il en a tiré profit et il se plaît à les citer. Lui-même avait jadis publié, avec M. Léon Le Grand, une bonne étude sur la frontière d'Argonne aux XIV^e et XV^e siècles et montré combien les limites étaient à cette époque flottantes. Le présent ouvrage écrit pendant la guerre est un sérieux livre d'histoire, combien différent de ton du pamphlet de Janssen, *Frankreichs Rheingefüste*, paru en 1861, en pleine paix, et dont l'auteur allait devenir le chef des historiens catholiques allemands! Les conclusions de M. Stein sont très modérées et nous nous y rallions. Il faut corriger quelques fautes d'impression : p. 8, au lieu de « à la mort de

Lothaire, 859 », lire : « A la mort du roi Lothaire II, fils de l'empereur Lothaire I^{er}, en 869 ». — P. 38, l'entrée solennelle de Louis XIV à Strasbourg est du 23 octobre 1681. — P. 65-66, lire : (au congrès de Vienne) la Prusse, contrainte de restituer la Pologne à la Russie, la Frise orientale, Hildesheim et Goslar au Hanovre, le Lauenbourg au Danemark, Bayreuth et Ansbach à la Bavière (le prote a laissé passer *Luxembourg* ; à noter d'ailleurs que les compensations de la Prusse furent grandes : la Poméranie antérieure suédoise, la moitié de la Saxe royale, le pays qui s'appellera désormais la Prusse rhénane). — P. 85, les ouvrages cités de Treitschke sont de 1869. — P. 91, note, lire Lalaye (Laach) au lieu de (Larch). C. PF.

— Lucien LAMBEAU. *Histoire des communes annexées à Paris en 1859*. Publiée sous les auspices du Conseil général. Charonne, t. I (Paris, Leroux, 1916, in-4°, 496 p.). — Infatigable, M. L. Lambeau continue son *Histoire des communes annexées à Paris en 1859* en nous donnant le premier des deux volumes qui doivent être consacrés à la localité de Charonne. Une « antique tradition » — qui semble dater du XIX^e siècle — veut que ce soit en ce lieu que saint Germain d'Auxerre ait pour la première fois rencontré sainte Geneviève de Nanterre. M. Lambeau, cela va de soi, se montre aimablement sceptique à cet égard. En réalité, le nom de Charonne apparaît pour la première fois dans un diplôme de Robert le Pieux, de l'extrême fin du X^e siècle, confirmant à l'abbaye de Saint-Magloire « in potestate quoque Caratonis, mansus i arabilis terre cum vinearum foecunditate ». Des champs et des vignes, avec les installations nécessaires pour en consommer les produits, il y en eut à Charonne jusqu'au début du XIX^e siècle. Là se trouvait dans les derniers siècles de l'Ancien régime, un lieu de villégiature apprécié des Parisiens. Michel de l'Hospital y posséda une maison des champs. Le cardinal de Richelieu s'y fit inviter, à diverses reprises, à séjourner chez M. de Barentin, fort ladre, raconte Tallemant des Réaux, mais fort glorieux de recevoir un tel hôte. De simples particuliers partageaient les mêmes goûts, puisqu'en 1714 six bourgeois de Paris se virent interdire de séjourner plus de cinq mois par an dans leurs maisons de Charonne, sous peine d'y être assujettis à la taille, comme les autres habitants. Mais, de toutes ces maisons de plaisance, celle qui a certainement acquis le plus de célébrité est celle qui, sous le nom de Folie-Regnault, s'éleva sur un terrain jadis possédé à Charonne, au lieu dit *Dives*, par un certain Regnault de Wandonne, épicier et bourgeois de Paris, mentionné en 1371. Cette Folie-Regnault paraît avoir passé, au cours du XVI^e siècle, entre les mains d'une famille Franquelin. En 1626, Claude Franquelin vendit sa propriété de Charonne à Marie L'Huillier, veuve de Claude Marcel, et celle-ci déclara avoir fait cette acquisition pour les RR. PP. Jésuites de la maison professe de saint Louis. Les Jésuites agrandirent leur terrain peu à peu ; mais, à la fin du XVII^e siècle, la « petite maison où nos

Pères, une fois par mois, vont prendre habituellement leurs récréations » était « criblée de fentes » et dans un si piteux état que le P. François de La Chaise, confesseur de Louis XIV, fit appel au général de la Compagnie de Jésus pour lui demander l'autorisation de participer à sa réédification. On trouvera dans le livre de M. Lambeau l'histoire des acquisitions successives qui constituèrent et augmentèrent ce domaine de Mont-Louis. Acquis en 1803 par la ville de Paris, il fut affecté à l'établissement du « cimetière de l'est », dans la désignation duquel nous nous obstinons tous à conserver le souvenir de la petite maison champêtre à laquelle le P. La Chaise a attaché son nom.

R. P.

— Clovis BRUNEL. *Documents linguistiques du Gévaudan* (Paris, 1916, in-8°, 402 p.; extrait de la « Bibliothèque de l'École des chartes », année 1916, t. LXXVII). — M. Brunel publie avec le soin le plus minutieux seize documents en langue romane telle qu'elle était parlée dans le Gévaudan, autour de Mende, Monastier, Marvejols et s'échelonnant entre 1109 et 1552, avec malheureusement une lacune assez forte entre 1219 et 1351. En plus, il donne une analyse de soixante autres documents rédigés dans le même idiome depuis environ 1050 à 1630. Dans les plus anciens actes, la langue vulgaire est mêlée au latin auquel elle supplée quand le rédacteur est embarrassé; mais, dès 1109 (n° II), nous avons des documents rédigés entièrement en provençal. De ces pièces et d'un certain nombre de documents littéraires, notamment de la *Vie de sainte Enimie* (XIII^e siècle), M. Brunel tire une étude philologique (phonétique, morphologie et syntaxe); il signale aussi une centaine de mots qui ne figurent pas dans les dictionnaires d'ancien provençal ou qui ont, dans son lexique, un sens différent de ceux qui avaient été relevés. C'est un travail tout à fait remarquable et qui peut servir de modèle; il intéresse surtout les philologues; mais les historiens, eux aussi, en tireront profit.

C. PF.

— Jean DE MAUPASSANT. *Un grand amateur de Bordeaux. Abraham Gradis, 1699-1780* (Bordeaux, Feret et fils, 1917, in-8°, x-192 p.; extrait de la « Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde », 1913-1914). — Les Gradis sont une famille juive dont huit générations ont occupé une place honorable dans le commerce et dans le monde bordelais. Abraham Gradis, dont la présente brochure nous conte l'histoire, est, de tous, le plus remarquable par son intelligence des affaires, son honnêteté et la réussite de ses entreprises. Notez que, pendant près de quarante années, il fut armateur pour le compte du roi et cela pendant les guerres de la Succession d'Autriche, de Sept ans et de l'Indépendance américaine; qu'il a fondé la « Société du Canada » et qu'associé avec Bigot et Cadet il ne fut nullement impliqué dans leurs malversations; qu'ayant gagné la confiance de Choiseul, il contribua par son activité commerciale au relèvement

de nos colonies : au Sénégal, en Guyane, aux Antilles. Sans doute, il n'y perdit rien ; son association avec les profiteurs du Canada lui laissa un bénéfice d'à peu près un million de livres (exactement 902,305 l.) ; mais on ne saurait lui reprocher ni spéculation ni usure. Il professait une véritable aversion pour la banque dont on pouvait dire, pour son temps bien plus peut-être encore que pour le nôtre, que c'est l'argent des autres ; et l'on raconte qu'à son lit de mort il fit brûler les titres constatant les emprunts qu'il avait consentis à des clients (grands seigneurs et autres) dans le besoin. Le gouvernement du roi reconnut les services rendus par cet honnête négociant en lui accordant en 1779, par un privilège exceptionnel, le droit, interdit aux Juifs, de posséder des immeubles dans les colonies. Cette vie si bien remplie a été présentée par M. de Maupassant avec une sobriété substantielle ; il a utilisé de nombreux documents provenant soit de la famille Gradis, soit de divers dépôts d'archives publiques et souvent il laisse parler ces documents eux-mêmes. Une chaleureuse préface par M. Camille Julian ne peut que recommander davantage ce bon livre à l'attention des historiens.

Ch. B.

— Alfred LEROUX. *Inventaire sommaire des registres de la Jurade, 1520 à 1783*, t. VI (t. XI des « Archives municipales de Bordeaux », 1916, in-4°, XIV-835 p.). — Ce volume contient les articles allant, par ordre alphabétique, de *Fiefs*, 1536-1747, à *Grains*, 1520-1752. Il permet de suivre, à travers toute l'époque moderne, les décisions prises par la Jurade concernant la condition des terres, les finances et les foires, l'approvisionnement de la ville en eau potable, les confréries ou frairies, les gages des fonctionnaires municipaux, la législation des grains, etc. Le volume, fort bien imprimé, est terminé par un index chronologique (il n'y a que treize documents antérieurs à l'entrée des troupes françaises dans la capitale de la Guienne) et un très copieux index alphabétique des noms de lieux, de personnes et de matières qui paraît avoir été établi avec le plus grand soin. Malgré les difficultés de l'heure présente, la municipalité bordelaise a tenu à honneur de faire continuer un travail ingrat et coûteux, mais d'un intérêt majeur pour le passé de la grande ville.

Ch. B.

— Auguste COULON. *Le service sigillographique et les collections d'empreintes de sceaux des Archives nationales*. Notice suivie d'un catalogue du musée sigillographique (Paris, Champion, 1916, in-32, 156 p. et 6 planches). — La collection d'empreintes de sceaux constituée par les Archives nationales comprend aujourd'hui plus de 54,000 numéros. Comment elle s'est formée, dans quel ordre elle est rangée, par quels moyens elle peut et doit se compléter, M. Coulon l'indique avec sobriété et précision dans sa préface au catalogue très sommaire qui facilitera la visite du musée sigillographique, le plus considérable qui existe aujourd'hui dans aucun pays du monde.

Ch. B.

— J.-L. DE LANESSAN. *La Tunisie* (Paris, Félix Alcan, 2^e édition revue et mise à jour, avec une carte en couleur, in-8°, vi-308 p.; prix : 5 fr.; « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — Ceux qui ont lu la première édition de cet ouvrage ne le reconnaîtront guère dans la seconde. Le cadre en a été maintenu, mais toutes les parties en ont été profondément remaniées; l'auteur l'a mis au courant des travaux les plus récents; il a utilisé des renseignements puisés aux sources les plus directes, officielles et autres. Il est réconfortant de lire les derniers chapitres sur l'organisation intérieure et l'état moral des indigènes; on apprend à estimer les hommes, ministres de France et gouverneurs, chargés de diriger les grands services publics de la Régence; dont l'intelligence et le savoir-faire ont réussi, en si peu d'années, à rendre à la Tunisie la civilisation et la prospérité que ce pays n'avait plus connues depuis la chute de la domination romaine.

Ch. B.

— Victor GIRAUD. *La troisième France* (Paris, Hachette, 1917, in-16; prix : 3 fr. 50). — Nous avons ici une série d'articles que nous avons déjà lus dans les revues et qui ont été groupés de façon artificielle en trois parties : 1^o Avant la guerre. M. Giraud présente et analyse deux ouvrages d'écrivains étrangers qui se sont montrés très sympathiques à la France et ont su discerner ce que notre pays cache, sous des apparences parfois un peu désordonnées, de labeur, d'intelligence et de qualités solides, les *Deux France et leurs origines historiques*, d'un Suisse, M. Paul Seippel; *The France of today*, d'un Américain, Barrett Wendell, livre traduit en français par M. Georges Grappe. 2^o Pendant la guerre. M. Giraud fait connaître les jugements que portent sur notre énergique résistance et sur l'héroïsme de nos troupes les écrivains neutres; les Suisses : F. Chavannes, B. Vallotton et M^{me} Noëlle Roger; les Espagnols, Francesco Melgar et E. Gomez Carrillo. Il analyse l'âme française d'après les lettres écrites du front par nos soldats; pieusement, il nous raconte la biographie et nous dit le grand talent de Pierre-Maurice Masson, qui fut son successeur dans la chaire de littérature française à l'Université de Fribourg en Suisse et aussi son ami. 3^o Après la guerre. Il signale les principales réformes que la France devra accomplir au point de vue religieux, politique et social. Ces articles, composés suivant un plan rigoureux, écrits avec un grand souci de la forme, d'un style souple et alerte, sont d'une inspiration fort élevée. Les réformes que demande M. Giraud pour la France de demain sont celles que nous réclamons; nous souhaitons, comme lui, que les Français respectent les opinions religieuses et philosophiques les uns des autres; mais nous devons avouer que la phrase fort vague par laquelle il termine son chapitre sur la paix religieuse est un peu inquiétante : « La France », dit-il, « ne sera désormais la France que si elle sait s'incliner loyalement devant le mystère, — le mystère de sa destinée. » Puis nous n'aimons pas bien son

titre. M. Paul Seippel opposait la France noire et la France rouge; M. Giraud fait planer par-dessus elles une troisième France. Mais cette guerre où le cœur de tous les Français a battu à l'unisson n'a-t-elle pas montré qu'il n'y a qu'une France, la France tout court? Quand, au lendemain de la victoire contre l'ennemi étranger, le seul ennemi, les divers partis reprendront à l'intérieur la lutte féconde des idées, ils n'oublieront point, ni ceux de gauche, ni ceux de droite, que leurs adversaires sont d'excellents Français. C. PF.

— LYSIS. *Vers la démocratie nouvelle* (Paris, Payot, 1917, in-12, 281 p.; prix : 3 fr. 50). — Id. *Pour renaître* (Ibid., [1917], in-12, 252 p.; prix : 3 fr. 50). — Ces deux livres visent au même but : le premier surtout théorique, le second d'un caractère tout à fait pratique. Après une critique assez amère du régime politique auquel la France a été soumise depuis que les républicains sont au pouvoir et après avoir constaté que, dans le même temps, l'Allemagne féodale nous a dépassés dans la voie du progrès matériel, l'auteur expose les principes qui devront présider à la reprise d'une vie économique régulière : c'est l'industrie créatrice de toutes richesses qu'il faudra développer, mais à condition de ne pas retomber dans une autre faute, qui serait le socialisme d'État. Le tout est affaire de science et d'organisation. Un nouveau socialisme doit être instauré, fondé sur l'union des classes qui sera substituée à la stérile lutte de classe. « Si le socialisme s'appuie sur la science, il peut sauver le monde; s'il prend son soutien dans l'ignorance, il peut en amener la destruction. » — *Pour renaître*, il faut donner à notre pays une nouvelle organisation industrielle et agricole. Dans ce second volume, l'auteur entre dans des détails qui n'étaient pas à leur place dans le premier; il montre le développement qu'ont pris en Allemagne la chimie et l'électrochimie, la fabrication et l'emploi des matières colorantes et pharmaceutiques, de l'azote, de l'alcool, des nitrates. Il nous faut regagner le temps perdu. Si le charbon nous fait défaut, nous pouvons y suppléer par la houille blanche à laquelle est réservé le plus brillant avenir. La conclusion nous ramène à ce qui fait l'objet du précédent ouvrage : la science sera demain la maîtresse du monde; c'est par elle que nous renaîtrons si nous savons associer ses efforts à ceux du travail et du capital enfin réconciliés. Ch. B.

— *La réorganisation de la France*. Conférences faites à l'École des Hautes-Études sociales par MM. Ch. SEIGNOBOS, Ch. CHAUMET, LEGOUÉZ, Marcel VACHER, Adolphe DERVAUX, Ch. GIDE (Paris, Félix Alcan, 1917, in-16, 276 p.; prix : 3 fr. 50). — Il faudrait passer en revue toutes les institutions et toutes les formes d'activité de la France contemporaine pour résumer les idées et les projets de réformes exposés dans ces conférences, puisque M. Seignobos y parle de la politique intérieure et extérieure, M. Chaumet du développement économique, M. Legouéz de l'industrie, M. Vacher de l'agriculture, M. Dervaux du mouvement artistique et M. Gide de la recons-

titution de la population. Sauf pour la politique intérieure — car M. Seignobos estime que nos institutions politiques et certaines de nos administrations ont résisté à l'épreuve de la guerre — les conclusions de toutes ces études sont identiques : la France souffrait avant la guerre d'un manque d'organisation, des fautes graves avaient été commises ; l'armée et la diplomatie inférieures à leurs tâches, le commerce et l'industrie affaiblis par la dispersion des efforts et la timidité des capitaux, la population en voie de diminution, tout concourait pour mettre la France dans une situation critique. Mais tous les conférenciers sont d'accord pour prévoir un merveilleux renouveau. L'unité morale, qui sera la conséquence de la guerre, sera à la base de toute la réorganisation et aura pour résultat un progrès illimité.

Il y aurait beaucoup à dire si l'on voulait présenter des objections. Déjà, M. Gide nous montre la population diminuée de quatre millions (et il parlait en décembre 1915!). Représentons nous d'autre part la situation financière dont il n'est parlé qu'incidemment et pour laquelle une étude détaillée semblerait nécessaire. Et nous pouvons nous demander si un pays ainsi privé de ses éléments de prospérité peut espérer l'avenir facile qu'on nous fait entrevoir. Remarquons d'ailleurs que ces conférences datent des mois de décembre 1915 et janvier 1916 et que leurs auteurs seraient peut-être aujourd'hui moins affirmatifs.

R. D.

— *La réparation des dommages de guerre.* Conférences faites à l'École des Hautes-Études sociales par MM. LARNAUDE, H. BERTHÉLEMY, Joseph BARTHÉLEMY, André WEISS, Louis ROLLAND et Jacques HERMANT (Paris, Félix Alcan, 1917, in-16, iv-254 p.; prix : 3 fr. 50).

— Le droit des populations à la réparation intégrale des dommages de guerre est presque une nouveauté juridique. Il est une conséquence de la conception démocratique du droit qui tend à accroître les garanties de l'individu vis-à-vis de l'État. Pour la première fois, ce droit a été reconnu par la Convention, mais d'une façon toute théorique. Il vient de l'être à nouveau, par le Gouvernement et le Parlement, qui ont déjà fait voter et préparé plusieurs lois destinées à assurer l'application de ce principe. M. Joseph Barthélemy nous intéresse particulièrement en nous faisant son histoire.

La réparation intégrale des dommages entraîne des obligations nombreuses et variées : paiement d'indemnités aux victimes, réforme de la loi sur les pensions, assistance aux orphelins, conventions internationales pour régler le paiement des réquisitions faites par les armées en territoire étranger, reconstruction des villes détruites. Tout cela doit être l'objet d'études particulières, de lois, d'organisations nouvelles et de conventions internationales. Les conférences réunies dans ce volume nous montrent quels sont les problèmes à résoudre, d'après l'état de la législation antérieure, et nous indiquent où en était le travail législatif en cours, à la date à laquelle s'arrête ce volume (avril 1916).

R. D.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— M^{me} ADAM (Juliette Lamber). *Guillaume II, 1890-1899* (Paris, Félix Alcan, 1917, in-16, 253 p.; prix : 3 fr. 50; dans la « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — Ce n'est point une étude récente; ce sont des extraits de « Lettres sur la politique extérieure », publiées par la *Nouvelle Revue* depuis le 15 avril 1890 jusqu'au 15 août 1899, et touchant l'empereur allemand. Il y a intérêt à les relire. M^{me} Adam a suivi de quinzaine en quinzaine les gestes et les paroles du Kaiser après la chute de Bismarck, le présent ouvrage faisant suite au volume, *L'Heure vengeresse des crimes bismarckiens* (Plon-Nourrit et C^{ie}). Elle a su bien voir dans le jeu de Guillaume II; sa haine de l'Allemagne, son fidèle attachement à la cause de l'Alsace-Lorraine l'ont rendue clairvoyante.

C. PF.

— Henri WELSCHINGER. *L'empereur Frédéric III, 1831-1888* (Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, XII-334 p.; prix : 5 fr.; dans la « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — L'auteur ne s'est pas proposé de présenter une biographie détaillée et fouillée du second empereur allemand, mais de faire connaître une série de documents qui se rapportent à lui. Le volume se divise en trois parties auxquelles s'ajoutent toute une série d'appendices. La première partie (p. 5-123) est une biographie sommaire du futur empereur depuis le jour de sa naissance, le 18 octobre 1831, jusqu'à sa mort le 15 juin 1888. M. Welschinger passe rapidement sur l'éducation du prince; il insiste sur son mariage célébré le 26 janvier 1858 dans la chapelle du palais de Saint-James et sur l'influence qu'exerça sur lui la princesse Victoria; il signale l'opposition entre le prince impérial et le comte de Bismarck et l'incident de Dantzig, en juin 1863; il montre quelle fut la conduite de Frédéric dans les campagnes de 1864 (p. 24, lire Dupel au lieu de Dussel), 1866 et 1870; il donne surtout de longs et très précis détails sur la terrible maladie du prince qui se déclara dès l'hiver de 1886 et qui devait emporter l'empereur après un règne de quatre-vingt-dix-neuf jours. Il raconte les luttes que, soit à San Remo, soit à Potsdam, les médecins allemands livrèrent, autour du lit d'agonie, au chirurgien anglais Sir Morell Mackenzie et il écrit à ce sujet des pages émouvantes. Faut-il croire que, si Frédéric III eût régné davantage, le cours de l'histoire eût changé, qu'il eût été un prince constitutionnel, qu'il « n'eût jamais trempé sa main dans le sang innocent »? Peut-être eût-il été entraîné, lui aussi, par son entourage et par les fatalités de sa charge; il a signé — ne l'oublions pas et M. Welschinger le rappelle — le décret imposant à l'Alsace-Lorraine l'odieuse régime des passeports. — En septembre 1888, quelques mois après la mort de Frédéric III, la *Deutsche Rundschau* fit paraître le *Journal* qu'il avait écrit pendant la guerre de 1870-1871. Dans la seconde partie de son volume (p. 127-183), M. Welschinger traduit de

longs passages de ce journal qu'il commente sobrement en note. — Dans la troisième partie (p. 187-248), il nous dit quelles furent les conséquences de cette publication qui causa en Allemagne une profonde sensation. Le prince de Bismarck nia d'abord l'authenticité de ce document. Mais bientôt l'un des anciens amis de Frédéric III, le docteur Henri Geffken, professeur à l'Université de Strasbourg de 1872 à 1881 et juriste de mérite, déclara avoir communiqué le texte à la revue; Bismarck le fit incarcérer et traduire devant la haute cour de Leipzig, qui acquitta Geffken le 4 janvier 1889 : c'était affirmer que le document était authentique et que sa publication ne constituait pas une révélation de secrets d'État. Ce fut un grave échec pour Bismarck; M. Welschinger y voit comme une première cause de sa disgrâce et de la démission qu'il fut contraint de donner le 18 mars 1890. — Dans les annexes (p. 251-324), on trouvera pêle-mêle une série de documents sur l'Allemagne, des traductions françaises de la *Wacht am Rhein*, du *Deutschland über alles*, des notes sur l'impératrice Frédéric, d'après un ouvrage anglais, un récit du voyage que le prince Frédéric fit en Palestine (septembre 1869), un récit de la célébration du centenaire de Bismarck en Allemagne le 1^{er} avril 1915, un court article : Qui a voulu la guerre de 1914? réponse à une étude du Dr Lebon sur les causes physiologiques de la guerre.

C. PF.

— Gaston CERFBEER. *L'Allemagne en détresse d'après ses propres documents : les hommes, les approvisionnements, l'argent* (Paris, de Boccard, 1916, 1 vol. in-16, 318 p.; prix : 3 fr. 50). — L'auteur a fait un clair et judicieux groupement des motifs qui, dans l'été de 1916, permettaient d'escompter l'affaiblissement prochain de l'Allemagne. Ces motifs sont réels; mais leur effet est plus lent que M. Cerfbeer et beaucoup d'autres avec lui ne l'ont pu prévoir, ce qui tient à des causes diverses, procédant les unes de notre caractère, les autres de celui de nos adversaires. M. Cerfbeer passe la revue précise et vigilante des ressources de l'Allemagne en hommes (voir, p. 30-31, le curieux tableau de la mobilisation allemande de 1881 à 1918), en approvisionnements et en argent. L'absence de toute table des matières ne permet pas malheureusement d'embrasser d'un coup d'œil la marche de cet intéressant développement, et le titre particulier qui, en tête de chaque page de droite, renseigne sur le contenu des deux dernières pages ne saurait compenser qu'imparfaitement le manque de subdivisions dans l'étude des trois sortes de ressources allemandes mentionnées dans le titre général de l'ouvrage. Le volume n'a pas encore perdu de sa valeur malgré la rapidité avec laquelle tout évolue et vieillit autour de nous.

T. SCH.

— Marc HENRY. *Trois villes : Vienne, Munich, Berlin* (Paris, Payot, 1917, in-16, 281 p.; prix : 3 fr. 50). — On a déjà lu dans la *Revue de Paris* ces amusantes peintures de la société allemande dans les trois capitales, si l'on peut dire, du monde germanique. Ces

peintures ne sont pas satiriques; l'auteur n'a pas cédé à la tentation un peu basse de tourner l'Allemand en ridicule, parce qu'il nous a déclaré la guerre et qu'il mène contre nous une lutte impitoyable. Il décrit les milieux où il a vécu pendant de longues années, milieux un peu particuliers où s'agitent surtout les artistes, les gens de théâtre, les littérateurs qui se placent eux-mêmes à l'avant-garde du progrès intellectuel et social; comme il a beaucoup vécu au dehors, dans les rues, dans les brasseries et qu'il a le sens du pittoresque, il dépeint aussi la foule anonyme, où les viveurs, les ouvriers et parfois les paysans se coudoient sans se confondre. S'il constate des ridicules, des grossièretés, des ignominies, on ne lui fera pas grief de les souligner d'un trait malin. Mais son témoignage n'est point à dessein malveillant, et il faut en tenir grand compte si nous voulons apprendre à connaître nos ennemis, non seulement leurs tares, mais aussi leurs qualités.

Ch. B.

— M. Georges BLONDEL, professeur à l'École libre des sciences politiques, nous a adressé une série de conférences qu'il a faites et d'articles qu'il a écrits sur l'Allemagne et les questions économiques :

- 1° *Les luttes économiques de demain*. Conférence du 20 février 1916 au Syndicat des employés de commerce et de l'industrie, Paris, G. Tessier, 26 p., in-12 (conditions qui nous permettront de reconquérir notre situation dans le monde : relèvement de la natalité, esprit d'association, nouveaux plans d'études).
- 2° *La guerre et le problème de la dépopulation*. Conférence du 9 mai 1916 en faveur de « la plus grande famille », Paris, P. Lethielleux, 32 p., in-12 (éloquente protestation contre le malthusianisme; conséquences de la limitation des naissances. Au début du XIX^e siècle, la France avait 27 millions 1/2 d'habitants et les pays germaniques 19 millions 1/2. Aujourd'hui, nous arrivons à 39.600.000 habitants. L'Allemagne en est à 69 millions et l'Autriche-Hongrie à 52).
- 3° *Comment l'Allemagne s'était, au point de vue économique, préparée à la guerre*. Conférence à la Société d'économie sociale. Imp. Levé, 20 p., in-8° (la reconstitution de l'Empire n'a été pour les Allemands que le point de départ d'une ère nouvelle; ils ont voulu conquérir économiquement le monde; progrès de l'industrie et du commerce allemands avant la guerre, le projet du *Mittel-Europa*).
- 4° *L'organisation scientifique du commerce allemand*. Extrait de la *Revue générale des sciences*, 30 novembre 1916 (rôle des commissionnaires, des commis voyageurs, des représentants; les banques allemandes; les écoles de commerce; nécessité pour la France « d'une action méthodique et d'une bonne organisation »).
- 5° *Le peuple allemand est-il le soldat de Dieu?* Extrait de la *Réforme sociale*, Paris, Levé, 8 p., in-8° (analyse des écrits du professeur Karl Dunkmann, qui compare le peuple allemand à Israël et prétend trouver dans la Bible toute la justification de la politique teutonne).
- 6° *L'organisation économique de l'Allemagne*. Conférence du 21 janvier 1917 à l'As-

sociation française pour l'avancement des sciences. 20 p., in-8°, au secrétariat de l'Association (les écoles techniques supérieures et les écoles commerciales; le perfectionnement des voies d'eau et de la navigation intérieure; les banques et la marine marchande. Il faut que la France se prépare à la lutte économique, après que les armes lui auront donné la victoire).

C. Pf.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— Jules DUHEM. *La question de l'Alsace-Lorraine de 1871 à 1914* (Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 116 p.; prix : 4 fr. 25; dans la « Collection rouge »). — M. Jules Duhem reprend et complète dans cette brochure trois études qui avaient paru en 1916 dans la *Revue de Paris*. Il a eu raison de les reprendre et de les compléter. Pourtant, nous devons commencer par signaler certaines fautes d'impression ou quelques erreurs historiques sur l'ancienne histoire de la province. A la page 105, note 1, il faut lire Hagenau, au lieu de *Hagenbach*; l'auteur énumère les dix villes de la Décapole avec Mulhouse, qui quitta cette ligue au début du XVI^e siècle pour y être remplacée par Landau. Il devra enlever de cette nomenclature Seltz qui appartient depuis le début du XV^e siècle à l'électeur palatin. Dans la constitution de nos anciennes cités alsaciennes, je ne distingue aucune trace de « communauté collectiviste » (p. 16, n.). Puis, qu'est-ce que le traité d'Illkirch dont il est question à deux reprises (p. 11, n., et p. 103, n.), par lequel l'Alsace aurait « déclaré accepter la nationalité française » ? Il y a sans doute une confusion avec la capitulation de Strasbourg à Illkirch, le 30 septembre 1681, qui est un acte de toute autre nature; et comment pourrions-nous admettre que les traités de Westphalie nous ont donné l'Alsace-Lorraine ? Je ne vois pas non plus que la réintégration « de l'Alsace-Lorraine » ait été acceptée par la Convention nationale en 1793; nos provinces n'avaient rien à faire avec la « Convention rhénane » (p. 103, n.). Sur l'histoire intérieure même de l'Alsace-Lorraine depuis 1871, il y a quelques erreurs. Il est un peu fort d'appeler Martin Spahn, un des « meilleurs professeurs d'outre-Rhin » (p. 16). Sa nomination fut imposée à l'Université de Strasbourg à un moment où l'autorité impériale flattait les catholiques, et les professeurs de cette Université protestèrent vivement, alléguant la science médiocre du personnage. Mais laissons ces vétilles. M. Duhem connaît bien toutes les grandes discussions qui ont été engagées sur la situation de l'Alsace-Lorraine de 1871 à nos jours, et c'est là le sujet propre de son étude. Il suit ces discussions successivement en Allemagne, en France et en Alsace-Lorraine même; ce sont les trois chapitres de son livre; il indique notamment la résistance que toujours l'Alsace opposa à l'emprise prussienne et les efforts qu'elle fit pour maintenir son autonomie morale et ses sympathies françaises. Dans son dernier chapitre qui est de conclusion, M. Duhem

repousse les deux solutions d'une Alsace autonome dans le corps de l'Empire allemand, d'une Alsace formant un état indépendant entre la France et l'Allemagne; une seule solution est possible, le retour à la France, et en effet aucune autre ne peut être prise en considération; celle-ci seule répond aux vœux des Alsaciens¹. — C. PF.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

— *Petite histoire de Belgique* (Bruxelles et Paris, G. van Oest et C^{ie}, 1917, in-12, 79 p.). — Ce petit livre, honoré d'une souscription du gouvernement belge, veut rappeler à grands traits l'histoire de ce pays de Belgique dont l'héroïque conduite dans la guerre actuelle a excité l'admiration générale. Il est fait à l'aide des ouvrages de Kurth et de Pirenne, assez bien divisé, en général net et exact. Quelques légères erreurs devront être corrigées dans une nouvelle édition. Ce n'est pas le roi des Francs Clodion (p. 11), mais Mérovée qui prit part à la bataille contre Attila; il n'est pas établi que Charlemagne soit né à Liège (p. 14); n'appelons pas Henri 1^{er}, roi de la France orientale, un « empereur d'Allemagne » (p. 16), ni l'empereur François II, « empereur d'Autriche » en 1797 (p. 65). Sur une carte sont indiqués tous les champs de bataille de la Belgique; une autre montre les territoires du Luxembourg et du Limbourg qui ont été enlevés au royaume par le traité de 1839. C. PF.

— Jacques PIRENNE. *Les vainqueurs de l'Yser*. Dessins de James THIRIAR (Paris, Payot, 1917, in-24, 320 p.; prix : 3 fr. 50). — M. Pirenne, un des fils de l'illustre historien de la Belgique, n'a pas refait la bataille de l'Yser, bien qu'il en ait raconté quelques-uns des épisodes les plus poignants, les plus glorieux, où il fut acteur et témoin, à Ramskapelle et à Dixmude. Ce qu'il s'est efforcé de peindre, c'est le soldat belge au cantonnement et au front, un peu lourdaud, volontiers débrillé, d'allure aussi peu militaire que possible, bon garçon, d'une gaité saine et facile, d'esprit simple et narquois, mais surtout brave garçon et brave soldat, animé contre l'Allemand d'une haine farouche et résolu à lutter contre lui jusqu'à sa dernière cartouche. Sans peut-être s'en douter, M. Pirenne a écrit un des chapitres les plus efficaces de la grande Histoire de Belgique de son père, où l'on voit se forger, dans le sang et dans les larmes, l'unité morale de la nation. Le livre est dédié à Pierre Pirenne, frère de Jacques; « tué glorieusement à la bataille de l'Yser, au cours de l'attaque de la ferme den Toren, le 3 novembre 1914 ». Ch. B.

— Pierre NOTHOMB. *Villes meurtries de Belgique. Villes de Flandre* (Bruxelles et Paris, G. van Oest, 1917, in-16, 60 p.). — Ce

1. P. 85, lire Wilmothe au lieu de *Wilmoth*; p. 110, n., nous n'avons pas trouvé dans la *Revue de Paris* du 15 janvier 1914 l'article signalé; p. 116, au lieu de *au Largin*, il faut lire, je suppose, à la Lague.

n'est ni une histoire ni même une description des villes flamandes en général que nous cherchons dans ce volume, et il ne contient rien qui ne soit déjà connu. Mais au moment où le pays traverse une des crises les plus redoutables de son existence, l'auteur, dans ces quelques pages, fait revivre les souvenirs du passé, l'histoire de Gand, de Bruges et d'Ypres. Il nous rappelle avec émotion la joie des yeux et la douceur de l'intimité qu'on ressent au bord de leurs canaux et dans les béguinages. Et des illustrations souvent choisies parmi des œuvres artistiques ravivent les impressions si profondes éprouvées par tous ceux qui connaissent les villes de Flandre.

R. D.

— Jules DESTRÉE. *Villes meurtries de Belgique. Villes wallonnes* (Bruxelles et Paris, G. van Oest, 1917, in-16, 64 p.). — Si les villes wallonnes sont moins riches en beautés artistiques que les villes de Flandre, elles ne leur cèdent rien par la grandeur des souvenirs et leur passé héroïque. Ce sont elles précisément qui ont été le plus durement frappées par la guerre actuelle : Liège et Dinant, partiellement incendiées en 1914, avaient été déjà détruites par d'autres envahisseurs. L'auteur insiste surtout sur le martyre de ces deux villes wallonnes ; il nous en parle avec émotion et nous fait partager ses craintes de les voir renaître moins pittoresques et privées des souvenirs de leur passé lointain.

R. D.

— Jean MASSART. *La presse clandestine dans la Belgique occupée* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, in-8°, xi-318 p.; prix : 6 fr.). — Ce livre est une sorte de complément à celui où l'auteur avait déjà montré *Comment les Belges résistent à la domination allemande* (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 377) ; il contient de copieux extraits de journaux, brochures, livres, cartes postales illustrées, parus en Belgique au mépris de la censure allemande et des châtimens qui frappent sans pitié ceux qui les rédigent, les colportent ou les reçoivent. Vingt-six facs-similés ajoutent la saveur de l'image à des textes fort instructifs, car ils nous renseignent en même temps sur la mentalité allemande, faite d'orgueil, d'outrecuidance, de mensonge et d'inconséquence, et la mentalité belge qui se venge en opposant à ses bourreaux une fermeté invincible sous l'apparence d'une bonne humeur narquoise. Dans son numéro 51, novembre 1915, la *Libre Belgique* disait aux Allemands : « Vous croyiez nous tenir sous la botte allemande et vous vous étonnez de notre esprit d'indépendance. Ignorez-vous que, malgré les dominations étrangères, nous avons tout un passé d'indépendance, alors qu'il y a un siècle à peine vos paysans prussiens étaient encore des serfs attachés à la glèbe ? » (p. 144). Mais les Allemands ne comprennent pas. Ils sont les maîtres. Après avoir terrorisé le pays, sans résultat d'ailleurs, ils s'ingénient à l'exploiter ; le dernier chapitre abonde en détails variés sur ce point ; une chronique du « brigandage allemand » d'août 1914 à juin 1915 et une série de « jugemens », de condamnations et de lourdes amendes montrent avec quelle méthode, dénuée de tout scrupule moral ou légal, ils

procèdent. Est-il vrai qu'ils commencent à entrevoir la vérité? Une lettre du général de Bernhardi au *Times* (p. 278), un article du *Tag* de Berlin (p. 280) tendraient à le faire croire; mais ces opinions isolées réussiront-elles jamais à faire entrer le doute, à réveiller la conscience dans l'âme allemande? Ch. B.

— Fernand PASSELECQ. *Les déportations belges à la lumière des documents allemands* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1917, in-8°, xv-435 p.; prix : 7 fr. 50). — Recueil, qu'accompagnent de nombreux fac-similés, de tous les documents belges concernant ce douloureux chapitre de l'occupation allemande en Belgique. Il est divisée en quatre parties : 1° « Les faits » : on débute par l'arrêté du Grand Quartier général allemand du 3 octobre 1916 établissant le régime du travail forcé avec déportation; puis on en suit l'application et l'extension graduelle à l'ensemble de la population mâle valide; d'autres documents nous montrent l'émotion produite par ces mesures en Belgique et l'attitude courageuse et patriotique de la population. 2° « Les explications des parties en présence » : déclarations audacieuses, hypocrites ou contradictoires de la presse allemande, surtout des journaux officiels; puis, comme il est entendu que l'Allemand ne peut jamais avoir tort, c'est le gouverneur, feu le baron de Bissing, qui vient justifier son administration, et l'on reproduit tout au long un entretien qu'il voulut bien avoir avec un représentant berlinois du *New-York Times*. Que vaut cette apologie? On le voit dans la troisième partie : « La contre-épreuve des documents allemands. » Là, on trouve les causes véritables du chômage auquel les autorités allemandes prétendaient vouloir porter remède : ce ne sont ni le blocus anglais, ni la mauvaise volonté et la paresse des ouvriers belges, mais l'épuisement systématique par l'Allemagne des ressources économiques de la Belgique; il y eut tout un plan de législation économique dressé par un certain W. Rathenau pour l'exploitation des matières premières dans les parties les plus industrielles de la Belgique, de la France et de la Russie occupées par l'armée allemande; c'est la méthodique exécution de ce programme qui a ruiné ces malheureuses contrées. En réalité, ce qu'on se proposait, c'était d'incorporer dans l'organisation militaire de l'Empire allemand toutes les ressources qu'elles possédaient en hommes et en biens. Pour les hommes, on s'adressa d'abord naturellement aux ouvriers et on essaya de les séduire par des promesses qui ne furent pas tenues. A défaut des ouvriers récalcitrants, ce sont alors des citoyens belges quelconques qui furent enlevés et expédiés, soit en Allemagne, soit même sur le front des armées, pour travailler aux champs ou à l'usine malgré leur volonté et au mépris de tout droit. Une quatrième partie, qui occupe presque la moitié du volume (p. 283-424), contient les annexes et les pièces justificatives. Le dossier a été constitué avec le scrupule le plus méritoire; la plupart des textes belges ont été communiqués à l'auteur par les ministères des

Affaires étrangères et de la Justice de Belgique; il a opéré lui-même le choix des documents de provenance allemande et toujours il en a donné la référence exacte. Ce n'est pas un simple dossier d'avocat, uniquement soucieux de produire les pièces favorables à son client; c'est une œuvre vraiment scientifique, édifiée par un juge qui ne veut prononcer une sentence qu'après un examen rigoureux des faits. Aux yeux de tout homme indépendant et réfléchi, il apparaîtra que les Allemands ont voulu épuiser à leur profit les ressources économiques d'un pays qu'ils savent ne pas pouvoir conserver et que, pour parvenir à leurs fins, ils n'ont eu aucun scrupule à rétablir l'esclavage.

Ch. B.

HISTOIRE DE DANEMARK.

— *La situation dans le Slesvig du Nord, spécialement pendant les années 1906 à 1914* (Copenhague, 1915, grand in-8°, 166 p.; publié par les Associations slesvigoises réunies (De Samvirkende Sønderjydske Foreninger) du Danemark). — Le Slesvig du Nord est, comme chacun sait, un pays essentiellement danois de langue ainsi que de sentiment; conquis par la Prusse et l'Autriche en 1864, puis annexé finalement par la Prusse, il n'a cessé de protester contre cette violence. Au Reichstag, ses plaintes et ses revendications ont trouvé un avocat infatigable dans la personne de leur député, Hans Peter Hanssen, élu en 1906 et plusieurs fois réélu depuis à une majorité toujours plus grande. Les efforts du gouvernement allemand pour germaniser le pays ont consisté surtout à organiser une police tracassière soutenue par les décisions d'une justice partielle, à interdire l'enseignement du danois dans les écoles publiques, à refuser tout droit civil et politique aux enfants des Slesvigois ayant opté pour le Danemark, enfin à racheter peu à peu la terre aux paysans et propriétaires danois pour la faire passer aux mains des Allemands. Dans la présente brochure, qui est une œuvre de propagande, M. H. ROSENDAL a été chargé d'étudier l'administration ordinaire de la justice et la question des « optants » et des « sans patrie », mémoire accompagné de deux cartes, l'une pour la répartition des langues en Slesvig, l'autre pour le résultat des élections législatives en 1912. M. V. LA COUR a exposé la lutte pour la possession de la terre et V. M. HANSEN la situation actuelle de l'École et de l'Église. Dans une dernière partie, M. Gundmond SCHÜTTE a résumé les œuvres des linguistes, historiens et géographes allemands qui, depuis la fin du XVIII^e siècle, ont travaillé à préparer, puis à justifier l'annexion du Slesvig à l'Allemagne; il a montré la néfaste intervention des pangermanistes dans le démêlé dano-allemand depuis 1890. Précieux et touchant plaidoyer à l'adresse des diplomates qui auront, après la guerre, la tâche de rétablir la paix du monde sur les bases du droit et de l'équité. En attendant, les historiens sauront en faire leur profit.

Ch. B.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— FR. DE P. BARJAU Y PONS. *Rabi Yedaiah Hapenini*. « Discursos leídos en la R. Academia de buenas letras de Barcelona » (Barcelone, impr. de la Casa provincial de Caridad, 1916, in-8°, 30 p.). — Il n'est pas prouvé que Rabi Yedaiah Hapenini soit né à Barcelone, mais ce qui est hors de doute, c'est qu'il vivait dans cette ville à la fin du XIII^e siècle et qu'il y composa la plus grande partie de ses ouvrages. Fils d'Abraham ben Isaac, de Béziers, Yedaiah naquit entre 1250 et 1280; il mourut entre 1315 et 1340. Son talent de polygraphe embrasse tous les rameaux du savoir humain; mais c'est surtout un moraliste mystique. Incidemment, le récipiendaire, professeur d'hébreu à l'Université de Barcelone, donne une version nouvelle du titre de l'ouvrage capital de Maimonide, qui doit être, selon lui, *Guide des hésitants et non Guide des égarés*. Il ne souscrit pas au jugement sévère de Renan sur les idées et le style d'Hapenini, qu'il considère comme une des figures les plus notables de la littérature rabbinique en Espagne.

J. R.

— L. DOMENECH Y MONTANER. *Poblet*. Collection « El arte en España bajo el patronato de la comisaría regia del turismo y cultura artística » (Barcelone, hijos de J. Thomas, s. d., in-8°, 41 p. et 48 pl., n° 12; prix : 1,25 peseta). — C'est une heureuse idée que de présenter en de petits livres, abondamment illustrés et accessibles à toutes les bourses, les trésors artistiques de l'Espagne. Dans chaque étude une introduction en castillan, en français et en anglais précède le recueil des planches. Filiale de Fontfroide, près Narbonne, l'abbaye de Poblet fut fondée au milieu du XII^e siècle. L'auteur, directeur de l'École supérieure d'architecture de Barcelone, en examine tour à tour l'emplacement, la disposition générale, les chambres et les tombes royales, la sacristie et ses trésors. Les moines furent expulsés en 1822. Une tentative de reconstitution de la communauté, faite en 1825, échoua lamentablement et aujourd'hui la plupart des bâtiments du monastère menacent ruine. Les belles moulures du cloître et de la salle capitulaire, ainsi que les curieuses impostes du palais royal, sont encore bien conservées. Nous souhaitons bon succès à l'œuvre de vulgarisation artistique entreprise sous les auspices de l'office royal de tourisme.

J. R.

— F. VALLS TABERNER. *Privilegis i ordinacions de les valls pirenenques*. I. *Vall d'Aran* (Barcelone, impr. de la Casa de Caridad, 1915, grand in-8°, xxvii-206 p.; t. II de la collection de « Textes de dret català »). — Cette publication de privilèges a pour but de faciliter l'étude des coutumes et des franchises des vallées pyrénéennes de la Catalogne pendant le moyen âge. M. Valls n'a retenu pour sa collection que les documents d'un caractère général et perpétuel. Il a laissé de côté ceux qui se rapportent à telle ou telle localité

en particulier et ceux qui ne représentent qu'une mesure transitoire. Possédé d'abord par les comtes de Toulouse, le val d'Aran passa ensuite sous la domination des comtes d'Aragon et plus tard, vers 1175, sous celle des rois de la maison de Barcelone. Les trois premières chartes octroyées par Jacques I^{er} au Val sont de 1265. A la suite de l'expédition de Philippe le Hardi en Catalogne, le val d'Aran demeura pendant dix ans au moins sous la domination française; de 1295 à 1313, il fut une dépendance du royaume de Majorque. La plus grande partie des privilèges concédés par les rois d'Aragon au val d'Aran est conservée aujourd'hui dans la sacristie de l'église de Viella. Les documents publiés par M. Valls sont au nombre d'une cinquantaine; ils s'échelonnent entre 1265 et 1496. Pour la reproduction des textes, l'éditeur s'est inspiré de la méthode suivie par M. Prou dans le *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, c'est-à-dire de la méthode enseignée à l'École des chartes. L'impression sur beau papier vélin est nette et élégante. Nous supposons que la collection des franchises pyrénéennes sera pourvue, à la fin du dernier volume, d'un index des noms propres et d'une table des termes juridiques. Non moins qu'au savant éditeur, la publication des chartes pyrénéennes fait honneur à l'Assemblée provinciale de Barcelone, sous le patronage de laquelle MM. Ramon d'Abadal et Valls Taberner ont entrepris de publier une collection de textes de droit catalan.

J. R.

— J. GIVANEL I MAS. *Catàleg de la col·lecció Cervàntica formada per D. Isidro Bonsoms i Sicart i cedida per ell a la Bibliotheca de Catalunya*. Vol. I : années 1590-1800 (Barcelone, « Institut d'Estudis Catalans », 1916, in-4°, xxii-412 p.; prix : 20 pesetas). — D. Isidro Bonsoms a mis quarante ans à former sa bibliothèque cervantine composée de 3,367 volumes ou brochures. Cette collection, la plus riche du monde, a été cédée par son propriétaire à l'Institut des études catalanes de Barcelone, qui s'est empressé d'en faire dresser l'inventaire. La notice bibliographique de chaque ouvrage de ou sur Cervantès a été établie par le personnel de la Bibliothèque de Catalogne, sous la direction de D. Jordi Rubió, le commentaire critique et bibliographique par le cervantiste barcelonais D. Joan Givanel, qui a dû déterminer, en outre, l'aspect particulier de chaque exemplaire sous le rapport de la reliure, de l'illustration, des signatures, des ex-libris, de la rareté, etc. L'auteur du catalogue a suivi l'ordre chronologique des éditions et des commentaires, énumérant dans une série unique les textes originaux, les traductions, les imitations, les études, au fur et à mesure de leur apparition. Des tables donneront plus tard la liste alphabétique des œuvres de Cervantès, des noms des éditeurs, correcteurs, traducteurs et biographes. Le catalogue commence par la *Galatea*, la première production de Cervantès, publiée en 1590; viennent ensuite les six éditions de la première partie de *Don Quichotte*, qui parurent en 1605 à Madrid, Lisbonne et Valence. La première version en langue étrangère de *Don Quichotte* fut la traduction anglaise de 1612; la

seconde, la traduction française de 1614. Le répertoire de M. Givanel est rédigé avec beaucoup de précision et de méthode. La disposition typographique de chaque article est d'une netteté parfaite. En retour du cadeau royal que lui a fait D. Isidro Bonsoms, l'Institut des études catalanes s'est engagé à fonder un prix quinquennal de 10,000 pesetas et un accessit de 2,000, destinés à récompenser les meilleures publications d'ordre bibliographique, artistique, critique, biographique ou musical faites sur les œuvres de Cervantès, sur les romans de chevalerie qui les ont précédées ou bien encore sur ceux, postérieurs, qui ont subi l'influence de *Don Quichotte*. Le prix Bonsoms sera décerné pour la première fois en 1921.

J. R.

— G. DESDEVICES DU DEZERT. *La chambre des juges de l'Hôtel et de la Cour en 1745* (New-York et Paris, in-8°, 51 p.; extrait de la *Revue hispanique*, t. XXXVI). — La chambre des juges de l'Hôtel et de la Cour (*Sala de alcades de Casa y Corte*) était un tribunal particulier qui avait la haute main sur la police de Madrid et de sa banlieue et qui exerçait dans ce ressort les fonctions d'une véritable Audience. Or, un des juges de ce tribunal nous a laissé de fort curieuses *Remarques*, datées de 1745, conservées aux archives historiques nationales et où sont passées en revue quelques-unes des fonctions que ce tribunal doit remplir. La chambre surveille les prisons de Madrid, fait des rondes de nuit dans la ville, visite les tavernes et les maisons meublées, maintient l'ordre dans les processions, lors des enterrements des membres de la famille royale, des courses de taureaux qui ont lieu trois fois par an, des représentations dramatiques qui sont encore fort rares. Elle publie d'une façon solennelle les édits du roi, veille à l'approvisionnement de Madrid en pain et en viande, à la propreté des rues. Elle pourchasse les mendiants, les gitanos, les nombreux portefaix qui en réalité vivent dans une oisiveté à peu près complète; elle contraint les esclaves mores à garder leur costume national. Malheureusement, les *Remarques* du juge ne nous apprennent rien de la vie judiciaire de la chambre, de ses attributions en matière civile ou criminelle; les questions de police l'intéressaient bien davantage. Du moins a-t-il fourni à M. Desdevises du Dezert, qui se consacre en France à l'étude de l'histoire de l'Espagne et dont nous publions, en ce moment même, l'étude sur les vice-rois espagnols du Nouveau-Monde, les éléments nécessaires pour brosser ce brillant et très pittoresque tableau de la vie à Madrid au milieu du XVIII^e siècle.

C. PF.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— W. H. MINER. *The American Indians North of Mexico* (Cambridge, at the University Press, 1917, in-8°, x-169 p.; prix : 3 sh.). — Ce petit livre rendra de grands services; il fournit sur l'origine des Peaux-Rouges, dont les tribus sont disséminées entre la baie d'Hudson

et la frontière du Mexique, sur leur organisation sociale, leur histoire et leur mythologie, les renseignements les plus précis et les mieux contrôlés. A peu d'exceptions près, les Français sont fort ignorants en pareille matière, les romans de Fenimore Cooper étant leur principale source d'information ; et cependant il nous importe de posséder des notions vraiment scientifiques sur des peuplades dont l'histoire a été si souvent mêlée à la nôtre au temps des expéditions coloniales et militaires dans les régions du Saint-Laurent, des grands lacs et du Mississipi. L'ouvrage de M. Miner est une excellente introduction à la connaissance de leurs tribus et de leurs cinquante-cinq dialectes (voir le tableau des p. 18-20). La bibliographie qui termine le volume sera d'un précieux secours à celui qui voudrait pénétrer plus avant dans cette étude.

Ch. B.

— BARR FERREE. *Year-book of the Pennsylvania Society* (New-York, The Pennsylvania Society, 1917, in-8°, 280 p.). — Au banquet annuel où les membres de la Société de Pensylvanie se réunirent pour fêter, pour la dix-huitième fois, la mémoire de Penn, le 9 décembre 1916, fut discuté le problème, important et angoissant entre tous, de savoir comment la Société (on peut dire, avec le président Wilson, la « Société des Nations ») doit être reconstruite pour éviter à l'avenir les horreurs de la guerre. Les allocutions de M. James M. BECK, président de la Société, du Dr Nicholas Murray BUTLER, président de l'Université Columbia, de Sir George Eulas FOSTER, ministre canadien du commerce, de John W. DAVIS, « solicitor general » des États-Unis, ont été reproduites dans le présent volume. On y lira également un toast prononcé par M. James M. BECK à un autre banquet, le 7 septembre 1916, au retour d'un voyage en France et d'une visite au front français, sur la Somme et à Verdun. A propos de Verdun, il donne un chiffre total de 840,000 tués blessés ou prisonniers ; mais il s'est refusé à dire la part qui revient à la France et à l'Allemagne dans cette effroyable hécatombe.

Ch. B.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— J. W. JEUDWINE. *The manufacture of historical material. An elementary study on the sources of story* (Londres, Williams et Norgate, 1916, in-8°, xxvii-268 p.; prix : 6 sh.). — Ne vous fiez pas au titre de cet ouvrage. Ne croyez pas que ce soit une étude sur les sources de l'histoire, ni sur la manière d'écrire l'histoire. C'est une suite confuse et prétentieuse de considérations sur la valeur du témoignage, soit oral, soit écrit, représenté le premier par les lois irlandaises des Brehon et par les *Year-books* anglo-normands, le second par les chroniques monastiques. Les raisons qui nous font accorder plus ou moins de confiance à ces textes ne sont pas données. Dans le cas de Jean sans Terre, l'auteur paraît croire que, si les historiens ont, les uns après les autres, jeté la pierre à ce malheureux

prince, c'est parce qu'ils ont aveuglément subi l'influence de quelque sot racontar recueilli par un moine irréfléchi. Quand il lui arrive d'exprimer des opinions moins paradoxales, elles ne sont guère neuves : ainsi il veut que l'historien prête une attention moins distraite aux enseignements de la géographie; que, s'il écrit l'histoire d'Angleterre, il ne s'enferme pas dans l'étude des institutions, mais qu'il donne la place qu'il convient aux faits économiques; qu'il soit un érudit rompu à l'étude des documents originaux et en même temps un artiste capable de faire revivre le passé avec ses couleurs véritables, sans laisser troubler son jugement par des préjugés nationaux ou confessionnels. Au vrai, je ne crois pas que le livre de M. Jeudwine puisse être de quelque utilité à ceux qui apprennent, enseignent ou écrivent l'histoire, sinon peut-être quand il parle du formalisme observé dans les tribunaux de la couronne, tel que nous le font connaître les *Year-books*; là, il est dans son élément, puisqu'il appartient au barreau, et il sait ce qu'il dit.

Ch. B.

— John Richard GREEN. *A short history of the English people*. Revised and enlarged, with Epilogue by Alice Stopford GREEN (Londres, Macmillan, 1916, in-8°, XLVII-1040 p.). — Voilà quarante-trois ans que l'Histoire abrégée du peuple anglais a paru pour la première fois (1874); plus de vingt éditions publiées depuis n'en ont pas épuisé le succès. Celle que nous annonçons a été soumise à une revision attentive et M^{me} Green a donné à l'œuvre de son illustre mari un Épilogue, qui est presque un livre à lui tout seul : 160 pages d'une impression très serrée où, d'une plume virile, elle résume le développement de l'histoire intérieure et extérieure de l'Angleterre depuis 1815 jusqu'à la veille de la guerre actuelle, depuis les traités de Vienne, où les vainqueurs de Napoléon affichèrent un si stupide mépris pour le droit des peuples et pour le sort des petites nations, jusqu'au jour où l'Angleterre a pris les armes pour défendre une petite nation assaillie au mépris des traités et pour aider à l'établissement dans le monde d'un ordre nouveau fondé sur la liberté et sur le droit. On a pu reprocher à Green d'avoir terminé brusquement son livre sans ajouter au moins quelques considérations générales sur le passé qu'il avait fait revivre avec tant d'éclat; M^{me} Green a comblé en partie cette lacune en montrant, dans son Épilogue, comment, en cent ans, l'Angleterre a passé d'un régime essentiellement aristocratique à la démocratie pure, comment un pays, à qui l'indépendance américaine venait à peine d'enlever sa plus riche colonie, a pu créer le plus puissant empire colonial du monde. Révolution sociale, fédération de Dominions, tels sont en effet les deux grandes créations qui ont changé la face du Royaume-Uni et préparé à ses citoyens des destinées nouvelles. Ce double thème, M^{me} Green l'a développé avec une grande chaleur de cœur pour les souffrances qu'un régime trop longtemps oppresseur a fait endurer aux peuples de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et avec une robuste confiance dans le triomphe définitif des grandes forces

morales « de la liberté disciplinée, de l'émancipation nationale et de loyauté envers l'humanité ».

Ch. B.

— T. F. TOUT. *An advanced history of Great Britain*. New impression (Londres, Longmans, 1916, in-8°, XLIII-767 p.; prix : 3 sh.).

— Les recherches originales auxquelles s'est livré le savant professeur de Manchester, et qui l'ont mis au rang des premiers érudits de l'Angleterre, lui ont laissé le temps d'écrire des ouvrages de vulgarisation. On connaît le solide résumé qu'il a donné du règne d'Édouard I^{er}; mais il n'a pas voulu se confiner dans le moyen âge où il occupe en maître plusieurs compartiments de l'histoire au XIII^e et au XIV^e siècle. Il a écrit une Histoire générale de la Grande-Bretagne et de l'Empire britannique et il nous la présente en trois cycles : le premier pour les commençants (1903), le second pour les classes secondaires (1902), la troisième (1906) pour les classes supérieures. C'est de ce dernier qu'il est ici question à propos d'une réédition qui a été continuée jusqu'à la mort d'Édouard VII. C'est peut-être le meilleur manuel d'histoire d'Angleterre qui ait été écrit : clair, bien distribué, tout à fait au courant des travaux les plus récents, il a pour cadre principal l'histoire politique. L'auteur n'a pas craint de laisser une place considérable à l'histoire militaire; les tableaux généalogiques, placés parfois au milieu même du récit, montrent qu'il attribue aux souverains et aux grandes familles une importance notable sur le cours des événements; mais plusieurs chapitres sur les institutions, les progrès économiques, l'évolution sociale, prouvent qu'il ne s'intéresse pas moins aux foules et aux forces anonymes par qui se fait l'histoire d'un peuple. On s'étonne cependant qu'il n'ait pas donné à son livre une base plus solide en montrant, ne fût-ce qu'en manière d'introduction, les étroits rapports entre l'histoire et la géographie : une bonne description des îles britanniques eût préparé l'esprit des lecteurs à comprendre plus d'un événement de l'histoire politique et sociale. Nous exprimerons un autre regret : l'auteur recommande les livres que les élèves feront bien de lire s'ils veulent pousser plus loin leurs études : n'eût-il pas pas été bon de leur signaler aussi les principaux recueils de textes où il faut puiser quand on veut remonter aux sources même de l'histoire, et quelques-unes de ces sources mêmes?

Ch. B.

— Gilbert STONE. *England from earliest times to the Great Charter* (Londres, G. Harrap and Co, 1916, in-8°, xx-618 p.; prix : 10 sh. 6 d.; série « Great Nations »). — Les érudits ne trouveront dans ce volume ni l'indication des sources et de leur valeur, ni une bibliographie critique. S'ils en éprouvent quelque déception, ils ne considéreront pas cependant comme perdu le temps qu'ils auront employé à le parcourir. Ils auront sous la main un résumé intelligent des travaux, jusqu'aux plus récents, sur l'histoire politique de l'Angleterre. Les élèves des classes supérieures, auxquels il paraît surtout s'adresser le liront avec profit; de nombreux paragraphes, avec

leur titre qui se détache nettement en tête, frapperont leur attention et se graveront dans leur souvenir; ceux d'entre eux que leur goût porte vers l'étude des institutions en feront peu de cas, parce qu'ils n'y verront presque rien sur l'organisation politique, administrative, économique et sociale; les autres sauront apprécier un récit exact, animé, substantiel, sans surcharge excessive, des idées intéressantes, par exemple sur la condition de la femme à l'époque anglo-saxonne; sur la décadence de la royauté anglaise à la fin du x^e siècle; sur Godwine, le père de Harold, grand seigneur moitié saxon et moitié danois qui aurait pu, si les circonstances avaient été moins défavorables, faire en Angleterre la même fortune que les ducs de France au temps des derniers carolingiens; sur Ranulf Flambard, le très habile ministre du despotique Guillaume II le Roux, etc. L'ouvrage, imprimé avec soin, est orné d'illustrations dont certaines sont remarquables (voir p. 166 de jolies reproductions de bijoux anglo-saxons); dont d'autres sont peut-être trop fantaisistes (le Henri II qui fait face à la page 500 a un peu trop l'air de dépouiller les journaux que le courrier vient de lui apporter); mais on voudrait que tout fût expliqué: inscriptions, sceaux, costumes, style des constructions dont on donne quelques bons spécimens; et l'on voudrait aussi que la provenance de ces monuments, petits et grands, fût toujours indiquée d'une façon précise: à quoi bon nous dire par exemple d'un dessin représentant saint Augustin, qu'est tiré d'un « ms. royal », si l'on n'en donne pas le numéro? L'illustration d'un ouvrage d'enseignement ne doit pas seulement flatter le regard, elle doit aussi contribuer à faire connaître les faits essentiels et l'archéologie a ses mystères qu'il faut dévoiler aux lecteurs.

Ch. B.

— *The Great roll of the pipe for the thirty-third year of the reign of King Henry the second, A. D. 1186-1187* (The publications of the Pipe roll Society, tome XXXVII, 1915, in-8°, L-287 p.). — Dans une substantielle préface, non signée, on attire l'attention sur l'écuage levé pour la guerre contre le seigneur de Galloway et sur la taille qui en fut la conséquence, sur les transports du trésor royal « cum rotulis et taleis », de Winchester à Londres et à Oxford, sur l'entretien des forteresses féodales, etc. Il ne manque plus qu'un rôle pour que nous possédions pour le règne de Henri II, la série complète de ces inestimables documents; mais l'impression en a été provisoirement suspendue « jusqu'à ce que la hausse des prix amenée par la guerre puisse être modérée ».

Ch. B.

— A. POMMIER. *Observations sur une relique possédée autrefois par le musée d'Orléans sous le nom de cœur de Henri II Plantagenet* (Orléans, impr. Paul Pigelet, 1917, in-8°, 14 p.; extrait des *Bulletins de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, 1916). — Histoire de cette relique depuis 1793 où elle fut enlevée de l'urne où elle reposait à Fontevault, jusqu'en 1857 où elle fut donnée à Mgr Gillis, évêque catholique d'Edimbourg, pour être restituée au

gouvernement britannique; elle est aujourd'hui possédée par les Ursulines d'Édimbourg. M. Pommier n'a pas de peine à montrer qu'elle ne peut être le cœur de Henri II; d'autre part, il reproduit, d'après Rymer, une lettre d'Édouard I^{er}, de laquelle il ressort que ce roi, exécutant la volonté formelle de son père Henri III, donna le cœur de ce prince aux religieuses de Fontevrault. Sur ce point, la cause est entendue.

Ch. B.

— George Cyril BROOKE. *A Catalogue of english coins in the British Museum. The Norman kings* (Londres, en vente au British Museum, 1916, 2 vol. avec une introduction et 62 planches. Tome I, CCLV p. et 62 planches; tome II, 462 p.). — Les monnaies anglaises décrites dans ce Catalogue ont été frappées de 1066 à 1154. Pendant ce siècle, elles ne se distinguent que par des détails secondaires de celles qui ont été frappées sous les rois anglo-saxons : les dénominations, l'aloi, le poids, la forme sont restés après la conquête ce qu'elles étaient auparavant; même les fonctionnaires en exercice avant 1066 continuèrent leur office après la bataille de Hastings. Cette fixité est remarquable; mais les exceptions à la règle sont nombreuses et le rédacteur du Catalogue a dû procéder à un minutieux examen qu'il résume dans son introduction. Il énumère d'abord les trouvailles de monnaies qui ont été faites et dont il existe des descriptions; puis il fournit des indications sur les monnaies qui ont été surfrappées ou qui ont été obtenues par une combinaison incorrecte des coins (par exemple, quand un coin était employé pour l'avvers avec un revers pour lequel il n'était pas fait originairement, et *vice versa*, ce qu'on appelle des « mules »). Vient ensuite une étude sur la forme des lettres employées dans l'inscription des monnaies, avec une planche où sont figurées les neuf séries de ces caractères. Les exceptions ont été traitées à part; on notera les tentatives faites pendant le règne d'Étienne pour innover ou pour frapper des monnaies féodales. Une de ces irrégularités est demeurée jusqu'ici encore inexpliquée : un assez grand nombre de monnaies frappées à cette époque portent, au nom du roi ou de « l'impératrice » Mathilde, l'inscription *Pereric*; on a voulu y voir une sorte d'abréviation du mot *imperatoricis*; M. Brooke repousse cette interprétation pour des raisons historiques qui sont d'un grand poids; mais il en est réduit à supposer que les monnayeurs, fort embarrassés pour savoir au nom de qui devaient être frappées les monnaies, ont eu recours à un simple « puzzle », inintelligible pour les gens d'alors comme pour nous (p. LXXXVII).

L'organisation et le contrôle de la monnaie, une table des différents types de monnaies rangées d'après leur poids et d'après les règnes des souverains, l'énumération des divers ateliers monétaires, enfin une liste très concise des publications numismatiques mentionnées dans le Catalogue terminent l'Introduction, que complètent deux tables, l'une des trouvailles de monnaies, l'autre des ateliers monétaires, des noms des monnayeurs et des types. On n'a pas d'ailleurs écarté les

monnaies conservées en dehors de la belle collection du British Museum; M. Brooke les a signalées en note quand elles apportaient un élément nouveau et elles figurent aussi dans les planches. Dans le tome II, on trouve la description de toutes les espèces monétaires dont il a été traité en général dans le tome I, puis trois tables : pour les monnaies, les monnayeurs et enfin les notions d'un caractère général.

Œuvre considérable et qui rendra les plus grands services, non seulement aux numismates, mais aussi aux historiens. Le désordre de l'organisation monétaire entre la mort de Henri I^{er} et l'avènement de Henri II confirme le témoignage des chroniqueurs qui nous ont conté l'anarchie du règne d'Étienne. Ch. B.

— Sir James Balfour PAUL. *Accounts of the High Treasurer of Scotland*. T. XI : 1559-1566 (Édimbourg, H. M. Stationary office, 1916, in-8°, LXXX-682 p.). — Ce volume contient le texte des comptes tenus par le Haut trésorier d'Écosse, Robert Richardson, prieur de l'île Sainte-Marie. Il se rapporte à l'époque de transition marquée par la mort de la régente, Marie de Lorraine, l'avènement de Marie Stuart et son mariage avec Darney; mais les articles portés sur le compte sont à l'ordinaire d'un médiocre intérêt. On notera cependant ceux qui concernent le petit corps de troupes françaises qui fut envoyé en Écosse pour défendre la couronne de la jeune reine, mise en péril tant par les ennemis intérieurs que par la menace d'une invasion anglaise. On y trouve aussi des indications sur la mort de Marie de Lorraine, sur les serviteurs, dames et demoiselles de sa maison, dont la plupart venaient de France. Le 29 juillet 1565, une somme de dix livres est payée au « canonier ordinaire du château d'Édimbourg pour la peine qu'il a prise en tirant le canon le jour où fut célébré le mariage de Sa Majesté » (p. 374). Riccio figure d'abord comme « valet » ou « garçon » de la chambre de la reine (1561-1562), puis comme secrétaire (1565); il ne figure sur les comptes que pour certaines pièces d'étoffe qui lui ont été livrées. Le texte est reproduit avec une grande fidélité. Un utile glossaire et un index très détaillé terminent le volume. Ch. B.

HISTOIRE DE POLOGNE.

— Stanislas POSNER. *La Pologne d'hier et de demain*. Introduction de Georges RENARD (Paris, Félix Alcan, in-8°, XII-119 p.; collection rouge à 1 fr. 25). — La lecture de cette brochure sera une révélation pour beaucoup de Français. Ils savent à peu près les causes des partages de la Pologne et, en gros, la part que s'en est adjugée chacun des trois états copartageants : Prusse, Russie et Autriche; mais en dehors de ces remaniements de territoire qui ont été ratifiés à tousjours semblait-il, par les traités de Vienne, combien pourraient dire exactement quelles sont les limites du monde polonais, quelles sources de richesses la nature a ménagées à ce peuple, comment il les a exploi-

tées, enfin quelles entraves ont été mises à son développement économique et moral? Qu'ils lisent le petit livre de M. Posner, avocat à la cour d'appel de Varsovie, établi en France depuis plusieurs années, et leur instruction sera vite faite à l'école d'un sociologue très cultivé, d'un esprit généreux et précis. La Pologne, qui semble à première vue n'être qu'un pays agricole où Bismarck ne voulait connaître que le seigneur et le clergé, est riche en mines : elle peut produire en abondance la houille, le pétrole, le sel, les eaux thermales. La Prusse et l'Autriche le savent et ce n'est pas seulement parce que la frontière ethnique de la Pologne est à dix-huit lieues de Berlin que la Prusse a pris la Posnanie et prétend enfoncer encore plus avant sa frontière orientale. Les Polonais n'ont pas tardé d'ailleurs à exploiter eux-mêmes et pour leur profit les richesses de leur sol; la féconde collaboration des ingénieurs et des banquiers a su créer une industrie nationale dont le développement tient du prodige; Lodz par exemple peut être comparé aux « villes champignons » les plus prospères des États-Unis; elle avait en 1900 une population de 227,000 ouvriers. Dans les villes, un tiers état est né, riche, instruit, ami des arts. Le bassin de la Vistule, une des régions les plus civilisées de l'Europe, appartient tout entier au monde polonais, jusqu'à sa capitale maritime, Dantzig, dont la population, en majorité, appartient au groupe cachoulien et parle un dialecte vieux-polonais. Les rapides progrès économiques de ce peuple prolifique et resté fidèle à son noble passé ont excité, comme on sait, les craintes des trois états copartageants et, contrairement aux stipulations de 1815; ils ont entrepris de les combattre par tous les moyens, jusqu'aux plus sanguinaires. On n'ignore pas chez nous les campagnes de prussification entreprises en Posnanie par la Prusse de Bismarck et de Bülow; on était moins bien renseigné sur les procédés analogues employés par les Russes, en particulier sur la concurrence acharnée faite par Moscou à Lodz. La Galicie et le territoire de l'ancienne république de Cracovie, confisqué en 1846, ont été moins mal traités, au moins depuis Sadowa, non point parce que l'Autriche, comprit alors « qu'elle ne pourrait échapper à la catastrophe finale qu'en s'appuyant sur les peuples et qu'elle n'obtiendrait leur appui qu'en leur accordant des droits nationaux » (p. 94), mais parce que l'Autriche avait besoin d'opposer les Polonais comme un contre-poids à l'influence hongroise. Quoi qu'il en soit de ses intentions, la politique habsbourgeoise a respecté la personnalité polonaise, tandis que les deux autres empires lui refusaient même le droit de vivre. Malgré tous ces obstacles, la Pologne a donné cet exemple admirable et touchant d'un peuple conquis et dépecé par ses voisins, privé d'unité politique, presque sans droits civils, qui n'a pas cessé pourtant d'être une nation passionnément attachée à sa langue, à sa religion, à son histoire. C'est ce triomphe de l'idée sur la matière qui ressort avec éclat des trois conférences de M. Posner, si opportunément réunies aujourd'hui en ce petit volume.

Ch. B.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

— N. IORGA. *Relations des Roumains avec les Alliés* (Jassy, édition du journal « Neamul Romanesc », 1917, in-16, 46 p.; prix : 1 fr.). — Id. *Histoire des relations russo-roumaines* (Ibid., 1917, in-16, 367 p.; prix : 4 fr.). — Id. *Histoire des relations entre la France et les Roumains* (Jassy, impr. « Progresul », 1917, in-16, 498 p.; prix : 3 fr.). — Id. *Droits nationaux et politiques des Roumains dans la Dobrogea*. Considérations historiques (Jassy, impr. de l'État, 1917, in-8°, 90 p.; prix : 1 fr. 50). — Les trois premières études sont destinées à faire connaître les rapports de la Roumanie avec les divers pays de l'Entente depuis le début de l'histoire roumaine jusqu'aux temps présents. L'auteur est, comme on sait, un des meilleurs historiens de son pays, un de ceux dont le nom est le plus avantageusement connu à l'étranger; il a passé plusieurs de ses années d'études en France et ses sympathies françaises ont toujours été aussi ardentes qu'éclairées; il en donne les raisons tout au long dans le livre qui vient d'être mentionné en troisième lieu. C'est aussi un homme politique; comme tel il a pris une grande part au relèvement politique et social de son pays, à l'entrée de la Roumanie dans la guerre contre les puissances centrales, ennemies de la libre expansion des peuples; malgré les lourds sacrifices que cette guerre lui a imposés comme homme et comme citoyen, il n'a laissé échapper aucune occasion de déclarer que l'honneur tout autant que l'intérêt commandait à la Roumanie de marcher avec nous; comme nous, il a foi en la victoire qui rendra au monde un juste équilibre. Ces trois brochures sont des actes de foi reposant sur des bases scientifiques. Dans la quatrième brochure, le savant professeur de Bucarest, qui connaît à fond l'histoire de son pays, raconte le passé de la Dobroudja dans l'antiquité, pendant le moyen âge et sous la domination turque. Contre les prétentions bulgares, il montre que cette province a toujours suivi l'influence roumaine. Le sol est un produit du Danube; mais c'est l'intelligence et le travail des Roumains qui l'ont enrichi de tout ce qu'on y trouvait hier encore, avant l'œuvre destructrice des Bulgares « libérateurs ». « Ceux qui réclament la Dobroudja aujourd'hui ne pourront opposer à la civilisation florissante qu'ils y ont rencontrée que les ruines accumulées sur leur passage; ce dernier titre de possession ne vaut pas mieux que tous les autres ».

Ch. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1917, mai-juin. — Albert MATHIEZ. Les subsistances pendant la Révolution. II. Un essai de taxation populaire au printemps de 1792 (expose les raisons financières, économiques et politiques qui amenèrent le renchérissement des denrées au début de l'hiver 1791-1792, les troubles qui en furent la conséquence et qui aboutirent peu à peu au parti de la réglementation et de la taxation, surtout en ce qui concernait le pain). — Joseph COMBET. Les arrêtés de Robespierre jeune dans les Alpes-Maritimes (loin d'avoir tendu à organiser le terrorisme, ces arrêtés montrent que Robespierre jeune fit œuvre de juge impartial, d'administrateur éclairé et prévoyant, de « redresseur d'abus »). — A. MADELAINE. La « chouannerie » dans le bocage normand. Première période : de 1793 à 1797. — A. DOMMANGET. La déchristianisation à Beauvais. La fête et le culte de la Raison. — Albert MATHIEZ. Babeuf et Robespierre (montre que Babeuf a professé pour Robespierre et ses idées sociales un véritable culte; reproduit des passages très significatifs tirés du journal de Babeuf, *le Tribun du peuple*). — Étienne BABEY. Souvenirs inédits sur la Restauration; suite (quatrième moyen de contre-révolution : la Congrégation en avril 1824; cinquième moyen : les femmes et les couvents de religieuses; intéressant). — Albert MATHIEZ. Westermann et la Cour à la veille du 10 août (Westermann, le « soudard alsacien », était l'agent de Danton et l'homme de confiance de Dumouriez. La Cour essaya de l'acheter avant le 10 août; il méritait de prendre place sur les bancs du tribunal révolutionnaire à côté de Danton, de d'Espagnac et de Fabre d'Églantine). — Id. Herman et son frère (Herman refusa de faire nommer son frère à des fonctions pour lesquelles il ne le croyait pas qualifié). = C.-rendu : *Ff. Olmo*. La Rivoluzione francese nelle relazioni diplomatiche di un ministro Piemontese a Roma, 1792-1796 (livre facile, très incomplet et qui n'apprend pas grand-chose de nouveau).

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1916, novembre-décembre. — L. DELISLE. Poèmes de Raimond Astruc et poésies sur Charles d'Anjou conservés dans le ms. 1008 de Saint-Gall (cinq petites pièces de mauvais vers latins composées sans doute sous le pontificat de Clément IV, soit aux environs de l'année 1270. Quant à Raimond Astruc, parfois confondu avec Raimond Lull, il paraît avoir été cha-

noine de Vich en Catalogne; il composa un long poème latin intitulé « Certamen animae », qui fut dédié à Pierre Ameil, archevêque de Narbonne, entre 1238 et 1245). — G. HUET. Fragments de la traduction néerlandaise en vers du « Roman de Troie » (c'est le débris, retrouvé dans une ancienne reliure, d'un ms. contenant la traduction, par Jacques de Maerlant, du roman de Benoît de Sainte-Maure). — Max PRINET. Les sceaux et le seing manuel de Pierre de Hauteville, prince d'Amour (la « cour amoureuse » fut fondée à Mantes, le 6 janvier 1401; les membres de la Société avaient le devoir de versifier en l'honneur des dames. On connaît environ deux cent soixante de ces sociétaires; mais leur chef, le « prince d'Amour » n'avait pas été sûrement identifié : c'est Pierre de Hauteville en Hainaut, dit le Mannier, qui fut échanson de Charles VI, puis garde des monnaies du duc de Bourgogne; mort à Lille en 1448). — M. SEPET. Observations critiques sur l'histoire de Jeanne d'Arc. La lettre de Perceval de Boulainvilliers (le témoignage contenu dans cette lettre sur l'enfance de Jeanne ne peut-être retenu qu'en partie; on n'en doit pas moins admettre « dans la vie de Jeanne d'Arc un élément surnaturel, établi par des témoignages irréfragables »). — Léon DOREZ. Nouvelles recherches sur Michel-Ange et son entourage. I. Lettre d'Antonio Mini à Michel-Ange sur le tableau original et les copies de la « Léda »; Lyon, 27 janvier 1532. = C.-rendus : P. Duhem. Le système du monde. Histoire des doctrines cosmologiques de Platon à Copernic (très remarquable; cf. *Rev. histor.*, CXX, 385; CXXII, 412 et CXXIV, 412). — H.-Fr. Delaborde. Recueil des actes de Philippe-Auguste. T. I : 1179-1194 (important). — Paul Bonnefon. Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne, dit le jeune Brienne; t. I (ce t. I n'est qu'une compilation sans valeur originale; par exemple, l'anecdote qui représente Richelieu dansant devant Anne d'Autriche, en costume vert avec des castagnettes aux doigts et des sonnettes à la jarretière, est apocryphe). — H. Omont. Recherches sur la bibliothèque de l'église cathédrale de Beauvais (utile). — Album historique et paléographique beauvaisien (intéressant; mais les planches laissent à désirer). — Ch. Boëll et A. Gillot. Catalogue des incunables de la bibliothèque publique d'Autun (remarquable). — J. Régné. Histoire du Vivarais, par le chanoine J. Bouchier; t. I (M. Régné a eu raison de publier l'ouvrage de Bouchier; mais il aurait pu y apporter plus de corrections encore). — J. Mathorez. La pénétration des Allemands en France sous l'Ancien régime (intéressant). — A. Dieudonné. Monnaies royales françaises depuis Hugues Capet jusqu'à la Révolution (rendra de grands services aux archéologues et aux économistes). — J. Miret y Sans. Les Cases de Templiers y Hospitalers en Catalunya (important). — L.-A. Constans. Rapport sur une mission archéologique à Bou-Ghara, 1914 et 1915 (Bou-Ghara est l'ancienne Gightis, municipale assez florissant, que des fouilles récentes ont fait revivre). = Chronique : H. OMONT. Procès d'Ange Vergèce au Châtelet et au Parlement de Paris, 1561 (pièces de

procédure concernant le célèbre calligraphe crétois, qui était employé à Paris, pour les « affaires du Roy », en qualité de « scripteur et correcteur de l'impression du Roy en langue grecque »).

3. — La Révolution française. 1917, mai-juin. — A. AULARD. La Révolution française et la Révolution russe ; lettre aux citoyens de la libre Russie. — H. LABROUE. La Révolution a interdit le service militaire aux députés (à la Constituante par un décret du 13 juin 1791 ; à la Législative le 31 janvier 1792 ; même principe sous la Convention. « Ce n'est pas sans réconfort que certains d'entre les députés présents ont éclairé leurs résolutions à la lumière d'une époque prestigieuse qui mettait au-dessus de tout cette souveraineté nationale, souveraineté du dehors et souveraineté du dedans, dont la France et la République sont la double et indissoluble expression ». Oui, mais les conditions du service militaire étaient alors bien différentes). — André BLUM. La caricature en France sous le Directoire (suite de sa thèse). — LELIÈVRE. Brigandages des Chouans : une journée d'assassinats en l'an III (assassinat de Dupont-Loraille et de Nicolas Challes, prêtre assermenté, le 26 septembre 1795). — Éd. CHAPUISAT. Étienne Clavière et la politique franco-anglaise en 1792 (lettre adressée à Stanhope le 9 juillet 1792). — Cl. PERROUD. Une lettre de M^{me} Roland du 3 juillet 1790 (elle est adressée à Lanthenas). — Parallèle entre les soldats allemands et les soldats français en 1796 (tiré de la Décade philosophique). = C.-rendus : A. Mathieu. La convocation des états généraux de 1789 en Languedoc (étude juridique). — L. Barthou. Lamartine orateur (Lamartine a été au premier chef un homme de gouvernement).

4. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1917, 1^{er} trimestre. — Alfred MARTINEAU. Le premier consulat de France à Bassorah, 1739-1745 ; I (on expose l'œuvre accomplie par le premier consul, Jogues de Martinville, qui arriva à Bassorah le 27 juin 1739 et y succomba le 8 novembre 1741). — Henri FROIDEVAUX. Une lettre inédite d'Adanson pendant son voyage au Sénégal (24 février 1752). = C.-rendus : Catalogue of manuscripts in european languages belonging to the library of the India office. T. II, part. I : The Orme collection (importance des papiers de Robert Orme). — Alfred Richard. Charles de Danzay, ambassadeur de France en Danemark (important pour les premières relations de la France avec la Russie au XVI^e siècle). — *Dupleix des Gardes*. Mémoires sur les établissements de la Compagnie et sur son commerce dans les Indes orientales (importance de ce mémoire, publié par Alfred Martineau dans la *Revue historique de l'Inde française*).

5. — Revue de l'histoire des religions. 1917, mars-avril. — Ed. NAVILLE. Les deux noms de Dieu dans la Genèse (Jehovah et Elohim ; l'auteur veut démontrer l'unité de la Genèse : unité d'auteur, unité de plan, et s'élève contre les critiques modernes). — W. DEONNA.

Questions d'archéologie religieuse et symbolique. XII. Le sens des réceptifs en forme humaine ou animale (article incomplet; le manus crit de la fin s'est perdu). = C.-rendus : J. Dyneley Prince. The so-called epic of paradise; Morris Jastrow. The summerian view of beginnings; S. Langdon. Critical notes upon the epic of paradise (les deux premiers ont combattu la thèse de Langdon qui répond dans le troisième article). — D. Viollier. Les sépultures du second âge du fer sur le plateau suisse (très documenté). — D. S. Margoliouth. On Mahdis and Mahdism (bon). — Dr Miguel Asin Palacios. La mystique d'Ali-Gazzali (s'occupe surtout des rapports étroits de l'enseignement du philosophe arabe avec le christianisme). — A. Lemonnier. La révélation primitive et les données actuelles de la science (d'après l'ouvrage allemand du P. G. Schmidt; comment les catholiques doivent se représenter les origines de l'humanité).

6. — **Revue des études anciennes.** 1917, avril-juin. — M. HOLLEAUX. Textes gréco-romains (correction à des inscriptions de Delphes, publiées par G. Colin, ou de Délos, publiées par Th. Homolle, G. Doublet, Laurent et S. Reinach). — G. RADET. Recherches sur la géographie ancienne de l'Asie mineure. VI. L'omphalos gordien (cet omphalos aurait été constitué par le fameux char dont parle Quinte-Curce). — W. DEONNA. L'épisode d'Aceste dans le V^e livre de l'*Énéide* (réponse à M. R. Pichon. Le concours décrit par Virgile est « un jeu rituel, dans lequel les participants s'efforçaient d'atteindre au sommet d'un mât, réduction de l'arbre de la vie, l'oiseau du feu céleste, dispensateur de la fertilité, à l'aide de flèches symbolisant les rayons lumineux »). — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Annaeus Serenus, préfet des vigiles. VI (fin de cette étude; discute la date des trois dialogues, *De Constantia sapientis*, *De Tranquillitate animi*, *De Otio*, adressés par Sénèque à Serenus). — C. JULIAN. Notes gallo-romaines. LXXIV. L'unité italo-celtique : de ses provinces et de ses limites (croit à l'existence, de l'Elbe à l'Océan, d'un vaste empire, aux populations parlant la même langue et ayant le sentiment de leur parenté; admet que ces populations se sont pour un temps étendues le long de la Baltique ou du moins qu'elles avaient d'étroites affinités avec les habitants riverains de cette mer). — Id. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : R. Dussaud. Les civilisations préhelléniques dans le bassin de la mer Égée, 2^e édition (c'est une large refonte d'un excellent ouvrage). — Victor Bérard. Un mensonge de la science allemande (F. Masqueray se rallie entièrement à la thèse de Bérard sur les plagiats de Wolf). — G. Mathieu. Aristote. Constitution d'Athènes (science méthodique, scrupuleuse, exhaustive). — E. Cavaignac. Histoire de l'Antiquité. T. III. La Macédoine, Carthage et Rome, 330-107 (on loue les ambitions généreuses de l'auteur et l'ampleur de son information). — W. Deonna. Catalogue des bronzes figurés antiques du musée d'art et d'histoire de Genève (excellent). — Pedro Bosch Gimpera. El Problema de la cerámica ibérica (détermine bien la dis-

tribution géographique de cette poterie; la question chronologique et celle des influences moins bien traitées).

7. — Revue des études historiques. 1917, avril-juin. — A. CHUQUET. Le général Goris, d'après ses mémoires inédits (né à Catillon-sur-Sambre le 6 mai 1761, mort dans la même localité le 9 novembre 1828; ses mémoires vont jusqu'à la bataille de Lützen en 1813). — Jules MATHOREZ. Les éléments de population orientale en France (Sarrasins, Maures et Moresques du ^{xiv}^e au ^{xviii}^e siècle; les Turcs dans le même intervalle; quelques Moresques se sont acclimatés en France et mêlés à la population; les Turcs ont été très peu nombreux). — André AUZOUX. Les dernières années de Suffren; II (sa retraite à Paris dans son hôtel de la chaussée d'Antin; sa mort le 6 décembre 1788; l'histoire de son duel n'est qu'une légende). — B. COMBES DE PATRIS. En lisant Tacite (les passages de son œuvre défavorables aux Germains). — Lucien MISERMONT. Relation de l'esclavage des sieurs de Fercourt et Regnard en 1678, écrite par M. de Fercourt (le manuscrit de ce curieux document appartient au Dr Leblond, président de la Société académique de Beauvais). — A. LABORDE-MILAA. Deux contributions à « l'histoire de l'histoire » (les deux livres d'E. Fueter et Louis Halphen). — C.-rendus : Roger Chauviré. Jean Bodin, auteur de la « République » (étude savante et fouillée). — J. Burnichon. La Compagnie de Jésus en France de 1814 à 1914; t. I et II (trop indulgent envers les amis de la Compagnie; c'est souvent un plaidoyer). — A. M. P. Ingold. Bénévent sous la domination de Talleyrand et le gouvernement de Louis de Beer (sujet neuf; documents abondants). — B. Combes de Patris. Un grand mystère judiciaire; l'affaire Fualdès (l'erreur judiciaire est vraisemblable). — Ernest Daudet. I. Bismarck. II. Guillaume II et François-Joseph (œuvres d'un historien aussi renseigné que précis). — É. Driault et C. Schefer. La République et le Rhin (insistent sur le Rhin frontière économique). — Grégoire Alexinsky. La Russie et l'Europe (très intéressant). — A. Debidour. Histoire diplomatique de l'Europe depuis le congrès de Berlin jusqu'à nos jours (concis et bien ordonné). — Ouvrages sur la guerre. — James Dowie. The Pandjab, North-West frontier and Kashmir (excellent). — L. S. S. O'Malley. Bengal, Bihar and Orissa, Sikkim (insuffisant).

8. — Revue des études napoléoniennes. 1917, juillet-août. — Édouard DRIAULT. Les Napoléon et l'alliance latine. — E. LENIENT. La solution des énigmes de Waterloo. Réponse au colonel Grouard. — Charles SAUNIER. L'attirance de l'art français au delà du Rhin, de Napoléon I^{er} à Napoléon III (biographie de Hittorff, de Lehmann, de Lœmlein, qui firent en France une grande figure et une fortune des plus honorables). — Ed. GACHOT. Napoléon et les Invalides prussiens, 1806-1808 (soins pris par les chefs de l'armée française pour l'hôtel des Invalides de Berlin durant l'occupation). — Paul MARMOTTAN. Le théâtre à la cour du roi Louis. — Alfred HACHETTE. Sur un militaire

qui, en passant à Sisteron, donnait à son chien le nom de Bonaparte (en 1803; ce militaire, qui s'appelait Dumillon, avait un chien qu'il avait appelé César; le sous-préfet de Sisteron, persuadé par un faux rapport que le nom donné au chien était Bonaparte, dénonce ce fait qui témoignait d'un « si grand excès de haine »; un homme « capable d'un crime aussi grave ne peut être qu'un scélérat forcené ». Et il y eut toute une enquête pour aboutir au néant).

9. — **Journal des savants.** 1917, mai. — Théodore REINACH. Les papyrus d'Oxyrhynchus (ce que nous apprend le tome XII qui vient de paraître; il est consacré tout entier à des pièces d'archives et de correspondance, autrement dit aux déchets des corbeilles de bureau d'une ville gréco-égyptienne dans la deuxième période de l'Empire romain; mais on y trouve d'intéressants détails sur les assemblées locales, sur les corvées, les monnaies, sur la religion et le culte, sur le droit). — Paul DURRIEU. Les origines de la gravure; I (d'après le livre de P. Gusman, œuvre d'un érudit doublé d'un technicien). — G. BLOCH. Les origines de Rome (d'après la thèse de Piganiol, beau livre, plein de faits et d'idées, très original; en réaction contre les formules simplistes de Fustel de Coulanges et contre l'hypercritique de Mommsen et de Pais; quelques objections à son système). — H. OMONT. Projet de diviser en sections l'Académie des inscriptions et belles-lettres proposé vers 1736 par Claude Sallier. = C.-rendus : *Francesco Malaguzzi Valeri*. La corte di Lodovico il Moro; t. II (très riche en aperçus). — Maurice PÉZARD. Mission à Bender Bouchir (les résultats de cette mission ont été assez minces). — Mélanges offerts à M. Jules Guiffrey (liste des articles). = Juin. É. CUQ. La maison romaine à l'époque impériale, avec un plan (d'après l'étude de Guido Calza, *la Preminenza dell' « Insula » nella edilizia Romana*; montre la distinction de deux maisons, la maison de maître habitée par le propriétaire avec sa famille, ses affranchis et ses esclaves; la maison de rapport, divisée en appartements et occupée par des locataires). — Paul DURRIEU. Les origines de la gravure; II (indique les sources qui permettent de résoudre le problème; pense que les origines se doivent chercher dans la Lotharingie, contrée qui embrasse l'ouest de la Suisse, la Franche-Comté, l'Alsace, l'évêché de Liège, les autres pays d'entre Rhin et Meuse et même, par extension, tout le royaume moderne des Pays-Bas). — J. TOUTAIN. Le Rhin dans l'antiquité (d'après l'ouvrage d'Ernest Babelon; opposition dans l'antiquité entre les peuplades des deux rives). — Henri DEHÉRAIN. Minoïde Mynas (publie une lettre de Mynas à Cuvier, 3 avril 1832). = C.-rendus : R. Cagnat et V. Chapot. Manuel d'archéologie romaine; t. I (excellent). — John Edwin Wells. A manual of the writing in Middle English, 1050-1400 (très utile). — Carleton Brown. A register of Middle English religious and didactic verses. Part. I. List of manuscripts (description de tous les manuscrits connus renfermant d'anciennes poésies anglaises). — Catálogo de la collecció Cervantica formado per D. Isidro Bonsoms i Sicart i cedida

per ell a la Biblioteca de Catalunya, redactat per Joán Givanel y Mas (bon; cf. *supra*, p. 157).

10. — Polybiblion. 1917, mai-juin. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Auguste Gauvain*. L'Europe avant la guerre (véritable livre-préface à la grande guerre); *Maurice Muret*. L'évolution belliqueuse de Guillaume II (excellent); *Frois Froisland*. Fra Paris og Frankriges front under krigen (vingt-huit articles parus dans l'*Aftenpost* de Kristiana, fin juillet à décembre 1914); *Achille Benedetti*. La conquista di Gorizia (ces récits vivants demeureront une source pour l'histoire définitive). — *Paul Cloché*. La restauration démocratique à Athènes en 403 av. J.-C. (série de discussion minutieuses). — *Ch. Bémont*. Recueil d'actes administratifs des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle (réel service rendu à l'érudition). — *E. Bligny-Bondurand*. Les coutumes de Saint-Gilles (excellente édition du texte latin; bonne introduction). — *Lucien Misermont*. Le serment à la constitution civile du clergé. Le serment civique et quelques documents inédits des archives (« des deux parties de la brochure, l'une ne fournit qu'un recueil informe de documents incomplets, l'autre soutient une erreur dangereuse »). — *Henri Moulinié*. De Bonald, la vie, la carrière politique, la doctrine. *Id.* Lettres inédites du vicomte de Bonald (connait l'homme; l'apprécie bien; mais quelques niaiseries banales contre l'émigration, l'infaillibilité pontificale, etc.). — *Le P. Louis de Gonzague*. Une page de l'histoire du Brésil. Mgr Vital — Antonio Gonçalves de Oliveira, — frère mineur capucin, évêque d'Olinda (bien documenté, bien composé, édifiant).

11. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1917, 28 avril. — *J. de Morgan*. Essai sur les nationalités (beaucoup d'affirmations contestables; ce que dit l'auteur des Arméniens et de leur passé présente au contraire une réelle valeur). — *P. Louis*. Les crises intérieures allemandes pendant la guerre (intéressant; mais l'Allemagne n'est pas encore à la veille de faire, à son tour, la révolution; « le tonnerre allemand de Heine ne se mettra en marche que lorsque le canon des Alliés aura crevé le nuage »). — *Ch. Nordmann*. A coups de canon (notes intéressantes d'un combattant qui est en outre un astronome et un inventeur). — *G. Doublet*. Recueil des actes concernant les évêques d'Antibes (L. Labande explique à propos de ce recueil ce que sera la collection de textes relatifs à l'histoire de Provence. Le recueil de M. Doublet est excellent; il contribue à diminuer la valeur du cartulaire de Lérins, auquel il serait opportun de consacrer une étude critique). — *L. Benaërts*. Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814, d'après leur correspondance inédite (utile, mais incomplet). = 5 mai. *A. Ungnad*. Babylonian letters of the Hammourabi period (cent trente-deux lettres babyloniennes datant de la première dynastie babylonienne, 2225-1926). — *S. Langdon*. Sumerian epic of paradise, the flood and the fall of man (texte provenant de Nippon; mais est-il bien certain qu'il y soit question du paradis, du

déluge et de la chute de l'homme?). — *H. Chadwine*. The heroic age (étude comparée de deux groupes de poèmes héroïques, comprenant l'un les poèmes et traditions des anciens peuples Germains, Anglo-Saxons et Scandinaves, l'autre l'*Iliade* et l'*Odyssée*; l'auteur a réussi à dégager un certain nombre de faits communs aux civilisations différentes que reflète cette littérature héroïque). — *Cagnat et Chapot*. Manuel d'archéologie romaine. I. Les monuments; décoration des monuments, sculpture (remarquable). — *A. Martineau*. Les origines de Mahé de Malabar (bon). = 12 mai. *C. V. Previté Orton*. Outlines of medieval history (bon manuel). — *Léon Lecestre*. Mémoires de Saint-Hilaire. Tome VI : 1741-1745 (fin de cette utile publication). — *L. Misermont*. Le serment à la constitution civile du clergé; le serment civique et quelques documents inédits des archives vaticanes (bon; beaucoup de documents nouveaux). — *Stan. Posner*. La Pologne d'hier et de demain (émouvant tableau d'une histoire chère à tous ceux qui ont subi l'annexion étrangère). — *R. A. Reiss*. Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre en Serbie (terrible réquisitoire dressé par un criminaliste bien renseigné; mais quand et comment le châtiement viendra-t-il?). = 19 mai. *S. Grumbach*. Das annexionsistische Deutschland (recueil très bien fait des livres, brochures, discours et conférences, où des Allemands se sont prononcés sur les annexions que l'Allemagne prétend obtenir de ses ennemis vaincus. L'ouvrage a pu pénétrer en Allemagne sous un titre moins révélateur : *W. Siegwald*. Gross-Deutschland; eine Sammlung von Dokumenten zum Verständniss deutschen Willens. C'est plus tard qu'on s'est aperçu du danger que pouvait faire courir au gouvernement allemand la manifestation de cette « volonté allemande ». Livre qu'il faudra garder avec soin et qu'après la guerre il faudra consulter souvent pour dépister les quémandeurs facilement oublieux des atrocités commises par leurs compatriotes). — *J. de Saint-Léger*. Louis XVII, dit Charles de Navarre; étude historique basée sur les documents conservés aux archives publiques (publie et commente le dossier 1737 du greffe de Rouen, relatif à ce faux Louis XVII condamné à sept ans de prison en 1818 et mort au Mont-Saint-Michel en 1822 sous le nom de Mathurin Bruneau). — *Fr. Laudet*. Les semeurs : Joubert, M^e de Chateaubriand, M^e Swetchine, la sœur Rosalie, Augustin Cochin (ce sont des panégyriques, presque des vies de saints). — *J. Morse*. Les Anglais dans l'armée russe (notes très intéressantes d'un témoin oculaire). — *André Spire*. Les Juifs et la guerre (beaucoup de faits utiles, mais l'auteur ne dit pas nettement ce qu'il entend par le judaïsme : est-ce une religion ou une nation?). = 26 mai. *K. J. Basmadjian*. Histoire moderne des Arméniens depuis la chute du royaume jusqu'à nos jours, 1375-1916 (résumé instructif; mais trop de fables et trop de trous). — *Paul Louis*. La guerre d'Orient et la crise européenne (recueil d'articles intéressants à consulter). — *H. B. Walters*. A classical dictionary of greek and roman antiquities, biography, geography and mythology (sera très utile pour les étudiants). — *Marcel Poète*. Bibliothèque

d'histoire de Paris (contient une grande somme de travail intelligent). — *R. Ortiz*. Per la storia della cultura italiana in Rumania (intéressant). = 2 juin. *Ch. H. Haskins*. The Normans in European history (ouvrage de bonne vulgarisation). — *H. Hauser*. Les sources de l'histoire de France, XVI^e siècle. Tome IV : 1589-1610 (remarquable). — Ouvrages sur la Belgique et la guerre. = 9 juin. *Ch. Urbain et E. Levesque*. Correspondance de Bossuet; tome X (ce volume, qui s'étend de juin à décembre 1698, est rempli à peu près uniquement par la querelle du Quiétisme). — *Émile Bourgeois et Louis André*. Les sources de l'histoire de France, XVII^e siècle. Tome II : Mémoires et lettres (important). — *B. Berenson*. The study and criticism of italian art (cinq des six mémoires qui composent le volume se rapportent à la peinture vénitienne; dans le dernier, l'auteur s'applique à déprécier l'œuvre de Léonard de Vinci comme peintre. Léonard est à ses yeux trop intellectuel; il met trop de science dans son art; ses dessins sont bien supérieurs à sa peinture). = 16 juin. *Geneviève Aclocque*. Les corporations, l'industrie et le commerce à Chartres, du X^e siècle à la Révolution (ouvrage bien documenté et rempli de détails curieux, mais présenté par le côté le moins intéressant, l'auteur s'étant attachée à l'histoire des corporations, où elle n'a guère fait que suivre des données antérieures, au lieu de faire une histoire de l'industrie et du commerce vraiment propres à Chartres et au pays chartrain). — *U. Benassi*. Guglielmo du Tillot; un ministro riformatore del secolo XVIII; fasc. 2 (excellent). — *L. de Santi*. Madame Du Barry-Cérès, la seconde femme de Jean Du Barry (intéressant). — *Charles de Rouvre*. L'amoureuse histoire d'Auguste Comte et de Clotilde de Vaux (ouvrage important sur la genèse du second positivisme). — *A. Lumbroso*. Ai tempi di Napoleone (très bon livre sur Napoléon I^{er}). — *Miscellanea Carducciana* (recueil d'articles et documents divers sur la vie et l'œuvre de Carducci). — Il carteggio di un victo (lettres inédites de l'amiral Persano sur sa campagne de Lissa et sur son procès; l'éditeur plaide pour l'innocence de l'amiral). — *E. Masi*. Il risorgimento italiano (excellent ouvrage d'ensemble, plein de faits et d'idées utiles). = 23 juin. *R. Worms*. Natalité et régime successoral (intéressant article du Dr Jacques Bertillon. M. Worms pense que les causes de la diminution de la natalité en France se ramènent toutes à une : l'individualisme; mais il y en a beaucoup d'autres et il ne suffirait pas de modifier les articles 815, 819 et 833 du Code civil dans un sens laissant une plus grande liberté au testateur). — *P. Kaschaker*. Babylonisch-assyrisches Bürgschaftsrecht (travail très méritoire sur le cautionnement en droit babylonien). — *E. Rostrup*. Oxyrhynchos Papyri III, 413 (intéressant pour l'histoire de la mise en scène au temps des Antonins). — *J. J. van Nostrand*. The reorganisation of Spain by Augustus (exposé clair et bien informé). — *V. Cauro*. Récit sur la vie de Mohammed (traduit les premiers chapitres d'une compilation de très mince valeur, sur Mahomet et les quatre khalifes orthodoxes, composée à la fin du XIX^e siècle par Ahmed es Seldoui; la traduction est à peu près satis-

faisante, mais l'annotation assez misérable). — *J. Cochon*. Le général Songoon, sa vie militaire et civile, 1771-1834 (bon; le point le plus important du livre se rapporte à l'année 1814; le général commandait alors le département du Mont-Blanc pour Louis XVIII; c'est lui qui fit échouer un projet imaginé pour enlever Marie-Louise et la mener à l'île d'Elbe). — *Vesnitch*. Les responsabilités de la guerre actuelle (brochure à signaler). — La victoire de Verdun; une bataille de 131 jours, du 21 février au 1^{er} juillet 1916 (remarquable étude éditée par l'imprimerie du service géographique de l'armée, mais, à ce qu'on assure, « sans aucun caractère officiel »). = 30 juin. *Ul. Chevalier*. Les ruines au cours des siècles (médiocre compilation). — *Th. Reinach*. La législation économique allemande pendant la guerre (beaucoup de faits distribués avec ordre et clarté). — *A. T. E. Olmstead*. Assyrian historiography (bonne étude sur les sources de l'historiographie assyrienne). — *F. Ch. Jean*. Les lettres de Hammurabi à Sin-idinam (bon). — *A. T. Clay*. Miscellaneous inscriptions in the Yale Babylonian collection (important). = 7 juillet. Abbé *G. Arnaud d'Agnel*. Politique des rois de France en Provence : Louis XI et Charles VIII (ouvrage très consciencieux, dont certains jugements peuvent et doivent être révisés. Il y aurait davantage à dire sur la réunion de la Provence à la France; mais l'ouvrage rendra plus faciles et attrayantes de nouvelles recherches sur ce beau sujet). — *Edward S. Corvin*. French policy and the american alliance of 1778 (étude approfondie des rapports diplomatiques entre le gouvernement monarchique de la France et les « insurgents » américains de 1778 à 1783). — Avec mon régiment, de l'Aisne à La Bassée, par un chef de peloton; traduit de l'anglais par *Henry Gauthier-Villars* (intéressantes notes sur le tommy anglais; mais le traducteur aurait bien dû nous dire où il a pris la fameuse phrase de Guillaume II sur la « méprisable petite armée du général French » qui d'ailleurs avait le grade de maréchal. Elle a été déclarée apocryphe en Allemagne). — *F. Belmont*. Lettres d'un officier de chasseurs alpins (4 août 1914-27 décembre 1915. Très intéressant; Belmont ayant eu au plus haut degré le sentiment de « la servitude et la grandeur militaires »). — *L. Wasteliet du Parc*. Souvenirs d'un réfugié, 1914-1915 (intéressant; mais l'auteur ne parle pas toujours de ce qu'il sait personnellement, et lâche volontiers la bride à ses passions politiques et religieuses).

12. — *Annales de géographie*. 1917, 15 mai. — *H.-J. Fleure*. Régions humaines (tableau divisé en six classes correspondant aux régions de la faim, du nomadisme, de difficulté durable, d'effort, d'accroissement de bien-être, de débilitation). — *Georges Reverdy*. De la haute vallée de Thoré à la plaine de l'Aude. Notes de géographie humaine. — *Augustin Bernard* et *Edmond Doutté*. L'habitation rurale des ingénus de l'Algérie, avec une carte.

13. — *Revue du seizième siècle*. 1916. T. IV, fasc. 1-2. — *L.-H. Labande*. Correspondance de Montaigne avec le maréchal de

Matignon. Nouvelles lettres inédites (trois lettres du 30 octobre 1582, 14 décembre 1583 et 12 juillet [1584], provenant des archives du Palais de Monaco; elles faisaient autrefois partie des archives de Torgni-sur-Vire). — G. BAGUENAUT DE PUCHESSE. Les Quarante-cinq (ce sont les quarante-cinq gentilshommes de la compagnie nouvellement formée par le duc d'Épernon et qui assassinèrent en 1588 le duc de Guise; détermine les noms de quelques-uns d'entre eux). — N. WEISS. Un François Rabelais condamné en 1558 (pour vol, d'après les archives du Parlement de Paris). — Max PRINET. Un écusson de marbre conservé au musée du Louvre (débris du tombeau de Renée d'Orléans-Longueville, morte en 1515; il représente les armoiries de Claude, reine de France). — Henri CLOUZOT. Les ouvrages de tauchie et d'azemine dans Rabelais (ces deux termes semblent synonymes de à la damasquine : ouvrage à la façon d'Orient). — Lazare SAINÉAN. L'histoire naturelle dans l'œuvre de Rabelais; II (ce que Rabelais emprunte à l'antiquité, suite; plantes et minéraux; les minéraux sont divisés en quatre classes : métaux, pierres ou roches, gemmes, perles; dans l'ensemble des sources antiques, Pline occupe une place absolument prépondérante; mais « ces emprunts de Pline sont fécondés et vivifiés en passant sous la plume de Rabelais, dont la vision intense et le sentiment du pittoresque renouvellent souvent la matière ancienne »). — C.-rendu : *Béatrix Ravà*. Venise dans la littérature française depuis les origines jusqu'à la mort de Henri IV (érudition étendue; goût d'une sûreté parfaite). — Fasc. 3-4. Paul LAUMONIER. Additions et corrections au tableau chronologique des œuvres de Ronsard (la deuxième édition de ce tableau a paru chez Hachette en 1911). — Henri CLOUZOT. Philibert de l'Orme, grand architecte du roi Mégiste, 1548-1559 (énumère ses travaux depuis sa nomination à la charge de surintendant des bâtiments du roi, le 3 avril 1548, jusqu'à la mort de Henri II, surtout d'après les découvertes de M. Roy). — Abel LEFRANC. Le « timbre » de Pantagruel à Bourges (ce timbre dont il est question au chap. iv de Pantagruel était une auge de pierre qui servait une fois par an à contenir le vin que l'on distribuait aux pauvres; cette auge est déjà mentionnée dans un compte de 1305). — Raymond LEBÈGUE. Une source de la *Bergerie* de Remy Belleau (c'est le roman de Longus qu'il avait lu dans la traduction d'Amyot). — Hugues VAGANAY. Les stances de M. de Pibrac (jusqu'ici on ne connaissait ces stances que par une impression de 1599; a retrouvé, sur deux feuillets imprimés avant cette date, les treize premières stances et même une stance inédite. Publie l'œuvre complète). — L. SAINÉAN. L'histoire naturelle dans l'œuvre de Rabelais; III (termes d'histoire naturelle empruntés par Rabelais, soit directement à Avicenne dont la *Zoologie* fut traduite en latin par Michel Scotus et le Canon par Gérard de Crémone, soit indirectement par les œuvres d'Albert le Grand; les noms anciens français d'animaux traditionnels ou d'animaux fabuleux; noms d'ani-

maux et de végétaux attestés antérieurement à Rabelais. L'auteur recherche ensuite les additions de Rabelais à ce savoir livresque. Étude tout à fait remarquable qui sera sans doute continuée). = C.-rendus : Les éditions récentes de Ronsard. — *Maxime de Montmorand*. Une femme poète au XVI^e siècle : Anne de Graville ; sa famille, sa vie, son œuvre, sa postérité (mérite le suffrage des lettrés et des historiens).

14. — Revue générale du droit. 1917, mars-avril. — J. BONNECASE. La « notion du droit » en France au XIX^e siècle ; suite (étudie la fonction de « la notion du droit »). — René de KÉRALLAIN. Les lois des Babyloniens et des Hébreux ; suite et fin (s'est appuyé dans cette étude sur des Israélites de haute intelligence et de ferme savoir, comme Emmanuel Deutsch, Alfred Edersheim, Emil Reich, capables de comprendre le christianisme, et sur des chrétiens capables d'apprécier le judaïsme, sans être soupçonnés d'étroite orthodoxie). — M. LACOMBE. Le « douaire de la Bruz » ; suite (la coutume du Poitou n'a fait qu'ériger en système légal un système déjà spontanément suivi et adopté par les mœurs). = C.-rendus : Ouvrages sur la guerre que nous avons signalés. — *Otto Tannenberg*. La plus grande Allemagne. L'œuvre du XX^e siècle, traduction française et préface de M. Millioud (document de premier ordre sur les visées du pangermanisme ; la préface de M. Millioud est une importante étude très personnelle sur le pangermanisme). — *Alexis François*. Dans la lutte (expression exacte des sentiments des Genevois pendant cette guerre). = Mai-juin. M. LACOMBE. Le « douaire de la Bruz » ; suite et fin. — J. BONNECASE. La « notion de droit » en France au XIX^e siècle ; suite (les théories de Belime et de Géný). — E.-H. PERREAU. L'irréductible « droit naturel » (à propos du second volume de M. Géný, *Science et technique en droit privé*). = C.-rendus : *É. Cuq*. Manuel des institutions juridiques des Romains (ne partage plus l'histoire du droit romain en tranches chronologiques, mais suit l'ordre des matières ; monument d'érudition concentrée). — *Georges Weill*. L'Alsace française de 1789 à 1871 (bon). — *J. Mac-Cabe*. Treitschke et la grande guerre, traduit et adapté de l'anglais par M^{me} Léon Raynal (intéressant pour le mouvement des idées en Allemagne).

15. — Le Correspondant. 1917, 10 juin. — Vicomte COMBES DE LESTRADE. Le programme italien (pour rendre la guerre contre l'Autriche aussi populaire que possible, certains publicistes italiens n'ont pas craint de faire concevoir au peuple des espérances d'agrandissement inconciliables avec les droits acquis de certains parmi ses alliés, la France et l'Angleterre en première ligne, contraires même peut-être à l'intérêt bien entendu de l'Italie. Il y a là un danger qu'une bonne volonté réciproque suffira d'ailleurs pour écarter). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Neville Chamberlain, directeur du « Service national ». — A. GÉRARD. L'ambassade extraordinaire du vice-roi Li Hong-Tchang en Europe, 1896, et la politique chinoise dans

ses rapports avec l'Occident (important témoignage sur la politique d'entente de la Chine avec la Russie, l'Angleterre et la France; Li Hong-Tchang en fut l'initiateur très habile et heureux; c'est un de ses anciens secrétaires, Wou-ting-foug, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet chinois actuel, qui vient de rompre toute relation avec l'Allemagne). — P. DE SAN CARLOS DE PEDROSO. Le roi d'Espagne et la guerre. Les initiatives d'Alphonse XIII en faveur des victimes : prisonniers, disparus et déportés. — ***. Le grand-duché de Luxembourg depuis l'invasion allemande. — René DE PLANHOL. Un conseil de guerre aux armées, 1915-1916; suite et fin. — Fernand PASSELECQ. La flamandisation de l'Université de Gand, d'après de nouveaux documents allemands (produit plusieurs témoignages dont le plus notable est celui du professeur von Dyck : il s'agit d'un rapport lu par lui, le 2 octobre 1916, à Bruxelles, en présence du gouverneur von Bissing, devant une assemblée de hauts fonctionnaires allemands appelés à assister, le lendemain, à l'inauguration de l'Université flamande; ce rapport constitue le réquisitoire le plus accablant contre la politique de violence et de perfidie que les Allemands ont menée en Belgique). — Charles STIÉNON. La campagne d'Asie. I. A travers le Caucase (1915-1916). = 25 juin. ***. La conférence impériale de guerre à Londres, 21 mars-17 avril 1917. Le rôle des Dominions et de l'Inde (une des conséquences de la guerre actuelle a été la ruine du libre-échange; la chute du cabinet Asquith fait triompher l'œuvre de Joseph Chamberlain; mais Chamberlain pensait construire le nouvel empire britannique sur le principe fédératif. Ce que la conférence impériale annonce au contraire, c'est la « consultation continue » comme étant le meilleur moyen d'assurer aux Dominions « une voix adéquate dans la politique et les relations étrangères »).

— MILES. Silhouettes de guerre. Le général Pershing. — ***. L'esprit public en Belgique. La renaissance du nationalisme belge (article à méditer). — Marcel DUPONT. En campagne. Impressions d'un officier de légère. XI. Le P. C. Marceau (la vie dans le poste de commandement du quartier Marceau à Verdun, du 12 au 26 juin 1916, au moment où l'ennemi assiégeait furieusement Fleury et Souville). — Charles STIÉNON. La guerre sous-marine et l'opinion politique allemande. — Hubert MORAND. La propagande universitaire en Allemagne et en France (d'après l'ouvrage où M. Friedel, s'appuyant sur de nombreuses citations tirées de publications allemandes, a montré l'action nationaliste en Allemagne et son influence sur la mentalité du peuple. En France, l'Université n'est pas une machine au service de l'État, qui s'inquiète peu d'ailleurs de s'attacher ses professeurs; mais les moyens recommandés par l'auteur de l'article sont-ils efficaces? On dirait que cet article a été écrit uniquement pour obtenir une augmentation des traitements). — Pierre LASSERRE. Richard Wagner poète et son influence. — A.-J. REMY. Le nouveau martyre de Reims. Un mois de bombardement. Notes au jour le jour (du 7 au 13 avril 1917). = 10 juil-

let. ***. La question agraire en Russie. La suppression projetée de la propriété foncière. — MILES. Silhouettes de guerre. M. Dato. — Fernand ENGERAND. La frontière de 1871 et l'esprit d'offensive (histoire du plan établi et en partie exécuté par Serré de Rivière pour rendre inexpugnable la nouvelle frontière de la France à l'Est; doctrines contraires de l'École de guerre qui méprisait les forteresses et préconisait au contraire l'offensive. Démenti infligé à cet enseignement par la guerre de Mandchourie. L'État-major français, continuant néanmoins à n'envisager que l'hypothèse d'une guerre de mouvement, repousse l'introduction de l'artillerie lourde dans les troupes de campagne. Il se trompe en outre sur les effectifs que les Allemands pouvaient jeter en première ligne et déclare impossible une attaque par la Belgique et la rive gauche de la Meuse. C'est l'esprit de système développé dans un milieu intelligent, travailleur, mais nourri de préjugés, qui faillit nous perdre). — A.-J. REMY. Un mois de bombardement à Reims. Notes au jour le jour; fin (du mercredi 18 avril 1917 au dimanche 6 mai). — Henri MORO. L'amitié de la Suisse. — René BRANCOUR. Les chants nationaux des États-Unis.

16. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1917, 20 mai. — Henri LAMMENS. Une villégiature arabe au siècle de l'hégire (conférence donnée au collège Saint-François d'Alexandrie le 21 novembre 1916; La Mecque au temps de Mahomet; les Mecquois allaient villégiaturer à Taïf, à deux fortes journées au sud-est; agrément de ce séjour). — Paul BERNARD. La renaissance des lettres en Belgique et l'influence française (le romantisme; les proscrits du 2 décembre 1851; l'influence de Baudelaire et de Zola; le symbolisme). — Pierre BLIARD. Un coin de Normandie aux jours de la Révolution (série de documents tirés des archives de Thierville, près Pont-Audemer, an IV). — Lucien ROURE. La jeunesse de Dante (extraits de la traduction que Henry Cochin a faite de la *Vita Nova*). — Impressions de guerre. L. Carnet de route d'un aumônier catholique (est mobilisé au moment où il revenait de Siwas en Asie mineure, part en Lorraine comme aumônier d'un régiment de dragons; carnet de route du 19 août au 25 décembre 1914; plus tard est affecté à une compagnie de chasseurs à cheval dans les Vosges; notes du 9 mars au 29 décembre 1916). = 5 juin. Le cardinal Louis BILLOT. La parousie; I (la parousie, c'est le second avènement de Jésus-Christ. Discussion théologique). — Général CHERFILS. Une esquisse de la victoire de la Marne (oppose nos généraux spiritualistes à ceux de culture positiviste; il ne faut pas trop laïciser la victoire de la Marne). — A. DECHÊNE. Les proscrits du 2 décembre à Jersey, 1852-1855; I. La communauté démocratique (raconte un peu en charge la vie des exilés: Victor Hugo et ses fils, Charles Ribeyrolles, Le Flô, Pierre Leroux, etc.). — Louis CHERVOILLOT. Littérature de guerre en Italie (M^{lle} Carla Cadorna, Ernesto Buonaiuti, Luigi Barzini, Luigi Ambrosini, Giosué Borsi, auteur des *Colloqui*, tué le 10 novembre 1915). — Louis JALA-

BERT. Un manuel d'archéologie romaine (celui de R. Cagnat et V. Chapot, t. I). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux (s'occupe surtout du livre de Burnichon. La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle, 1814-1914). = C.-rendus : Les éternels barbares. La Germanie de Tacite, traduction nouvelle par H.-M. Gailhac (imprime en lettres italiques les passages défavorables aux Germains). — Max Turmann. La Suisse pendant la guerre (richement et méthodiquement documenté). = 20 juin. Louis BILLOT. La parousie; II. — Alex. BROU. La religion de Rousseau (d'après le beau livre de Maurice Masson). — A. DECHÈNE. Les proscrits du 2 décembre à Jersey. II. Le journal « L'homme » (nombreux extraits). — Louis ROURE. De saint Thomas à Kant (d'après les deux ouvrages de A.-D. de Sertillanges et de F. Sartiaux). — Impressions de guerre. LI. Les petits mémoires du brigadier (24 mars-9 avril 1915). = C.-rendu : Isabelle Rimbaud. Dans les remous de la bataille. Charleroi et la Marne; Reims (émouvant). = 5 juillet. A. EYMIEU. Les causes de la guerre et la Providence (il ne faut pas reprocher à Dieu de n'avoir pas empêché ce conflit). — Paul BERNARD. L'acier contre l'acier. I. Les usines Krupp. — Abel DECHÈNE. Les proscrits du 2 décembre à Jersey. III. Le coup d'État (il s'agit de l'expulsion des exilés en octobre 1855). — A. BROU. Un patriote polonais. Le jésuite Pierre Skarga (d'après les thèses de l'abbé A. Berga). — Adhémar d'ALÈS. Vers le Sacré-Cœur (comment est née cette dévotion, d'après l'ouvrage de J.-V. Bainvel). — Impressions de guerre. LII. En pays reconquis. A la poursuite des vandales (mars 1917).

17. — La Grande Revue. 1917, mai. — G. GUY-GRAND. La France unie. III. La guerre et la démocratie (les observations de l'auteur ne se rapportent qu'aux premières semaines de la guerre. Cette guerre, la démocratie l'avait mal préparée « parce qu'au fond elle n'y avait pas cru, qu'elle avait de toutes ses forces travaillé à l'écarter »; une fois la guerre déclarée, elle abdiqua en quelque sorte et, tant que dura la crise des premières semaines, il lui fut impossible de fonctionner normalement, parce qu'alors il fallait réaliser l'« union sacrée » et par conséquent suspendre la lutte des partis). — Louis PROAL. Voltaire et la question d'Orient (après avoir blâmé et raillé les Croisades, qu'il considérait comme une manifestation du fanatisme religieux, Voltaire se déclara l'ennemi des Turcs après que ceux-ci eurent déclaré la guerre à la Russie en 1768; il souhaite la régénération de la Grèce et l'affranchissement de Constantinople, délivrée de l'oppression ottomane. Il en voulut à Frédéric II de montrer tant de froideur à l'égard de cette nouvelle Croisade). = Juin. Général PERCIN. Les principes de la guerre ont-ils changé? (réplique à l'article du général Fonville dans la Revue de Paris du 1^{er} juin 1916. Les principes de la guerre n'ont pas changé; seule la guerre de mouvement est capable de procurer une décision rapide. Si la guerre de tranchées dure depuis près de trois ans sur le front occidental,

c'est qu'après la bataille de la Marne aucun des deux partis n'a eu sur l'autre une supériorité d'effectifs lui permettant de le bousculer et de l'empêcher de s'établir solidement. « L'emploi exclusif de la tranchée, c'est le suicide à petit feu de deux armées qui ne veulent plus combattre ou qui ne le peuvent plus ». — A.-Ferdinand HÉROLD. Le patriotisme révolutionnaire (en France, en 1792). — Edmond CLÉRAY. Les premières manifestations de l'Allemagne « über alles » (parle d'un livre paru en 1707 à Leipzig : « Oesterreich über alles wann es nur will », et d'un autre paru à Ulm en 1710 : « Dissertation militaires de Myler de Ehrenbach »).

18. — **Mercure de France**. 1917, 1^{er} juin. — J.-W. BIENSTOCK. Les premiers jours de la Révolution et les derniers de la cour de Russie (ce n'est pas à la Douma que revient l'honneur d'avoir donné le premier signal de la révolution, mais à la population ouvrière de Petrograd qui, poussée par la famine, se mit en grève, et à l'armée qui refusa de tirer sur le peuple ameuté. Explique la prodigieuse influence exercée par le moine Raspoutine, grand-prêtre d'une religion nouvelle, le « néo Klistov-tchina », qui fut un mélange de mysticisme et de sensualité dépravée; influence à ce point prépondérante que l'on en vint à voir dans le meurtre de ce moine l'unique salut pour la Russie. Raspoutine mort, ses adorateurs se laissèrent persuader qu'il se réincarnerait dans la personne du ministre Protopopof, créature de Raspoutine, et la folie érotico-mystique dont la cour était possédée continua. Dans cette cour, le parti le plus puissant était tout entier gagné à l'Allemagne; c'est chez « la célèbre ballerine Kchesinkaia, l'initiatrice de Nicolas II, choisie par l'impératrice mère », que se trouvait le centre des intrigues allemandes. Le tsar lui-même s'y était laissé prendre, puisqu'à l'entrevue de Biorki, en 1905, il eut la faiblesse de signer un traité d'alliance défensive et offensive contre la France, rédigé par la main même de Guillaume II). — Jean AJALBERT. La paix et la guerre au Maroc (en 1915). — Albert ERLANDE. En campagne avec la légion étrangère. Troisième partie : attaques en Artois; chap. II (attaques du 9 mai et du 16 juin 1915; fin de ces récits tour à tour piquants ou héroïques). — 16 juin. Louis NARQUET. Le pacifisme et la guerre. De la possibilité de la paix universelle. — M. MARTIN-FURTH. Les fils de Sem en Autriche (intéressants détails sur l'expansion juive en Autriche et en Hongrie; c'est ainsi qu'ils sont les maîtres de la presse : « La presque totalité des journaux en langue allemande ou hongroise de quelque importance sont entre les mains des Juifs et, de plus, rédigés par eux; il n'y a pas de journaux catholiques. » On ne s'étonnera donc pas de voir nombre de citoyens, appartenant aux vieilles classes bourgeoises des grandes villes, se grouper pour constituer un parti antisémite. Ce parti a porté au pouvoir le fameux Dr Lueger; mais l'influence politique, sociale et économique des Juifs n'a pas été sérieusement ébranlée). — Dr Louis HUOT et Dr Paul VOIVENEL. Diagramme psychologique de la bataille. — 1^{er} juillet. Anne-Marie et Charles LALO. La guerre et

la paix dans le roman français. = 16 juillet. Jules DUHEM. Vue générale de la question d'Alsace-Lorraine (nulle province plus que l'Alsace-Lorraine « ne justifie historiquement sa nationalité française »; maintenant encore, derrière la masse des immigrés, il est facile de constater « l'indifférence irrémédiable de l'Alsacien devant l'état politique et sociale de l'Allemagne »). — Jules BERTAUT. M^{me} Staël et l'Angleterre.

19. — **La Revue de Paris**. 1917; 1^{er} juin. — Giosué BORSI. Lettres d'un officier italien (poète et journaliste, engagé volontaire au début de la guerre et bientôt officier, Borsi fut tué le 10 novembre 1915 à Zagora; quelques fragments de lettres écrites du front, du 31 août au 20 octobre). — Olivier GUIHÉNEUC. Les nouveaux types de navires de combat. — Gabrielle M. VASSAL. D'Indo-Chine en France, août-décembre 1914. — Fernand BALDENSPERGER. France et Suède. De Descartes à Gobineau (des rapports intellectuels entre ces deux pays depuis deux siècles; des causes qui ont éloigné de nous les Suédois). — Auguste GAUVAIN. La question grecque (conflit entre Venizelos, représentant le gouvernement parlementaire, et le roi, qui veut imposer sa volonté à son peuple. Il importait aux puissances protectrices de la Grèce d'intervenir entre les deux tendances contraires. Leur inertie fut en grande partie cause des catastrophes qui suivirent). = 15 juin. Paul MARMOTTAN. Chateaubriand, M^{me} Baciocchi et Napoléon (quatorze lettres de Chateaubriand à Élisabeth Bonaparte; c'est au crédit d'Élisabeth que Chateaubriand dut d'être rayé de la liste des émigrés. Dans une de ses lettres, datée du 21 pluviôse an XI, 10 février 1803, il la « supplie de supplier le Premier consul » d'accepter la dédicace de la seconde édition du *Génie du christianisme*. C'est encore grâce à elle qu'il est nommé premier secrétaire à Rome en 1803. Plusieurs longues lettres de lui à Élisabeth, sa « belle et excellente protectrice », sont envoyées d'Italie. Ces lettres servent à corriger plusieurs passages des *Mémoires d'outre-tombe*). — Maxime GORKI. Ma vie d'enfant; 1^{re} partie. — D^{rs} X et Y. Comment on fait l'opinion dans la France envahie (d'après la *Gazette des Ardennes*). — Capitaine A. M. Devant Vermelles, octobre-décembre 1914 (notes recueillies dans un groupe d'autos-mitrailleuses). — Jean BRETON. En mai, à Madrid (l'opinion à Madrid en mai 1916. Le « bataillon des Intellectuels » est pour nous). — A. SOULANGE-BODIN. Allemagne et Suisse (expose les progrès de l'influence allemande dans la Suisse alémanique et son déclin qui se prépare). = 1^{er} juillet. Y. L'odyssée d'un transport torpillé; suite (la suite de ces très intéressantes lettres a été autorisée par la Censure, qui d'ailleurs leur a fait subir de fortes suppressions. Ce qui reste est plein de saveur quand même). — ***. La bataille de l'Aisne et de Champagne (expose les résultats considérables obtenus par l'offensive franco-anglaise). — Maxime GORKI. Ma vie d'enfant; suite. — L. DE BRUNIER. Souvenirs de Noyon, 1914-1915 (encore un témoignage sur l'inutile brutalité des soldats et des officiers allemands). — Commandant WEIL.

Marie-Louise et le roi de Rome (publie la correspondance secrète relative à Marie-Louise à Vienne en 1814 et les lettres de l'entourage de Marie-Louise concernant le roi de Rome, que la police autrichienne a interceptées. Ces irrécusables témoignages montrent avec quelle facilité Marie-Louise se laissa détacher de Napoléon; elle ne songe qu'à Neipperg, bientôt maître de son cœur, et au duché de Parme, qui lui a été promis et dont Metternich tarde à la mettre en possession. Quant à son fils, elle l'oublie). — A. GAUVAIN. La question grecque; II (depuis le renvoi de Venizelos par le roi Constantin, qui trahit la Serbie et intrigue contre les Alliés, dans leur dos). = 15 juillet. Maxime GORKI. Ma vie d'enfant; 3^e partie. — Charles GÉNIAUX. La Kabylie, 1871-1917 (recueille et reproduit les souvenirs d'anciens Kabyles qui avaient vu l'insurrection de 1871 et qui pouvaient en rappeler les causes; quarante trois ans après, ils restèrent fidèles à la France parce qu'ils avaient su apprécier les bienfaits de la paix française. Ils ont eu quelque mérite à repousser les sollicitations intéressées des Allemands et des des Turcs qui essayèrent de fomenter des troubles parmi eux, comme les Prussiens l'avaient déjà fait avec plus de succès en 1871). — Maurice CAULLERY. Les clubs universitaires et la vie intellectuelle aux États-Unis. — L. DE BRUNIER. Souvenirs de Noyon, 1914-1915 (récit très simple, terre à terre même, mais si poignant!). — Hector BERLIOZ. 1847-1854; suite. — A. GAUVAIN. La question grecque; III (depuis la constitution du cabinet Lambros; l'attentat du 1^{er} décembre et la Saint-Barthélemy des Venizelistes; le gâchis diplomatique, l'enthousiasme insolent et dévot des partisans de Constantin. La tragi-comédie se termine enfin, le 12 juin 1917, par l'abdication forcée du roi des Hellènes et le rétablissement d'un régime constitutionnel à Athènes).

20. — *Revue des Deux Mondes*. 1917, 1^{er} juin. — Émile BOUTROUX. L'Allemagne et la guerre. Troisième lettre : les forces morales (en tant que l'issue dépend des forces morales, nous pouvons, nous devons vaincre; mais l'Allemagne n'en continuera pas moins de maintenir intacte cette philosophie du Moi qui, laissant la morale à l'usage des particuliers, ne reconnaît qu'une loi : celle qui la pousse à « se réaliser » avec une puissance et une ampleur toujours croissantes. Pour qu'elle se transforme, il ne faudrait pas moins, semble-t-il, que « la persistance et le développement, dans les diverses parties du monde, de libres démocraties conciliant, de façon manifestement durable, la liberté et le droit des individus avec l'ordre intérieur, avec la prospérité morale et matérielle, avec la puissance de soutenir, au dehors, ses droits, son indépendance, son intégrité »). — Henry BONDEAUX. Les captifs délivrés. Douaumont-Vaux, 24 octobre-3 novembre 1916. II. Douaumont (raconte, d'après les témoignages écrits et oraux recueillis aussitôt après l'action, les opérations dirigées pour reprendre Douaumont, du secteur d'Haudromont au ravin de la Fausse-Côte. Le rapport sur l'état de Douaumont, établi le lendemain même du jour où le fort fut repris, constate qu'il n'était nullement « détruit en partie »,

ainsi que les Allemands le prétendirent; et le dossier de la Kommandantatur, qui y fut trouvé intact, atteste l'importance qu'ils attachaient à leur conquête de mai 1916). — Marcelle TINAYRE. En été à Salonique, avril-septembre 1916. III. — Léon CURY. L'actualité de Victor Hugo. — Contre-amiral DEGOUY. Où en sont les deux blocus? — André BEAUNIER. Augustin Filon. = 15 juin. Henry BORDEAUX. Les captifs délivrés. Douaumont-Vaux, 21 octobre-3 novembre 1916. III. Vaux (récit de cette dure bataille de dix jours qui nous rendit le fort de Vaux et les villages de Vaux et de Damloup). — Ernest DAUDET. Autour d'un mariage princier. Notes et souvenirs, 1878-1913 (il s'agit du mariage du duc de Cumberland avec la princesse Thyra de Danemark, décembre 1878; la cour de Berlin profita de l'occasion que lui fournissait ce mariage pour amener le Danemark à modifier son attitude de protestation pour les violences qu'il avait dû subir en 1864. Cependant, l'intervention de la reine d'Angleterre, de sa fille, Victoria, femme du prince royal Frédéric, et de sa belle-fille, la princesse de Galles, sœur de Thyra, fut assez forte pour que le Brunswick ne fût pas tout uniment annexé à la Prusse; l'avenir de la dynastie hanovrienne restait réservé. On sait qu'en 1913 le fils du duc de Cumberland fit la démarche qu'on attendait depuis longtemps à Berlin : il épousa une fille de Guillaume II, fut proclamé duc régnant de Brunswick et devint un fidèle sujet de l'empire qui avait dépouillé son père de la couronne royale. C'était, comme le dit l'empereur lui-même, « un grand fait historique »; rassuré de ne plus trouver d'adversaires dans l'empire, il put se laisser entraîner plus allègrement dans la guerre mondiale). — M^{me} H. CÉLARIÉ. Emmenées en esclavage pour cultiver la terre. Journal d'une déportée (d'après la déposition d'une jeune fille de Lille; récit très simple et très poignant). — Victor GIRAUD. Ernest Psichari. — Raphaël-Georges LÉVY. Les finances de l'Allemagne. = 1^{er} juillet. André CHEVRILLON. Visites au front. Sur le front anglais, juin 1916. I. Vers les tranchées. Devant la crête de Vimy. — A. GÉRARD. L'Extrême-Orient pendant la guerre, 1914-1917 (rapports entre la Chine et le Japon. Le Japon, fidèle à ses alliances avec les puissances de l'Entente, agit en Chine pour le maintien du *statu quo*; tandis que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie intriquent à Pékin pour le rétablissement de la monarchie, le Japon et ses Alliés appuient le parti républicain, réformateur et démocratique. Les trois puissances riveraines du Pacifique : Russie, Japon, États-Unis, sont d'accord pour lutter contre « l'Empire insolent et jaloux qui, par la bouche de Guillaume II, avait successivement dénoncé le péril américain et le péril jaune ». La Chine suivra). — Louis DE LAUNAY. Notre dossier économique. France et Espagne. — Marylie MARKOVITCH. Lendemain de révolution à Petrograd; II (la liberté dans la cité, l'anarchie à la caserne, l'ordre dans la rue, la fête révolutionnaire; enfin, dernier tableau : Lénine « révolutionnaire élégant », qui se fâche et qui menace quand on lui demande à brûle-pourpoint : Comment

avez-vous pu traverser l'Allemagne?). = 15 juillet. Louis MADELIN. La bataille des Flandres. L'Yser et Ypres; I (étudie successivement les quatre actes de la bataille commencée le 11 octobre 1914 : d'abord les combats de l'Yser, puis la première bataille d'Ypres où les Anglais et les Français « après un début d'offensive heureuse, menacés d'enfoncement dans les tragiques journées des 30 et 31 octobre, arrachent à l'ennemi les positions un instant conquises par lui; enfin, la deuxième bataille d'Ypres où, après un nouvel assaut marqué par l'intervention de la Garde, échoue, vers le 15 novembre, la dernière tentative de l'ennemi »). — A. CHEVRILLON. Visites au front. Sur le front anglais, juin 1916; II (décrit Arras détruit et le champ de bataille de l'Artois). — Martine RÉMUSAT. L'aventure sentimentale de J.-H. Bernstorff, 1741-1748 (Bernstorff, Hanovrien au service du Danemark, assista au Congrès de Francfort réuni en 1741 pour donner un successeur à l'empereur Charles VI. Description, à l'aide du journal inédit d'un Danois, Terkel Kleve, des fêtes de Francfort, où le maréchal de Belle-Isle déploya le plus grand faste pour maintenir le rang que la France occupait dans le monde. Bernstorff connut là M^{me} de Belle-Isle, qui lui inspira un tendre attachement. Puis il fut nommé à Paris; même là, et bien qu'ils pussent se voir souvent, leur correspondance fut incessante. On en donne ici quelques extraits. Attachement très vif de part et d'autre, d'ailleurs en tout bien, tout honneur; la médisance ne trouva rien à redire aux assiduités du baron de Bernstorff dans l'hôtel de Belle-Isle au quai d'Orsay. Puis Bernstorff fut rappelé en Danemark pour y devenir ministre des Affaires étrangères. De leur correspondance échangée depuis, on ne nous dit rien). — Gaston DESCHAMPS. Aux régions dévastées. I. Les ruines (l'auteur a visité les régions évacuées par les Allemands en retraite; il nous retrace en témoin oculaire et d'ailleurs très bien informé les crimes et les ruines accumulés par les troupes d'occupation. C'est le pillage dont les plus haut gradés, un fils même de l'empereur, donnent l'exemple; c'est la destruction systématique et sans nécessité militaire. Noyon a relativement peu souffert; la cathédrale est intacte; mais tout autour, c'est la dévastation. A Roye, Ham, Chauny, les explosifs savamment disposés ont causé d'effroyables dégâts. La science militaire de l'Allemagne a déshonoré la guerre).

21. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances, 1916, décembre. — Clément HUART. Les légendes épiques de la région de Ghazna, Afghanistan (analyse la geste du roi Gerschâsp, dont l'auteur est « Ali, fils d'Ahmed, surnommé Asadi et la date 1064 à 1066 de l'ère chrétienne). — J. LOTH. L'île de Saint-Samson dans le roman de Tristan (il faut la chercher en Cornwall dont Bérout connaissait bien la topographie; le territoire de cette île, dans la rivière de Fowey, fait sans doute partie aujourd'hui de la terre ferme). — R. CAGNAT. Djemila, colonie militaire de Nerva (le territoire de Djemila reçut, comme Sétif, une colonie de vétérans au

temps de Nerva; plusieurs inscriptions montrent que Mars-Auguste fut choisi comme divinité pollade). — Bernard HAUSSOULLIER. Rapport sur les travaux des écoles françaises d'Athènes et de Rome en 1915-1916.

22. — Académie des sciences morales et politiques. Comptes-rendus des séances et travaux, 1917, juin. — G. LACOUR-GAYET. Talleyrand et l'expédition d'Égypte; I (le 3 juillet 1797, Talleyrand lut à l'Institut un « Essai sur les avantages à retirer des colonies nouvelles dans les circonstances présentes »; il y rappelait que, dès 1769, Choiseul avait songé à préparer la cession de l'Égypte à la France; le 16 juillet, il était nommé ministre des relations extérieures. L'Essai semble avoir eu une grande influence sur Bonaparte, dont l'attention avait déjà été appelée sur l'Égypte par les ouvrages de Claude-Étienne Savary et de Volney; au retour de Bonaparte à Paris, après un entretien avec le jeune général, Talleyrand rédigea son rapport du 27 janvier 1798 qui posait la question d'Égypte). — Ch. BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité : la ville de Fougères; suite. — Ch. LEFEBVRE. Le droit successoral pendant la Révolution (s'occupe surtout de la partie politique du droit des successions; les projets de la Constituante et la loi de la Convention du 17 nivôse an II).

23. — Annales de Bretagne. 1917, avril. — L. DUGAS. Un philosophe breton : Théodule Ribot (il était né à Guingamp, le 18 décembre 1839; article nécrologique). — Léon MAÎTRE. Le gouvernement de la Bretagne sous la duchesse Anne, deux fois reine de France, d'après les mandements de sa chancellerie, 1489-1513 (tire de ces mandements une liste des officiers de la maison ducale et un itinéraire de la duchesse). — Maurice BERNARD. La municipalité de Brest de 1750 à 1790; suite (cf. *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 372). — La métropole de Bretagne; suite (cf. *Ibid.*, t. CXXV, p. 372). — B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ. La vie temporelle des communautés de femmes à Rennes aux XVII^e et XVIII^e siècles; suite et fin (cf. *Ibid.*, t. CXXIV, p. 158). — G. DOTTIN. Louis Ennius ou le purgatoire de saint Patrice; suite. — A. REBILLON. Bibliographie bretonne, années 1915 et 1916 (108 numéros).

24. — Annales du Midi. 1917, janvier-avril. — Ant. THOMAS. Jean Barton, premier président de la cour souveraine de Bordeaux, 1451-1452 (produit des documents nouveaux attestant que la cour souveraine, instituée à Bordeaux le 5 août 1451, a régulièrement fonctionné pendant l'année judiciaire 1451-1452. L'un des présidents fut sans doute Nicolas Berthelot; l'autre fut Jean Barton avec le titre de « premier président »). — J.-A. BRUTAILS. Les fiefs du roi et les alleux en Guienne, d'après le registre des *Recogniciones feodorum* (étude les auteurs des reconnaissances, les questions auxquelles ils répondent, la condition des tenures, le service militaire, l'organisa-

tion judiciaire tels qu'ils ressortent des textes contenus dans ce registre). — Alfred LEROUX. Une sculpture commémorative sur la cathédrale de Bayonne, seconde moitié du XIV^e siècle (cette sculpture, aujourd'hui détruite, représentait un cavalier couronné foulant un homme sous les pieds de son cheval et au-devant duquel se présentait aussi une femme couronnée. Ce motif est sans doute emprunté à celui qui se voyait à Sainte-Croix de Bordeaux : serait-ce la reine Aliénor accueillant Henri II à la veille ou au lendemain du mariage qui donnait la Guienne à l'Angleterre?). = C.-rendu : N. Valois. Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII (remarquable).

25. — Mémoires de l'Académie de Vaucluse. 1917, 1^{er} trimestre. — Dr COLOMBE. La valeur de la « canne » d'Avignon au XIV^e siècle (la canne était une mesure de longueur se divisant en huit palmes; les comptes de la chambre apostolique signalent le nombre de cannes ou de palmes que mesuraient des murs du palais des papes ou des tables d'autel encore existant; il en résulte que la canne correspond à 1^m975). = 2^e trimestre. Marc DE VISSAC. Un compagnon de Latude à la Bastille. Le comtadin d'Allègre (il était né vers 1725 aux environs de Carpentras, chansonna en 1749 à un souper la marquise de Pompadour, fut jeté à la Bastille d'où il s'évada avec Latude, fut repris, « oublié », devint fou et mourut à Charenton). — Victorin LAVAL. Velorgues au Comtat-Venaissin; suite (du XVI^e siècle à nos jours; les hauts seigneurs et coseigneurs de la maison d'Ancezune; la baronnie; les coseigneurs d'Ancezune-Vinay; les Ancezune-Cadard; les Gramont; le château disparaît sous la Révolution; Velorgues est aujourd'hui un hameau riche et prospère). — Jules BELLEUDY. Un provençal dans le 20^e corps d'armée : Frédéric Charpin (publiciste, tué le 25 août 1914 à Courbessaux, en Meurthe-et-Moselle).

26. — Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard. T. XLIII (1914). — Treizième congrès de l'Association franc-comtoise tenu à Montbéliard le 17 juillet 1913 (compte-rendu des travaux). — B. MÉRIOT. Un village montbéliardais au XVIII^e siècle. De la servitude à la liberté (ce village est Dambenois, à sept kilomètres à l'est de Montbéliard; les habitants restèrent mainmortables jusqu'en 1771; en appendice, la copie de la lettre d'affranchissement). — Jules JAPY. Le Refrain (c'est l'usine qui fournit force et lumière à la majeure partie des communes du pays de Montbéliard; historique). — Roger ROUX. Charles Mercier, procureur général à Montbéliard, 1522-1594; sa vie, son procès, sa captivité, sa réhabilitation (il fut condamné pour concussion en 1574; mais, en réalité, dans la cité luthérienne, on lui reprochait son calvinisme; condamné à mort, sa peine fut commuée en détention perpétuelle au château de Blâmont et il fut réhabilité en 1581; fait d'après le volumineux dossier de son procès conservé aux Archives nationales). — Georges CUCUEL. Le pays de Montbéliard vu par les voyageurs du XVIII^e siècle (cf. *Rev. histor.*, t. CXXV, p. 382).

— A. STRUB. Recherches sur la préhistoire des environs de Montbéliard (recherches dans les stations connues; stations découvertes de 1903 à 1913 : Bois de Châtel à Mancenans-les-Isle; les stations du Châtelet et Champvermol à Mandeure, les roches de Pont-de-Roide, les abris sous roche de Bavans). — Émile LONGIN. Souvenirs d'un pensionnaire de l'Académie caroline de Stuttgart (il s'agit d'un Polonais dont le nom n'est pas donné; il entra à l'Académie en 1781 et y demeura jusqu'en 1783; on trouvera dans les extraits qui sont faits de ses souvenirs une description des bâtiments, un portrait des professeurs, un tableau des études, une nomenclature des élèves qui étaient originaires de toutes les parties du monde, un récit des fêtes auxquelles les « académiciens » participaient : très intéressant).

27. — Revue de l'Agenais. 1917, janvier-février. — Quelques voies romaines sur la rive gauche de la Garonne, en Agenais, Bazadais et Bordelais; I (la voie militaire, étapes : Aginnum, Fines, aujourd'hui Calenzun, Ussubium sur le plateau Saint-Martin de Lesque; Sirione entre La Motte et Pujols; avec une carte). — F. FERRÈRE. La vie intellectuelle de l'ouvrier; I (étude de sociologie). — O. GRANAT. Le climat de l'Agenais au XVIII^e siècle; suite (la météorologie de 1750 à 1764). — Ph. LAUZUN. Profils militaires, le général Tempoure (né à Nérac le 8 février 1790, mort à Bordeaux le 20 juillet 1854; republie l'article que lui a consacré Samazeuilh dans la « Biographie de l'arrondissement de Nérac »).

28. — Revue de l'Anjou. 1917, janvier-février. — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (du 1^{er} mars au 30 avril 1916). = Mars-avril. Étienne PORT. Sur la route d'exil. Notes d'enfants serbes (l'auteur a interrogé 1,500 enfants serbes qui ont suivi la retraite, pendant des mois, à pied, franchissant plus de 700 kilomètres sous la pluie, avec de la neige parfois jusqu'à la ceinture, couchant sur le sol, sans nourriture, à travers des montagnes de 2,000 mètres; récit poignant). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (mai 1916).

29. — Revue historique de Bordeaux. 1917, janvier-février. — J.-A. BRUTAILS. La mairie et la Jurade de Bordeaux (appréciation très bienveillante de l'article qui a paru ici même, t. CXXIII, sous ce titre). — Abbé E. DOUAT. Une paroisse rurale à la fin du XVIII^e siècle (Samonac, cure séculière dont le patron était l'archevêque de Bordeaux; œuvre qu'y accomplit le curé Combefort, 1775-1789). — Michel LHÉRIETIER. La Révolution à Bordeaux de 1789 à 1791. La transition de l'ancien au nouveau régime. Chapitre VII : l'administration du nouveau régime. — B. SAINT-JOURS. Le sable des Landes et ses eaux; suite et fin (conclusion : « La configuration de notre territoire gascon, landes, eaux et dunes, ne s'est pas modifiée d'une manière appréciable depuis des milliers d'années »). = Mars-avril. P. C. Ernest Labadie (article nécrologique avec une bibliographie). — G. DUCAUNNÈS-DUVAL. Un registre de la comptable de Bordeaux de la fin du XV^e siècle (se

rapporte aux années 1481-1483; le texte a été publié dans le tome I des Archives historiques de la Gironde). — Joseph BENCAZAR. Éclaircissements sur les finances de Bordeaux, 1701-1711. Section I : grosses fermes (organisation du service des grosses fermes; obligations, droits et profits du fermier). — Abbé E. DOUAT. Une paroisse rurale à la fin du XVIII^e siècle; suite. — Michel LHÉRITIER. La Révolution à Bordeaux de 1789 à 1791. La transition de l'ancien au nouveau régime; fin (à Bordeaux, l'ancienne administration a cédé la place, comme si elle sentait son heure venue; le clergé seul a fait opposition). — J.-A. BRUTAILS. Taxation de denrées au XVI^e siècle (1558 et 1564; les taxes restèrent sans effet; « ces rois du XVI^e siècle étaient bien peu réfléchis »). — Mai-juin. Ch. BÉMONT. La mairie et la Jurade dans les villes de la Gascogne anglaise. II : Bourg-sur-Mer et Blaye (suite à l'article sur Bordeaux qui a paru dans la *Rev. histor.*, t. CXXIII, p. 1 et 253). — Paul COURTEAULT. Bordeaux au temps de Tourny, d'après un correspondant de Linné (ce correspondant est le pasteur Hallmann, qui connaissait et admirait Linné. Précepteur des fils de Hildebrand, envoyé extraordinaire du roi de Suède à la cour de Madrid, il fut chargé de les conduire à leur père en 1755; c'est ainsi qu'il vint à Bordeaux où il séjourna trois mois, plus dix mois au retour de Madrid en 1756-1757. Pendant ce temps, il écrivit à Linné une trentaine de lettres, qui ont été publiées dans sa correspondance : dix sont relatives à Bordeaux qu'on nous dépeint comme une ville très prospère, où la richesse abonde et, avec elle, tous les plaisirs des sens et de l'esprit). — Abbé E. DOUAT. Une paroisse rurale à la fin du XVIII^e siècle; suite (Samonac en 1792-1794). — G. DUCAUNNÈS-DUVAL. Les cartes de pain à Bordeaux en 1793.

30. — *La Revue savoisienne*. 1917, 1^{er} trimestre. — Abbé BOILLOT. Émigrants de la Savoie signalés dans les registres de la paroisse de Quingey, Doubs (de 1650 à 1766). — Charles MARTEAUX. Études sur les *vici* et les *villae* de la vallée du Giffre; suite et fin (Mieussy-Onnion, Flier-Tuninge, Samöens-Morillon). — J. DÉSORMAUX. Nouvelles études philologiques : Allobroges (le mot, qui avait d'abord un sens péjoratif, ne saurait plus signifier que vaillant). — Ch. REBORD. Bibliothèque publique d'Annecy, 1744-1900 (le règlement de la bibliothèque de 1838; les divers catalogues; la commission de surveillance). — C.-rendu : A. van Gennepe. En Savoie. T. I : Du berceau à la tombe (remarquable étude de folklore).

CANADA.

31. — *Bulletin of the departments of history and political and economical science in Queen's University*. Kingston, Ontario, Canada. Voir *Rev. histor.*, t. CXXI, p. 443. N^o 19, avril 1916. — Walter SAGE. La chronique de Thomas Sprott (on ne sait à peu près rien de ce chroniqueur, sinon qu'il vivait dans la seconde moitié

du *xiv^e* siècle et qu'il était moine à Cantorbéry; sa chronique est d'une médiocre valeur. La présente plaquette n'ajoute rien à ce que l'on pouvait déjà savoir). = N° 21, octobre 1916. M. E. MACPHERSON. Les écoles secondaires en Ontario (depuis le début du *xix^e* siècle). = N° 22, janvier 1917. A. G. DORLAND. La désapprobation royale en Massachusetts (étude sur la méthode et la politique suivies par le gouvernement royal pour l'exercice du droit de contrôle sur les lois votées dans cette colonie de 1692 à 1775). = N° 23, avril 1917. O. D. SKELTON. Les langues parlées au Canada (jusqu'au début de ce siècle, il n'y avait pratiquement que deux langues parlées au Canada : l'anglais et le français. Aujourd'hui, le français est la langue maternelle de deux millions de Canadiens. Le nombre des Canadiens français a grossi rapidement, d'environ 400,000, soit 25 %, de 1901 à 1911; mais proportionnellement à l'ensemble de la population, la situation n'a guère varié : la proportion demeure entre 29 et 30 %; d'autre part, le nombre des Canadiens d'origine anglaise accuse une diminution sensible, largement compensée d'ailleurs par les émigrés venus d'Angleterre et des États-Unis. L'émigration a amené au Canada de nouveaux habitants venus de tous les pays du globe, sauf de la France; les Allemands forment le groupe le plus important : en 1911, on en comptait environ 400,000 ou 5,5 % du chiffre total de la population. Cependant, l'anglais et le français restent les deux langues de beaucoup les plus importantes, les seules qui comptent réellement. Depuis 1840, elles sont traitées par la loi comme étant sur le même pied et la liberté a eu cette conséquence que l'anglais l'emporte décidément dans les affaires législatives et judiciaires. Reste le grave problème de l'éducation, surtout depuis que l'enseignement primaire est devenu obligatoire. C'est à ce problème qu'est consacré la présente étude : chacun des neuf États du Dominion a dû le discuter et, en général, l'a réglé dans un esprit de réelle tolérance).

ESPAGNE.

32. — *Boletín de la real Academia de buenas letras de Barcelona*. Tome VIII, 1915-1916. — E. MOLINÉ Y BRASÉS. La bataille de Montjuich et la mort de Claris (l'âme de la résistance catalane en 1640 et 1641; fragment d'un journal inédit de la guerre des « Segadors »). — J. BOTET Y SISÓ. Notes numismatiques (deux monnaies wisigothiques du *vii^e* siècle; l'émission monétaire faite à Terrassa en 1472 et la prohibition édictée par Louis XIII en 1643 des monnaies catalanes dites « Massiars »). — J. SOLER Y PALET. Notices biographiques inédites sur Barthélemy Mates, auteur de la célèbre grammaire latine incunable (imprimée à Barcelone en 1468; extraits de minutes notariales). — J.-B. CODINA et J.-M. DE ALÓS. Pèlerinages de 1320 (à cinq sanctuaires de Provence, à la cathédrale de Pise et à

diverses églises de Rome). — J. MIRET Y SANS. Un message de Yarmorasan, roi de Tlemcen, à Jacques I^{er} (d'après un contrat du 30 juin 1250). — G. ALABART. Dissertation sur la Cité de Dieu de saint Augustin; suite. — S. BOVÉ. Raymond Lull et la langue latine (qu'il connaissait parfaitement). — La « vida coetánia » d'après le ms. du British Museum (autobiographie de R. Lull). — J. MIRET Y SANS. Données nouvelles sur la vie de Raymond Lull (d'après les archives de la cathédrale de Barcelone; sa signature autographe au bas d'un acte du 16 juin 1256). — Id. Étudiants catalans à l'Université de Bologne au XIII^e siècle (la plupart chanoines, probablement pensionnés par leurs chapitres respectifs; fac-similé d'une reconnaissance de 1221). — J. MAS. Notes documentaires sur d'anciens livres de Barcelone (mentionnés dans des documents des archives de la cathédrale, depuis l'an 932). — E. MOLINÉ Y BRASÉS. Statuts de l'ordre de la chevalerie de Saint-Jacques (reproduits d'après un texte de 1528). — M. SCHWAB. Prières juives du rite catalan, XI^e et XIII^e s. (contenues dans quatre mss. de la Bibliothèque nationale, à Paris). — J.-M. BATISTA Y ROCA. Catalogue des œuvres Luliennes d'Oxford (qui se trouvent à la Bodléienne et dans les bibliothèques des collèges de l'Université, soit au total cinquante-quatre mss.). — M. SCHWAB et J. MIRET Y SANS. Le plus ancien document à présent connu des Juifs catalans (5 octobre 973, conservé aux archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone; texte et fac-similé). — M. GOLFERICHES LOSADA. Sainte Eulalie, martyre barcelonaise (dont la fête est célébrée le 12 février). — J. BOTET Y SISÓ. Sur quelques tombeaux de la famille comtale d'Ampurias (encastés dans l'église de Castellón d'Ampurias; premier quart du XIV^e siècle). — E. MOLINÉ Y BRASÉS. Encore la description de la Catalogne du P. Diago (1604). — J. SOLER Y PALET. L'art à la maison au XV^e siècle (d'après des inventaires extraits des archives notariales de Barcelone). — J. MIRET Y SANS. Le nom primitif de la famille de Raymond Lull (Amat, synonyme de Dieudonné; Lull est un surnom). — J.-B. CODINA Y FORMOSA. Fragments des livres des Machabées en langue catalane (extraits d'un ms. du XV^e siècle conservé aux archives de Sainte-Marie-de-la-Mer). — J. MIRET Y SANS. Documents pour l'histoire de la langue catalane (XIII^e et XIV^e siècles). — A. DURÁN Y SANPERE. Un document catalan sur la révolte génoise de 1435 (lettre des Génois au duc de Milan retraçant les actes de violence par eux soufferts). — G.-M. DE BROCA. Un manuscrit inconnu du Livre du Consulat de la mer (fin du XIV^e siècle, propriété de M. Font de Rubinat; fac-similé de la page 5). — J. MIRET Y SANS. Les noms de personnes et de lieux de la région d'Organyá aux X^e et XI^e siècles (d'après les archives du prieuré collégial de ce nom acquises par l'auteur de l'article). — R. DEL ARCO. Le célèbre jurisconsulte du XIII^e siècle Vidal de Cañellas, évêque de Huesca (étudiant à Bologne en 1221, élu évêque en 1236, mort peu après 1252). — A. DURÁN Y SANPERE. Un document sur la commu-

nauté maure de Valence en 1408 (renferme une longue liste de Sarraïns). — R. DEL ARCO. Nouveaux documents inédits sur Vidal de Cañellas, évêque de Huesca (1242 et 1251).

ÉTATS-UNIS.

33. — The American historical Review. 1917, avril. — L'assemblée de l'Association américaine d'histoire à Cincinnati, décembre 1916. — Jesse S. REEVES. Deux conceptions de la liberté des mers (il y a la liberté qui repose sur la loi internationale et celle qui a pour base le désir de dominer sur les mers; de la première, Grotius a été l'avocat mal écouté; la seconde est la manière allemande, « les infamies de la guerre sous-marine ont moins fait pour la liberté des mers que la guillotine pour la liberté; du moins la guillotine avertissait-elle avant de frapper et elle épargnait les enfants »). — Arthur L. CROSS. La loi criminelle d'Angleterre et le privilège des clercs pendant le XVIII^e siècle et les premières années du XIX^e (à la loi criminelle, qui devint de plus en plus barbare, on pouvait échapper par l'indulgence de ceux mêmes qui étaient chargés de l'appliquer; mais, en outre, on pouvait, si l'on était lettré, si l'on savait lire, l'esquiver en invoquant le privilège des clercs, qui fut étendu à des laïcs, même à des femmes. Puis la loi criminelle s'adoucit au XIX^e siècle, à la suite surtout des efforts persistants de Sir Samuel Romilly et de Sir James Macintosh et, en conséquence, le « benefit of clergy », qui avait servi à mitiger les horreurs de la loi, fut aboli en 1827. A partir de 1861, quatre crimes seuls peuvent entraîner la peine de mort : la trahison, le meurtre, la piraterie accompagnée de violence, l'incendie des arsenaux et des docks). — Ralston HAYDEN. La doctrine des droits des états particuliers et le pouvoir de faire des traités (l'autorité du gouvernement fédéral en cette matière n'est pas définie par la Constitution d'une manière absolue; elle peut être interprétée de façon diverse). — Jonathan F. SCOTT. Limitation du monopole des guildes (cite des cas assez nombreux où les membres des corporations d'arts et de métiers n'hésitaient pas à enfreindre les articles des chartes et statuts qui avaient concédé à ces associations le droit exclusif de la fabrication et de la vente; souvent par exemple les gens d'un métier intervenaient dans le commerce d'un autre). — Armand J. GERSON. Les réfractaires anglais et l'Armada espagnole (les catholiques qui avaient refusé de faire profession de foi anglicane furent, au moment de l'Armada, traités en suspects; on leur interdit de servir dans l'armée, on leur enleva leurs armes, on mit en prison les plus notables parmi les « Recusants »). — Procès-verbaux de conférences tenues entre les représentants des puissances alliées au sujet de l'Amérique espagnole, 1824-1825 (d'après les archives du ministère des Affaires étrangères à Paris). — C.-rendus : Frederick J. Teggart. Prolegomena to History;

the relation of history to literature, philosophy and science (l'auteur pense que l'histoire devrait être traitée d'après les méthodes des sciences naturelles, afin qu'on pût établir la loi de l'évolution sociale; mais tel est-il bien le but de l'histoire?). — *W. Goodsell*. A history of the family as a social and educational institution (bon). — *H. G. Rawlinson*. Intercourse between India and the Western World from the earliest times to the fall of Rome (bon résumé de faits déjà connus, pour la plupart, depuis longtemps). — *Clifford H. Moore*. The religious thought of the Greeks from Homer to the triumph of Christianity (intéressant recueil de huit dissertations). — *Dr Friedrich Prinz*. Epidemics resulting from wars; publié par *H. Westergaard* (intéressant). — *S. M. Dubnow*. History of the Jews in Russia and Poland from the earliest times until the present day. T. I : From the beginning to the death of Alexander I, 1825; traduit du russe par *J. Friedländer* (des faits, nombreux, bien contrôlés, mais rien que des faits). — *R. Lennard*. Rural Northamptonshire under the Commonwealth (bonne monographie; mais on ne saurait généraliser les conclusions d'un cas particulier). — *Miss A. E. Levett*. The Black Death (cherche à prouver que la peste noire n'a pas produit dans la condition des personnes et des terres les changements considérables dont parlent la plupart des historiens; mais elle a trop restreint le champ de son observation). — *A. M. Wergeland*. Slavery in germanic society during the middle ages (remarquable). — *Id.* History of the working classes in France (excellent résumé de l'ouvrage bien connu de Levasseur). — *A. Babel*. Histoire corporative de l'horlogerie, de l'orfèvrerie et des industries annexes (plein de faits intéressants). — *K. Francke*. Personality in german literature before Luther (instructif). — *J. H. Pollen*. The institution of the archpriest Blackwell (excellente étude, écrite par un Jésuite, mais dans un esprit de modération et d'impartialité). — *Carlton J. H. Hayes*. A political and social history of modern Europe (écrit pour les élèves des collèges, qui pourront s'y instruire). — *G. Bradford*. Portraits of women (neuf portraits de femme, parmi lesquelles M^{me} de Sévigné, M^{me} Du Defond, Eugénie de Guérin voisinent avec Lady Holland et M^{me} Pepys). — *L. Curtis*. The commonwealth of nations; an inquiry into the nature of citizenship in the British empire and into the mutual relations of the several communities thereof; I (intelligente compilation destinée à fournir une base scientifique et historique aux efforts tendant à transformer l'Empire britannique en un état cohérent). — *R. Bagwell*. Ireland under the Stuarts and during the Interregnum. III : 1660-1690 (important). — *Stanley K. Hornbeck*. Contemporary politics, in Far East (bonne étude sur les rapports des États-Unis avec la Chine et le Japon). — *J. B. Scott*. Diplomatic documents relating to the outbreak of the european war (très beau recueil formé par les soins de la Fondation Carnegie pour la paix internationale). — *E. von Mach*. Official diplomatic documents relating to the outbreak of the

european war (l'auteur a fondu ensemble les pièces diplomatiques publiées dans les divers livres de couleur; il les a reliées par un commentaire critique et des notes nombreuses. Ces notes sont malheureusement entachées de parti pris et d'erreurs, si bien que les éditeurs ont fini par retirer l'ouvrage de la circulation). — *The memorial of fray Alonso de Benavides*, 1630; traduit par *Mrs Edward E. Ayer*, avec des notes par *Fr. Webb Hodge* et *Ch. Fletcher Lummis* (important pour l'histoire du Nouveau-Mexique). — *Fr. B. Dexter*. *Documentary history of Yale University, 1701-1745* (important). — *E. Oviatt*. *The beginnings of Yale, 1701-1716* (bon résumé). — *G. H. Nettleton*. *The book of the Yale pageant 1916* (pour célébrer le deuxième centenaire du transfert du collège à New-Haven). — *Fr. B. Dexter*. *Extracts from the itineraries and other miscellanies of Ezra Stiles, 1755-1794* (intéressant, surtout pour les affaires d'église et d'enseignement). — *A. J. Beveridge*. *The life of John Marshall*; tomes I et II (Marshall fut un avocat qui prit une part importante aux débats sur les lois constitutionnelles dans la Convention de la Virginie et fut un des chefs du parti fédéraliste dans cet état; membre du Congrès en 1798, il fit partie du cabinet Adams en 1800, puis fut nommé chef juge à la Cour suprême en 1801. Livre qui s'adresse au grand public, mais où les historiens trouveront leur profit). — *J. J. Jusserand*. *With Americans of past and present days* (livre d'une lecture fort agréable). — *E. Stanwood*. *A history of the Presidency 1788-1916* (utile remaniement d'un ouvrage déjà ancien et qui a été fort consulté). — *Ezra Squier Tipple*. *Francis Asbury, the prophet of the Long Road* (pour le centenaire de la mort de Francis Asbury, premier évêque de l'Eglise méthodiste épiscopale en Amérique). — *William A. Robinson*. *Jeffersonian democracy in New England* (excellent). — *Clifton R. Hall*. *Andrew Johnson, military governor of Tennessee* (bon). — *Fred. W. Seward*. *Reminiscences of a war-time statesman and diplomat, 1830-1915* (intéressant; Seward fut secrétaire d'état adjoint sous les présidents Lincoln, Johnson et Hayes; à noter l'épisode relatif à l'acquisition de l'Alaska). — *G. G. Groat*. *An introduction of the study of organized labor in America* (beaucoup de faits utiles). — *Memorias de un oficial de la Legión británica; campañas y cruceros durante la guerra de emancipacion hispano-americana*; traduit par *L. de Terán* (traduction écourtée d'une traduction partielle en français de l'original paru en 1831 et qui racontait les campagnes et croisières au Venezuela et en Nouvelle-Grenade de 1817 à 1830; ici, l'on s'arrête en 1821). — *Maria Graham*. *Diario de su residencia en Chile, 1822 y de su viaje al Brasil, 1823* (l'original de ce journal par Marie D. Graham, plus tard Lady Calcott, parut en anglais en 1824; intéressant). — *J. F. Heredia*. *Memorias del regente Heredia* (José Francisco Heredia fut assesseur de l'intendance de la Floride occidentale, puis membre, en 1809, de l'Audience ou Cour suprême de Caracas, dont il devint régent; il fut enfin transféré à l'Audience de

Mexico. Ses mémoires ont été composés à La Havane entre 1818 et 1820; ils ont été publiés à Paris en 1895 avec beaucoup de documents qui ont été supprimés dans la présente édition). — *Blanco-Fombona*. *Memorias del general Rafael Urdaneta* (un des rares lieutenants de Bolivar qui restèrent fidèles à leur chef jusque dans les jours d'adversité; ses mémoires parurent pour la première fois à Caracas en 1888 dans un grand désordre. On réédite ici, avec plus de méthode, ce qui se rapporte aux années 1813-1831). — *Memorias de Lord Cochrane* (1817-1823; Cochrane est sévère pour San-Martin, comme Heredia pour Miranda et Bolivar). — *Ch. W. New*. *History of the alien priories in England* (utile). — *C. G. Klingspor*. *Charles XII king of Sweden*, traduit par *J. A. Gade* (traduction d'un des manuscrits où Klingspor, compagnon d'armes de Charles XII, a raconté les exploits de son maître et peint son caractère).

34. — The Nation. 1917, 1^{er} mars. — *Edward S. Corwin*. Le droit de représailles (doit être limité par les droits des neutres). — *William S. Robertson*. L'attitude de l'Argentine à l'égard de la guerre (vives sympathies de ce pays pour les Alliés). — *Henry B. Learned*. Le serment que doit prononcer le vice-président de la République (de la manière dont ce serment a été prêté de 1789 à 1861). = 15 mars. *William S. Robertson*. Le Chili et la guerre mondiale (au début de la guerre, l'opinion chilienne était en majorité pour l'Allemagne; puis elle s'est de plus en plus refroidie et le Chili tend à calquer sa politique sur celle des États-Unis). — *Edw. R. Turner*. L'Irlande nationaliste et le Home rule (l'auteur répond aux critiques qui le représentent comme favorable de parti pris à la cause de l'Ulster). = C.-rendus : *J. N. Wilson*. *The life of John A. Rawlins* (le général Rawlins, chef d'état-major général de Grant pendant la guerre civile, mourut le 17 juillet 1889; sa biographie vient d'être écrite par son exécuter testamentaire, aujourd'hui général Wilson). — *B. Berenson*. *Venetian painting in America : the 15th century* (important; l'Amérique possède actuellement environ 150 toiles de maîtres vénitiens). = 22 mars. *G. Polak*. La maison des Hohenzollern (l'amour du peuple allemand pour les Hohenzollern et le gouvernement prussien n'est ni profond ni général; il ne résistera pas à la défaite militaire de la Prusse). = C.-rendus : *L. Wiener*. *Commentary on the germanic laws and mediæval documents* (livre révolutionnaire; l'auteur se propose en effet de renverser les piliers du temple de la philologie germanique, romane et slave, et de montrer combien on s'est trompé en ce qui concerne l'histoire et le sens des mots; par malheur son livre manque de critique et de solidité). = 29 mars. *A. J. Sack*. Les problèmes de la Russie nouvelle. — *H. Nelson Gay*. La guerre d'émancipation italienne (cette guerre ne peut être regardée aux États-Unis qu'avec des sentiments d'intérêt et de sympathie). — *Stoddard Dewey*. Un nouveau Carlyle, journaliste français (c'est d'Édouard Drumont qu'il s'agit; grand éloge de l'écrivain; mais on montre les énormes erreurs où il est tombé dans son action

politique contre les Juifs et les francs-maçons). — Morris JASTROW. Joseph Halévy (long et élogieux article nécrologique). = 5 avril. St. John G. ERVINE. Sir Edward Carson and the Ulster movement (important pour l'histoire de la situation sociale et économique de l'Irlande). — L. G. Redmond-Howard. Six days of the Irish Republic (beaucoup de faits soigneusement critiqués et appréciés avec une grande hauteur de vue). = 12 avril. William MACDONALD. La mobilisation intellectuelle de la France. — Chas. E. PAYNE. Motley et l'affaire du Slesvig-Holstein (extraits de la correspondance de Motley, alors ministre des États-Unis à Vienne, avec sa fille; il note à quel point les arguties de la Prusse et de l'Autriche embrouillèrent cette question. Lord Palmerston faisait un jour cette remarque que le prince Consort était un des trois hommes qui pouvaient se vanter de l'avoir comprise; un autre était un homme d'état danois qui avait perdu la raison; le troisième était Palmerston lui-même qui l'avait oubliée). = C.-rendu : William P. Trent. Daniel Defoë; how to know him (bon choix de passages tirés des œuvres de Defoë, qui ne se trouvent que dans les grandes bibliothèques). = 19 avril. Gardner L. HARDING. La Chine à l'âge de la majorité (importance politique qu'aurait son entrée en guerre contre l'Allemagne et indépendamment du Japon. Si la Chine, qui fut longtemps la victime des convoitises européennes et qui, récemment encore, était menacée de n'être plus qu'un satellite dans l'orbite du Japon, apporte aujourd'hui son aide à la création d'une Europe libérée de l'hégémonie allemande, elle pourra demander à ses alliés européens de dénouer les entraves qui arrêtent sa marche vers la liberté). = 26 avril. Wagner et la Prusse (rappelle les déboires que Wagner éprouva quand il voulut faire entendre ses œuvres à Berlin avant la guerre de 1870. La « marche impériale » qu'il composa en 1871 ne fut pas mieux accueillie et plus tard le gouvernement prussien laissa entendre que l'Allemagne n'avait absolument rien à voir avec les représentations de Bayreuth. Les Américains ne commettront pas la faute de le bannir, lui et ses œuvres, en qualité de Prussien). — L. Curtis. The problem of the Commonwealth (très intéressant; mais la création, qu'il propose, d'un parlement impérial fonctionnant en dehors des parlements nationaux, soulève de grosses difficultés). — Albert T. Clay. Miscellaneous description of the Yale Babylonian collection (le collège de Yale a réuni dans sa collection plus de 8,000 tablettes cunéiformes d'un intérêt très varié. Le catalogue descriptif de cette collection est une œuvre de grande importance). = 3 mai. Joffre et le génie de la France. — The mythology of all races (annonce le tome IX, par Roland B. Dixon, sur la mythologie des races océaniques). — Les études anthropologiques en Amérique. = 10 mai. Clarence W. Alvord. The Mississippi valley in British politics (bon travail où l'auteur cherche à déterminer le contre-coup exercé par l'acquisition de la vallée du Mississippi en 1763 sur la politique intérieure de l'Angleterre et jusqu'à quel point les

influences politiques ont agi sur l'administration de ce territoire jusqu'en 1774). = 17 mai. *Ernest Scott*. A short history of Australia (excellent). — *Irene A. Wright*. The early history of Cuba (insuffisant; des erreurs nombreuses; les indications bibliographiques sur les archives des Indes à Séville pourront rendre des services). = 24 mai. *Nathan Shaviro*. La pensée russe et la Révolution (le Russe est un individualiste mystique; son indifférence pour l'organisme social explique les théories fantastiques qui germent actuellement dans son pays. Autrefois, le problème était pour lui le salut de son âme dans le vide; aujourd'hui son esprit cherche un corps où elle puisse s'attacher et son salut dépend de celui de ses voisins). = C.-rendus : *J. Spencer Bassett*. The middle group of american historians (bon). — *E. Grant Conklin*. Heredity and environment (excellent). = 31 mai. *Gustav Pollak*. La chute du comte Tisza. = C.-rendus : *Mythology of all races*. Vol. VI : Indian, by *A. Berriedale Keith* (bon, surtout pour l'époque ancienne); Iranian, by *Albert J. Carnoy* (bon). — *W. N. Lindsay*. Notae latinae; an account of abbreviation in latin mss. of the early minuscule period (excellent travail sur l'origine des abréviations employées dans les mss. latins du moyen âge; suit les traces de Traube, mais sait rester original. Les Irlandais employèrent un système qui leur est particulier et dont ils doivent l'origine aux savants gallo-romains qui, chassés par les Huns, allèrent au v^e siècle chercher un refuge dans cette île). = 7 juin. Le peuple allemand (*Gustave Lanson* communique une lettre qu'il a reçue d'un officier allemand blessé et réformé, qui est retourné en Hollande où il habitait avant la guerre. Cet officier veut qu'on distingue entre le gouvernement allemand et le peuple; la mentalité de celui-ci a été formée ou, si l'on veut, déformée par le *drill*, la *dressur*, à la mode prussienne. Le peuple savait que la guerre était fatale; il était convaincu qu'elle serait brève et que l'Allemagne triompherait; il supputait d'avance les milliards qui seraient exigés du vaincu. Il persiste à croire qu'elle vaincra parce que le gouvernement le lui affirme. C'est ce qui soutient son moral, si affaibli qu'il soit d'ailleurs par les souffrances, très réelles, de la faim; mais la souffrance a quand même ses limites et, si les Alliés tiennent, ils sont assurés de remporter la victoire). — *Stanley K. Hornbeck*. Contemporary politics in the Far East (excellente étude sur la politique extérieure du Japon depuis 1915). — *Kennett Scott Latourette*. The development of China (beaucoup de science et de précision). = 14 juin. *Gordon Hall Gerould*. Saints' legends (excellent). = 21 juin. *Frederick Tupper*. L'avatar du Hun (le « Hun » est pour le tommy anglais ce que le « Boche » est pour le poulu français, avec une nuance plus accusée de mépris et de haine. L'Allemand mérite cette épithète; l'auteur le montre en refaisant, d'après les auteurs du v^e siècle, le portrait d'Attila et de ses guerriers). — *S. Griffith*. La récente crise de la neutralité espagnole.

GRANDE-BRETAGNE.

35. — The english historical Review. 1917, avril. — William MILLER. Salonique (histoire de cette ville, « l'Athènes de l'hellénisme médiéval », depuis sa fondation par Cassandre, roi de Macédoine, en 315 av. J.-C., jusqu'à sa conquête par les Turcs au xv^e siècle). — Miss C. B. FIRTH. Le privilège des clercs au temps d'Édouard IV (pense que, si Édouard IV se montra tolérant envers certains abus commis par le clergé, la condition des clercs demeura soumise aux lois restrictives en vigueur depuis le xiv^e siècle. Ne pouvaient invoquer le privilège des clercs que ceux qui avaient reçu les ordres majeurs et qui étaient capables de le prouver non seulement par la tonsure, mais encore et surtout par le fait qu'ils savaient lire. Cependant la cause du clerc criminel était portée devant les cours séculières; une fois convaincu, il pouvait être réclamé par l'ordinaire qui devait le maintenir en prison, jusqu'à ce qu'il eût purgé son crime par l'attestation de plusieurs témoins, six ou douze; s'il était remis à l'ordinaire « absque purgatione », c'était l'emprisonnement perpétuel avec confiscation des biens). — E. R. TURNER. Le cabinet au xviii^e siècle (M. Temperley a prétendu qu'il y eut jusqu'au ministère Fox-North de 1783 un double cabinet: l'un nombreux, mais plus formel qu'efficace, l'autre composé d'un petit nombre de membres, qui dirigeaient réellement le royaume. Mais il n'a pas prouvé qu'il y eût là en fait deux corps distincts). — R. L. POOLE. La chronologie pontificale au xi^e siècle (on admet généralement que le pape entrait dans le plein exercice de son pouvoir à partir du moment où il avait été consacré et non depuis le jour même de son élection. Or, sur dix-sept pontificats du xi^e siècle, quatre seulement ont commencé à la consécration. La règle généralement admise doit donc être rejetée). — M. R. JAMES. Deux vies de saint Ethelbert roi et martyr (les Bollandistes ont publié de cette vie le texte rédigé par Brompton, qui porte des traces évidentes de désordre et d'interpolations; les deux vies publiées ici sont: l'une la rédaction de Giraud le Gallois, d'après le ms. du collège de la Trinité à Cambridge B. 11-16; l'autre une « Passio sancti Athelberti » tirée d'un ms. du collège de Corpus Christi, n^o 308; cette œuvre attribuée jusqu'ici à Osbert de Clare a été écrite à Hereford pour être lue le jour de saint Ethelbert; elle est une des sources utilisées par Osbert et par Giraud). — Miss Doris M. PARSONS. Deux « sokes » dans le sud de l'Angleterre au xiii^e siècle (ceux de Hungerford et de Wimborne, mentionnés dans des chartes accordées par Amicie et par son mari Robert le Bossu, comte de Leicester; elles peuvent être datées l'une et l'autre entre 1158 et 1159). — J. H. ROUND. Le service militaire dû par l'abbaye de Malmesbury. — H. P. BIGGAR. Jean Ribaut et la découverte de la Floride (une relation en anglais de cette découverte fut publiée à Londres en 1563, d'après une rédaction qui vient d'être retrouvée

dans un ms. du fonds Sloane au British Museum. Cette rédaction originale est imprimée ici et comparée au texte imprimé de 1563). — *Nora MILNES*. Monnaies d'or et d'argent frappées sous Henri VIII (tableau dressé mois par mois de mai 1537 à mai 1540). — *W. P. M. KENNEDY*. Liste des articles et des injonctions concernant les visites épiscopales de 1576 à 1603. — *M. BEZA*. Voyageurs anglais en Roumanie (depuis la fin du XVI^e siècle. Ils, n'ont pas été nombreux). = C.-rendus : *E. L. Smit*. De oud-christelijke monumenten van Spanje (bonne étude sur l'épigraphie chrétienne en Espagne). — *C. H. Turner*. Early Worcester mss., fragments of four books and a charter of the eighth century belonging to Worcester cathedral (importants monuments paléographiques). — *Ch. Bémont*. Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle (utile). — *E. Law*. England's first great war minister (ouvrage de circonstance où, sous prétexte de montrer comment Wolsey sut faire une nouvelle armée, une nouvelle flotte et organiser l'expédition anglaise en Artois en 1513, l'auteur soumet à une sévère critique l'action ministérielle de l'Angleterre en 1916). — *R. Bagwell*. Ireland under the Stuarts and during the Interregnum; vol. III, 1660-1690 (excellent). — *M. Percival*. Political ballads illustrating the administration of Sir Robert Walpole (intéressant). — *Clarence W. Alvord*. The Mississippi valley in british politics (très instructif). — *A. L. Mathieson*. Church reform in Scotland, 1797-1843 (insuffisant). — *F. S. Marvin*. Progress and history. Essays (intéressantes études sur l'idée du progrès).

36. — History. 1917, avril. — *A. F. POLLARD*. Le parlement impérial (réplique aux critiques et observations présentées dans cette même revue par MM. Ramsay Muir et Malcolm). — *Miss Alice GARDNER*. Quelques épisodes de l'histoire de Salonique au moyen âge (Salonique au temps de l'empire latin d'Orient; les luttes religieuses et le mouvement quietiste des Hésychastes: le moine Barlaam et Grégoire Palamas, etc.). — *Alan F. HATTERSLEY*. Le problème zoulou en 1878-1879 (défend la politique de Sir Bartle Frere qui estimait nécessaire et urgent de briser la force militaire créée par Cettywayo. La politique du « laisser faire » n'est pas recommandable). — *C. H. K. MARTEN*. L'organisation de l'enseignement historique à Oxford et à Cambridge (nécessité de développer cet enseignement, qui importe à la culture générale). = C.-rendus : *J. H. Breasted*. A history of the early world (remarquable résumé de l'histoire du monde ancien jusqu'à Charlemagne). — *P. Banerjee*. Public administration in Ancient India (intéressant). — *Chas. E. Jackson*. The place names of Durham (sans valeur). — *J. W. Jeudwine*. The manufacture of historical material; an elementary study in the sources of story (peu utile). — *R. Francis*. Warwick the Kingmaker (inutile). — *Ernest Law*. England's first great war minister: how Wolsey made a new army and navy (pamphlet qui vise plutôt les ministres d'aujourd'hui que celui de Henri VIII;

la campagne d'Artois en 1513 n'a qu'un lointain rapport avec la guerre actuelle). — *D^r A. Goslinga*. Slingelandt's efforts towards european peace; t. I (conscientieux dépouillement des archives diplomatiques de La Haye, Londres et Paris concernant les négociations de 1727 à 1729. Traite en particulier de l'affaire de la Compagnie d'Ostende à laquelle, d'après lui, on a donné trop d'importance; mais il n'en reste pas moins que le souvenir de cette affaire n'est pas glorieux pour la République). = Juillet. *M^{me} J. R. GREEN*. L'Irlande et sa tradition nationale (si l'Angleterre a réalisé son unité nationale par l'organisation politique, l'Irlande l'a trouvée dans ses traditions littéraires, où se reflètent l'amour du peuple pour son passé et son goût pour l'art. Cet orgueil national ne s'est jamais mieux développé qu'aux époques où le pays a été le plus menacé par les invasions étrangères; il s'est aisément adapté aux sentiments des Normands-Français établis dans le pays depuis le XII^e siècle, tandis qu'il fut réfractaire à l'élément anglo-saxon. Là, il y eut incompréhension et incompatibilité réciproques). — *H. M. BEATTY*. L'histoire de l'éducation (expose les raisons pour lesquelles l'Angleterre a si peu contribué à cette histoire). — *Miss M. A. HOWARD*. Quelques problèmes concernant l'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires de jeunes filles. = C.-rendus : *Edward M. Hulme*. The Renaissance, the protestant Revolution and the catholic Reformation in the continental Europe (remarquable; l'auteur n'a pas cependant rendu pleine justice à Calvin ni aux réformateurs français). — *Charles E. Chapman*. The founding of spanish California, 1687-1783 (bon; bibliographie abondante et références nombreuses à des textes imprimés et manuscrits). — *I. A. Wright*. The early history of Cuba, 1492-1586 (très bon résumé). — *J. H. Robinson*. Mediæval and modern times (bon manuel pour les classes préparatoires). — *C. J. H. Hayes*. A political and social history of modern Europe. 2 vol. : 1500-1915 (bon résumé pour les classes supérieures, avec tout l'appareil bibliographique désirable). — *C. Morris* et *L. H. Dawson*. A graphic history of modern Europe (résumé très médiocre en ce qui concerne la Révolution française, instructif pour ce qui se rapporte aux événements les plus récents. Cet ouvrage et les deux précédents ont pour principal objet de faire connaître aux Américains les origines de la guerre mondiale et de leur faire comprendre pourquoi les États-Unis ont fini par y jouer un rôle actif). — *E. Lipson*. Europe in the nineteenth century (résumé consciencieux, mais peu original, des derniers volumes de la Cambridge modern history).

37. — Edinburgh Review. Vol. 225. 1917, janvier-mars. — *H. Wickham STEED*. L'Autriche et l'Europe (deux partis semblent conspirer, sans se l'avouer peut-être à eux-mêmes, pour le maintien de l'Autriche : les catholiques, qui verraient disparaître le dernier grand État de leur croyance, et la finance juive cosmopolite, qui souhaiterait retenir à sa disposition toutes les ressources économiques de

l'Orient. Les écouter serait faire le jeu de l'Allemagne. La Prusse n'a cessé de peser sur l'Empire dualiste pour l'empêcher, à l'aide des Pan-Germains d'Autriche et des Hongrois, d'accorder le moindre avantage libéral aux populations slaves de la monarchie). — Jean MAVROCORDATO. La fin de la monarchie grecque (nécessité d'éliminer la dynastie et de proclamer la république, car le prince Georges, frère du Roi, marié à une Française, s'il n'est pas germanophile, « n'a point de talents particuliers et témoigne plus que sa part familiale de jalousie fanatique contre Venizelos »). — Edmund GOSSE. La France et l'effort britannique (essaie de montrer comment la France envisage l'apport britannique et son rôle dans la grande guerre. Analyse les ouvrages de Chevrillon, Lanessan, Davray, Barrès, Millet, Suarès, Puaux. Le sport a été une excellente préparation pour les Anglais, mais leur a trop fait imaginer que l'ennemi jouerait franc jeu). — Dr INGE. La natalité (article du doyen de Saint-Paul, à Londres, l'un des présidents de la Commission d'enquête britannique sur la dépopulation. Très important à lire et fort supérieur à ce que l'on publie chez nous. Historique du problème). — J. A. R. MARRIOTT. La Prusse, la Pologne et l'Irlande (les Irlandais n'ont pas lieu de se comparer aux Polonais; la situation présente des deux peuples offre « un contraste plutôt qu'un parallèle »). — Algar THOROLD. Le génie de la France et de l'Angleterre (influence de l'Angleterre sur la France, source d'où nous est venue en grande partie la liberté de penser. Remarque assez justement que la révocation de l'Édit de Nantes, religion à part, pouvait être une tentative nationaliste pour préserver l'esprit français d'infiltrations étrangères telles que le protestantisme; mais elle aboutit à produire l'effet contraire, les réfugiés huguenots, par leur langue et leur culture françaises, ayant servi de pont et facilité la pénétration des idées que l'on avait voulu tenir à l'écart). — Avril-Juin. Wyatt TILBY. L'émigration à l'intérieur de l'Empire (on peut tabler sur une assez forte émigration après la guerre, comptant de 50,000 à 500,000 hommes peut-être. Les Dominions offrent de les installer, mais demandent à choisir leurs immigrants, qui devront être en général mariés et connaissant déjà quelque peu l'agriculture. L'État doit laisser agir ici les sociétés qui s'occupent de la question dans la métropole. Il n'interviendrait que pour les colonies tropicales, où seul il administre et seul peut entreprendre les grands travaux d'assainissement nécessaires). — Alison PHILLIPS. Le programme pacifiste du président Wilson (réfute avec discrétion, mais fermeté, les idéologies du Président. Les États-Unis se sont développés par la guerre ou en menaçant d'un appel à l'épée, comme les autres peuples. Ils n'ont pas consulté plus que d'autres les populations qu'ils annexaient et leur programme sur ce point aboutirait à disloquer tôt ou tard presque tous les États. En outre, la ligue des nations qu'ils proposent conduirait forcément à une immixtion dans la politique intérieure de chaque pays, tout comme la Sainte-Alliance après le Premier Empire). — Arthur QUILLERLOUCH. Swinburne (à

l'occasion de sa biographie, qui vient de paraître, par M. Edmund Gosse). — BLAND. La démocratie au Paraguay (regrette qu'on n'ait pas laissé les Jésuites continuer leur essai de socialisme pieux. Mais les Paraguayens d'aujourd'hui ne se souviennent plus de cet âge d'or et ne se soucient que de « la prochaine révolution » qui doit remettre le pays à flot). — Prof. W. DE BURGH. Le danger de l'*hubris* (on a eu le grand tort, après 1870, d'attribuer les victoires de l'Allemagne à sa culture, et Nietzsche avait très bien prévu que son pays souffrirait de cette croyance vaniteuse. Ce ne sont pas les philosophes qui sont les vrais auteurs du pangermanisme, pas même Fichte; c'est la gloire de la génération nouvelle qui a recueilli les fruits de la victoire sans en avoir eu les peines. Les Athéniens ont eu leur folie; les Français de même, pendant la Révolution; les Allemands l'ont aujourd'hui. Sans déprécier, par une réaction dangereuse, l'Allemagne savante qui compte encore de très grands noms, on constate un abaissement et une matérialisation de la science courante sous la mainmise de l'État). — Lucien WOLF. Le mouvement national chez les Juifs (surtout depuis la Révolution française, les Juifs n'aspiraient qu'à se fondre dans les États dont ils faisaient partie. Le réveil de l'idée nationale chez eux n'est venu que par la résurrection des nationalités modernes au XIX^e siècle. Il est né principalement en Orient, où les persécutions antisémites étaient plus violentes. Mais il ne prend pas nécessairement la forme territoriale du sionisme, qui ne résoudra pas le problème, ni celle d'un mouvement religieux, car, en Russie, le judaïsme compte des Juifs baptisés. Il tendrait plutôt à s'accommoder d'une représentation propre, à raison de sa culture et de ses intérêts spéciaux, dans les parlements organisés, comme y doivent être représentés les groupes ethniques ordinaires). — Z. Le rapport sur les Dardanelles (n'aurait pas désiré présentement la publication du rapport; mais, cette fois, le blâme de l'échec oriental tombe sur les coupables, tandis qu'ordinairement les ministres échappent à leurs responsabilités. L'Empire anglais est mieux servi à ses extrémités qu'au centre. Les ministres n'ont ni su parler franchement au peuple, ni voulu préparer la guerre. Il était d'ailleurs impossible, pour la conduire, de mettre en présence deux hommes aussi dissemblables que Lord Kitchener et M. Winston Churchill. Espère que M. Lloyd George aura compris cette leçon donnée aux politiciens).

38. — *Quarterly Review*. Tome 226, juillet 1916. — Prof. BURY. La guerre de Troie (approuve les conclusions de M. Walter Leaf, qui, dans ses deux livres récents sur la géographie et l'histoire chez Homère, réhabilite l'historicité de l'*Illiade*. Les rapsodes qui chantaient à la cour des princes grecs la ruine de Troie, avant que leurs vers fussent réunis en poèmes, s'adressaient aux enfants et petits-enfants des héros, dont les traditions de famille, encore fraîches, n'auraient pas permis de grands écarts d'imagination. M. Bury pense même que le tribut des deux jeunes vierges envoyées chaque année

par les Locriens, pour servir dans le temple troyen d'Athéna, fut l'expiation du viol commis par Ajax sur la prêtresse Cassandre. La guerre de Troie fut une nécessité économique. Troie était un grand emporium commandant les Dardanelles, capitale d'un État important, où aboutissaient les grandes routes commerciales de l'époque). — Lord CROMER. Orient et Occident (différences profondes entre les deux mondes. Cependant, « le niveau intellectuel de l'Orient n'est en rien inférieur à celui de l'Occident, si même parfois il n'est supérieur ». En tout cas, le préjugé de couleur semble s'accroître chez les Anglo-Saxons : un Shakespeare n'oserait probablement plus mettre en scène le mariage de Desdémone avec Othello. Mais ce préjugé diminue dans les pays méridionaux, par où s'opère la fusion des sangs). — Prof. POSTGATE. Les derniers jours de Pompée (la *Tragédie de Pompée le Grand*, de Masfield; l'édition de Lucain, par Hosius et les sources de ce poète, par René Pichon. Lucain, dans sa *Pharsale*, a dû s'appuyer principalement sur Tite-Live, mais avec une grande liberté poétique; son œuvre est à la fois un poème et un pamphlet pompéien. Il a pu avoir, de source inconnue, quelques autres renseignements historiques en apparence; il y aura trouvé que Pompée se méfiait de Juba parce que ce dernier avait du sang d'Hannibal dans les veines. Peut-être aussi Ptolémée a-t-il été le pupille de Pompée). — J. M. DE BEAUFORT. Un voyage de découverte dans l'Allemagne du Nord; I (très curieux article d'un neutre, accompagné de plans qui montrent les défenses allemandes. Conversation avec M. Crass, représentant général de la maison Krupp à Berlin. Les canons anglais sont moins solides et durent moins longtemps que ceux de l'Allemagne, déclare-t-il; mais la poudre anglaise est de toutes la plus sûre et se conserve le plus longtemps. « Si l'Angleterre avait gardé pour elle Heligoland », avouait une éminente autorité du monde maritime, « nous serions aujourd'hui comme des rats dans une ratière »). — L'Inde sous Lord Hardinge (explique et critique le transfert de la capitale à Delhi, le grand événement de ce vice-règne. Afin de prévenir les protestations des Bengalis, on leur a rendu l'unité de leur province en supprimant le partage de Lord Curzon, qui avait créé, malgré eux et au bénéfice des Musulmans de l'est, le Bengale oriental et l'Assam). — John BAILEY. Une nouvelle biographie de Wordsworth (d'après le livre de M. Legouis sur la jeunesse du poète, et la biographie que vient de publier le professeur américain Harper. M. Harper nous aura seulement appris que Wordsworth eut une fille naturelle d'une Française qu'il avait connue pendant la Révolution; mais il s'occupa de l'enfant, avoua ce péché de jeunesse à sa sœur ainsi qu'à sa femme, et conduisit même son disciple Crabb Robinson chez les deux Françaises, pendant un voyage à Paris). — Lionel PRATT. Quatre ans de république chinoise (sincérité probable de l'impératrice douairière, lorsqu'elle essaya d'orienter, de son propre chef, le pays vers l'inévitable régime constitutionnel. Excès des radicaux du « sud » qui ont

tout compromis et ruiné la dynastie. Indifférence du peuple pour ces innovations d'origine exotique. La monarchie eût même été rétablie, avec le concours de l'armée, sans l'opposition du Japon qui utilise les puissances de l'Entente pour préparer son protectorat, perspective remplie de dangers à l'encontre de ces mêmes puissances). — M. La philosophie politique de Treitschke. — Edward PORRITT. Le Congrès américain et la guerre (bien que 90 ou 95 % des véritables Américains et ceux d'origine anglaise ou écossaise soient pour les Alliés, les comptes-rendus du Congrès ne sont pas pour ceux-ci d'une lecture agréable. Outre les Germano-Américains, trop d'Américains suédois, irlandais et juifs, sans parler des producteurs de coton, sont favorables à l'Allemagne. Les femmes pacifistes ont aussi présenté, contre l'exportation des munitions, une pétition colossale longue de vingt-cinq kilomètres, et portant plus d'un million de signatures). — Col. BLOOD. La guerre sur terre. La rébellion irlandaise (si les Anglais ne songeaient pas à la guerre avec l'Allemagne, les Irlandais se prépareraient, de concert avec l'Allemagne même, à la guerre contre l'Angleterre. Dès 1909, le major M'Bride, qui a commandé une brigade irlandaise au service des Boers pendant la guerre du Transvaal et qui occupe un des postes municipaux les mieux rétribués de Dublin, engageait ses auditeurs à s'opposer au recrutement dans la dégradante armée anglaise, pour faciliter la conquête de l'Angleterre par l'Allemagne : « Empêcher 500 hommes de s'enrôler, cela vaut presque autant que tuer 500 hommes sur le champ de bataille. » Aussi, en janvier 1916, sur 4,390,219 habitants, l'Irlande n'avait fourni que 95,006 soldats, dont 49,760 hommes pour l'Ulster; et probablement les protestants formaient la moitié du contingent total de l'île). — L'organisation de l'Empire (ouvrages de Curtis, Basil Worsfold, Arthur Keith). — Commandant BELLAIRS. La bataille de Jutland (critique et discute les renseignements officiels. Il semble bien que, au début, l'Amirauté anglaise avait un peu perdu la tête, et cependant le télégraphe sans fil allemand aurait pu lui faire soupçonner la vérité). — Octobre. J. M. DE BEAUFORT. Un voyage de découverte en Allemagne; II (la traversée du canal de Kiel, avec plans des défenses de Wilhelmshaven, du canal et de la rade de Kiel). — D. MITRANY. La pénétration allemande en Roumanie (il y a cinquante ans, la Roumanie était libre de choisir ses amitiés. L'Allemagne seule lui tendit la main; elle en abusa; le financier Strousberg faillit amener la banqueroute du pays et la chute du trône, qui ne fut sauvé que par Bleichröder et la Diskonto. L'Angleterre s'est tenue à l'écart par indolence et ignorance; la France négligente aura prêté de l'argent à des taux inférieurs, par l'intermédiaire des Allemands qui empochaient le bénéfice; même, en 1913, nos cercles officiels ont marqué une mystérieuse hostilité contre un emprunt qui finit par se conclure à Berlin). — Albert HYAMSON. Égypte et Palestine (l'Allemagne ne cache pas que son alliance avec la Turquie vise à frapper l'Angleterre en son point vulnérable, le

canal de Suez. Progrès des colonies allemandes et des Juifs sionistes, dont la langue nationale redevient l'hébreu, mais un hébreu assoupli et modernisé). — Charles SINGER. Les premiers traitements de blessures d'armes à feu, xv^e et xvi^e siècles (avec planches; montre ce que l'on doit de reconnaissance à Miss Nightingale, Lister, Simpson et Pasteur). — Prof. C. H. FIRTH. L'étude de la politique étrangère en Angleterre (mémoire lu à la Société royale d'histoire. Accessibilité des archives d'État nécessaire pour éclairer l'opinion, surtout en démocratie. Le public anglais a toujours été fort indifférent aux affaires étrangères; il s'agit de l'y intéresser et de lui apprendre, au moins par l'histoire du passé, la direction que doit suivre la politique du pays. Organisation adoptée en France. On ne peut consulter aujourd'hui les archives d'Angleterre sans permis que jusqu'en 1837, et avec permis jusqu'en 1860, deux dates arbitraires et mal choisies; la dernière devrait être portée à 1870. Si l'on compare l'« Histoire d'Angleterre de 1815 à 1880 », écrite par Spencer Walpole d'après les *Blue-books*, avec « l'Angleterre et la monarchie d'Orléans », publiée en 1912 par le major John Hall sur les textes originaux, on verra combien importe ici la différence de documentation). — William MILLER. L'Empire serbe au moyen âge (de l'origine à la conquête turque. L'œuvre historique de Jireček et les travaux de Louis Leger, Novaković, Ljubić. L'histoire médiévale joue un grand rôle chez les Serbes à cause des ballades qui en entretiennent le souvenir; et, durant les guerres récentes, les officiers ont souvent encouragé leurs hommes en évoquant, sur les lieux, les vieilles traditions. L'archiduc François-Ferdinand eut la malencontreuse idée de choisir, en 1914, pour son entrée à Sarajévo, l'anniversaire de la bataille de Kossovo, ce qui contribua peut-être à son assassinat). — Algernon CECIL. Disraeli. La phase médiane (de 1846 à 1868. Il s'approche du pouvoir par tous les moyens, et Palmerston disait à un diplomate : « M. Disraeli est un démocrate recouvert de la peau d'un conservateur. » Il avait compris, en effet, que la démocratie est une forme de civilisation encore plus qu'une forme de gouvernement. Son mariage singulier; son attitude dans la question juive, affaire de race à ses yeux, ce qui lui permettait de regarder le Christianisme avec une affection grand-paternelle et de déclarer que la Crucifixion était une *felicissima culpa* qui avait sauvé le genre humain). — Mrs Hugues d'Uppington (une amie de Walter Scott, de Sydney Smith et son cercle littéraire). — Col. BLOOD. Le cours de la guerre. = Tome 228, 1917, janvier. W. C. D. WHETHAM. La guerre et la race (examine l'influence que la guerre peut exercer sur la race anglaise et les mesures que l'on peut employer pour remédier à la perte de vies humaines causées par la guerre). — Charles TENNYSON. Johann Zoffany (biographie d'un peintre célèbre, bien qu'au second rang, du xviii^e siècle. Il était d'origine tchèque; à Londres, il eut de grands succès auprès de l'aristocratie et des gens de théâtre. Il alla aux Indes dans l'espoir d'y faire rapidement une grosse for-

tune, 1783; mais son succès fut médiocre. Il produisit beaucoup jusqu'en 1794 et mourut en 1810 à Kew; il fut enterré près de son ami Gainsborough). — Reginald FARRER. De quelques abbayes tibétaines en Chine. — John LEYLAND. La flotte anglaise et son œuvre pendant la guerre. — Idées sur l'unité impériale dans les Dominions (exposées au point de vue : 1° de l'Australie, 2° de la Nouvelle-Zélande, 3° du Sud-Afrique). — T. F. A. SMITH. Publications allemandes sur la guerre (en particulier celles qui concernent les visées de l'Allemagne en Orient; avec une carte de la route Hambourg-Bagdad). — H. J. JENNINGS. Notre dette nationale (à propos d'études récemment publiées par Sidney Webb). — La récente crise politique. — Colonel BLOOD. Le cours de la guerre (avec une carte pour les opérations sur l'Ancre et la Somme et une autre pour celles de Roumanie). — L'Allemagne, les États-Unis et la paix. — Avril. W. H. MORELAND. Le mouvement industriel aux Indes. — Paul HOMELIUS. Les voyages de Sir John Mandeville (Sir John Mandeville, surnommé A la Barbe, chevalier, né en Angleterre, mourut à Liège, le 17 novembre 1372; il avait beaucoup voyagé, dit son épitaphe. Mais les Voyages connus sous son nom ne sont pas son œuvre. Ils ont été composés par Jean d'Outremeuse, versificateur, chroniqueur et romancier, qui naquit en 1338 et mourut en 1400. Quant à ces Voyages, c'est un pur roman pour lequel Jean utilisa la relation d'un voyage en Palestine écrite par l'Allemand Guillaume Boldensele et le récit, par Odoric de Pordenone, de sa mission religieuse et diplomatique en Extrême-Orient; mais surtout il rendit la bride à son imagination, qui était farcie de la lecture des fabliaux. Il laisse percer, en certains endroits, des sentiments hostiles à la cour de Rome, et l'on comprend alors le succès du pseudo-Mandeville en Angleterre, l'ouvrage ayant été terminé au plus tard en 1370, peu après qu'Édouard III eut répudié la suprématie du pape sur son royaume en 1366. On peut considérer Jean d'Outremeuse comme un des ancêtres littéraires du capitaine Gulliver). — T. H. S. ESCOTT. La presse quotidienne autrefois et aujourd'hui (d'après la biographie de Thaddée Delane, ancien directeur du *Times*, les souvenirs de Sir Henry Brackenbury, « Fleet street pendant sept siècles » de W. G. Bell, et les « Annales de Fleet street » par E. Beresford Chancellor). — William MILLER. La politique extérieure de l'Italie (d'après une dizaine d'ouvrages parus dans ces douze dernières années, en particulier les recueils de documents publiés par l'Autriche-Hongrie et par l'Italie en 1914 et en 1915). — Jos. REINACH. Les origines de la guerre franco-allemande (résume les enseignements contenus dans les dix volumes déjà publiés par le gouvernement français sur les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*). — John P. MIDDLETON. L'île de Chypre sous le gouvernement anglais (organisation politique et sociale, revenus et impôts, routes et ports. L'île a rendu à l'Angleterre de grands services pendant la guerre actuelle; il serait impolitique de la remettre aux mains d'un gouvernement faible comme celui de la Grèce). — Lionel

SMITH-GORDON. La coopérative agricole en Allemagne. — Considérations sur l'unité impériale. IV : Le Canada (si la fédération de l'Empire doit réussir, il doit être une fédération de nations. Le Canada est une nation d'un caractère de plus en plus démocratique et canadien; il faudra tenir grand compte de ce caractère quand on étudiera la nature des liens qui devront à l'avenir rattacher la puissance du Canada à la Grande-Bretagne). — A. FAWKES. Le pontificat de Pie X (d'après les ouvrages de Maurice Pernot, de J. de Narfon, d'A. Houtin, de Romolo Murri et d'A. Loisy). — Les archives de la guerre (en Angleterre). — Sydney A. MOSELY. Le rapport sur l'expédition des Dardanelles (recherche les auteurs responsables de cette expédition qui fut « a splendid failure ». Elle était nécessaire, mais un conflit entre Lord Kitchener et M. Churchill empêcha de réunir les moyens de la faire avec avantage. La marine dut s'en charger seule et elle n'osa pas courir les risques de forcer à tout prix le passage). — Prof. W. J. ASHLEY. L'Allemagne et l'industrie du fer et de l'acier. — Lord MONTEAGLE. Le problème irlandais (le Home rule est inscrit dans la loi, mais il n'a pas encore été appliqué; il peut devenir une réalité acceptable par tous les partis si l'on donne à l'Irlande l'organisation d'un « Dominion » ou puissance confédérée). — Colonel BLOOD. Le cours de la guerre (l'avance de l'armée britannique sur la Somme et sur le Tigre depuis le début de la présente année, avec deux cartes).

39. — *The Scottish historical Review*. 1917, janvier. — David MURRAY. Quelques lettres de Robert Foulis (R. Foulis était un libraire écossais, très lettré; sa correspondance peut intéresser l'histoire littéraire. De ses lettres, la première a été envoyée de Glasgow en 1750 et la seconde de Paris en 1753). — Evan W. B. BALFOUR-MELVILLE. Biographie du général Robert Melville de Strathkinness, écrite par son secrétaire (ce général descendait d'une famille normande établie en Écosse depuis le règne de Guillaume le Conquérant. Il prit part à la guerre de la Succession d'Autriche et à la guerre de Sept ans, fut gouverneur des îles des Indes occidentales cédées par la France au traité de Paris, 1763, rentra en Angleterre en 1771 et mourut à Édimbourg le 29 août 1809 à l'âge de quatre-vingt-six ans). — D. B. SMITH. Jean de Villiers-Hotman (c'est le fils aîné de François Hotman. Né à Lausanne en 1552, élevé en France, il fut « prieur du collège des droits » de Caen, précepteur des fils de Sir Amyas Paulet, ambassadeur à Paris en 1579, puis professeur à Oxford en 1581; secrétaire de Leicester, qu'il suivit aux Pays-Bas, puis du comte d'Essex, il revint en France après l'avènement de Henri IV qui l'employa dans plusieurs ambassades auprès des princes allemands. Il traduisit en français le *Basilicon Dôron* du roi Jacques I^{er} et composa un *Traité de l'ambassadeur*, qui parut d'abord en anglais à Londres en 1603, puis dans la version originale et complète en français à Paris en 1604). = C.-rendus : Walter B. Blaikie. *Origins of the Forty-Five and other papers relating to that*

rising (utile recueil de documents sur l'insurrection jacobite de 1745). — *E. Lipson*. Europe in the nineteenth century (bon tableau d'ensemble). — *Francis C. Eeles*. The Holyrood Ordinal; a scottish version of a directory of english augustinian canons (très bonne édition d'un texte compilé au xv^e siècle d'après des sources beaucoup plus anciennes. On y remarque la persistance d'usages liturgiques particuliers à l'Écosse). — *P. Hume Brown*. The register of the Privy Council of Scotland, 3^e série; tome VIII : 1683-1684. — *R. Bagwell*. Ireland under the Stuarts and during the Interregnum (très bonne histoire des rapports de l'Irlande avec l'Angleterre sous les quatre rois Stuarts). — *C. O. Blagden et S. C. Hill*. Catalogue of manuscripts in european languages belonging to the library of the India office (très utile). — *J. A. Lovat Fraser*. Henry Dundas, viscount Melville (bonne biographie d'un Écossais qui fut ami du jeune Pitt et l'un de ses plus fermes soutiens au ministère). — *W. Longman*. Tokens of the eighteenth century, connected with booksellers and bookmakers (précieux pour les bibliophiles). — Shakespeare's England; an account of the life and manners of his age (recueil de trente articles, par autant d'auteurs différents, parus à l'occasion du troisième centenaire de Shakespeare). — *Julian S. Corbett*. The successors of Drake (excellent). — *R. Blair*. Archæologia Eliana. Third series, vol. XIII (à noter un important mémoire sur les sceaux conservés à Durham : soixante de rois d'Angleterre, de Guillaume le Roux à Charles II, et quinze de rois d'Écosse, de 1094 à 1457). — *Avril A. V. DICEY*. Considérations sur l'assemblée générale de l'Église d'Écosse sous la constitution de 1690 (reconstituée à la suite de la révolution de 1688, cette assemblée fut, comme elle est encore, une des formes les plus représentatives et populaires du gouvernement ecclésiastique; le Parlement et elle réalisèrent, chacun de son côté, la doctrine presbytérienne en ce qui concerne les rapports de l'Église et de l'État; enfin l'assemblée générale, qui possédait une haute autorité légale et morale, contribua d'une façon décisive à faire accepter l'Acte d'union, d'abord très impopulaire en Écosse). — *Edward Roder*. Le régiment royal des « Scots dragoons », aujourd'hui des « Scots Greys », il y a deux siècles, d'après les lettres du colonel Lord John Hay (1700-1706). — *A. M. MACINTOSH*. Alexandre Farquharson de Broudearg et ses généalogies (des différents remaniements manuscrits qui préparèrent l'édition de 1733; son travail fut honnête et consciencieux). — *D. MURRAY*. Quelques lettres de Robert Foulis; suite (1753-1766; éditions et catalogues publiés par ce libraire de Glasgow; importance croissante de Glasgow depuis 1750. Foulis mourut le 2 juin 1776). — *R. W. SCOTT*. Les navires de commerce au temps des guerres contre Napoléon (avec des tableaux statistiques des pertes éprouvées par la marine écossaise). — C.-rendus : *J. H. Pollen*. The institution of the archpriest Blackwell, 1592-1602 (excel-

lent). — *Hamon Le Strange*. Le Strange records; a chronicle of the early Le Stranges of Norfolk and the March of Wales, 1100-1310 (bon). — *Mathieson*. Church and reform in Scotland, 1797-1843 (exposé clair et instructif). — *Hustveld*. Ballad criticism in Scandinavia and Great Britain during the 18th century (excellent). — *W. C. Mackenzie*. The races of Ireland and Scotland (intéressant surtout pour le folklore). — *John Milton*. A reformation touching church discipline in England, publié par *Will Taliaferro Hale* (excellente édition d'un important traité de Milton). — *Cock et Morris*. The Stirling Guildry book; extracts from the records of the merchant Guild of Stirling, 1592-1846 (intéressant pour l'histoire sociale exclusivement). — *G. F. Black*. A list of works relating to Scotland (utile). — *T. Corcoran*. State policy in Irish education, 1536-1816 (intéressant). — *Robert Edgar*. An introduction to the history of Dumfriess; publié par *R. C. Reid* (Edgar, avocat de Dumfriess au XVIII^e siècle, avait réuni des documents et commencé d'écrire sur l'histoire du commerce à Dumfriess; ce sont ces chapitres que l'on édite aujourd'hui). — *E. Scott*. A short history of Australia (bon).

40. — *Transactions of the royal historical Society*. 3^e série, t. X, 1916. — *C. H. Firth*. Allocution présidentielle (la présente guerre aura eu, parmi tant d'autres conséquences, celle d'attirer l'attention du public anglais sur les affaires étrangères. Pendant longtemps, il y est resté indifférent. Le développement graduel de la démocratie, la multiplication des journaux, la télégraphie ont peu à peu changé cet état d'esprit. Mais il faut maintenant l'instruire. Les publications officielles n'y contribuent pas assez. Il importe de développer l'enseignement de l'histoire moderne dans les collèges et les écoles, de mettre aux mains des écoliers de bons manuels d'histoire étrangère, etc.). — *J. G. Chance*. L'Allemagne au temps de Georges I^{er} (tableau de son organisation politique et sociale). — *G. P. Gooch*. L'Allemagne et la Révolution française (de l'influence que la Révolution exerça sur les Intellectuels : Gentz et Humboldt, Schiller et Goethe, Kant et Fichte; sur la transformation sociale de la Prusse et des autres états allemands). — *Caroline A. J. Skeel*. Influence exercée par les écrits de Sir John Fortescue (surtout au XVII^e et au XVIII^e siècle). — *E. Lipson*. Sources de l'histoire économique au moyen âge (très utile exposé des recueils de documents relatifs à cette histoire, surtout dans les villes anglaises). — *H. E. Malden*. Une lettre inédite de Cely en 1482 (écrite à Sir John Weston, prieur des chevaliers de Saint-Jean en Angleterre, qui était alors à Naples, en route pour Rhodes; elle lui annonce l'arrivée en Angleterre du duc d'Albany, désireux de s'assurer l'appui d'Édouard IV pour conquérir la couronne d'Écosse). — *L. G. Carr Laughton*. Brighton incendié par les Français (en quelle année? Une carte qui représente la descente des Français devant Brighton est datée de 1545; selon l'opinion de James Gairdner et d'Anscömbe, c'est une erreur pour 1514, année où Prigent de Bidoux

accomplit un raid bien connu; mais Prigent n'avait avec lui que des galies naviguant à la rame, tandis que le dessin montre des vaisseaux à voile à côté des galies et rien n'empêche que les Français aient pu amener devant Brighton en 1545 une flotte composée de ces deux éléments. Développement de l'architecture navale de 1514 à 1545).

ITALIE.

41. — **Nuova rivista storica.** Janvier-mars 1917. — Notre programme. — G. FRACCAROLI. L'histoire dans la vie et dans l'école (critique des idées fondamentales de l'historicisme allemand). — E. ROTA. Rationalisme et historicisme. Rapports de pensées entre l'Italie et la France avant et depuis la Révolution française (partant du sensualisme, les historiens du XVIII^e siècle, Montesquieu, Voltaire et, dans une certaine mesure, J.-J. Rousseau, ont élaboré des systèmes qui devaient provoquer la réaction idéaliste de Condorcet, Bonald, Maistre, Chateaubriand. En Italie, l'évolution de pensée de Vico se ressent nettement de l'influence des historiens et philosophes français, et c'est le cas aussi de Beccaria, Filangeri, Spedalieri, A. Bianchi, Pagano. Mais si la pensée italienne accueille la pensée française, elle la soumet à revision et correction et, dans l'ensemble, tend à se défier de la raison pure pour témoigner plus de confiance aux faits historiques). — G. PORZIO. La plus ancienne aristocratie corinthienne. Les Bacchiades, 747-610 environ av. J.-C. (aristocratie de marchands qui, forte de ses richesses et de sa flotte, essaya d'employer ses ressources à créer des colonies qu'elle maintint sous une étroite hégémonie; sa politique extérieure fut tout entière déterminée par ses intérêts économiques; à suivre). — G. PLATON. Le prolétariat intellectuel allemand au XVI^e siècle et la Réforme protestante (les étudiants et savants allemands, désireux de s'assurer des prébendes avantageuses aux dépens de l'Eglise organisée, ont constitué une des troupes d'attaque de la Réforme). — E. ROTA. La guerre européenne et le problème de ses causes (étude critique sur les articles publiés dans *Scientia* et les livres de Morton-Fullerton, Barthélemy, Richard, Tannenbergh, Blondel). = C.-rendus : E. de Ruggiero. Il dizionario epigrafico di antichità romane (belle entreprise italienne). — W. A. Oldfeather et H. Vernon Canter. The defeat of Varus and the german frontier policy of Augustus (inspiré par la méthode allemande). — G. LUZZATTO. Storia del commercio; I (lacunes pour la Grèce et Rome dans l'antiquité; explications insuffisantes pour le mouvement commercial; dans l'ensemble, gros et intéressant effort de synthèse). = Avril-juin. C. PASCAL. Paganisme et christianisme (la Rome chrétienne continue le concept universel de la Rome païenne; mais le monde officiel romain, sentant le danger que renfermaient pour son existence les prédications chrétiennes, a tout fait pour les arrêter). — A. GUILLAND. Heinrich von Treitschke (ses idées ont été détermi-

nées par son éducation, par l'influence de Dahlmann, par les événements, surtout la campagne de 1866 et la guerre de 1870, puis par l'évolution économique de l'Allemagne; il a ainsi passé du radicalisme impérialiste au monarchisme réactionnaire. Son *Histoire de l'Allemagne* est l'œuvre d'un sectaire du prussianisme et d'un anglophobe). — A. ANZILOTTI. Du néoguelfisme à l'idée libérale (la renaissance religieuse consécutive à la désillusion révolutionnaire a constitué un terrain où les idées de Rosmini et de Gioberti ont pu se développer; à suivre). — G. CAMOZZI. Augustin Thierry et son œuvre. — G. PLATON. Un Le Play athénien du iv^e siècle av. J.-C. ou l'*Économie politique* de Xénophon (les idées de Xénophon constituent une réaction très nette contre les tendances de l'économie grecque; à suivre). — P. TERRUZZI. La crise de la conscience politique française en novembre 1916. = C.-rendus : A. Mieli. *Storia general del pensiero scientifico. Le scuole ionica, pitagorica ed eleata* (ce n'est pas un livre). — E. BIGNORE. I poeti filosofici della Grecia, Empedocli (remarquable). — C. PALADINI. Impero e libertà nelle colonie inglesi (œuvre de premier ordre).

SUISSE.

40. — Bibliothèque universelle et Revue suisse. 1917, janvier. — MAURICE MILLIOUD. Perspectives (« comment évaluer la somme de haines que l'Allemagne a pris à tâche d'accumuler contre elle, jour après jour, depuis trente mois? Avant la guerre, elle avait inquiété tout le monde : l'Espagne, à propos des Carolines; les États-Unis d'Amérique, en intriguant pour s'emparer de stations navales à l'issue du canal de Panama; l'Angleterre, en faisant mine de lui fermer la Baltique; la Russie, par sa politique douanière; les Français, au Maroc; les Japonais, en Chine; les Italiens, en Libye, et jusqu'aux Suisses, lors de la convention du Gothard... Mais aujourd'hui! Il n'est recoin si obscur de l'Europe occidentale, du monde slave et de l'empire britannique d'où ne s'élève un cri d'indignation et d'horreur »). — UN BANQUIER DE LONDRES. La récupération financière (montre ce qui a déjà été tenté pour rendre le système financier de l'Angleterre apte à une nouvelle activité après la guerre; « le but principal de la finance britannique est de devenir un *clearing house* ou Chambre de compensation pour le commerce mondial, et non d'entrer en combinaison avec des trusts industriels pour écraser la concurrence des petits États et pour s'emparer du contrôle de leurs industries). — L. HERSCH. La théorie de la population de Th.-R. Malthus; fin. = Février. JULES DESTREE. Les déportations d'ouvriers belges (on connaît le prétexte donné par le gouvernement allemand pour justifier ces déportations : il y a beaucoup de sans-travail en Belgique; ils peuvent trouver en Allemagne des emplois rémunérateurs; qu'ils y aillent donc de bon gré, sinon ils y seraient contraints par la force,

car l'oisiveté est un péril pour la sécurité publique. Mais qui donc a condamné tant d'ouvriers belges au chômage, sinon les Allemands qui, au mépris de tout droit, ont dépouillé les magasins et les usines, enlevé les matières premières et les machines, fermé le marché hollandais, organisé les rasles des capitaux industriels?). — Ramsay MUIR. Impérialisme britannique (montre que cet impérialisme, loin d'être, comme on le lui a reproché, une force travaillant pour la tyrannie et pour l'injuste exploitation de peuples récalcitrants, « s'est affirmé plutôt comme un moyen de répandre la justice et la liberté dans le reste du monde »). = Mars. Virgile ROSSEL. L'Allemagne et la France de demain; 1^{er} article (la France de demain aura des tâches multiples à résoudre : réformer les mœurs parlementaires, régler les questions confessionnelles, organiser le nouveau régime en Alsace-Lorraine. Dans ce pays, la question religieuse devra être traitée avec beaucoup de tact : la France ne devra pas oublier que le clergé catholique fut en partie l'âme de la résistance à l'emprise allemande; elle devra se rendre compte que la législation sociale de l'Allemagne est plus favorable aux ouvriers que la législation française. Il ne faut pas que la victoire française empire la condition de ce malheureux pays). — Jules DESTREE. Les déportations d'ouvriers belges; suite et fin. — Jos. CERNESSON. La conversion de J.-J. Rousseau en 1728 (estime qu'on n'a aucune raison de mettre en doute la bonne foi de Rousseau et l'exactitude de ses souvenirs). = Avril. Lorenzo D'ADDA. Pourquoi la Gaule a perdu son indépendance à Alésia (« Alésia représente la fin de la Gaule celtique qui, depuis plus d'un siècle, se débattait dans les convulsions d'une lente agonie, amenée par l'aveuglement et les discordes de son aristocratie et de ses ploutocrates. Alésia rendit possible la latinisation de la Gaule, d'où date le véritable commencement de la civilisation européenne »). — A.-J. TOYNBEE. Les politiques de domination. Empire ottoman (par ses méthodes d'extermination, cet empire, qu'il soit aux mains d'un Hamid ou des Jeunes-Turcs, ne mérite aucune pitié. Il doit disparaître). — Virgile ROSSEL. L'Allemagne et la France de demain; suite et fin (le peuple allemand peut redevenir sain parce qu'il était sain. Il suffirait sans doute que, guéri de son accès de démence belliqueuse, las d'être à la remorque d'une caste, il exigeât la pratique sincère du suffrage universel. Un Reichstag, dans lequel la gauche comptera plus de 400 mandats contre moins de 200, sera l'arbitre des destinées nationales; et la citadelle du privilège, le Landtag de Prusse, ne sera point épargné. « D'une Allemagne ainsi réorganisée, l'Europe n'attendrait-elle rien pour un idéal de travail et de concorde? »). = Mai. X. La preuve décisive de la préméditation allemande (elle réside dans ce fait que l'Allemagne n'avait pas d'autres motifs de guerre que ses « buts de guerre ». « Sa volonté initiale, sa résolution délibérée de provoquer la catastrophe pour venger ses mécomptes passés, redonner du lustre à sa dynastie, fonder son avenir sur les assises indestructibles d'une

facile victoire, ne sont douteuses pour aucun esprit droit et qui prend la peine de réfléchir ». — G. Comment l'Autriche se fait aimer (massacres et jugements iniques contre les Yougoslaves). = Juin. L. T. HOBHOUSE. Europe et Europe centrale (Europe centrale, c'est l'empire allemand accru de l'Autriche-Hongrie et de leurs satellites, la Bulgarie et la Turquie. C'est pour organiser cet empire que l'Allemagne a préparé et déclaré la guerre. « Si l'Allemagne gagne, elle gagne tout ce dont elle a besoin pour le moment. Si elle perd, la philosophie du pouvoir, du militarisme prussien, périt avec le pouvoir lui-même »; voilà des vérités dont il importe que le peuple anglais soit bien pénétré; et les pacifistes doivent travailler à la défaite de l'Allemagne dans l'intérêt de l'Allemagne même; le peuple vaincu tournera ses yeux vers la liberté « et nous pouvons lui laisser le soin d'exiger la reddition des comptes »). — G. HOHRD. La troisième république et la politique capétienne (rapprochements un peu forcés entre la politique suivie depuis quarante ans par la République française et celle qui réussit avec les Capétiens). — Ed. BLASER. Un nouveau livre d'Hermann Fernau (analyse de son ouvrage, *Durch... zur Demokratie*, qui est un plaidoyer en faveur d'une république démocratique s'établissant en Allemagne sur les ruines du militarisme prussien). — Th. C. BUYSE. Le Slesvig danois de 1864 à 1916 (d'après les ouvrages de M. Mackeprang et de V. La Cour). — Lorenzo d'ADDA. Enseignements des anciennes guerres. Pourquoi la Gaule a perdu son indépendance à Alésia; 2^e partie. — Henry DE VARIGNY. Climat et civilisation; fin. — Documents sur l'affaire de Sarajévo (c'est la déclaration d'un croate, Bartoulitch, qui avait été chargé d'une enquête sur l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche; d'après l'ouvrage de G. Beck : *Ungarns Rolle im Welthriege*). = Juillet. J. Holland ROSE. La liberté des mers (quelques brèves considérations ayant pour but de prouver que « les décrets de Tirpitz, non plus que ceux de Napoléon, ne pourront réfuter la prétention de la Grande-Bretagne à être la première qui, en théorie et en pratique, ait proclamé la liberté des mers »). — Lorenzo d'ADDA. Enseignements des anciennes guerres. Pourquoi la Gaule a perdu son indépendance à Alésia; 3^e partie (histoire du siège d'Alésia, avec carte et plans. Honorons la mémoire de Vercingétorix, mais sans oublier que c'est au triomphe des armées romaines qu'est due la civilisation européenne). — Fr. GOS. Chez les internés et réfugiés belges de Hollande. — Th. C. BUYSE. Le Slesvig danois de 1864 à 1916; 2^e partie (interdiction du danois, même dans la correspondance privée; germanisation de l'Église et persécution de la presse, guerre aux associations).

CHRONIQUE. :

France. — Joseph HALÉVY (1827-1917). — En décembre 1866, Joseph Derenbourg présentait à la Société asiatique un voyageur venu d'Andrinople où il avait jusque-là mené l'existence modeste et difficile d'instituteur primaire. Élevé dans un milieu polyglotte aussi favorable à l'apprentissage des langues de l'Orient qu'étranger aux méthodes occidentales de recherche, le nouveau venu maniait sans effort l'hébreu et l'araméen, l'arabe et le persan, le turc et le hongrois. Un don philologique merveilleux suppléait aux lacunes de sa formation scientifique : sans trouver aucun appui dans les traditions scolaires qui avaient pu l'aider par ailleurs, il s'était assimilé la plus lointaine et la plus délaissée des langues sémitiques, l'éthiopien, et arrivait à Paris avec un manuscrit — traduction et commentaire du *Livre d'Hénoch* — et un projet : retrouver et ramener à la civilisation les Falachas qui, au nombre de 400,000, croyait-on, représentaient un rameau ensauvagé de la famille juive, égaré sur les plateaux de l'Abyssinie. Tempérament ardent de savant et âme d'apôtre, tel apparut Halévy quand, au seuil de la quarantaine, il entreprit une carrière qui devait se prolonger un demi-siècle avec un éclat et une fécondité remarquables. Sa longue familiarité avec un Levant resté archaïque a fortement marqué cette vigoureuse, attachante et originale physionomie. Halévy a su à fond les idiomes, vivants ou canoniques, qui sont la clef des plus anciennes civilisations ; il a eu la notion la plus exacte des manières d'agir, de penser et de sentir de l'Oriental. D'autre part, élevé dans un monde séparé en « nations » particularistes par les différences de langue et de religion, il a gardé au judaïsme natal un attachement passionné qui fit de lui un champion toujours prêt à défendre, avec la bonne foi la plus ingénue, les causes favorables à la grandeur passée du peuple juif et des Sémites en général.

Halévy partit pour l'Abyssinie en 1867 grâce à un subside fourni par l'Alliance israélite universelle. Il visita les Falachas, bien moins nombreux qu'il ne supposait, et ses travaux sur cette curieuse population reposent en grande partie sur les manuscrits qu'il a rapportés, utiles principalement à l'histoire religieuse (*les Prières des Falachas*, 1876 ; *Teezaza Sanbat*, 1902 ; *la Guerre de Sarsa Dengel contre les Falachas*, 1906).

A peine revenu de l'Éthiopie, il repartait, chargé d'une mission par l'Académie des inscriptions, pour le Yémen, berceau des Sémites

d'Abyssinie. Ce voyage, exécuté à travers des difficultés et des périls sans nombre, ne fut pas seulement, comme l'a proclamé Renan, « un exemple de force morale qui ne périra pas », il marque une date décisive dans l'histoire de l'Arabie méridionale. Halévy rapporta une masse inespérée de matériaux (près de 700 inscriptions minéennes et sabéennes) et ses publications ont donné la plus vigoureuse impulsion à l'interprétation des monuments yéménites, documents d'une civilisation qui, brillante déjà de longs siècles avant l'ère chrétienne, ne devait être submergée que par l'Islam (*Inscriptions sabéennes, Études sabéennes*, 1872 et suiv.). Un peu plus tard, il devait déchiffrer avec bonheur les *graffiti* laissés par une population apparentée aux Sabéens, égarée dans le désert de Syrie au sud-est de Damas (*Inscriptions du Safa*, 1882). Il n'a pas négligé les sources littéraires de l'histoire du Yémen; son *Examen critique des sources relatives à la persécution des chrétiens de Nedjran* (*Revue des Études juives*, 1889) est un mémoire pénétrant et aventureux, dont le mérite et le défaut ont été relevés par l'abbé Duchesne (*Ibid.*, 1890).

Entre le voyage d'Abyssinie et celui d'Arabie, Halévy s'était essayé à l'interprétation de l'inscription phénicienne dite de Marseille (*Journal asiatique*, 1868) et il n'est guère de texte épigraphique important, publié depuis cette date, à l'explication duquel il n'ait eu part. On sait de quel enrichissement l'histoire de la Syrie et de ses dépendances est redevable aux découvertes épigraphiques : Halévy a contribué autant qu'aucun de ses contemporains aux études toutes de détail qui ont précisé la physionomie de ces sociétés cananéennes et araméennes qui, sans réussir jamais à s'organiser en grands états durables, ont joué un rôle si important dans l'histoire de la civilisation.

Tous ces travaux, qui resteront le plus sûr des titres d'Halévy, n'étaient peut-être pas ceux à qui il prêtait le plus d'importance : il eût sans doute considéré comme l'œuvre maîtresse de sa vie ses recherches dans le domaine des écritures cunéiformes et de l'exégèse biblique.

Au moment où il se fixait en France, l'assyriologie restait une discipline discutée : les sémitisants de la vieille école ne considéraient pas sans préventions l'idiome incroyablement altéré, plus usé en dépit de son antiquité que tel dialecte arabe moderne, qu'avaient révélé les déchiffrements d'Oppert et de ses émules (« sémitique de la rue Mouffetard », confiait Renan à B. Hauréau). Halévy ne tarda pas à reconnaître la place prépondérante que la Cendrillon de la linguistique orientale était appelée à occuper dans l'étude des antiquités asiatiques, et il consacra à l'épigraphie cunéiforme une part toujours grandissante de son activité. De l'œuvre très considérable qu'il a réalisée dans cette direction, il faut faire deux parts. Il apporta de notables contributions à l'étude des textes unanimement reconnus comme de langue assyro-babylonienne : il faut citer en particulier sa traduction inté-

grale (la première qui ait été tentée) des *Tablettes d'El Amarna* et les recherches qu'il a consacrées à cet inappréciable recueil d'archives qui a illuminé d'un coup l'histoire de la Syrie au milieu du second millénaire av. J.-C., et révélé une Asie méditerranéenne toute pénétrée des influences de la culture babylonienne. Mais la grande préoccupation des quarante dernières années de sa vie fut la « question sumérienne ». Il faut renoncer dans un bref exposé, où le détail technique ne saurait trouver place, à rendre compte des éléments d'un problème dont l'énoncé seul est propre à surprendre le profane. Dans certains textes, qui appartiennent à toutes les époques de l'histoire assyro-babylonienne, les premiers assyriologues s'étaient accordés à reconnaître l'expression d'une langue « touranienne » parlée par un peuple, inventeur des cunéiformes, qui avait devancé les Sémites babyloniens dans l'occupation de la région de l'Euphrate. Halévy a dénié au sumérien les caractères d'une langue véritable et travaillé sans relâche à démontrer qu'il n'y faut voir qu'un système d'écriture principalement idéographique, destiné dès l'origine à rendre le babylonien et dont tous les éléments s'expliquent par la linguistique sémitique. Cette doctrine contenait de larges parts de vérité : la critique des rapprochements prématurés institués par Oppert et Lenormant entre le sumérien et la soi-disant famille des langues touraniennes, par Lenormant, entre la démonologie chaldéenne et la finnoise, était fondée; on peut constater une action intense de l'esprit sémitique dans les documents sumériens; l'antériorité des Sumériens sur les Sémites n'est pas démontrée. Mais l'étude des monuments archaïques n'a pas été favorable à l'essentiel de la thèse : l'autonomie linguistique du sumérien, la réalité historique du peuple qui a parlé cette langue non sémitique, sont généralement admises aujourd'hui et reconnues de ceux qui s'étaient ralliés au sentiment d'Halévy, comme Fr. Delitzsch en Allemagne, Thureau-Dangin en France, Jastrow en Amérique. Le nom de ces habiles orientalistes suffit à montrer l'injustice des polémiques violentes qui n'ont vu dans la théorie antiumérienne qu'une insoutenable fantaisie, fille d'un « pansémitisme intransigent ». Quand les érudits écriront l'histoire des origines et du développement du système cunéiforme, lorsqu'ils retraceront les étapes qui ont marqué la transformation du sumérien en une langue savante ayant survécu aussi longtemps à l'idiome vivant que le latin écrit au latin parlé, et feront le tri des matériaux susceptibles de mesurer la part des Sémites dans la collaboration entre Babyloniens et Sumériens, ils rendront hommage à l'inépuisable fertilité d'invention, à l'incomparable maîtrise du vocabulaire sémitique qui ont permis à Halévy de rendre acceptable aux esprits les plus critiques un paradoxe qui choquait la vraisemblance superficielle.

On retrouve dans les études bibliques d'Halévy les mêmes qualités d'ingéniosité et de dialectique, le même courage tenace déployé contre les idées reçues. L'adversaire, ici, était l'école critique de Graf et de

Wellhausen qui a fait triompher, il y a une quarantaine d'années, une solution restée définitive du problème de la composition du Pentateuque et de ses annexes. Habitué dès l'enfance à considérer la Loi comme un tout et à en harmoniser instinctivement les discordances, Halévy n'a accepté ni les résultats de l'analyse des sources, ni la chronologie qui abaisse vers le VIII^e siècle la rédaction des plus anciens documents entrés dans le Pentateuque et jusqu'après la ruine du royaume de Juda l'élaboration du Code sacerdotal qui en forme la masse principale. Il avait le sens historique trop aiguïté pour rester attaché aux conceptions traditionnelles et reconnaissait que la législation sacerdotale ne peut être antérieure au Temple : il pensait que les premiers livres de la Bible avaient été composés en bloc vers la fin du règne de Salomon ou les premiers temps du royaume d'Israël. Halévy n'a pas réussi à ébranler des résultats désormais acquis ; mais, dans les denses volumes des *Recherches bibliques*, qui embrassent presque tout l'Ancien Testament, il faut également admirer *il lungo studio e il grande amore* et un sentiment du génie hébraïque qui n'a jamais été dépassé et qui prête un intérêt durable à mille conjectures parfois hardies. La connaissance consommée de la Bible et de la tradition juive qui caractérisait Halévy a souvent heureusement inspiré ses travaux sur la littérature post-biblique, le Talmud, le Nouveau Testament et la littérature rabbinique.

Nous n'avons donné qu'une incomplète idée de l'activité scientifique d'Halévy. Des bords atlantiques de l'Afrique à l'Asie centrale, il n'est pas un domaine qui lui soit demeuré étranger ; il a travaillé au déchiffrement des inscriptions libyques (*Études berbères*) comme à l'étude de la date des alphabets sanscrits et de leur rapport avec l'alphabet araméen (*Étude sur l'origine des écritures indiennes*), s'est risqué à l'interprétation des hiéroglyphes hittites, a abordé le turc, le persan, le hongrois, l'ouïgour. En dépit de ses inégalités et de ses partis pris, l'œuvre immense de ce génie inculte et indiscipliné, mélange d'intuitions déceives et de combinaisons précipitées ou paradoxales, restera un des ensembles les plus variés et les plus originaux qui aient enrichi la connaissance de l'Orient.

Isidore LÉVY.

— M. le général Henri BONNAL est mort le 2 juillet 1917 à l'âge de soixante-treize ans ; il était né à Toulouse le 27 mai 1844. Professeur d'histoire militaire à l'École supérieure de guerre (1892), puis directeur de cette même École (1901-1902), il a publié divers ouvrages remarquables sur l'éducation de l'infanterie française, sur l'équitation, etc. Nous signalerons en outre : *Fröschwiller*, récit commenté des événements militaires qui ont eu pour théâtre le Palatinat bavarois, la Basse-Alsace et les Vosges moyennes du 15 juillet au 12 août 1870 (1899) ; *Sadowa*, étude de stratégie et de tactique générales (1901), enfin *l'Esprit de la guerre moderne*, gros ouvrage qui parut en six volumes : *De Rosbach à Iéna* (1903), *la Manœuvre d'Iéna* (1904),

la *Manœuvre de Landshut* (1905), la *Manœuvre de Saint-Privat* (2 volumes, 1904 et 1906), la *Manœuvre de Vilna* (1905).

— M. Alfred FRANKLIN est mort le 10 juillet à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait passé la plus grande partie de sa vie comme attaché ou bibliothécaire à la Mazarine et à l'Arsenal. La vie privée à travers les âges, notamment à Paris, l'histoire de la topographie et des bibliothèques parisiennes furent le principal objet de ses études et l'occasion de très nombreux travaux de vulgarisation, mine inépuisable de faits, d'anecdotes, de traits de mœurs où le publiciste et l'historien ne se lassent pas de faire glane. Rappelons : *l'Histoire de la bibliothèque Mazarine* (1860), qu'il a fondue ensuite avec celle de la bibliothèque de l'Institut (1901); les *Recherches sur la bibliothèque publique de l'église Notre-Dame au XIII^e siècle* (1863) et sur celle de la Faculté de médecine (1864); les *Anciennes bibliothèques de Paris, églises, monastères, collèges* (dans *l'Histoire générale de Paris*, 3 vol., 1867-1873); la *Sorbonne, ses origines, sa bibliothèque, les débuts de l'imprimerie à Paris* (1875). Autre série : *Étude historique et topographique sur le plan de Paris de 1540* (1869); *Estat, noms et nombre de toutes les rues de Paris en 1636* (1873); les *Rues et les cris de Paris* (1874); les *Anciens plans de Paris, notices historiques et topographiques* (2 tomes, 1878-1880). Pour l'histoire de la civilisation, outre les vingt-sept petits volumes de la *Vie privée d'autrefois* (1887-1902) et un autre sur la *Civilité, l'étiquette, la mode, le bon ton du XIII^e au XIX^e siècle* (1908), on notera : les *Corporations ouvrières de Paris du XII^e au XVIII^e s.*; histoire, statuts et armoiries (13 fascicules, 1884), et le *Dictionnaire des arts, métiers et professions exercés à Paris depuis le XIII^e siècle* (1906). On lui doit encore un *Dictionnaire des noms, surnoms et pseudonymes latins de l'histoire littéraire du moyen âge, 1100-1530* (1875) et les *Sources de l'histoire de France* (1876, notices bibliographiques et analytiques des inventaires et des recueils de documents relatifs à cette histoire); quelques textes tels que le *Journal du siège de Paris en 1590*, rédigé par un des assiégés (1876); les *Grandes scènes historiques du XVI^e siècle* (1886), reproduction en fac-similé du recueil de gravures où Tortorel et Périassin ont immortalisé les scènes les plus mémorables des guerres de religion; le *Duel de Jarnac et de La Châteigneraye* (1909), d'après une relation officielle et contemporaine. Terminons cette bibliographie longue et cependant incomplète par son *Histoire généalogique des souverains de la France depuis Hugues Capet* (1896; nouv. édit., 1906). C'est toute une vie de labeur ardent, curieux, amusé, désintéressé.

Ch. B.

— M. Louis LIARD, vice-recteur de l'Académie de Paris, a été mis à la retraite sur sa demande. La *Revue historique* ne peut le laisser rentrer dans la vie privée sans lui exprimer son admiration et sa

reconnaissance pour l'œuvre à laquelle son nom restera attaché : la réorganisation de l'enseignement supérieur et la création des universités. Gabriel Monod a déjà signalé, ici même, à maintes reprises, la grandeur de cette œuvre, devançant, longtemps à l'avance, le jugement de la postérité.

M. Liard a été remplacé par M. Lucien POINCARÉ, directeur de l'enseignement supérieur, à qui succède M. COVILLE, directeur de l'enseignement secondaire.

— L'Académie française a décerné le grand prix Broquette-Gonin à l'abbé Henri BRÉMOND : *Histoire littéraire du sentiment religieux en France*. Elle a donné des parties du prix Bordin à MM. LA BRUYÈRE : *Deux années de guerre navale*, Pompiliu ÉLIADÉ : *la Roumanie au XIX^e siècle*, E. DUPONT : *En campagne*. Elle a réparti le prix Marcellin-Guérin entre M. ENGERAND : *les Frontières lorraines et la force allemande*, M^{lle} Léontine ZANTA : *la Renaissance du stoïcisme au XVI^e siècle*, MM. LA VALETTE-MONBRUN : *Maine de Biran*, Dauphin MEUNIER : *Louise de Mirabeau, marquise de Cabris*, Édouard FAVRE : *François Coillard*, NOTHOMB : *les Barbares en Belgique*, DE MARICOURT : *Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthievre, duchesse d'Orléans*.

— L'Académie des sciences morales et politiques a attribué le prix Le Dissez de Penanrun à M. Eugène WELVERT pour ses cinq ouvrages : 1^o *Autour d'une dame d'honneur*; 2^o *En feuilletant de vieux papiers*; 3^o *Napoléon et la police sous la première Restauration*; 4^o et 5^o *Mémoires*, ainsi que *Notes et souvenirs de Théodore de Lameth*. Elle a réparti le prix Perret entre MM. Frédéric BARBEY : *Félix Desportes et l'annexion de Genève*, Georges DELAHACHE : *l'Exode* (il s'agit, comme on sait, de l'exode des Alsaciens-Lorrains chassés de leur patrie par la loi allemande d'option), Paul LEMONNIER : *les Déportations ecclésiastiques à Rochefort* et Léon MIROT : *Études sur le XIV^e et le XV^e siècle*. Elle a décerné diverses récompenses aux auteurs suivants : MOULINIÉ, *De Bonald*; Henri HAUSER, *les Méthodes allemandes d'expansion économique*; BELLET, *le Commerce allemand, apparences et réalités*; BIARD D'AUNET, *Pour remettre l'ordre dans la maison*; CHÉRADAME, *le Plan pangermanique démasqué*; ROSENTHAL : *le Martyre et la gloire de l'art français*; BONNECASE, *Histoire de la Faculté de droit de Strasbourg*; Jean PÉLISSIER, *l'Europe sous la menace allemande*.

— Le rapport annuel, adressé par M. Ch.-V. LANGLOIS au ministre de l'Instruction publique sur le service des Archives pendant le dernier exercice écoulé, a paru dans le *Journal officiel* du 2 juin 1917. Nous y relevons les passages suivants :

« Dans un projet de résolution soumis à la Chambre des députés, le 8 février 1917 (n^o 2969), on lit : « Depuis le jour où Chappe annonçait

« à la Convention la reprise sur l'ennemi de Condé et de Landrecies¹,
 « c'est-à-dire depuis 123 ans, les originaux ou les copies des dépêches
 « officielles échangées entre les divers services publics sont conservés
 « au Poste central des télégraphes, rue de Grenelle. Ces documents,
 « au nombre de plusieurs centaines de mille, s'accumulèrent ainsi
 « dans les locaux administratifs qu'ils encombrement, sans utilité pour
 « personne là où ils se trouvent, apportant au contraire une véritable
 « gêne dans le service. Pourtant, les dépêches dont il s'agit pourraient
 « être consultées avec intérêt et profit par l'historien et le diplomate...
 « En fait, la place de ces dépêches, tout au moins pour celles qui
 « remontent à une date ancienne, n'est pas au Poste central des télé-
 « graphes, où nul ne peut les consulter, mais bien aux Archives
 « nationales, où se trouvent réunis les documents relatifs à notre his-
 « toire. Aucune raison sérieuse ne peut être invoquée contre le trans-
 « fert proposé, car on ne peut faire valoir pour ces documents d'ordre
 « public les raisons que l'on pourrait donner pour conserver secrètes
 « des dépêches privées : il s'agit de pièces officielles, sur lesquelles le
 « savant, le chercheur et le philosophe ont un droit d'examen qu'ils
 « pourront exercer aux Archives nationales. Pour éviter, d'ailleurs,
 « toute indiscretion, nous proposons de ne verser que les dépêches
 « datant de plus de cinquante ans (1794-1866), c'est-à-dire ne présen-
 « tant plus qu'un intérêt purement documentaire... »

« L'existence de ce fonds était connue depuis longtemps. Et c'était
 même un des plus considérables parmi ceux qui, quoique leur place
 soit marquée aux Archives nationales (puisque les Archives nation-
 ales sont par définition l'asile commun des actes anciens du Gouver-
 nement central), n'y sont pas encore parvenus. Dès 1888, il avait été
 question de le verser, à ce point que la chose, qui ne se réalisa pas,
 fut alors considérée comme « prochaine² ». Mon prédécesseur avait
 entamé, en 1907, des négociations dans le sens indiqué par le projet
 de résolution, en faisant valoir des arguments du même genre.
 Il l'avait fait sans succès. Mais il était certain que, par la force des
 choses, un jour viendrait où le progrès incessant de l'encombrement
 et l'intelligence de plus en plus nette de la fonction des Archives
 nationales décideraient un ministre éclairé à prendre, aux postes et
 télégraphes, une mesure longtemps différée. Des phénomènes ana-
 logues se sont déjà produits deux fois, de nos jours : lorsqu'une
 grande partie des archives anciennes du ministère de la Marine fut
 envoyée à l'hôtel de Soubise par M. Lockroy (1899) et lorsqu'une
 grande partie des archives anciennes du ministère des Colonies prit le
 même chemin sur l'ordre de M. Trouillot (1910). C'est à M. Clémentel,
 ministre du Commerce, de l'Industrie, des postes et des télé-

1. Cf. E. Jacquez, *Claude Chappe*. Paris, 1893, p. 43.

2. Voir E. Lelong, art. *Archives*, dans le *Répertoire général alphabétique du droit français*, 1889, n. 424.

graphes en 1917, qu'aura été due l'initiative symétrique qui va faire entrer incessamment aux Archives nationales cette troisième acquisition capitale. Car, au moment même où le projet de résolution précité était déposé à la Chambre, M. le ministre du Commerce venait justement de prendre la décision qu'on se proposait de lui suggérer : cette coïncidence remarquable prouve à quel point les idées si justes qui sont exprimées dans le projet étaient, pour ainsi dire, dans l'air il y a quelques mois.

« La décision qui a prescrit le transfert du fonds des dépêches officielles du Poste centrale des télégraphes aux Archives nationales prévoit non seulement le versement immédiat des collections depuis les origines du service (1794) jusqu'à 1869 inclusivement, mais des versements ultérieurs qui auront un caractère périodique. Il règle ainsi, en même temps et pour le mieux, le passé et l'avenir.

« Le nouveau fonds prendra place dans la sous-série F⁹⁰ (postes et télégraphes), créée depuis longtemps, mais jusqu'à présent à peine amorcée, car elle ne contenait encore, au commencement de cette année, que quelques cartons qui renferment des pièces provenant de triages auxquels ont été soumis jadis les versements du ministère de l'Intérieur. Il va sans dire qu'il ne sera communiqué au public qu'après avoir été reconnu avec soin et sous les réserves indiquées dans la lettre ministérielle, jointe à l'arrêté de transfert. Précautions justifiées par la nature d'un certain nombre de documents compris dans ce versement : on conçoit aisément, par exemple, que, même après cinquante ans de date — délai fixé pour la libre communication des pièces par le règlement général des Archives nationales — il pourrait n'être pas sans inconvénients de livrer à la curiosité du public certaines dépêches dont la contre-partie est encore considérée comme confidentielle et dont la communication est refusée aux archives du ministère des Affaires étrangères.

« Les Archives nationales sont dès maintenant en possession de toute la partie du fonds qui est antérieure à 1845. Le reste suivra par les soins de M. Saunier, sous-chef du secrétariat administratif des P. T. T., que nous ne saurions trop remercier du zèle qu'il a fait voir en cette circonstance dans l'intérêt des études historiques. »

Et plus loin :

« Plusieurs mois avant l'offensive d'avril 1917, le fonds départemental et les archives municipales de Reims, que M. le maire de Reims avait tenu à conserver jusque-là dans la ville, ont été évacués sur l'intérieur; ... la même précaution a été enfin prise à Nancy... Tous ces transferts ont été opérés sans accident. »

Belgique. — Nous apprenons la mort de M. Émile DE SAGHER, archiviste de la ville d'Ypres, décédé à Cayeux-sur-Mer, le 5 juillet 1917, dans sa cinquante-troisième année. La perte de ses archives,

détruites par l'artillerie allemande, et de ses notes, fruit de labeur de toute une vie, l'avaient profondément affecté.

Italie. — Une Commission chargée de publier les actes des assemblées constitutionnelles de l'Italie du moyen âge à 1831 a été instituée par l'Académie des *Lincei*, à la suite d'une proposition de M. L. Luzzatti faite le 16 février 1913; elle a été constituée par MM. Luzzatti, Boselli, Mazziotti, Montalcini, Rava, Ruffini, Salandra, Salinas, Schupfer, Stringhe, Tamassia, avec MM. Leicht et Alberti comme secrétaires. L'État a assuré à l'Académie les fonds nécessaires pour l'édition, confiée à l'éditeur Zanichelli, de Bologne. Le recueil comprendra trois séries : les parlements ou états généraux et provinciaux jusqu'à la fin du XVIII^e siècle; les assemblées parlementaires issues du mouvement révolutionnaire jusqu'en 1831 (les actes parlementaires des divers états italiens dans la période suivante ont été déjà publiés par la Chambre des députés); enfin les actes des assemblées des communes italiennes. On prévoit aussi un volume consacré aux mouvements économiques et sociaux tendant à l'affranchissement des liens de la servitude. Dès maintenant, le professeur Zdekauer s'est chargé du recueil des actes des états provinciaux des Marches, le professeur Burazzi des états piémontais, le professeur Leicht du Frioul, le docteur Lamantia de la Sicile; on verra plus tard pour Naples et pour la Sardaigne. Pour la deuxième série, ce sont MM. Montalcini et Alberti, éditeurs des actes parlementaires de 1831-1861, qui en sont chargés. Quant à la troisième, elle sera amorcée par une édition des actes du Grand Conseil de Venise, par le professeur Tamassia. La Commission publiera à intervalles indéterminés un *Bulletin*. Le premier numéro de ce *Bolletino*, paru en 1916 (Bologne, Zanichelli), contient un rapport du secrétaire Leicht, le procès-verbal des séances de la Commission en 1913-1914 et deux publications de textes : les actes du Parlement de Montolmo de 1306, par le professeur Zdekauer (à suivre) et une chartre de 1228 se rattachant aux origines du parlement frioulin, par M. Leicht.

G. BN.

— On s'est déjà occupé en Italie d'organiser scientifiquement la bibliographie de la guerre. Un office historiographique de la mobilisation va entreprendre une vaste bibliographie, en même temps qu'une enquête sur les divers aspects de la mobilisation italienne. Notons que la Bibliothèque universitaire à Bologne a groupé déjà une belle collection, dont le catalogue systématique peut être considéré comme un essai intéressant de bibliographie. Tandis que la bibliothèque de Bologne accueille toutes les publications concernant l'ensemble de la guerre, c'est à la guerre italienne que se consacre l'office historiographique; c'est le cas aussi de l'éditeur P. Barbèra, qui a publié en 1916 une *Bibliografia della preparazione* et qui prépare maintenant une *Bibliografia della partecipazione* (cf. son article la *Produzione del Libro in Italia del periodo della guerra*, dans *Nuova Anto-*

logia, juillet 1917); c'est le cas enfin de la bibliographie de la guerre annoncée par la *Nuova rivista storica* et dont une première contribution a paru dans son numéro d'avril-juin 1917. G. BN.

— Depuis le mois de janvier 1917 paraît en Italie une *Nuova rivista storica*, éditée par la maison Albrighi, Segati et C^{ie} (Società editrice Dante Alighieri); elle est dirigée par un comité de rédaction formée par MM. A. Anzilotti, C. Barbagallo, G. Porzio et E. Rota. Elle a pour but de réagir contre la méthodologie germanique, essentiellement caractérisée par l'hypercriticisme et la peur des idées générales. Les deux fascicules parus contiennent des articles qui s'inspirent de ce programme; certains de ces articles renferment même trop d'idées, à ce point qu'ils donnent une impression de confusion. La nouvelle revue a des grandes qualités; en vivant, elle perdra, sans nul doute, quelques-uns de ces défauts. Signalons, parmi ses collaborateurs, MM. R. Caggese, F. Coletti, P. Fedele, Gabotto, A. Guiland, J. Luchani, Mondaini, Mondolfo, Pernice, Pivano, G. Prato, Rodolico, Salvemini, Solmi, toute la fleur de l'historiographie italienne. La revue paraît tous les trois mois; l'abonnement est de 12 fr., 15 fr. pour l'étranger (Direction : Milan, 8, via Santa-Lucia; administration : Rome, 33, Lungotevere Mellini). Nous donnons plus haut, p. 211, l'analyse des deux premières livraisons. G. BN.

Le gérant : R. LISBONNE.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

